365 (2016-2017) — N° 9

PARLEMENT

DE LA

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Session 2016-2017

1 DÉCEMBRE 2016

PROJET DE DÉCRET

CONTENANT LE BUDGET DES DÉPENSES POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 2017(1)

RAPPORT DE COMMISSION

PRÉSENTÉ AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

(1)Voir Doc. n°365 (2016-2017) n°1 à 8.

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE COMMISSION 3

1 Exposé introductif de M. A. Flahaut, ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative 3

2 Exposés de MM. Jamotton et Place, représentants de la Cour des comptes 3

3 Réponses de M. A. Flahaut, ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative à la Cour des comptes 5

4 Discussion générale 9

5 Examen des articles et du tableau du projet de décret contenant le budget des recettes de l'année budgétaire 2017 20

6 Examen des articles et des tableaux du projet de décret contenant le budget des dépenses pour l'année budgétaire 2017 21

7 Avis de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias 21

8 Avis de la Commission de l'Education 21

9 Avis de la Commission de la Culture et de l'Enfance 21

10 Avis de la Commission de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances 21

11 Avis de la Commission des Relations internationales et des Questions européennes, des Affaires générales, des Hôpitaux universitaires, des Professions des soins de santé et du Règlement, de l'Informatique, du Contrôle des communications des membres du Gouvernement et des Dépenses électorales 21

12 Avis de la Commission de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles 22

13 Votes 22

TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION 23

ANNEXE N° 1 : EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DU BUDGET 331

ANNEXE N° 2 : RÉPONSE DE M. LE MINISTRE DU BUDGET À LA COUR DES COMPTES 379

ANNEXE N° 3 : COMPLÉMENT DE RÉPONSE DU MINISTRE DU BUDGET 390

RAPPORT DE COMMISSION

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative a examiné, au cours de ses réunions du 28 novembre et du 1er décembre 2016(2), le projet de décret contenant le Budget des recettes pour l'année budgétaire 2017 (doc. 364 (2016-2017)) et le projet de décret contenant le Budget des dépenses pour l'année budgétaire 2017 (doc. 365 (2016-2017)).

Lors de ces réunions il a été décidé à l'unanimité des membres présents de présenter un rapport commun à ces deux projets.

1 Exposé introductif de M. A. Flahaut, ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative

Pour l'exposé introductif du ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative, il est renvoyé au fichier PowerPoint repris en annexe(3).

2 Exposés de MM. Jamotton et Place, représentants de la Cour des comptes

M. Jamotton, premier auditeur-réviseur à la Cour des comptes, informe les commissaires que la chambre française de la Cour des comptes a adopté son rapport relatif aux projets de décrets contenant les budgets pour l'année 2017 de la Communauté française et l'a transmis au Parlement en date du 25 novembre 2016. L'auditorat a axé son examen sur les documents transmis le 17 novembre dernier. Certains documents transmis tardivement, relatifs notamment aux organismes, n'ont pu être examinés.

Les représentants de la Cour des comptes ont rencontré le ministre du Budget et ses collaborateurs afin de définir un processus de collaboration qui permette à l'auditorat de disposer des informations indispensables pour mener à bien sa mission que lui confie l'article 52, §2 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française. Ce processus doit encore être finalisé mais l'on peut d'ores et déjà souligner la bonne collaboration entre la Cour des comptes et le cabinet du ministre du budget lors de l'examen des projets de décrets budgétaires 2017.

M. Jamotton soulève deux aspects du dispositif repris dans le projet de décret contenant le budget des dépenses. Tout d'abord, les dispositions gagneraient en lisibilité si elles pouvaient être actualisées. À titre d'exemple, il cite les articles 15 et 21 dont les articles de base et les subventions énumérés, pour certains reproduits depuis plusieurs exercices, ne correspondent pas ou plus avec le tableau budgétaire repris en annexe.

Par ailleurs, les dispositions transitoires déterminent les mesures du décret du 20 décembre 2011 qui seront suspendues ou auxquelles elles dérogeront au cours de l'année 2017. L'orateur attire l'attention uniquement sur son article 41, et plus particulièrement le deuxième alinéa afférent au titre X du décret précité, à savoir les services administratifs à comptabilité autonome (SACA).

Dès lors que la commission aura l'occasion d'examiner prochainement le rapport sur les comptes annuels 2015 des SACA transmis par la Cour des comptes, celle-ci estime opportun de souligner dès à présent les dispositions que le gouvernement de la Communauté française entend appliquer pour l'exercice 2017. Sans vouloir reproduire les développements du rapport, l'intervenant souligne simplement l'incohérence dans l'ap-

(2) **Ont participé aux travaux de la Commission :**
M. Destrebecq (Président), M. Devillers, Mme Emmery, Mme Gonzalez Moyano, M. Kilic, M. Lefebvre, M. Mottard, Mme Poulin , Mme Vienne, Mme Bertieaux, M. Crucke, Mme De Bue, Mme Durenne (en remplacement de M. Dodrimont), M. Henquet, M. Knaepen, Mme Warzée-Caverenne, M. Desquesnes, M. Drèze
Ont assisté aux travaux de la Commission :
M. Doulkeridis, Mme El Yousfi : membres du Parlement
M. Flahaut, Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative
M. Bodson, chef de Cabinet de M. le ministre Flahaut
M. Marques, conseiller au cabinet de M. le ministre Flahaut
M. Dumortier, collaborateur au cabinet de M. le ministre Flahaut
M. Jamotton, représentant de la Cour des comptes
M. Place, représentant de la Cour des comptes
Mme Guillaume, collaboratrice au cabinet de M. le ministre Flahaut
Mme Hartmann, collaboratrice au cabinet de M. le ministre Flahaut
M. Maudoux, collaborateur au cabinet de M. le ministre Flahaut
Mme Michelis, collaboratrice au cabinet de M. le ministre Flahaut
Mme Leprince, collaboratrice du groupe PS
M. Bosson, collaborateur du groupe MR
M. Dumoulin, collaborateur du groupe cdH
(3) Voir Annexe n° 1 (Exposé introductif du ministre du Budget)

plication de l'article 73 du décret du 20 décembre 2011, qui prévoit d'une part, que la Cour des comptes transmette au Parlement de la Communauté française au plus tard le 30 juin de l'année qui suit, les comptes annuels des SACA, accompagnés de ses observations et d'autre part, que l'administration établisse une version agrégée des comptes annuels de ces services, jointe au compte général certifié par la Cour des comptes.

Or, à l'entame de ces travaux budgétaires, il était évident tant pour l'administration que pour le ministre du Budget, que l'ensemble des comptes 2016 de ces établissements ne pourraient être établis et transmis à la Cour des comptes dans les délais fixés. Elle estime dès lors que l'ensemble de l'article 73 du décret du 20 décembre 2011 devrait être suspendu tant que d'une part, l'administration n'est pas en mesure de transmettre les comptes annuels de l'ensemble de ses SACA dans les délais impartis et d'autre part, que le gouvernement de la Communauté française n'aura pas adopté les textes réglementaires d'exécution des dispositions décrétales applicables à l'ensemble des SACA.

M. Place, auditeur-adjoint à la Cour des comptes, ajoute que pour établir la trajectoire budgétaire des Communautés et Régions, le Conseil Supérieur des Finances (CSF) a pris comme point de départ les soldes de financement provisoires pour l'année 2015 tels qu'estimés par l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) le 31 mars 2016. En ce qui concerne la Communauté française, celui-ci s'établit en avril 2016 à -271,1 millions d'euros. Dans sa publication du 20 octobre 2016 relative aux comptes des administrations publiques 2015, l'ICN l'a réévalué à -250,8 millions d'euros. Sur la base des données d'avril 2016, le CSF a recommandé un solde net à financer de -97,4 millions d'euros en 2017.

Le gouvernement de la Communauté française s'était quant à lui fixé comme objectif, en avril 2016, un déficit de [U+FDD3]135 millions d'euros. Ce solde a entre-temps évolué puisque l'exposé général du présent projet indique à présent un solde de financement de -220,5 millions d'euros. Pour rappel le budget ajusté 2016 prévoyait un solde de financement de [U+FDD3]246,4 millions d'euros.

Les projets de budgets de l'exercice 2017 dégagent un solde budgétaire brut de 512,1 millions d'euros, ce qui représente une détérioration de trois millions d'euros par rapport au budget ajusté 2016. Ce solde budgétaire brut est le point de départ pour déterminer le solde de financement.

Pour y arriver, le gouvernement de la Communauté française a tenu compte d'amortissements et de remboursement de la dette et de sous-utilisation de crédits pour respectivement 7,9 et 87,9 millions d'euros. Il a évalué l'impact du périmètre de consolidation à hauteur de 123,6 millions d'euros. Ce montant intègre un impact nul pour les universités et hautes écoles. Ce qui donne à l'impact un caractère non exhaustif. Enfin les corrections de passage pris en considération s'élèvent à 72,3 millions d'euros.

La prise en compte de ces différents éléments amène le gouvernement de la Communauté française à déterminer un solde de financement de -220,5 millions d'euros.

En ce qui concerne le budget des recettes de l'année 2017, la Cour acte que les prévisions des recettes augmentent de 281,2 millions d'euros par rapport au budget ajusté 2016, soit une augmentation de 2,9 %.

En matière de recettes transférées de l'État fédéral, la Cour constate que les montants prévus par le gouvernement de la Communauté française diffèrent des montants estimés par le gouvernement fédéral et sont supérieurs de 163 millions d'euros. Ces différences sont essentiellement dues aux parts attribuées du produit de l'impôt des personnes physiques et de la taxe sur la valeur ajoutée.

L'écart de la part attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques résulte, dans le chef de la Communauté française, de la prise en compte du montant de transition qui entre dans le calcul des dotations, liées aux accords de la Sainte-Émilie, à verser à la Région wallonne et la Commission communautaire française. En 2017, le montant de transition qui est un montant à porter en déduction des dotations, est supérieur à celles-ci. La Communauté française a dès lors prévu une recette supplémentaire de 109,5 millions d'euros.

L'écart au niveau de la part attribuée du produit de la taxe sur la valeur ajoutée s'élève à 20,2 millions d'euros. Il provient de la différence entre les paramètres communiqués par le SPF Finances, et utilisés par l'État fédéral et le gouvernement de la Communauté française, respectivement en novembre et en septembre 2016.

En matière de recettes diverses, les prévisions sont de 141 millions d'euros, ce qui représente une diminution de 1,7 million d'euros (soit -1,2 %) par rapport au budget 2016 ajusté.

Pour ce qui a trait au budget des dépenses de l'année 2017, les moyens en engagement et en liquidation s'élèvent respectivement à 10.496 millions d'euros et à 10.498,7 millions d'euros. Ce qui représente une augmentation de 2,9 % et 2,8 % par rapport au budget ajusté 2016.

Le chapitre II « Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport » enregistre plusieurs augmentations. Par exemple, les crédits prévus à la division organique 17 – « Aide à la jeunesse » augmentent de 11,5 millions d'euros. Cette augmentation est liée au refinancement du secteur de l'aide à la jeunesse ainsi qu'à la reconduction de la politique menée en faveur des mineurs étrangers

non accompagnés.

Au chapitre III « Éducation, Recherche et Formation », selon la dernière prévision du Bureau fédéral du plan du 8 novembre 2016, le prochain dépassement de l'indice-pivot est prévu en août 2017. La prochaine indexation des salaires interviendrait donc en octobre 2017.

Le gouvernement de la Communauté française a inscrit au projet de budget des dépenses une provision en vue de la couvrir. Celle-ci représente l'équivalent des trois mois d'indexation des rémunérations prévus en 2017.

Par ailleurs, l'examen des propositions de crédits établies par l'administration générale de l'enseignement montre que la plupart des articles de base de rémunérations ont subi des réductions systématiques et uniformes (des réductions de 0,23 % ont été appliquées aux AB du personnel enseignant des trois réseaux de l'enseignement secondaire et de 0,15 % aux AB du personnel enseignant des niveaux fondamental, spécialisé, artistique et de promotion sociale).

L'application de ces réductions de crédits s'écarte de la méthode d'établissement des prévisions budgétaires, mise en œuvre depuis plusieurs exercices par l'administration générale de l'enseignement. Ces réductions risquent d'entraîner des insuffisances de crédits qui postuleront la mise en œuvre des procédures visées à l'article 9 du dispositif du présent projet.

La Cour des comptes a déjà dénoncé ces procédures lors du budget 2016 en faisant remarquer que l'insuffisance des crédits d'engagement en matière de rémunérations du personnel enseignant ne constituait pas un cas d'urgence résultant de circonstances exceptionnelles et imprévisibles. Elle estime, par ailleurs, qu'une telle dérogation devrait être assortie d'une limite quantitative.

Quant au Chapitre V « Dotations à la Région Wallonne et à la Commission Communautaire française », M. Place constate que le présent projet comprend des crédits de transferts à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, à hauteur de, respectivement, 355,9 millions d'euros et 101,1 millions d'euros.

Ces montants représentent une augmentation de 6,5 millions d'euros et 0,2 million d'euros par rapport à ceux figurant dans le budget ajusté de l'année 2016. Il est à noter qu'en 2017, le montant de la dotation calculée pour la Commission communautaire française subit une moins-value de 2,7 millions d'euros.

M. Place ajoute que la Section particulière enregistre les opérations budgétaires consécutives à l'application des accords de la Sainte-Émilie issus de la sixième réforme de l'État. Ces opérations couvrent des matières relatives à la sécurité sociale telles que l'aide aux personnes âgées et les allocations familiales.

En 2017, le gouvernement de la Communauté française a prévu d'allouer à la Région wallonne et à la Commission communautaire française une dotation de, respectivement, 3.472,1 millions d'euros et 26,3 millions d'euros.

La Cour constate que le gouvernement de la Communauté française recourt à une recette négative pour présenter une section particulière en équilibre. Elle rappelle qu'elle avait recommandé de traiter les aspects budgétaires des accords de la Sainte-Émilie au niveau du budget des recettes et des dépenses sans recourir à la création de cette section.

3 Réponses de M. A. Flahaut, ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative à la Cour des comptes(4)

En réponse au rapport de la Cour des comptes sur les projets de budgets 2017, le ministre constate que certaines situations sont parfois difficiles en matière d'obtention des documents. Les améliorations vont être poursuivies dans le futur sachant que tant le législatif que l'exécutif visent les mêmes objectifs de transparence et de fluidité dans la transmission. Dans ce sens, le ministre tient à mettre l'information dont il dispose à disposition de la Cour et invite celle-ci à lui signaler toute réticence qu'elle rencontrerait dans l'exercice de sa mission vis-à-vis de l'administration. Un état des lieux de l'efficacité du processus sera opéré en vue du budget 2018.

Par rapport aux comptes des SACA, le respect du dépôt au mois de juin est impossible puisque les documents ne sont pas disponibles. En ce sens, il est proposé de reporter la date du 30 juin au 30 octobre afin d'éviter de constater annuellement l'absence des informations qui empêche la Cour de réaliser sa mission.

En ce qui concerne l'impact des institutions consolidées dans l'exposé général, M. le Ministre relit le commentaire de la Cour en ces termes : « *l'exposé général ne donne aucune analyse de l'impact des institutions consolidées d'une part, sur le solde net de financement et d'autre part, sur l'évolution de la dette publique* ».

Pourtant, l'exposé particulier précise que « *le solde budgétaire 2017 incluant les politiques prévues dans l'accord de gouvernement est de – 220 millions d'euros. Néanmoins, si l'on retire les 21 millions d'euros de provision pour l'enseignement, le Gouvernement maintient le même résultat que*

(4) Pour de plus amples informations, il est renvoyé à l'annexe n° 2 au présent rapport reprenant la réponse écrite du Ministre du Budget.

celui du Budget initial 2016 » ; ce qui donne une première information relative à l'impact des institutions consolidées et ce qui renvoie également à la page 147 de l'exposé général reprenant une projection pluriannuelle qui démontre l'impact des institutions consolidées sur le solde SEC de la Fédération Wallonie-Bruxelles (en 2017, mais également celui attendu pour les quatre années suivantes).

En ce qui concerne le périmètre de consolidation de la Fédération, celui-ci comporte 125 institutions. Les Universités, les Hautes Ecoles et les Ecoles Supérieures des Arts (ESA) ont bien été intégrées mais en considérant leur impact SEC comme égal à zéro. Historiquement, cet impact apparaît difficilement évaluable dans la mesure où il fluctue fortement, de sorte que le montant pouvant être calculé ex-post diverge fortement de celui pouvant être estimé ex-ante lors de l'élaboration du budget initial.

Quant aux comparaisons entre les recettes prévues à transférer par l'Etat fédéral et les prévisions de la Communauté française, à l'IPP, le delta résulte du mécanisme de transition, appliqué suite aux accords de la Sainte-Emilie, qui engendre, pour l'année 2017, des montants supérieurs en faveur de la Fédération Wallonie-Bruxelles au détriment de la Région wallonne et de la Commission communautaire française.

Concernant la TVA, le delta est généré par la différence entre les paramètres communiqués par le SPF Finances et utilisés par l'Etat fédéral en novembre 2016 et par la Fédération Wallonie-Bruxelles en septembre 2016.

Concernant le droit d'équivalence des diplômes, M. le Ministre confirme que les demandes ont effectivement connu une baisse depuis 2015 (plus de 8 %) engendrant une hausse moindre que prévue des recettes escomptées. Les recettes 2017 seront corrigées au moment de l'ajustement, une fois que les recettes définitives pour 2016 seront connues.

Au niveau des recettes en capital, la prévision résulte de la réévaluation de l'estimation des recettes des ventes d'immeubles basée sur l'état d'avancement des travaux de la Task force. Cette diminution ayant été fixée à - 6,37 millions d'euros par rapport à l'ajusté 2016, l'estimation envisagée est de 7 millions d'euros.

Dispositif du projet de décret

M. le Ministre constate que la Cour des comptes relève que la plupart des articles du dispositif du présent projet, commentés ci-après, figuraient déjà dans les dispositifs des budgets initial et ajusté pour l'année 2016. Elle réitère, dès lors, les remarques qu'elle avait formulées dans ses rapports précédents.

Pourtant, certaines situations ont évolué et la Cour ne semble pas avoir actualisé ses informations ni examiné les réponses apportées à ses rapports sur les projets de budget des années 2014 à 2016.

Par rapport aux articles du dispositif, si la problématique des Services administratifs à Comptabilité autonome (SACA) a souvent été abordée dans cette commission et si c'est avec raison que la Cour continue de l'évoquer, le ministre veut cependant nuancer les commentaires de la Cour sur cette problématique.

En ce qui concerne les SACA hors enseignement, à la lecture du projet de décret-programme et du dispositif du décret d'ajustement des dépenses 2016, il ressort que le Gouvernement a déjà suivi une recommandation de la Cour en retirant le statut de SACA à deux services du ministère que sont les service d'aide à la presse et la direction du développement des compétences (anciennement EAP communautaire) dont les missions sont maintenant assurées budgétairement via des articles de base classiques.

Toujours en ce qui concerne les SACA hors domaine de l'enseignement, un arrêté d'application sera très prochainement présenté au Gouvernement et transmis au Conseil d'Etat dès son approbation ; un intercabinet s'étant déjà accordé sur le sujet.

Dès lors que la Cour a mentionné que certains SACA disposent déjà d'une comptabilité en partie double, le ministre informe les commissaires que le processus de normalisation se poursuit et que l'ensemble des SACA disposera d'une comptabilité en partie double en janvier 2018, qui plus est, sur le même outil informatique.

À l'instar des trésoriers décentralisés, les trésoriers des SACA qui fonctionnement déjà avec l'outil informatique lié à la partie double, ne peuvent encoder eux-mêmes les coordonnées financières de leurs créanciers. Pour les quatre services fonctionnant encore en dehors du progiciel S.A.P., les procédures exigent au moins l'intervention de trois personnes différentes pour la gestion des créanciers et des paiements de leurs créances. A partir du premier janvier 2018, tous les SACA hors enseignement travailleront dans le même outil et seront soumis à un processus identique de gestion des données authentiques et financières des tiers.

Quant aux SACA de l'enseignement, leur spécificité est telle qu'elle nécessite un texte adapté, texte qui est actuellement à l'étude. Néanmoins, par rapport au manque de réalisme et de cohérence de certaines prévisions des SACA de l'enseignement, M. le Ministre indique que ce constat peut parfois se vérifier mais les prévisions sont cependant établies à la fois sur base des flux financiers de l'exercice en cours au travers des éléments communiqués mensuellement par le caissier (sur base des données extraites mensuellement

de logicompta via des requêtes construites dans le cadre du projet PICO) et sur base des données des comptes d'exécution extraites de l'application adlexi-comptes.

A la suite de l'observation de la Cour des comptes relative à la disposition de l'article 6 du présent projet arguant du fait que le compte agrégé adopté par le Parlement n'aura pas été soumis à son contrôle, le ministre souligne les dispositifs de reddition et d'approbation par la Cour du compte général de l'administration générale (article 44§ 1er) et de chaque SACA individuel (article 73 alinéa premier). L'intervention de la Cour dans le processus d'approbation et de certification s'arrête dans ces deux circuits parallèles au 30 juin.

Ni sous l'empire de l'ancienne réglementation, ni dans la règlementation actuelle, la Cour n'a compétence pour se prononcer sur un projet de décret relatif au compte général. Les annexes au projet de décret en question reproduisent les données budgétaires et comptables certifiées par la Cour. Dès lors, le ministre n'aperçoit pas pourquoi la Cour devrait certifier une liste récapitulative des données des SACA.

Articles 7 à 9

Il s'agit d'une simple application d'un article du décret du 20 décembre 2011 au même titre que l'article 4 que la Cour, par ailleurs, ne commente pas. L'article 7 n'est nullement une dérogation aux dispositions décrétales en vigueur.

Les dispositions des articles 8 et 9 ont déjà été amplement commentées lors des budgets des années 2013 à 2016. Elles ont été introduites afin de garantir, en tout état de cause, le paiement de la rémunération de plus de 130.000 membres des personnels administratifs et enseignants. Le Ministre remarque toutefois que le troisième alinéa a été introduit expressément à la suite d'une remarque de la Cour sur le projet de budget 2016.

Art. 11

Au constat de la Cour selon lequel « L'article 11 fixe à 375.000 euros le montant maximum des avances de fonds qui peuvent être consenties à des trésoriers décentralisés. Il institue toutefois plusieurs dérogations aux termes desquelles des avances de fonds peuvent être accordées pour des montants maximum de 500.000 euros, 625.000 euros, 1.250.000 euros et même 2.500.000 euros (au trésorier décentralisé du sport). La Cour des comptes rappelle les remarques qu'elle a formulées dans le passé concernant les risques inhérents à un recours trop important à la procédure d'avances de fonds, en raison du caractère sommaire des procédures de contrôle interne, appliquées à ce type de dépenses. », le ministre constate que la réponse a déjà été apportée lors des séances de commission relatives au budget des années 2014, 2015 et 2016. Pourtant, la Cour continue à baser sa critique sur un de ses rapports de l'année 2013.

Les choses ont considérablement évolué depuis lors et les services de la Cour ne peuvent l'ignorer. Il lui revient d'ailleurs que la seule remarque fondamentale que contiendrait un rapport imminent sur les comptes rendus par les trésoriers décentralisés porterait sur le fait que le trésorier a accès aux données financières des fournisseurs dont il paie les factures. A cet égard, le ministre peut indiquer qu'une cellule de gestion des tiers est opérationnelle depuis le 1er septembre 2016 pour les trésoriers décentralisés qui effectuent leurs opérations dans l'outil SAP.

A partir du 1er janvier 2017, tous les trésoriers décentralisés effectueront leurs paiements via cette application et devront donc demander à la cellule de gestion des tiers l'encodage des données authentiques et financières de leurs créanciers, sans pouvoir les modifier eux-mêmes, selon un processus rigoureux déjà testé avec succès depuis le 1er septembre.

Le ministre ajoute que les huit comptables engagés sont désormais opérationnels.

Art. 15

M. le Ministre considère que le développement de certains projets importants et leur réorientation au sein de l'ensemble de la Fédération Wallonie-Bruxelles peut nécessiter des transferts de moyens entre le crédit initial accordé pour l'ensemble du projet (personnel, fonctionnement, ICT) et affecté sur un seul article budgétaire au moment où la répartition des besoins n'est pas encore connue avec précisions.

Art. 16

A l'analyse de la Cour qui indique que « *cet article, qui porte dérogation à l'article 7, 2°, alinéa 3, du décret du 20 décembre 2011, autorise six fonds budgétaires à se trouver en situation débitrice. La Cour recommande à nouveau au gouvernement de la Communauté française d'examiner la possibilité de supprimer certains de ces fonds et d'imputer leurs produits à un article de recettes général* », le ministre relate que les fonds en question sont des fonds attribués par l'Union européenne ou par d'autres pouvoirs pour des objectifs précis selon des conventions. Dans ce cas, il est préférable de ne pas imputer une telle recette à un article de recettes générales.

Art. 21

Dès lors que la Cour précise que « *cet article énumère les subventions qui peuvent être octroyées par le gouvernement, en l'absence d'un décret organique. La Cour des comptes constate que de nombreuses subventions sont énumérées sans toutefois figurer dans le tableau budgétaire du pré-*

sent projet. C'est le cas pour celles accordées à la charge des DO 11, 20, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 40, 52, 53, 54 », le Ministre prend acte de la remarque de la Cour mais il souhaiterait qu'elle communique à son cabinet les subventions visées afin qu'il puisse interroger l'administration.

Art. 32

L'article 32 autorise le Fonds des bâtiments scolaires de la Communauté française à prendre en charge le montant du loyer du bâtiment abritant la faculté d'architecture de l'ULB.

Comme le rappelait la Cour dans son rapport, le financement de ce loyer n'entre pas dans le cadre des missions décrétales du fonds et réduit les moyens qu'il peut consacrer aux bâtiments scolaires non universitaires du réseau de la Communauté française. Une vérification sera opérée afin de s'assurer que cette disposition est toujours nécessaire sachant que l'ULB dispose d'un financement spécifique pour ces loyers.

Art. 41

La Cour des comptes relève que la suspension de diverses dispositions du décret du 20 décembre 2011 est prolongée pour 2017. Cette suspension concerne, notamment, des dispositions relatives à l'octroi, l'emploi et au contrôle de subventions et à la comptabilité générale. De plus, le rapport relève qu'aucun crédit n'est prévu pour la mise en place de la nouvelle comptabilité publique.

Le ministre confirme que deux projets d'arrêtés seront présentés sous peu au Conseil d'Etat. Il est prévu que ces textes entrent en vigueur au 1er janvier 2017.

le premier est un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions. Le second est un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles générales applicables au budget et à la comptabilité des services administratifs à comptabilité autonome.

Art. 44

Le ministre acte que l'article 44 est dérogatoire par rapport aux articles 41,42 et 44 du décret du 20 décembre 2011 qui sont situés au titre V dudit décret, non applicable aux SACA.

Le compte général visé à l'article 44 est donc celui de l'entité « services d'administration générale et cabinets ». Ce compte n'inclut pas les SACA qui rendent compte individuellement selon l'article 73 alinéa un du décret du 20 décembre 2011.

La fixation de la date du 30 juin pour la remise du compte a été maintenue à la demande de la Cour malgré le fait qu'elle déroge à la date officielle fixée au 15 avril, date que le Gouvernement a cependant respectée lors de la remise du compte 2015.

Dépenses de personnel du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Un plan de personnel pluriannuel, joint au Contrat d'administration, s'étend sur l'ensemble de la durée du contrat et contient les recrutements prévus à la fois pour les services continus et les services non continus.

Le nombre de recrutements qui sont programmés a été calculé sur base des restrictions qui ont été décidées par le Gouvernement en début de législature, à savoir un remplacement pour cinq en 2015 et 2016 et deux remplacements pour trois départs en 2017, 2018 et 2019, mais aussi sur base des départs prévus sur les trois prochaines années. Sur cette base, l'Administration peut opérer 357 recrutements jusqu'en 2019.

Afin d'assurer le démarrage du contrat d'administration, il a été décidé d'anticiper les recrutements auxquels l'administration pouvait prétendre sur la durée du contrat. Les recrutements en début de contrat ont été accélérés, pour les ralentir ensuite à la fin du contrat.

Les recrutements demandés pour la durée du contrat sont les suivants : 17 en 2015 ; 125 en 2016 ; 125 en 2017 ; 65 en 2018 et 25 en 2019. Chaque Equivalent Temps Plein (ETP) est calculé avec une moyenne de 50.000 euros.

L'administration demandant 125 ETP pour 2016, au vu du retard des procédures de sélection avec le Selor, il a été décidé d'impacter ces recrutements à 10/12ème sur l'année 2017. A cet égard, le ministre rappelle qu'une réflexion est en cours avec cet organisme pour accélérer les processus tandis qu'une nouvelle convention est en discussion. L'anticipation des 125 ETP sur 2017 représente quatre millions d'euros.

Avec les restrictions budgétaires prévues dans la Déclaration de Politique communautaire, 11 millions d'euros d'économies avaient été prévus. Avec ces anticipations de recrutement et en tenant compte des retards occasionnés à l'Administration pour les procédures de recrutements, le gouvernement revu à la baisse l'impact budgétaire du Contrat d'administration sur 2017 à sept millions d'euros

Sport

En matière de sport, le financement d'une partie des plans-programmes par le Fonds des sports est un héritage du passé qui doit être géré. Le ministre des sports a entrepris une remise en ordre dans l'imputation des dépenses à l'exemple du retour de la subvention 'Be-Gold' et du financement des JO sur l'Article de base idoine.

Fonds budgétaires

Pour les Fonds budgétaires, le ministre relève

qu'une erreur d'encodage subsiste à l'AB 01.02.42 de la DO 40 dès lors qu'il apparaît « CE/CLL » en regard de l'AB alors qu'il s'agit d'un Fonds budgétaire. Il a été décidé de procéder à une correction technique qui interviendra à l'ajustement du budget 2017. En outre, il est à noter que ce Fonds n'est pas alimenté.

Musée royal de Mariemont

Le Musée royal de Mariemont étant un SACA, il en résulte qu'il dispose de la faculté de constituer un solde reporté (donnée qui, comptablement, est essentiellement d'ordre bilantaire). Ce solde reporté se compose des résultats cumulés des années précédentes dans lequel on y retrouve les résultats cumulés d'exploitation, les donations, mécénats et sponsoring non encore utilisés (dont récemment la donation Tassier et le mécénat de la fondation Baillet-Latour).

M. le Ministre ajoute que le Musée royal de Mariemont ne poursuit pas les mêmes finalités qu'une institution bancaire et n'a pas vocation à thésauriser les fonds mis à sa disposition. Ce serait particulièrement inopportun dans le cadre des donations par exemple. Le donateur choisi de léguer tout ou partie de ses avoirs afin de nourrir les activités du Musée et non pas d'en accroître le résultat cumulé. Seule la diachronie d'utilisation (à savoir l'écart entre l'année d'enregistrement de la donation et les années de son utilisation) explique la présence de ces avoirs en solde reporté.

Si une lecture comptable rapide peut amener à penser que « le solde reporté devrait être épuisé », plusieurs éléments doivent fortement nuancer cette perspective dont le principal est celui de la restauration du patrimoine du Musée.

Report

En termes de report, la Cour reproche que les prévisions budgétaires des SACA n'intègrent plus l'estimation du solde reporté et ne mentionnent pas les réserves financières accumulées dans les SACA. En matière de comptabilité générale, les réserves financières ne figurent pas dans un compte de résultat mais à la classe 5 d'un bilan (actifs à financier à moyen et long terme).

Résultat budgétaire et impact SEC

En ce qui concerne le résultat budgétaire et l'impact SEC, le ministre constate notamment, au niveau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE), que le retour à l'orthodoxie budgétaire relative à la libération des subventions du quatrième trimestre aux milieux d'accueil implique d'imputer cinq trimestres dans l'année de régularisation (le 4ème trimestre de l'année N-1 et les 4 trimestres de l'année N). Sa collègue en charge de l'ONE exposera les difficultés à surmonter pour verser la quatrième tranche des subventions dans l'année courante.

Vu sous un angle strictement budgétaire, l'encours généré en 2016, estimé à 21 millions d'euros, pourrait être exposé dans le cadre de l'examen de l'apurement de l'encours à l'ajustement 2017.

Le défaut de la Région Wallonne dans le versement des subventions au Fonds de solidarité 2 de l'ONE a fait l'objet par ses soins d'un rappel en août dernier adressé à son collègue Ministre du Budget à la région Wallonne.

4 Discussion générale

M. Crucke indique d'emblée au ministre que celui-ci pourrait s'épargner pas mal de réponses si la législation relative au budget et à la comptabilité publique était appliquée. Ceci se justifie d'autant plus lorsqu'il s'agit d'argent public, auquel cas, les dérogations doivent être exceptionnelles.

Il ajoute qu'une modification du décret du 20 décembre 2011, déposée par l'opposition, a été soutenue par la majorité et adoptée en 2015 en vue de compléter les informations reprises dans les documents budgétaires. Pourtant, à cette heure, ces avancées ne figurent pas dans les documents déposés. Le commissaire demande qu'un état des lieux soit fourni par rapport à la concrétisation des arrêtés et la mise en œuvre du décret.

En rapport avec les dérogations introduites par le projet de décret au décret du 20 décembre 2011, M. Crucke relève le report de l'établissement et de la transmission du compte général à la Cour au 30 juin alors que le décret prévoit la date du 31 mars. En outre, il entend que le ministre invite à déposer une forme simplifiée du compte tout en faisant référence au mois d'octobre, ce qui l'amène à se poser la question de l'intérêt de voter une telle législation qui n'est pas respectée. Sauf à changer la législation, ce qui serait un mauvais signe, il revient au gouvernement de veiller à l'application des décrets votés.

Par rapport à la communication et l'échange d'informations avec la Cour des comptes, le commissaire souligne que les propos de celle-ci tendent à montrer une amélioration et l'absence de réticence particulière du Ministre. Pour autant, M. Crucke veut éviter l'euphorie dans la mesure où il doit déplorer que l'administration ne donne pas systématiquement accès à l'information qui est pourtant réclamée par les responsables politiques. A ce sujet et considérant les mises en cause régulières des femmes et hommes politiques, il propose au ministre de préciser quelles sont ces réticences toujours en vigueur afin de ne pas inutilement généraliser ce procès.

Le député constate que les recettes 2017 de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont en-dessous des dix milliards d'euros (+ 3,44 %) alors que les dépenses les dépassent à nouveau (+4,64 %). Il ne peut que déplorer une telle situation où trop peu

de travail structurel en mené en dépenses alors que les entités sont plutôt invitées à la prudence dans leur gestion. Malgré l'augmentation de 330 millions d'euros en recettes, le gouvernement prévoit une dépense supplémentaire de 465 millions d'euros tandis que le retour à l'équilibre 2018 semble désormais tout à fait oublié au détriment des engagements du début de la législature.

Mme Vienne observe que la participation de la Fédération Wallonie-Bruxelles à la Maison Belgique représente 255 millions d'euros annuels et de manière structurelle et qu'il s'agit là d'un effort considérable qui réduit les capacités d'action.

Pourtant, l'exercice d'équilibriste que représente le budget de la Fédération, avec une très faible maîtrise des recettes et une responsabilité quant aux dépenses, se veut cohérent, prudent, maîtrisé et autorise la poursuite des politiques à mener. Le gouvernement a accentué la maîtrise des dépenses qui n'augmentent que 2,7 % alors que les recettes sont en hausse de 2,8 %

Dans une perspective macroéconomique, **Mme Vienne** constate que les prévisions de croissance à la baisse réduisent les recettes de 23 millions d'euros. De plus, le principe de dotation négative des infrastructures hospitalières continuera à obérer les finances tant qu'il ne sera pas réglé. La cotisation de responsabilité en matière de pension représente 68 millions d'euros en 2017 et six millions d'euros de recettes en moins par rapport à 2016.

La commissaire indique que le budget 2017 repose sur plusieurs balises que sont les efforts approfondis et la maîtrise des dépenses sans emprunter la voie de l'austérité, l'augmentation et le redéploiement des moyens dans les compétences de l'enfance et de la jeunesse qui sont porteuses de progrès social, le maintien des politiques inscrites dans la déclaration de politique communautaire et le lancement de politiques nouvelles à hauteur de 58 millions d'euros.

Sans vouloir entrer dans une analyse par article budgétaire, la députée salue les progrès réalisés à travers le fonctionnement du comité de monitoring qui favorise la gouvernance budgétaire, la mise en œuvre concrète du contrat d'administration et l'expérience pilote en matière de réduction du temps de travail. Cette dernière se veut citoyenne et permet d'équilibrer la vie privée et professionnelle.

Par rapport aux différents secteurs de la Fédération Wallonie-Bruxelles qui ont un impact sur la vie des personnes, l'oratrice précise les montants additionnels en jeu : 275 millions d'euros pour les traitements des personnels et l'accroissement du nombre d'élèves ; 11,4 millions d'euros pour l'aide à la jeunesse ; 460.000 euros pour les Maisons de Justice ; 8,7 millions d'euros en culture, 791.000 euros pour les politiques d'égalité des chances mais aussi des crédits à hauteur de 640 millions d'euros pour la politique de l'enfance, la recherche scientifique, le refinancement des universités et le sport.

Il en va de même au niveau du Plan de lutte contre la radicalisation, du travail de mémoire, des politiques de citoyenneté et de multiculturalité qui permettent d'accomplir des actes essentiels en matière de vivre ensemble et de développer une société moderne et ouverte.

Face à ces données, la députée estime qu'on peut toujours faire plus mais ces moyens sont déjà considérables dans le contexte budgétaire actuel. In fine, elle conclut que ce budget responsable, ambitieux et prudent sera soutenu sans surprise par son groupe.

Sur le volet dépenses, **M. Desquesnes** admet que le montant dépasse 10 milliards d'euros mais l'enjeu est bien de savoir s'il faut dépenser plus ou moins. Dans cet exercice, il ose croire que tous les députés du groupe MR auront la même façon d'appréhender ces choix dans les différentes commissions.

En l'absence de prise sur les recettes, la Fédération Wallonie-Bruxelles doit réfléchir en termes de choix d'investissement et de société dans ses compétences. A cet égard, la proposition budgétaire se veut ambitieuse sans retour à l'équilibre mais avec un souci d'investir là où il est juste et intéressant de le faire (culture, enfance, enseignement supérieur, aide à la jeunesse, organisations de jeunesse,. . .).

L'essentiel est bien d'être volontariste tout en se mettant à l'abri de difficultés telle l'augmentation significative de la dette. A cet effet, le député invite le ministre à repréciser ce qui est mis en place pour garantir la maitrise du risque et les perspectives d'avenir.

M. Doulkeridis confirme ses propos réguliers sur la trajectoire de retour à l'équilibre tout en constatant que même le MR, au fédéral, ne parvient pas à ce retour. En considérant le caractère très décomplexé de la droite menée par François Fillon en France, le député ose espérer qu'une telle gauche décomplexée puisse advenir en reconnaissant que les pouvoirs publics, l'investissement dans le vivre ensemble ou dans l'intelligence ont un coût mais qu'ils rapportent aussi la société.

M. Doulkeridis constate que certains dossiers sont récurrents depuis plusieurs années, à l'instar des infrastructures hospitalières pour lesquelles il est encore peu évident de comprendre l'issue. Il en va de même au niveau des différents contentieux qui méritent de l'objectivation et un certain nombre de précisions, notamment de la part de la Cour des comptes.

Il réitère les demandes de son groupe à propos des montants exorbitants en matière de droits d'équivalence de diplômes ainsi que sur le côté non

équitable de la demande.

Si la Fédération ne peut agir en recettes, elle doit alors avoir un dialogue renforcé avec les Régions pour favoriser une approche globale dans la gestion pluriannuelle et commune des politiques. Malheureusement, il faut admettre un recul par rapport à la précédente législature qui est d'ailleurs mis en évidence par la Cour quand elle relève que les entités ne discutent que très peu de la répartition de l'effort, ce qui entraine un risque sur le résultat global.

Si le commissaire reconnaît que ce dialogue est desservi par le rapport de force politique entre le fédéral et les entités francophone, il ne comprend pas que celui-ci ne puisse pas être amélioré entre les entités wallonne, bruxelloise et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

M. Knaepen propose de compléter les propos de son collègue du groupe MR sur le calcul du solde de financement. Dans le cadre de ce calcul, il apprécierait que la Cour l'informe sur les sous–utilisations de crédits à hauteur de 87, 9 millions d'euros et leur impact si un report de l'année n-1 est opéré sur l'année n.

Par rapport à l'engagement du président du cdH relatif à la stabilité totale des coûts des cabinets lors du remplacement de la Ministre Milquet par deux collègues, **M. Crucke** s'étonne de voir apparaitre un article de base de 20.000 euros pour les frais de couverture sociale, spécifique des membres du gouvernement. Ce montant semble destiné à la couverture sociale de la ministre Greoli mais il déroge aux engagements pris préalablement.

En examinant plus amplement la division organique relative aux dépenses de cabinets, M. Crucke relève que la Ministre Milquet employait 70,4 EUR alors que les chiffre actuel est de 83,8 ETP. Il y a donc bien une inflation dans le nombre de collaborateurs de cabinet qui se traduit également par une hausse des dépenses qui passent de 3,8 millions d'euros à 5,4 millions d'euros avec deux ministres. Sans faire de reproche au ministre du budget qui agit en tant qu'argentier, il invite celui-ci à confirmer ou à infirmer ces éléments de hausse.

Pour ces mêmes cabinets, le remaniement ministériel amène des départs de collaborateurs pour lesquels le député aimerait, à un moment donné, connaitre le montant des allocations forfaitaires de départ et les articles de base concernés.

En entendant l'opposition, **M. Desquesnes** revient sur les crédits des cabinets des ministres cdH en invitant à additionner les crédits des programmes 32 et 35 de la Division organique 6 au 1er janvier 2016 et 2017 et à constater que l'égalité stricte est garantie. Par ailleurs, sur la hausse potentielle du nombre de collaborateurs, il rappelle qu'un cabinet n'a pas laissé sa place à deux mais qu'il y avait bien, au départ, deux cabinets cdH en comptant celui du ministre Collin. In fine, il y a une baisse du nombre des collaborateurs de 99 à 83.

Pour aller plus loin que la seule réflexion du groupe MR sur les cabinets cdH, **M. Doulkeridis** suggère au ministre d'établir un rapport entre les crédits de chaque ministre et le nombre de collaborateurs de chacun de ceux-ci.

M. Crucke s'étonne de ne pas trouver d'article budgétaire consacré à une provision pour risque conjoncturel alors qu'il s'agit pourtant d'une question de prudence au vu de l'évolution des paramètres en sens divers et des références différentes entre ceux de la Commission européenne et ceux du Bureau du Plan. A cet égard, il demande au ministre d'expliquer les conséquences budgétaire concrètes si les paramètres de la Commission européenne avaient été retenus plutôt que ceux du Bureau du Plan, à savoir 1.3 % de croissance et 1.7 % d'inflation plutôt que 1.2 % et 1.6 %.

Sur la « Clé élèves » qui évolue négativement pour la Fédération Wallonie-Bruxelles (de 43,48% à 43,35 % entre 2016 et 2017), M. Crucke fait part de sa grande incompréhension alors que le boom démographique est une réalité à Bruxelles et progressivement en Wallonie. Il demande quels sont les résultats obtenus par la Task Force sachant que le nombre d'enfants scolarisés reste plus élevé en Flandre et que la Clé IPP évolue également de manière négative.

Parmi les moyens transférés du Fédéral (TVA), M. Crucke constate une différence de 20 millions d'euros supplémentaires entre le montant inscrit au budget de la Fédération et celui repris dans le budget fédéral. En lisant le Cour des comptes, il note que les paramètres utilisés seraient différents et suggère à la Cour d'indiquer à la commission quels sont ceux qui doivent être utilisés. Il en va de même pour les moyens IPP qui sont également différents à hauteur de 109,4 millions d'euros pour lesquels l'explication reposerait sur le mécanisme de transition issu de l'Accord de la Sainte-Emilie voulu par les différents partis francophones.

Le député cite également le budget des recettes dans lequel 25,56 millions d'euros sont inscrits en matière de soins de santé et d'aide aux personnes sans la moindre précision.

La dotation relative aux infrastructures hospitalières repose encore une divergence entre l'entité fédérale et les entités fédérées quant à la possible dotation négative. A ce sujet, le député souhaite savoir ce qu'il ressort du groupe de travail interfédéral et qui pourrait trancher le contentieux dans l'intérêt de tous et de la crédibilité des budgets.

Par ailleurs, le commissaire ne comprend pas la divergence d'interprétation ente la Cour des comptes et le Gouvernement quant à l'existence d'une Section particulière plutôt qu'une inscrip-

tion des montants transférés au sein du budget des dépenses.

M. Desquesnes loue les talents de raconteur d'histoire de son collègue, M. Crucke. Pour autant, il propose d'avoir une approche chiffrée plus rigoureuse notamment à propos de la « Clé élèves ». A cet égard, en examinant au 1er janvier 2015 le chiffre de population de 0 à 18 ans séjournant en Belgique, il note une baisse de 116 jeunes en Wallonie, une hausse 1.891 à Bruxelles et de 2.561 en Flandre. Mécaniquement et proportionnellement, la part augmente plus vite en Flandre, ce qui peut être un des éléments de la réflexion.

A son tour, **M. Doulkeridis** revient sur la « Clé élèves » et sa question posée il y a un an à propos de la perspective pluriannuelle à la baisse et l'établissement de projections pour affiner la réflexion.

M. Crucke souhaite interroger le ministre quant au contenu de plusieurs recettes non fiscales propres (3,03 % des recettes en 2017 contre 3,24 en 2016 %), à savoir :

— les remboursements de traitement payés indûment par le personnel enseignant pour lesquels 14,9 millions d'euros sont inscrits alors que le rapport de la Cour des comptes relatif au compte général 2015 précisait que 17,2 millions d'euros avaient été récupérés.

— les droits d'équivalence des diplômes obtenus à l'étranger (6,6 millions d'euros) pour lesquels le gouvernement budgétise trois millions d'euros de plus que ce qui été réalisé en 2016 alors lors que la Cour a signalé que le taux d'exécution était en diminution et que les recettes imputées en 2015 s'élevaient à 55 % des prévisions budgétaires.

— l'article relatif au produit de la vente de biens patrimoniaux inscrit un montant de sept millions d'euros alors que l'administration avait proposé d'inscrire 3,6 millions d'euros et qu'il n'existe ni cadastre des bâtiments envisagés à la vente ni agence qui gère le patrimoine immobilier. Une liste des biens susceptibles d'être vendus, établie par l'administration, est sollicitée de même que la manière dont elle a réalisé cette liste et évalué la recette.

Sur ce dernier point, **M. Doulkeridis** indique qu'il serait utile que le ministre confirme qu'il n'y aura pas d'opération de location à la suite de ventes.

A son tour, **M. Mottard** propose au ministre d'indiquer comment cette politique pourra être dynamisée à travers la Task Force. lorsque la recette de sept millions d'euros escomptée en matière de vente de biens immobiliers est supérieure à celles de 2015 et 2016. Il ajoute que certains bâtiments dont la Fédération n'a plus l'usage peuvent parfois servir à des administrations communales telle la commune de Grâce-Hollogne.

M. Crucke développe plusieurs articles du dispositif du budget des dépenses.

Dans le cadre des articles 7 à 9, il indique que la Cour avait mis en évidence l'existence de dépassements de crédits de liquidation limitatifs qui n'avaient pas été régularisés par une délibération du gouvernement en 2014 ou le dépôt d'un projet de décret à l'ajustement. Le commissaire doit constater les nombreuses dérogations introduites alors que le rapport de la Cour des comptes rappelle que les dépenses visées ne sont nullement extraordinaires ou imprévues et qu'elles doivent pouvoir être inscrites dans le budget. Il ajoute que cette manière de faire n'est pas responsable en terme de gestion du budget et il dénonce le fait que, même a posteriori, certaines dépenses n'ont pas toujours été couvertes par arrêté du gouvernement ou par un décret. A cet égard, M. Crucke aurait préféré qu'une marge soit indiquée plutôt que de recourir à de larges dérogations.

A l'article 44 du dispositif, M. Crucke admet avec la Cour que le compte d'exécution du budget ne reflétera pas les opérations des services administratifs à comptabilité autonome (SACA), alors que ceux-ci, dépourvus de la personnalité juridique, font partie intégrante du ministère de la Communauté française. Pour lui, le manque de transparence des SACA est le problème majeur de la Fédération Wallonie-Bruxelles mais il ajoute qu'en adoptant les arrêtés et en appliquant les législations, le ministre à toutes les cartes pour obtenir les comptes. Le député interroge le ministre sur les raisons qui peuvent expliquer un tel délai de mise en œuvre.

M. Crucke signale que l'article 40 du dispositif énumère les budgets des SACA qui sont annexés et qui seront approuvés par le vote. Pourtant, le budget du Fonds Social Européen (FSE) n'est pas repris, ce qui, selon la Cour des comptes, peut empêcher la mise en place de nouvelles politiques.

Quant aux SACA hors enseignement qui sont repris, le député n'a pas entendu le ministre en réponse aux questions de la Cour des comptes relatives à l'Observatoire des politiques culturelles, au recours aux financements externes pour les activités du Musée Royal de Mariemont et au financement des activités de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur par des soldes reportés.

Pour les SACA de l'enseignement, le commissaire rappelle les propos récurrents de la Cour en matière de fluctuation des prévisions budgétaires et considère qu'il ne suffit pas de mettre une prévision à zéro mais plutôt de procéder à une analyse de la situation.

— le montant des recettes inscrit en matière de ré-

cupération d'allocations familiales (aide et protection de la jeunesse) augmente de 3,4 millions d'euros pour atteindre 14,5 millions d'euros sans que le budget n'apporte quelconque explication.

La question de la dette amène l'orateur à repréciser que celle de la Fédération Wallonie-Bruxelles s'est stabilisée en termes nominaux entre 2000 et 2008 mais elle a connu une forte hausse depuis 2011 (+24 %) ; le ratio dette/recettes étant quant à lui passé de 49 % à 57%. Pour l'intéressé, cette évolution relève de la consternation et d'un manque de volonté visant à stabiliser la dette avant d'envisager une nouvelle réduction.

D'ailleurs, un engagement avait été pris concernant la création d'une Agence de la dette avant la fin de l'année 2015. Pourtant, à l'aube de 2017, cette agence n'est pas encore créée alors que l'urgence est manifeste. Le député demande des explications claires sur ces retards.

M. Crucke aborde l'investissement de 600 millions d'euros avec la Banque Européenne d'Investissements (BEI) pour divers projets (bâtiments, écoles, énergie,...). Sur ce point, il demande au ministre si la date du 6 décembre est toujours retenue pour la signature et si des informations complémentaires peuvent être données dès aujourd'hui dès lors qu'un regard en parallèle avec les normes SEC doit pouvoir être envisagé.

M. Doulkeridis rejoint ces questions tout en sollicitant la Cour sur le même sujet.

A son tour, **M. Knaepen** fait valoir la nécessité d'obtenir des informations sur le remboursement du prêt de la BEI, l'impact SEC et les conséquences sur la dette.

M. Crucke constate l'évolution en sens divers des crédits de dépenses pour les personnels contractuels et statutaires. Si les premiers augmentent de près de 15%, les seconds ne progressent que de 0,36 % ; ce qui est en désaccord avec le discours du gouvernement de gauche qui préfère statutariser un maximum d'agents. Il s'agit d'ailleurs d'une divergence réelle avec la droite qui considère que le contrat permet d'amener de la souplesse dans la gestion de la fonction publique. Si tel est le constat, M. Crucke demande si la gauche ou les syndicats ont évolué sur ce point.

En référence au plan de la fonction publique visant au remplacement d'un fonctionnaire sur cinq, **M. Doulkeridis** demande un état des lieux prospectif.

Sur le contrat d'administration, **M. Desquesnes** réclame que les moyens soient accordés afin que l'esprit du contrat soit respecté. Il souhaite un détail des 12 millions d'euros supplémentaires qui sont inscrits au budget 2017.

M. Mottard souhaitait un complément d'informations relatif au contrat d'administration sur ses aspects de mise en œuvre et d'impact financier. Néanmoins, les éléments que le ministre a déjà évoqués lui paraissent suffisants à titre personnel.

Mme Gonzalez-Moyano invite le ministre à préciser l'endroit où sont inscrits les crédits de 200.000 euros pour mener à bien une expérience-pilote en matière de réduction du temps de travail.

M. Crucke attire l'attention du ministre sur le fait que les rapports des réunions du Comité de Monitoring ou du Conseil du Trésor ne sont pas transmis au Parlement. Il suggère que cela puisse être le cas à l'avenir.

Evoquant le même sujet, **M. Mottard** aimerait savoir où en sont les travaux du Comité de Monitoring concernant ses missions et s'il existe une possibilité d'accès automatique aux résultats de ses travaux.

Sur la question de la convention de premier emploi (4,4 millions d'euros), **M. Crucke** rappelle que la convention précédente avec la Région wallonne a été dénoncée et il souhaiterait que le ministre lui précise la politique qui est menée dans ce cadre.

La volonté d'élargir l'objet social du Fonds Ecureuil en lui permettant d'augmenter le nombre de secteurs bénéficiaires d'avances de fonds amène M. Crucke à réclamer un état des lieux de la situation tandis que sa collègue, **Mme Gonzalez-Moyano** aimerait obtenir le nombre de demandes reçues en l'état.

En examinant l'article de base relatif à E-WBS pourvu de 2,58 millions d'euros, **le député Crucke** constate que les chiffres annoncés dans l'exposé général ne sont pas identiques à ceux inscrits dans le budget puisque un écart de plus ou moins 100.000 euros apparaît. Il suggère que ces données soient vérifiées avant le vote du budget.

Les dotations à la Région wallonne et à la Cocof reprises à la division organique 90 sont prévues à hauteur de 461 millions d'euros mais M. Crucke ajoute que la Fédération a souhaité relever l'effort de la Cocof en sa faveur afin de dégager 2,7 millions pour financer la Promotion de Bruxelles. Le commissaire demande ce qui se cache derrière ce montant, si ce n'est pas une manière de faire un cadeau au ministre qui gère cette compétence ou s'il faut y voir le résultat de l'efficacité des politiques pérennes et positives qui conduit à un soutien complémentaire par des crédits à la hausse.

M. Doulkeridis souhaite à son tour commenter les moyens inscrits en faveur de la promotion de Bruxelles en s'interrogeant sur la modification de la clé 1/3-2/3 pour la répartition des dotations entre Bruxelles et la Wallonie. Au-delà, d'une lecture rapide qui supposerait que le retrait de deux millions d'euros à Bruxelles vise à d'attribuer plus de moyens au ministre de la Fédéra-

tion en charge de la Promotion de Bruxelles, M. Doulkeridis considère qu'une autre interprétation est également possible.

M. Crucke aborde la provision de 21 millions d'euros prévue pour le Pacte d'excellence avec l'ambition de faire fonctionner l'éducation autrement. Il s'étonne de devoir constater que cette provision est à la fois limitée et qu'elle est inscrite dans les compétences du ministre-président et non parmi celles relevant de la ministre de l'Education. Il réclame la plus grande transparence au ministre pour savoir si l'ensemble du pacte et des mesures d'avenir seront désormais du ressort du ministre-président alors que la ministre de l'Education gèrera ce qui est en cours à ce jour.

Mme Vienne demande à son tour quelques explications sur la provision de 21 millions d'euros pour le Pacte d'Excellence qui constitue une bonne nouvelle dans une dynamique dont elle se réjouit.

M. Desquesnes considère que la provision interdépartementale de 21 millions d'euros pour la mise en œuvre du futur Pacte d'excellence se justifie pleinement dès lors que plusieurs ministres seront concernés, que des arbitrages doivent encore être faits et qu'il n'y a pas lieu de préempter les choix en niant le travail considérable qui est réalisé. Ce montant de 21 millions d'euros reste relatif mais il s'agit d'un signal positif qui permet de lancer des initiatives nouvelles tout en n'oubliant pas que l'enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles n'est pas le moins désargenté des pays de l'OCDE.

Ayant entendu M. Crucke qui dénonce l'absence de poids du cdH au Gouvernement et M. Jeholet, au Parlement Wallon, qui considère que le cdH s'approprie l'essentiel, M. Desquesnes estime que la vérité est certainement au centre.

A la Cour, **M. Doulkeridis** rappelle que les députés restent en attente d'une analyse de régularité du processus relatif au financement du Pacte d'excellence et le rôle joué par McKinsay sur le plan légal.

La trajectoire fixée à -220, 5 millions d'euros avec une diminution possible à hauteur des 21 millions d'euros relatifs à la provision pour le Pacte d'excellence donne à cette provision un statut particulier. En effet, des dépenses auraient pu être engagées pour concrétiser certaines avancées dès lors que ce type d'investissement contracyclique dès la petite enfance permet d'obtenir des résultats statistiquement plus positifs tant pour ces jeunes que pour la société. En conséquence, le commissaire invite le ministre à étayer quelque peu la réflexion sur le choix qui est posé et le montant de 21 millions d'euros en lien avec les propos initiaux de la ministre de l'Education indiquant qu'il ne fallait pas de crédits supplémentaire pour le Pacte avant de se raviser et d'accepter que ces moyens soient inscrits en provision dans le budget du ministre-président.

Enfin, concernant les Maisons de Justice, M. Doulkeridis demande au ministre si on lui a proposé qu'une de ces Maisons financée par la Fédération Wallonie-Bruxelles soit située en Flandre. Si tel avait été le cas, il eut été magnifique que les francophones puissent intervenir dans le financement des associations situées en territoire flamand.

M. Knaepen sollicite des précisions sur le dossier du « Pathé Palace » et le bail emphytéotique tel qu'il était envisagé.

M. Knaepen relève que l'article de base consacré à l'intervention européenne dans les infrastructures culturelles n'est pas alimenté sans qu'il n'y ait d'explication précise.

Enfin, il regrette qu'à nouveau, le budget de l'année n-1 ne soit pas repris dans les documents budgétaires, ce qui est en recul dans l'information transmise au Parlement.

Mme Gonzalez-Moyano souhaite un complément d'informations quant à la rencontre du gouvernement avec le secteur non-marchand le 24 novembre dernier et au suivi de leurs recommandations.

M. Kilic suggère au ministre de faire un point en matière d'optimalisation des dépenses prévues et réalisées avec les marchés publics, notamment les économies liées au marché unique « gaz-électricité ». Ainsi qu'un éclairage concernant la plateforme fédérale.

Dès lors que le ministre s'est engagé sur la voie de l'orthodoxie accrue, le député aimerait éventuellement avoir un premier état des lieux de l'évolution de l'encours.

Réponses des représentants de la Cour des comptes

M. Jamotton signale que le décret du 20 décembre 2011 prévoit que le compte général est établi par l'administration et que la Cour le transmet au Parlement avec ses observations, au plus tard le 30 juin. Or, depuis son entrée en vigueur, des dérogations systématiques sont introduites pour les délais, ce qui amène la Cour à transmettre ses observations au Parlement pour la fin du mois d'octobre. Par ailleurs, le dispositif du projet de décret budgétaire modifie le contenu du compte général qui se limite au compte d'exécution du budget, au compte de trésorerie et au compte de variation du patrimoine étant entendu que la nouvelle comptabilité n'est pas encore en application.

Par rapport aux SACA, le décret du 20 décembre 2011 prévoit que les comptes sont transmis à la Cour et que celle-ci les transmet au Parlement, accompagné de ses observations, pour le 30 juin. Cette disposition a été appliquée en 2016 mais la Cour n'a pas été mesure de respecter le délai sachant que l'ensemble des comptes n'a pas été

produit en temps voulu. Dès lors qu'il en sera de même en 2017, la Cour souhaite un peu de nuance par rapport à l'application de l'article 73 du décret.

Par ailleurs, le projet de décret-programme modifie l'article 73, §2 en prévoyant que l'administration établisse une version agrégée des comptes des SACA qui serait communiquée au Parlement en même temps que le compte général certifié, version qui échapperait alors au contrôle de la Cour des comptes.

En réponse à la demande d'audit formulée par le Président du Parlement relativement au Pacte d'excellence, la Cour a indiqué que celle-ci était prématurée dès lors que le projet était toujours en cours d'élaboration. Par contre, la demande d'examen de la régularité du marché fait l'objet d'une analyse par la Cour.

M. Place réagit par rapport aux paramètres de référence à utiliser en notant qu'il n'y a pas de réponse définitive à cette question mais qu'il y aurait lieu de privilégier une meilleure coordination entre les entités avec un travail sur les données les plus affinées. Pour le surplus, la prévision budgétaire sera adaptée au moment de l'ajustement.

Le mécanisme de transition et la discordance du montant inscrit doivent être mis en parallèle avec la critique de la Cour des comptes à l'égard de la Section particulière. En effet, lors de l'adoption du décret II relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences, la Communauté française avait prévu un chapitre V dans son budget destiné aux dotations à la Région wallonne et à la Cocof. Dès lors, la Cour s'interroge sur le mécanisme de recours à la Section particulière alors que jusque-là, tout était inscrit dans le budget.

Avec la sixième réforme de l'Etat et l'introduction du mécanisme de transition, en 2017, le montant est supérieur au montant qu'aurait dû verser la Fédération Wallonie-Bruxelles à la Région wallonne et à la Cocof dans le cadre de la Sainte-Emilie. Ce montant a dès lors été traduit en termes de recettes par le gouvernement avec la conséquence qu'il y a une discordance de 109, 5 millions d'euros et un montant négatif de 81 millions d'euros dans la Section particulière lié au mécanisme de transition. Une approche globale de l'ensemble des recettes et dépenses aurait permis d'éviter ce solde négatif.

M. Place ajoute que la Cour des comptes n'a reçu aucune information officielle quant au prêt à la BEI.

Il confirme que les sous-utilisations de crédits sont une prévision de l'année à venir qui permet d'améliorer le solde de financement. Cette prévision se fonde sur un ratio réaliste par référence à l'année 2015.

En complément, l'orateur informe les commissaires que l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) remet désormais ses comptes en octobre de l'année. De son côté, le Conseil Supérieur des Finances (CSF) utilise les données de mars pour estimer la trajectoire budgétaire et faire ses recommandations. En conséquence, si la Cour avait utilisé ces données de mars, son commentaire sur le solde de la Fédération eut été fort négatif. Grâce à la publication du décompte définitif, son commentaire est tout autre dès lors que la Fédération rentre dans la trajectoire définie. Cet exemple démontre l'importance de pouvoir disposer de chiffres précis et actualisés et devrait amener une réflexion quant à certains délais fixés dans le décret du 20 décembre 2011.

M. le Président, M. le Ministre et l'ensemble des commissaires remercient la Cour tandis que le ministre confirme la volonté de poursuivre le travail avec la Cour afin de renforcer la transparence tant à l'égard du Parlement que de l'administration.

Réponses de M. le Ministre

Parmi les priorités du budget 2017, le ministre insiste sur l'enfance, la culture, l'enseignement, l'aide à la jeunesse, le contrat d'administration, le comité de monitoring, la réduction du temps de travail mais aussi le développement de la citoyenneté, le devoir de mémoire et le vivre-ensemble. Ces choix cohérents reposent sur le fait que le gouvernement les considère comme prioritaires et porteurs d'avenir.

— Décret du 20 décembre 2011

Le ministre s'emploie à avancer dans la mise en place du décret du 20 décembre 2011 sans qu'il n'y ait de volonté de dérogation systématique. Toutefois, la rigidité de certaines dispositions contenant des échéances trop rapprochées empêche le respect de celles-ci. La conséquence est qu'il faut adapter le mécanisme et favoriser le pragmatisme dans la prise en compte des dates.

Les deux projets d'arrêtés d'exécution qui sont soumis au Conseil d'Etat pour avis précisent et mettent en place les modalités d'exécution de certains articles du Décret du 20 décembre 2011. Il est proposé que les deux projets d'arrêté entrent en vigueur au 1er janvier 2017.

En ce qui concerne le projet d'Arrêté relatif aux subventions : le texte a un caractère supplétif, sans préjudice des régimes de subventions organisés par des décrets existants et leurs arrêtés d'exécution. Il s'applique surtout aux subventions facultatives ponctuelles. Ce projet de texte donne le cadre au contrôle interne que peuvent effectuer la Direction générale du Budget et des Finances (DGBF), les unités de contrôle des engagements et des liquidations, les inspecteurs des Finances et le service du Ministère qui a octroyé la subvention.

En ce qui concerne le projet d'Arrêté relatif aux SACA : le texte a pour objet de définir un socle commun de règles budgétaires et comptables qui s'appliquera par défaut à tout service administratif à comptabilité autonome existant ou à créer, pour autant que les règles organiques du service en question n'y dérogent pas. Toutefois, les établissements d'enseignement sont exclus du champ d'application du projet d'arrêté afin de les soumettre à des règles propres.

Dans le courant du premier semestre 2017, un projet de décret portant organisation du budget et de la comptabilité des organismes administratifs publics sera présenté en première lecture au Gouvernement.

Il va de soi que le changement de programme informatique utilisé par le Ministère de la Communauté française entraînera la modification et/ou la suppression de certaines normes.

— La trajectoire budgétaire

Le ministre rappelle depuis le début de la législature qu'il n'a pas de fétichisme des chiffres et qu'on se prépare depuis un certain temps à considérer que le retour à l'équilibre en 2018 n'est sans doute pas très réaliste.

— Cabinets ministériels

Le Ministre suit la démonstration de M. Desquesnes qui prouve que deux ministres ont été remplacés par deux autres. Il ajoute qu'il sera attentif à cette réalité à l'ajustement et qu'il donnera les informations relatives à la composition des cabinets afin que chacun puisse tirer les conclusions qu'il souhaite. En tout état de cause, le ministre souligne qu'il a lui-même un petit cabinet alors qu'il doit gérer l'ensemble du budget.

Par ailleurs, l'augmentation de crédits de l'AB 11.01.51 à hauteur de 20.000 euros porte sur l'ensemble des membres du gouvernement et concerne les frais d'indemnités et de couverture sociale spécifique (terrorisme, soins de santé, accidents corporels,...). En effet, ces assurances étaient initialement couvertes par le Parlement mais dès lors que celui-ci ne veut plus assurer ce risque, le gouvernement en supporte désormais la charge.

— Paramètres

M. le Ministre fait savoir qu'il est facile à dire qu'il suffit de s'entendre entre entités pour déterminer les bons paramètres mais la réalité est parfois plus complexe.

— Relations avec la Cour des comptes

La note verte constitue l'outil de contrainte à disposition du ministre lorsqu'il y a une forme de résistance au sein de l'administration pour transmettre de l'information à la Cour des comptes ou au Gouvernement.

— Comité du Trésor et Comité de Monitoring

Le Ministre observe que le Comité du Trésor se réunit plus ou moins trois fois par an alors que le Comité de Monitoring se réunit mensuellement. Il rappelle qu'il n'éprouve aucune difficulté à répondre à des questions parlementaires qui aborderaient les thématiques reprises lors des réunions.

— Clé élèves

La problématique de la « Clé élèves » a été discutée à l'ajustement 2016 lorsqu'il a été constaté qu'elle était défavorable à la Fédération Wallonie-Bruxelles et que cela risquait de se poursuivre. Le groupe de travail annoncé ne s'est pas encore mis en place mais la réflexion devra notamment porter sur la comptabilisation des étudiants francophones et néerlandophones mais aussi des étudiants qui doublent leur année et qui ne sont pas forcément pris en compte.

— ERP « Gladis » (nouvelle dénomination : WB-FIN)

Il est renvoyé à la fiche-réponse du ministre jointe en annexe (annexe n° 3).

— Vente des bâtiments

La Task force qui a été mise en place répond à un souci d'avoir une vision globale de la gestion du patrimoine. Il s'agit de pouvoir bénéficier d'une photographie des biens et de leur utilisation mais il n'y a aucune volonté de la part du ministre de procéder à des ventes qui seraient suivies de locations.

Depuis le vote du décret, de l'accord de coopération et la mise en place des comités d'acquisition, la Task force a identifié les lieux que le ministre peut éventuellement communiquer aux commissaires tout en évitant de fournir les estimations de prix qui pourraient alors influencer certains promoteurs ou acquéreurs potentiels.

En outre, des consultations systématiques sont réalisées avec les Régions wallonne et bruxelloise et les Pouvoirs locaux afin de proposer des biens à la vente. C'est ainsi que des communes comme celles de Grâce-Hollogne, Saint-Hubert ou de Rochefort ont réagi positivement à certaines offres.

Dans tous les cas, il faut faire évoluer la culture de l'administration qui doit valoriser une démarche transversale plutôt que par silo afin d'atteindre plus facilement l'objectif fixé globalement dans le budget.

(5) Voir Annexe n° 3 (Complément de réponse du ministre du Budget)

Pour le surplus, il est renvoyé à la fiche-réponse du ministre jointe en annexe(5).

— Pathé Palace

Sur le dossier du « Pathé Palace », le ministre confirme qu'il attend une réponse du Ministre Vervoort et pas d'un membre d'un cabinet puisqu'il est entendu qu'il revient aux responsables politiques et non aux techniciens de prendre les décisions.

— Section particulière

M. le Ministre fait savoir que le choix de la Section particulière est une décision prise sous la précédente législature afin de garantir la transparence et la visibilité.

— Equivalences de diplômes

Les crédits en recettes sont en diminution depuis 2015 et il y aura lieu d'avoir une vision plus précise de l'évolution de ces moyens au moment de l'ajustement du budget.

— Musée royal de Mariemont

En réponse aux questions relatives à l'utilisation des réserves, M. Bodson, Chef de cabinet du Ministre, précise que l'ensemble du budget du Musée est majoritairement occupé par des dépenses de personnel auxquelles on ne touche pas. Le recours aux réserves qui sont alimentées par des donations ou des subventions se limite à des projets ponctuels sur plusieurs années.

M. le Ministre entend bien les remarques de M. Doulkeridis concernant le possible risque lié au changement d'affectation des réserves, celles de M. Crucke portant sur la possibilité de centraliser les réserves de tous les SACA ou l'inquiétude de M. Knaepen relative au sort réservé à l'institution. Pour le surplus, il renvoie les commissaires auprès de la Ministre de la Culture pour de plus amples informations.

— Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur

Par rapport à l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur, le ministre confirme qu'il y a une thésaurisation ces dernières années mais que ces réserves sont désormais utilisées.

— Contrat d'administration

S'agissant du contrat d'administration et des recrutements opérés dans ce cadre, le ministre souligne que le recrutement de contractuels se fait lorsqu'il n'y a pas de réserve disponible pour les profils demandés. Il y a bien une volonté d'accorder le statut à un maximum d'agents contractuels mais cela suppose que des épreuves soient organisées en collaboration avec le Selor.

Ce contrat d'administration ne doit pas être envisagé comme une planification mais il n'est pas non plus un outil qui devrait empêcher que le Gouvernement puisse avoir le dernier mot en cas d'urgence (ex : service de fixation et de liquidation des traitements du personnel enseignant, Capelo,. . .). Dans tous les cas, le ministre défend le pragmatisme et la souplesse dans la gestion des départements.

Pour le surplus, il est renvoyé à la fiche-réponse du ministre jointe en annexe(6).

— Banque européenne d'investissement (BEI)

Il est renvoyé à la fiche-réponse du ministre jointe en annexe(7).

— Fonds Ecureuil

Sur la question des avances de fonds opérées par le Fonds Ecureuil, le ministre indique que les musées et autres institutions muséales, les centres d'archives privées, les bibliothèques de droit privé, les centres de ressources de la mémoire, l'aide sociale aux justiciables, les espaces-rencontres, l'aide juridique de première ligne, l'accompagnement de mesures judiciaires et les télévisions locales bénéficieront également de celles-ci à l'avenir.

En l'état le champ d'application actuel concerne les fédérations sportives, les maisons et centres de jeunes, les organisations de jeunesse, l'aide sociale aux détenus, l'aide sociale aux justiciables, les centres culturels, les arts de la scène, les lettres, le livre et les arts plastiques.

— E-WBs

M. le Ministre reconnaît la discordance de chiffre et confirme que la donnée correcte est 2,488 millions d'euros.

— Allocations familiales

Le montant des recettes inscrit en matière de récupération d'allocations familiales fait référence à une recette affectée et concerne le « Fonds budgétaire destiné à subventionner des actions et des mesures d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse ». Ce delta ne s'explique pas par une hausse des allocations familiales mais par l'augmentation de la convention Fédasil qui s'établit désormais à 5.273.000 euros.

— Agence de la dette

(6) Voir Annexe n° 3 (Complément de réponse du ministre du Budget)
(7) Idem

M. le Ministre constate que la future Agence de la dette est aujourd'hui assurée par le service interne de la dette de DGBF. Des contacts sont en cours avec la Région wallonne pour la mise en place escomptée en 2017 tandis qu'un renforcement est prévu en terme de personnel avec quatre nouveaux collaborateurs qui viendront en appui des quatre agents déjà en place.

Cette augmentation se justifie par la hausse de la dette et l'importance de sa bonne gestion mais elle traduit aussi la souplesse dont le contrat d'administration doit faire preuve.

— Remboursement des traitements indument perçus par le personnel enseignant

La réponse sera fournie le 6 décembre dans le cadre d'une question écrite déposée le 21 novembre dernier.

— Réduction du temps de travail

Le ministre souligne qu'une expérience de réduction du temps de travail va être menée au Centre de prêt de matériel de Naninne qui devrait regrouper les différents centres avec l'objectif d'une gestion plus efficiente.

— Maisons de Justice

Progressivement, des plans sont élaborés pour les implantations administratives, à l'image de ce qui est fait pour l'aide à la jeunesse et les Maisons de Justice.

A Bruxelles, la Maison de Justice était hébergée à l'Administration des Maisons de Justice en co-localisation avec les néerlandophones. Dès lors que le bail arrive à son terme, il faut reloger cette administration mais aussi l'administration qui gère les bracelets électroniques 24h/24. Après une première proposition de regroupement dans un immeuble de la Communauté française avec la partie flamande, cette dernière a proposé de relocaliser en Flandre. Cette suggestion n'a pas été suivie par le Gouvernement de la Communauté française.

— Travail avec les Régions

Le souci du ministre est bien de favoriser la collaboration avec les Régions même si cela est parfois plus difficile avec la Région bruxelloise depuis qu'elle a obtenu son refinancement. Il lance un appel pour que les parties puissent se revoir sur ce point.

— Promotion de Bruxelles

En reconnaissant que des réalisations sont effectives, M. le Ministre renvoie vers son collègue en charge de cette compétence pour ce qui a trait au crédit de deux millions d'euros supplémentaires pour la promotion de Bruxelles.

— Contrat d'administration

Il est renvoyé à la fiche-réponse du ministre jointe en annexe(8).

— Marché unique

M. le ministre insiste sur l'importance de la coopération entre les entités fédérées notamment dans le cadre de la rationalisation des dépenses énergétiques. A titre d'exemple, la Direction générale des infrastructures du ministère développe une approche transversale en vue de gérer au mieux les consommations énergétiques.

Pour le surplus, il est renvoyé à la fiche-réponse du ministre jointe en annexe(9).

— Gestion de l'encours

Il est renvoyé à la fiche-réponse du ministre jointe en annexe(10).

— Programme FEDER

En ce qui concerne le programme FEDER, aucun nouveau crédit n'est escompté.

— Non marchand

M. le Ministre informe les commissaires que les trois organisations syndicales ont été reçues par le Gouvernement avec leurs cahiers de revendications et leurs attentes vis-à-vis des différentes entités.

Les demandes formulées ne sont pas inconnues et une de celles-ci concerne le chiffrage réclamé au cours de la dernière rencontre mais qui n'a pas encore été réalisé. Le Ministre reconnaît ce fait en considérant que le gouvernement aurait pu faire preuve de plus d'énergie et de volontarisme mais il s'engage à ce que celui-ci soit concrétisé dans les meilleurs délais.

Néanmoins, il a également été rappelé aux organisations que des choix ont été posés dans le budget pour rencontrer des revendications des différents secteurs ; ce qui rend incorrect tout propos visant à dire que le Gouvernement a été sourd aux demandes ou distrait des préoccupations. Bien qu'il n'y ait pas d'enveloppe spécifique pour le secteur non marchand à l'initial 2017, la réalisation du chiffrage permettra sans doute d'établir de nouvelles priorités.

(8) Voir Annexe n° 3 (Complément de réponse du ministre du Budget)
(9) Idem
(10) Idem

— Pacte d'excellence

M. le Ministre observe que le travail mené dans le cadre du Pacte d'excellence est conséquent et qu'il est toujours en cours, notamment à travers le comité de pilotage. À ce stade, aucun arbitrage n'a encore été réalisé mais il faut être conscient que tout ne pourra pas être fait immédiatement.

Pour le budget 2017, la provision de 21 millions d'euros se justifie pour pouvoir rencontrer les premières priorités identifiées par les acteurs du Pacte après l'arbitrage qui sera fait par le Gouvernement. Le Pacte ne doit pas viser cette seule législature mais il y a un réel espoir des acteurs que celui-ci soit un outil de transformation de l'enseignement qui dépasse la durée de vie d'un Gouvernement, à l'image du Plan Marshall.

Si la provision est inscrite dans les crédits dévolus au ministre-président, c'est parce que le ministre du budget a souhaité une visibilité budgétaire qui va advenir progressivement à la suite de la réflexion globale. Le Pacte d'excellence se veut transversal et implique plusieurs ministres du Gouvernement à travers leurs compétences, ce qui justifie pleinement que les moyens figurent dans le budget du chef du gouvernement.

— Conventions de premier emploi

Pour ce qui a trait aux conventions de premier emploi, M. le Ministre confirme l'inscription des crédits et le maintien des personnels malgré la fin de l'intervention de la Région wallonne.

Répliques

S'agissant de l'adaptation du calendrier des échéances inscrites dans le décret du 20 décembre 2011, **M. Crucke** peut comprendre l'objectivité intellectuelle de la Cour qui demande également une actualisation de certaines dates. Pourtant, la question de la performance informatique doit être posée si on veut se rapprocher des délais d'ores et déjà inscrits. Sur la mise œuvre complète du décret, il sollicite à nouveau le ministre pour qu'il précise toutes les étapes restant à franchir.

Pour l'équilibre du budget, l'absence de fétichisme n'occulte en rien le fait que les recettes viennent quasi exclusivement du fédéral et qu'en conséquence, il faut agir en dépenses. Il acte également la prise en compte d'un risque conjoncturel par la sous-utilisation de crédits et le fait que la Cour des comptes considère que les SACA échappent à son contrôle ; ce qui tend à rendre le budget précaire.

M. Desquesnes remercie le ministre dont l'absence de fétichisme sur les chiffres rejoint la position d'un ministre fédéral qui a considéré que le retour à l'équilibre en 2018 n'a pas beaucoup de sens.

Sur le contexte général, le commissaire estime que les règles d'équilibre budgétaire doivent être examinées à l'échelle macro-économique (entités I et II) et qu'il n'est pas recommandé de corseter le budget de la Fédération si on souhaite investir pour l'avenir et s'inscrire dans le chemin du redressement pour Bruxelles et la Wallonie.

M. Crucke entend la position du ministre sur les cabinets ministériels et il peut la partager si on n'oublie pas que les compétences ont été partiellement transférées chez un ministre socialiste. Dès lors, le député considère que sa démonstration de hausse des coûts, fondée sur des documents, est imparable et il prend acte du fait que le ministre reviendra sur ce point d'ici à l'ajustement du budget.

Concernant les 20.000 euros supplémentaires dans les crédits de cabinet, l'orateur donne lecture de la décision du Bureau du Parlement qui laisse à penser que cela concerne uniquement la ministre Greoli et pas l'ensemble du gouvernement.

M. Crucke invite le ministre à transmettre les rapports du Comité de Monitoring plutôt que de recourir aux questions parlementaires. Il ne peut concevoir que ce qui a été obtenu au niveau fédéral par l'ancien président de La Chambre ne puisse pas l'être dans ce Parlement. Dès lors que les dates seront connues et en l'absence de rapport, il interpellera le ministre sur le sujet.

Par rapport à la « Clé élèves », le député se demande si on ne néglige pas les étudiants qui traversent la frontière linguistique pour leur scolarité tout en étant domicilié en Wallonie ou à Bruxelles. A ce constat et en fonction des autres paramètres évoqués, M. Crucke insiste pour que le groupe de travail annoncé puisse débuter ses travaux.

M. Desquesnes fait valoir qu'il devrait revenir à la Cour d'expliquer à la commission sa méthode de calcul.

Sur la « Clé élèves », **M. Doulkeridis** ne comprend pas ce qui justifie l'absence du groupe de travail et invite à ce qu'il soit installé dans l'intérêt de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

M. Crucke constate que le ministre va transmettre la liste des biens immeubles concernés mais le chiffre inscrit dans le budget est bien doublé par rapport aux prévisions de l'administration. Il demande un complément d'informations à cet égard sans pour autant solliciter des montants spécifiques.

L'intervenant apprécie le rapprochement à connotation libérale qui est fait par le ministre en termes de recrutement de contractuels. Si ce n'est pas comme cela qu'il faut l'entendre, il suggère au ministre d'accélérer les procédures avec le Selor pour les recrutements statutaires.

Il salue les explications données sur l'investissement avec la BEI mais il veut s'assurer qu'il s'agit bien du recours à une autre méthodologie de finan-

cement par rapport à des projets existants et non par rapport à de nouveaux projets.

M. Doulkeridis acte le fait que les projets financés par la BEI ne seront pas de nouveaux projets et qu'il n'y a pas de lien direct avec les 20 millions d'euros destinés à la création de nouvelles places dans les écoles.

M. Crucke prend acte du fait que le ministre a sollicité une visibilité budgétaire sur le Pacte d'excellence, ce qui explique l'inscription de 21 millions d'euros. En conséquence, il demande que celle-ci soit communiquée au Parlement. Pour le surplus, il comprend qu'il y a désormais un nouveau ministre de l'Education en la personne du Ministre-Président qui pilote le Plan Marshall qu'est le Pacte d'excellence.

M. Desquesnes confirme l'utilité de la provision interdépartementale de 21 millions d'euros dès lors que les résultats du travail relatif au Pacte d'excellence ne sont pas encore connus. *A contrario*, si des arbitrages avaient été établis préalablement aux résultats, l'opposition aurait fait une critique inverse.

Sur le Pacte d'excellence, **M. Doulkeridis** considère que la provision aurait pu laisser sa place à un article de base de type « dépenses de toutes nature ». Il souhaite connaitre la différence concrète entre les deux.

La clarification relative aux 20.000 euros évoqués est actée par **M. Desquesnes**. Il ose croire que l'ERP Gladis sera rapidement développé en tant qu'outil informatique performant.

M. Knaepen espère que le ministre va gérer le dossier du « Pathé Palace » dès qu'il aura signé l'accord avec la BEI puisqu'il annonce une solution avant la fin de l'année.

Par ailleurs, le député constate que la dimension du genre a été totalement oubliée du budget alors qu'un décret a été voté en ce sens.

Mme Gonzalez-Moyano se dit heureuse des informations fournies par rapport au secteur non-marchand et au Fonds Ecureuil.

MM. Mottard et Kilic sont pleinement satisfaits des réponses ; ce dernier annonçant qu'il déposera prochainement une question relative à l'encours.

M. le Ministre confirme que le décret du 20 décembre 2011 sera pleinement opérationnel dès lors que les déjà éléments annoncés seront entrés en vigueur. Les SACA restent le morceau dur pour lequel le travail va se poursuivre afin que l'édifice s'effrite progressivement.

Il ajoute qu'il a l'antériorité de la formule portant sur son absence de fétichisme par rapport à 2018. Pour la dimension « genrée » du Budget, il reconnaît qu le premier essai n'a pas été concluant et appelle une seconde session.

M. le Ministre insiste sur la nécessité de ne pas se bercer d'illusion autour du Pacte d'excellence puisqu'il exige un travail sérieux qui doit être traduit dans des mesures concrètes qui ne déçoivent pas et qui reçoivent des signes positifs. C'est le sens de la provision qui constitue un point de départ mais qui sera elle-même répartie ultérieurement sur plusieurs articles de base relevant de différents ministres. En l'état, le comité de pilotage n'a pas encore fini ses travaux.

M. le Ministre confirme que les députés peuvent l'interroger à la suite des réunions du Comité de Monitoring dont les dates sont fixées à l'avance. Par contre, il s'oppose à la transmission des rapports qui risquent de se retrouver dans la presse avant d'être discutés au Parlement.

M. Crucke a bien entendu la sollicitation de la ministre de l'Education pour obtenir quelques millions d'euros en faveur des directeurs d'école. Il réitère se demande relative à la visibilité budgétaire tout en comprenant que le rapport de force politique entre le PS et le cdH entraine une situation où le dossier semble paralysé.

M. Desquesnes fait savoir à son collègue que des crédits sont déjà inscrits pour les directeurs. En outre, le Pacte d'excellence relève de la responsabilité collégiale du Gouvernement et la responsabilité fonctionnelle de chaque ministre pour partie. L'autre versant relève du monde de l'enseignement qui doit participer à la mise en œuvre du Pacte avec une volonté commune d'un travail à long terme.

M. Doulkeridis n'a pas obtenu sa réponse quant à l'impact du recours à une provision sur le solde de financement qui pourrait passer de 220,5 à 199,5 millions d'euros. A titre d'exemple, il ne comprend pas le choix de 21 millions d'euros plutôt que d'un autre montant, potentiellement plus important.

Dans une lecture politique, le commissaire dresse la liste des nouvelles mesures annoncées dans le budget dont la majorité relève du partenaire socialiste et non du cdH.

M. Knaepen suppose que le silence du ministre confirme son engagement sur le « Pathé Palace » tandis que l'absence d'inscription « genrée » du budget prouve une nouvelle fois qu'un décret voté se révèle inapplicable. Sur ce point, il ose espérer des avances au cours de l'année 2017.

5 Examen des articles et du tableau du projet de décret contenant le budget des recettes de l'année budgétaire 2017

M. Crucke précise que l'ensemble des observations ont été faites dans le cadre de la discussion générale.

L'examen des articles 1 à 6 du dispositif et du tableau du projet de décret n'appelle pas de commentaire complémentaire.

6 Examen des articles et des tableaux du projet de décret contenant le budget des dépenses pour l'année budgétaire 2017

M. Crucke précise que l'ensemble des observations ont été faites dans le cadre de la discussion générale.

L'examen des articles 1 à 44 du dispositif et des tableaux du projet n'appelle pas de commentaire complémentaire.

Un amendement n° 1 déposé par M. Baurain, Mmes Véronique Salvi, Anne Lambelin et Joëlle Kapompolé . Il est libellé comme suit :

DO28

A la Division Organique 28, « décentralisation culturelle », programme 11 « Centres Culturels », le libellé de l'AB 12.02.11 « Dépenses généralement quelconques liées à la lecture publique » est remplacé par les mots « Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services »

Justification

Il s'agit de la correction d'une erreur technique dans le projet de budget des dépenses pour l'année 2017.

7 Avis de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias

Par 7 voix contre 3, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias recommande l'adoption, par la commission du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative, du projet de décret contenant le Budget des dépenses pour l'année budgétaire 2017 (doc. 365 (2016-2017) n°1) - partim pour les matières relevant de ses compétences.

8 Avis de la Commission de l'Education

Par 7 voix contre 5, la Commission de l'Education recommande l'adoption par la Commission du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative, du projet de décret contenant le Budget des dépenses pour l'année budgétaire 2017 (doc. 365 (2016-2017) n°1) - partim pour les matières relevant de ses compétences.

9 Avis de la Commission de la Culture et de l'Enfance

Par 8 voix contre 4, la Commission de la Culture et de l'Enfance recommande l'adoption, par la Commission du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative, du projet de décret contenant le Budget des dépenses pour l'année budgétaire 2017 (doc. 365 (2016-2017) n°1) - partim pour les matières relevant de ses compétences.

10 Avis de la Commission de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances

Par 8 voix contre 3, la Commission de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances recommande l'adoption, par la Commission du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative, du projet de décret contenant le Budget des dépenses pour l'année budgétaire 2017 (doc. 365 (2016-2017) n°1) - partim pour les matières relevant de ses compétences.

11 Avis de la Commission des Relations internationales et des Questions européennes, des Affaires générales, des Hôpitaux universitaires, des Professions des soins de santé et du Règlement, de l'Informatique, du Contrôle des communications des membres du Gouvernement et des Dépenses électorales

Par 7 voix contre 5, la commission des Relations internationales et des Questions européennes, des Affaires générales, des Hôpitaux universitaires, des Professions des soins de santé et du Règlement, de l'Informatique, du Contrôle des communications des membres du Gouvernement et des Dépenses électorales recommande l'adoption par la Commission du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative, du projet de décret contenant le Budget des dépenses pour l'année budgétaire 2017 (doc. 365 (2016-2017) n°1) - partim pour les matières relevant de ses compétences.

12 Avis de la Commission de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

Par 8 voix contre 4, la Commission de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles recommande l'adoption, par la Commission du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative, du projet de décret contenant le Budget des dépenses pour l'année budgétaire 2017 (doc. 365 (2016-2017) n°1) - partim pour les matières relevant de ses compétences.

13 Votes

Projet de décret contenant le Budget des recettes pour l'année budgétaire 2017 (doc. 364 (2016-2017) n°1)

Les articles 1 à 6 du dispositif du projet de décret contenant le budget des recettes pour l'année budgétaire 2017 sont adoptés par 8 voix et 3 abstentions.

Le tableau du projet de décret contenant le budget des recettes pour l'année budgétaire 2017 est adopté par 8 voix et 3 abstentions.

L'ensemble du projet de décret contenant le budget des recettes pour l'année budgétaire 2017 est adopté par 8 voix et 3 abstentions.

Projet de décret contenant le Budget des dépenses pour l'année budgétaire 2017 (doc. 365 (2016-2017) n°1)

Les articles 1 à 44 du dispositif du projet de décret contenant le budget des dépenses pour l'année budgétaire 2017 sont adoptés par 8 voix contre 3.

L'amendement n° 1 aux tableaux budgétaires est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Les tableaux, tels amendés, du projet de décret contenant le budget des dépenses pour l'année budgétaire 2017 sont adoptés par 8 voix contre 3.

L'ensemble du projet de décret contenant le budget des dépenses pour l'année budgétaire 2017, tel qu'amendé, est adopté par 8 voix contre 3.

A l'unanimité des membres présents, il a été fait confiance au Président et au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

Le Rapporteur,	Le Président,
S. KILIC	O. DESTREBECQ

TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

CHAPITRE I - Dispositions générales

Article 1er

Dans les articles du présent décret, par « décret du 20 décembre 2011 », on entend le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Dans les articles du présent décret, par « décret spécial du 3 avril 2014 », on entend le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région Wallonne et à la Commission communautaire française.

Dans les articles du présent décret, les abréviations suivantes sont utilisées :

"D.O." pour « division organique » ou « divisions organiques » ;"

"A.B." pour « article de base » ou « articles de base »."

« F.B. » pour « fonds budgétaire » ou « fonds budgétaires ».

Des crédits d'engagement et de liquidation destinés à couvrir les dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2017 sont ouverts au tableau budgétaire ventilant les crédits afférents aux programmes en A.B, annexés au présent décret; le tableau budgétaire dont un récapitulatif figure ci-après, donne également l'estimation des dépenses à imputer en 2017 à charge des fonds budgétaires d'engagement et de liquidation.

	INITIAL			
	Crédits d'engagement	Crédits de liquidation	Fonds Budgétaires Moyens d'engagement	Fonds Budgétaires Moyens de liquidation
CHAPITRE I Services généraux	580.167	587.948	20.690	20.690
CHAPITRE II Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport	1.428.538	1.424.143	36.414	36.641
CHAPITRE III Éducation, Recherche et Formation	7.735.411	7.733.989	20.458	21.015
CHAPITRE IV Dette publique de la Communauté française	212.938	212.938	0	0
CHAPITRE V Dotations à la Région Wallonne et à la Commission Communautaire française	461.383	461.383	0	0
Total Général	10.418.437	10.420.401	77.562	78.346

Conformément à l'article 8, §4, 6° du décret du 20 décembre 2011, ces crédits et fonds sont ventilés en A.B. et F.B. dans le tableau budgétaire annexé au présent décret

Article 2

Les crédits afférents aux programmes se rapportant aux frais de fonctionnement des administrations et des cabinets ministériels comportent :

1°) Les rémunérations et indemnités généralement quelconques du personnel actif et en disponibilité, les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités de préavis et pour accidents du travail - en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès - ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire ;

2°) Les dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services :

- Honoraires des avocats et des médecins - Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales - Jetons de présence, frais de route et de séjour de personnes étrangères aux administrations de la Communauté française - Rémunérations d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers;

- Dépenses de consommation relatives à l'occupation des locaux - en ce compris les dépenses de consommation énergétique ""mazout, gaz, essence, électricité, charbon"" et dépenses d'entretien - Frais de bureau, location d'équipement informatique, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres menues dépenses d'administration;

- Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, frais de transport afférents aux voyages de service et primes d'assurance des délégués du département se rendant à l'étranger, intervention de la Communauté française dans le prix des abonnements sociaux ;

- Les autres dépenses relatives au fonctionnement ou aux actions des services dont la description est indiquée dans l’exposé particulier.

3°) Les dépenses exceptionnelles pour achat de biens non durables et de services, tels que les travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux et les frais de déménagement.

4°) Les loyers des biens immobiliers des divers services du département, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités.

5°) Les indemnités aux tiers, victimes d’accidents dont la responsabilité incombe à la Communauté française ainsi que les divers frais de procédure se rapportant à ces accidents.

6°) Les dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables, machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre.

7°) Les redevances pour droits d’auteur.

Article 3

Par dérogation à l'article 21, §1er du décret du 20 décembre 2011, les intérêts débiteurs résultant de la gestion de la trésorerie dans le cadre du court terme, les montants à payer à l'échéance dans le cadre des émissions de papier commercial ainsi que de l'utilisation de produits dérivés avec le caissier, peuvent être prélevés d'office par le caissier sur les comptes ad hoc et font l'objet d'une régularisation à charge du budget des dépenses.

Article 4

En application de l'article 13 du décret du 20 décembre 2011, le Gouvernement est dispensé du dépôt immédiat d'un projet de décret spécifique d'ajustement si la délibération budgétaire qu'il adopte ouvrant les crédits nécessaires soit pour l'engagement soit pour la liquidation, soit pour l'engagement et la liquidation de dépenses est inférieure cumulativement par nature de crédit à 5.000.000 euros.

Article 5

Par dérogation à l'article 8 § 1er, 3ième alinéa, du décret du 20 décembre 2011, la D.O. 40 peut comporter deux programmes fonctionnels, à savoir les programmes 0 et 1.

Article 6

Pour l'application de l'article 19 § 2, et de l'article 20 du décret du 20 décembre 2011, les receveurs visés sont :

- les comptables ordinaires du Ministère de la Communauté française antérieurement désignés comme tels par le Ministre du Budget et en fonction au 1er janvier 2013 et les receveurs-trésoriers désignés à partir du 1er janvier 2013.

CHAPITRE II - Dispositions liées aux rémunérations

Article 7

Conformément à l'article 8, §4, 2° du décret du 20 décembre 2011, les crédits de liquidation affectés aux dépenses visées aux AB 11.03 et 11.04 du programme 0 de la DO 11 sont non limitatifs.

Article 8

Dans les cas d'urgence visés à l'article 26 § 2 du décret du 20 décembre 2011 les rémunérations du personnel administratif peuvent être engagées en dépassement de crédit à régulariser par la délibération du gouvernement autorisant les transferts de crédits mentionnés à l'article 26 § 2 du décret visé.

Si la procédure prévue à l'article 26 § 2 n'ouvre pas de crédits d'engagement suffisants pour apurer les dépassements visés à l'alinéa 1er, par dérogation à l'article 13 du décret visé, les

rémunérations du personnel administratif peuvent être engagées en dépassement de crédit à régulariser par la délibération du gouvernement selon la procédure prévue à l'article 13 du dit décret.

Si la date du dépassement rend impossible la finalisation de la procédure prévue par le troisième alinéa de l'article 13 du décret du 20 décembre 2011 dans le délai qu'il requiert, les dépassements constatés seront régularisés lors de l'application de l'article 45 du décret du 20 décembre 2011 à l'exercice où le dépassement a été constaté.

Article 9

Dans les cas d'urgence visés à l'article 26 § 3 du décret du 20 décembre 2011 les rémunérations du personnel enseignant et assimilé peuvent être engagées, liquidées et payées en dépassement de crédit à régulariser par la délibération du gouvernement autorisant les transferts de crédits mentionnés à l'article 26 § 3 du décret visé.

Si la procédure prévue à l'article 26 § 3 n'ouvre pas de crédits suffisants pour apurer les dépassements visés à l'alinéa 1er, par dérogation à l'article 13 du décret visé, les rémunérations du personnel enseignant et assimilé peuvent être engagées, liquidées et payées en dépassement de crédit à régulariser par la délibération du gouvernement selon la procédure prévue à l'article 13 du dit décret.

Si la date du dépassement rend impossible la finalisation de la procédure prévue par le troisième alinéa de l'article 13 du décret du 20 décembre 2011 dans le délai qu'il requiert, les dépassements constatés seront régularisés lors de l'application de l'article 45 du décret du 20 décembre 2011 à l'exercice où le dépassement a été constaté.

CHAPITRE III - Dispositions liées aux avances de fonds

Article 10

Outre les dépenses autorisées par l'article 16 §§ 1er et 3 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale, les avances de fonds visées à l'article 11 peuvent également servir à payer les rémunérations, les allocations et les indemnités de toutes espèces en faveur du personnel rétribué par la Communauté, les créances résultant d'acquisition d'œuvres d'art ne dépassant pas 8.500 euros hors T.V.A. ainsi que les secours et allocations à caractère social. La limite de 8.500 euros hors T.V.A. n'est pas applicable aux dépenses de consommation énergétique des institutions publiques de protection de la jeunesse.

Article 11

Conformément à l'article 38 § 2 du décret du 20 décembre 2011, des avances de fonds d'un montant maximum de 375.000 euros peuvent être consenties à des trésoriers décentralisés à charge pour eux de rendre compte de leur utilisation.

Les avances accordées aux trésoriers décentralisés identifiés infra sont plafonnées au montant fixé pour leur fonction.

Des avances de fonds d'un montant maximum de 100.000 euros peuvent être consenties :

- au trésorier décentralisé du service de l'Inspection des centres PMS ;

- au trésorier décentralisé du service de l'Inspection de l'Enseignement artistique.

Des avances de fonds d'un montant maximum de 375.000 euros peuvent être consenties :

- au trésorier décentralisé de l'IPPJ de Braine-le-Château ;

- au trésorier décentralisé de l'IPPJ de Saint-Servais ;

- au trésorier décentralisé de l'IPPJ de Jumet ;

- au trésorier décentralisé du Centre fédéral fermé de Saint-Hubert ;

- aux trésoriers décentralisés de la direction d'appui de l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ;

- au trésorier décentralisé du service de l'Inspection de l'Enseignement spécialisé ;

- au trésorier décentralisé du service de l'Inspection de l'Enseignement de promotion sociale et de l'Enseignement à distance ;

Des avances de fonds d'un montant de maximum 500.000 euros peuvent être consenties :

- au trésorier décentralisé de l'IPPJ de Fraipont ;

- au trésorier décentralisé de l'IPPJ de Wauthier-Braine ;

- au trésorier décentralisé du Service général de l'Inspection à l'AGE.

Des avances de fonds d'un montant maximum de 625.000 euros peuvent être consenties :

- au trésorier décentralisé de la santé ;

- aux trésoriers décentralisés de l'administration générale des maisons de justice.

- au trésorier décentralisé de l'Enseignement secondaire à la DGEO.

Des avances de fonds d'un maximum de 900.000 euros peuvent être consenties :

- au trésorier décentralisé de l'administration centrale des maisons de justice pour le paiement des aides financières aux détenus sans moyens de subsistance sous surveillance électronique.

Des avances de fonds d'un montant maximum de 1.250.000 euros peuvent être consenties :

- au trésorier décentralisé de l'Administration centrale de l'Aide à la jeunesse.

- au trésorier décentralisé de la Direction du Support logistique (Secrétariat général) ;

- au trésorier décentralisé qui coordonne la Direction générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui (Secrétariat général) ;

- au trésorier décentralisé du Service de la Diffusion des Arts de la Scène (Administration générale de la Culture) ;

- au trésorier décentralisé du service de l'Inspection fondamentale (AGERS);

- au trésorier décentralisé du service de l'Inspection secondaire (AGERS).

Des avances de fonds d'un montant maximum de 2.500.000 euros peuvent être consenties au trésorier décentralisé du Sport pour l'ensemble de la Direction générale.

Ces plafonds peuvent être adaptés sur décision du Gouvernement de la Communauté française.

Article 12

Le trésorier décentralisé de l'Audiovisuel et Multimedia est autorisé à effectuer des paiements lors de missions à l'étranger dans le cadre de festivals et de marchés internationaux, dans la limite de 12.500 euros.

Article 13

Le trésorier décentralisé de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire est autorisé à payer au moyen des fonds avancés, l'intervention de la Communauté dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe et confiés par leurs parents soit à un internat de l'enseignement officiel subventionné, soit à un internat de l'enseignement libre subventionné. En outre, il est autorisé à payer cette intervention sous forme d'avances trimestrielles.

Le trésorier décentralisé de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique est autorisé à payer, au moyen de fonds avancés, les bourses de voyage et les prix en espèces octroyés aux lauréats de concours universitaires. En outre, il est autorisé à payer, de la même manière, les frais de voyage des personnes qui viennent de l'étranger ou qui s'y rendent.

Article 14

Pour l'application de l'article 38 § 2 du décret du 20 décembre 2011, les trésoriers décentralisés visés sont :

1° les comptables extraordinaires du Ministère de la Communauté française antérieurement désignés comme tels par le Ministre du Budget ou son délégué et en fonction au 1er janvier 2013 ;

2° les comptables extraordinaires des cabinets ministériels et des services y assimilés pour leur fonctionnement antérieurement désignés comme tels par le Ministre dont ils relèvent et en fonction au 1er janvier 2013 ;

3° les comptables extraordinaires du Corps interministériel des commissaires du Gouvernement et du Délégué général aux Droits de l'Enfant antérieurement désignés en vertu des dispositions organiques spécifiques applicables et en fonction au 1er janvier 2013 ;

4° les trésoriers nouvellement désignés à partir du 1er janvier 2013.

CHAPITRE IV - Dispositions liées aux répartitions des crédits

Article 15

Par dérogation à l'article 26, §1er, 1° 2° du décret du 20 décembre 2011, les A.B. suivants peuvent faire l'objet d'une nouvelle répartition des crédits:

- les crédits des A.B. 12.03.91 et 12.07.91 de la D.O. 06 peuvent faire l'objet d'une nouvelle répartition des crédits en provenance de tout A.B., toutes D.O. confondues, se rapportant aux contrats liés à la gestion des bâtiments occupés par les services des cabinets des ministres du Gouvernement;

- les crédits des A.B. des D.O. 06 et 10 peuvent faire l'objet d'une nouvelle répartition des crédits en provenance des A.B. des différents programmes desdites D.O. Les intitulés des programmes pourront être adaptés à ces ventilations et tenir compte des adaptations administratives liées à la répartition des compétences et à la composition du Gouvernement ;

- les crédits de la D.O. 06 peuvent être transférés sur décision du Gouvernement de la Communauté française vers l'A.B. 11.04.51 de la D.O. 10 ;

- les crédits de l'AB 01.19.02 de la DO 11 peuvent faire d'objet d'une nouvelle répartition vers tout AB du budget sur décision du Gouvernement ;

- l'AB 12.05.02 de la D.O. 11 peut faire l'objet d'une nouvelle répartition en provenance de tout A.B. de la D.O. 11. Les crédits de cet A.B. peuvent également faire l'objet d'une nouvelles répartition vers tout A.B. de classe économique 7 au sein de tout programme fonctionnel du budget des dépenses ;

- Le Ministre ordonnateur peut, après accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions, procéder à un transfert de crédits de l'AB 12.25.10 de la DO 11 vers l'AB 41.01.11 de la DO 14.

- les crédits de l'AB 01.01.14 de la DO 26 peuvent faire l'objet d'une nouvelle répartition budgétaire en provenance de tout AB de la DO 26.

- les crédits de l'AB 12.01.51 de la DO 50 peuvent d'être transférés vers l'AB 41.12.10 de la DO 54.

- les crédits des AB 01.01.02, 01.02.02, 01.03.02, 01.05.02, 01.06.02, 01.07.02, 01.08.02, 01.09.02, 01.10.02, 01.12.02, 01.13.02, 01.14.01, 01.15.02, 01.16.02, 01.18.02, 11.31.02, 01.02.08, 01.03.08 et 01.06.21 de la DO 11 ; de l'AB 01.01.07 de la DO 17 ; de l'AB 01.01.21 de la DO 19 ; de l'AB 01.01.01, 01.01.11 de la DO 20 ; de l'AB 01.01.11 de la DO 25 ; des AB 01.01.60, 01.02.20, 01.01.21, 01.02.21, 01.03.21, 01.04.21, 01.10.21, 01.02.40, 01.11.41 et 01.06.21 de la DO 40 peuvent être répartis après accord du Ministre qui a le Budget dans ses attributions entre différents AB du budget des dépenses ;

- les crédits des A.B. 11.04.01 et 12.05.02 de la DO 11 peuvent faire l'objet d'une répartition de crédits en provenance de l'A.B. 33.36.14 de la D.O. 17 et réciproquement ;

- les crédits des A.B. des programmes 8 et 9 de la D.O. 11 peuvent bénéficier de crédits complémentaires en provenance des A.B. de la D.O. 85 ;

- le crédit de l'A.B. 41.01.14 de la D.O. 12 peut bénéficier de crédits complémentaires en provenance de tout A.B. du budget des dépenses ;

- les crédits de l'AB 01.01.32 et 01.02.32 de la D.O. 11 peuvent faire l'objet d'une répartition de crédits de l'AB 33.04.21 de la D.O. 23 et réciproquement ;

- les crédits de l'AB 01.05.30 de la DO 40 peuvent faire l'objet d'une répartition vers l'AB 11.03.40 de la DO 56

- le crédit de l'A.B. 41.01.40 de la D.O. 40 peut faire l'objet d'une répartition de crédits en provenance de tout article de base, toutes divisions organiques confondues, supportant des dépenses en rapport avec les activités de pilotage de l'enseignement et ceux en rapport avec la formation en cours de carrière.

- les crédits des A.B. 01.06.30, 01.07.30, 01.08.30, 01.09.30 et 01.01.55 de la D.O. 40 peuvent être transférés en tout ou en partie, après accord du Ministre qui a le Budget dans ses attributions, vers les A.B. des D.O. 40, 45, 46, 47, 50, 54, 55, et 57.

- les crédits de l'AB 41.40.60 de la DO 40 peuvent faire l'objet d'une nouvelle répartition budgétaire en provenance de tout AB, toutes DO des chapitres I et III du budget.

- les crédits de l'AB 01.01.55 de la DO 40 peuvent faire l'objet d'une nouvelle répartition budgétaire en provenance de tout AB de la DO 40.

- le Ministre ordonnateur peut, après accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions, procéder à une nouvelle ventilation des crédits inscrits aux A.B. 41.23.31, 41.23.51 et 41.23.80 de la DO 50 qui couvrent les dotations des Centres organisés par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

- le Ministre ordonnateur peut, après accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions, procéder à une nouvelle ventilation des A.B. afférents aux dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement entre les D.O. 51, 52, 53 et 56.

- le Ministre ordonnateur peut, après accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions, procéder à une nouvelle ventilation des A.B. entre les programmes 1 et 2 de la D.O. 54 et les

programmes 4, 5, 7 et 8 de la D.O. 55 et entre les A.B. du programme 6 de la D.O. 55 et les A.B. 41.12.10, 41.13.10, 44.12.23 et 44.13.23 de la D.O. 54 ;

- les crédits des A.B. des D.O. 54, 55, et 57, peuvent bénéficier des crédits complémentaires, en provenance de l'A.B. 01.03.60 de la D.O. 40.

- les crédits de l'A.B. 01.05.80 de la D.O. 51 peuvent bénéficier de crédits complémentaires en provenance de l'A.B. 01.09.91 de la D.O. 52 et réciproquement.

- le Ministre ordonnateur peut, après accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions, procéder à une nouvelle ventilation des crédits entre les A.B. 41.12.10, 41.13.10, 44.04.21, 44.12.23, 44.13.23, 44.14.23 et 44.17.23 de la D.O. 54.

- les crédits des A.B. relatifs aux charges du personnel peuvent bénéficier, sur décision du Gouvernement, d'une nouvelle répartition de crédits en provenance de tout A.B. du budget des dépenses.

- les crédits des A.B. des divisions organiques 85 et 86 peuvent faire l'objet de répartition entre les dites divisions selon les nécessités de gestion globale de la dette.

CHAPITRE V - Dispositions liées aux fonds budgétaires

Article 16

Par dérogation à l'article 7, 2°, alinéa 3 du décret du 20 décembre 2011, peuvent se trouver en situation débitrice les fonds budgétaires suivants :

- les F.B 30.01.80 et 30.02.80 de la D.O. 40 ; le F.B. 01.03.94 de la D.O. 52 à concurrence des montants attribués par des conventions institutionnelles (Fonds européens, Forem, Actiris, Région wallonne, Etat fédéral) ;

- le F.B 12.33.11 de la DO 26, à concurrence du montant des avances de la Loterie nationale à percevoir au cours de l'exercice ;

- le F.B. 01.01.91 de la D.O. 55, à concurrence des montants attribués par des conventions institutionnelles (Fonds européens, etc.).

L'ordonnateur est chargé du respect des plafonds et l'unité du contrôle des engagements vérifie le respect des plafonds imposés à l'ordonnateur.

Article 17

Le F.B. Loterie nationale (01.01.36 de la D.O.11) est alimenté par les dotations et avances de la Loterie nationale. Les recettes affectées de ce fonds sont réparties par le Gouvernement entre les attributaires, y compris le fonds des Sports-Activités (12.33.11 de la D.O. 26). Par dérogation à l'article 27 alinéa 2 du décret du 20 décembre 2011, le receveur trésorier du F.B. Loterie nationale (01.01.36 de la D.O. 11) est autorisé à alimenter le compte du F.B. 12.33.11 de la D.O. 26 (fonds des Sports-Activités) selon la répartition décidée par le Gouvernement.

Article 18

Par dérogation à l'objet des dépenses reprises au fonds n°27 (fonds des Sports-Activités) figurant dans le décret du 27 octobre 1997, le trésorier du compte du F.B. 12.33.11 de la D.O. 26 (fonds des Sports-Activités) est autorisé à alimenter le compte des recettes courantes générales pour un montant de 4.218.000 euros.

Article 19

Par dérogation à l'article 8 § 1er alinéa 3, 1° du décret du 20 décembre 2011, le programme 0 de la D.O. 20 contient le F.B. 01.01.05.

Article 20

Pour l'application de l'article 38, § 2 du décret du 20 décembre 2011, les trésoriers décentralisés visés sont :
- les comptables ordinaires des fonds budgétaires affectés d'un indice C dans le budget général des dépenses désignés comme tels par le Ministre du Budget et en fonction au 1er janvier 2013.
- les nouveaux trésoriers décentralisés désignés pour la gestion de tels fonds.

CHAPITRE VI - Dispositions liées aux subventions facultatives

Article 21

En application de l'article 8, § 4, 3° du décret du 20 décembre 2011, le Gouvernement peut octroyer des subventions en l'absence d'un décret organique, dans la limite des crédits des articles de base et à condition que leur nature figure dans le libellé de l'article de base et soit identifié par référence au présent article.

A l'exception des AB relatifs aux « Initiatives diverses, projets particuliers et innovants » de la DO 17 et des subventions en faveur « de l'aide aux détenus, des associations actives dans le secteur de l'aide sociale aux justiciables, des associations actives dans le maintien ou la reconstruction des liens parents-enfants » de la DO 18, toutes les autres AB de la DO 17 et 18 auront pour base légale, à partir du 1er janvier 2017, le Décret du 12 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables.

D.O. 11 – Affaires générales – Secrétariat général

Programme 0 – Subsistance

- Subventions pour la rémunération du personnel engagé dans le cadre du Programme de Transition Professionnelle (PTP) ;

- Subventions aux opérateurs concluant en qualité d'employeur, une convention de premier emploi ;

- Contribution de la Communauté française au Budget de la cellule générale de Politiques Drogues (articles 22 et 23 de l'accord de coopération du 2 septembre 2002 entre l'Etat fédéral et les entités fédérées) ;

- Subvention à la Société Scientifique de Médecine Générale.

Programme 1 – Promotion de Bruxelles

- Subventions diverses dans le cadre de la promotion de Bruxelles

Programme 2

- Subventions aux institutions privées dans le cadre du plan d'action des commémorations de la Grande Guerre

Programme 3 – Information, promotion, rayonnement de la langue et de la culture française et de la Communauté Wallonie-Bruxelles

-Subventions pour la rémunération du personnel engagé dans le cadre du Programme de Transition Professionnelle (PTP) (y compris années antérieures) ;

-Subvention au fonds d'investissement Start destiné à couvrir ses frais de fonctionnement ;

-Subventions de toute nature allouées en vue de la coordination des matières transversales, de l'information, du rayonnement, de la notoriété et de la promotion de la Communauté française et des valeurs démocratiques qu'elle défend, en Belgique et à l'étranger ;

-Subvention en vue de soutenir, conjointement avec la Région wallonne, les métropoles de la culture ;

-Subvention allouée dans le cadre de la coopération entre les Communautés française et germanophone (loi du 31 décembre 1983 – art. 55, § 3) ;

-Subventions diverses à des actions de visibilité de la Communauté française, notamment par la pratique sportive ;

-Subventions aux institutions publiques organisatrices des fêtes de la Communauté française ;

-Subventions destinées à soutenir la diffusion de la convention des droits de l'enfant, la formation, l'information et l'organisation de manifestations liées à cette convention, dans le cadre des travaux internationaux ;

-Subventions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'enfant ;

-Subventions destinées à mettre en œuvre la Présidence belge de la Task Force Holocaust et la commémoration du centenaire de la guerre 14-18 ;

-Subventions pour des projets dans le domaine de l'égalité des chances ;

- Subventions pour des projets de promotion de la citoyenneté, du vivre ensemble et des valeurs de la Communauté française, en Fédération Wallonie-Bruxelles et en Francophonie ;

-Subventions pour des projets dans le domaine des droits des femmes ;

-Subventions à des initiatives en matière de lutte contre les violences conjugales ;

-Subventions à des initiatives en matière de lutte contre le racisme ;

-Subventions aux coordinations provinciales pour l'égalité entre les femmes et les hommes ;

-Subventions pour des projets en lien avec les hôpitaux universitaires ;

-Subvention en lien avec l'évaluation et l'amélioration de la qualité dans les hôpitaux universitaires ;

-Subvention à l'ASBL Plateforme pour l'Amélioration continue de la Qualité des soins et de la Sécurité des patients (PAQS) ;

-Subventions diverses consenties pour la coopération entre les 3 Communautés dans le domaine de l'éducation.

Programme 4 – Initiatives et interventions diverses – Culture-école

-Subvention au Centre de recherches en économie régionale et politique économique (CERPE) ;

Programme 07 – Soins de santé et hôpitaux universitaires

-Subvention à la Société scientifique de médecine générale ;

-Dépenses relatives au Plan d'Action Concerté Culture-Enseignement.

D.O. 14 – Relations Internationales et Actions du Fonds social européen

Programme 1 – Relations internationales

-Subventions diverses dans le cadre des relations internationales ;

-Subventions diverses en lien avec l'aide à la mobilité internationale des opérateurs de la Communauté française.

Programme 3 – Diverses initiatives dans le domaine de l'enseignement

-Interventions, subventions et contributions diverses dans le cadre de la collaboration entre le Département et diverses institutions internationales ;

- Interventions, subventions et contributions diverses dans le cadre de la collaboration entre le Département et diverses institutions internationales, notamment des actions visant à renforcer l'attractivité de l'enseignement supérieur et la promotion de la mobilité étudiante.

D.O. 15 – Infrastructures de la santé, des affaires sociales, de la culture et du sport

Programme 2 – Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements de la culture

-Subventions et dépenses pour la défense et la mise en valeur de l'architecture ;

-Subventions pour le financement des charges d'intérêts et d'emprunt du Musée Juif de Belgique et des collectivités locales dans le cadre du mécanisme de financement alternatif ;
-Subventions octroyées aux collectivités locales pour leurs projets d'infrastructures culturelles (acquisition, rénovation et/ou aménagement, construction) ;

-Subventions pour l'acquisition, la construction, la transformation et l'aménagement de bâtiments à usage de maisons de jeunes – région de langue française ;

-Subvention pour l'acquisition, la construction, la transformation et l'aménagement de bâtiments à usage de maisons de jeunes – région bruxelloise.

-Subventions aux pouvoirs publics dans le cadre de l'accord de coopération culture patrimoine entre la Région wallonne et la Fédération Wallonie-Bruxelles

-Subventions pour l'acquisition, la construction, la transformation et l'aménagement de bâtiments à usage de musées privés ;

-Loyers de biens immobiliers culturels, en ce compris les loyers, canons, impôts et taxes régionales grevant les bâtiments ;

-Paiement de primes d'assurances ;

-Subventions pour le financement des charges d'intérêts d'emprunts des collectivités locales pour achat de bâtiments et de travaux de construction, d'agrandissement et de transformation d'infrastructures ;

-Subventions pour l'achat de bâtiments et des travaux de construction, d'agrandissement et de transformation d'infrastructures ;

-Achat de terrains et de bâtiments. Construction, aménagement, maintenance et premier équipement de bâtiments ;

-Subventions pour la rénovation du Cinéma Palace à Bruxelles, y compris le financement des travaux et équipements ;

-Subventions pour l'acquisition du Théâtre National de la Communauté Wallonie-Bruxelles - Région bruxelloise.

D.O. 17 – Aide à la Jeunesse

Programme 1 – Jeunes en danger et jeunes délinquants

-Subventions aux actions de prévention générale des conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse ;

-Subventions accordées aux projets d'impulsion pour la politique des immigrés ;

-Subventions destinées notamment à la réalisation d'initiatives novatrices dans le secteur de la protection de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse ;

-Subventions au service « Ecoute-Enfant » de la Communauté française ;

-Subventions destinées à la réalisation d'actions transversales de l'aide à la jeunesse avec d'autres secteurs;

-Subventions d'initiatives en matière d'adoption ;

-Subvention destinée au Fonds intersyndical de l'aide sociale ;

-Initiatives diverses, projets particuliers et innovants ;

-Subventions dans le cadre des accords non marchand ;

-Financement de recherches dans le domaine de l'aide spécialisée à la jeunesse et dans le domaine de la protection de la jeunesse ;

-Subventions aux projets SAIE post IPPJ ;

-Subventions aux projets mettant en œuvre les séjours de rupture;

-Subventions au fonds Maribel social ;

-Subventions aux projets en voie d'agrément

D.O. 18 – Maison de justice

Programme 2 – Aide spécialisée

-Subventions en faveur de l'aide aux détenus ;

-Subventions d'équipement et d'aménagement aux associations et organismes d'aide aux détenus ;

-Subvention en faveur des associations actives dans le secteur de l'aide sociale aux justiciables ;

-Subvention en faveur des associations actives dans le maintien ou la reconstruction des liens parents-enfants.

D.O. 19 – Enfance

Programme 1 – Office de la Naissance et de l'Enfance

-Subventions dans le cadre des accords non marchand

- Arriérés de subventions en matière de promotion de la santé à l'école

Programme 2 – Politique et accueil de l'Enfance

-Dépenses relatives à la politique de l'enfance ;

-Subventions d'équipement dans le cadre de la politique de l'enfance ;

- Subventions pour la rémunération du personnel engagé dans le cadre du Programme de Transition Professionnelle (PTP) ;

-Rétrocession des moyens financiers des prestations dispensées dans le cadre des programmes de vaccination – Communauté germanophone ;

-Rétrocession des moyens financiers des prestations dispensées dans le cadre des programmes de vaccination – Cocom.

D.O. 20 – Affaires générales de la Culture

Programme 1 – Initiatives et interventions diverses

-Subventions pour des projets hors catégories traditionnelles regroupant des disciplines différentes sous forme d'événements exceptionnels ;

-Subventions aux activités culturelles pluridisciplinaires dans le domaine de la culture ;

-Dépenses ou subventions à des organismes du domaine culturel ;

-Subsides à des recherches, des études scientifiques et des colloques dans le domaine socioculturel ;

-Subventions d'aménagement et d'équipement aux associations et organismes culturels ainsi qu'aux provinces et communes en faveur des associations et organismes culturels ;

-Subvention pour couvrir les frais de fonctionnement, hors contrat-programme de l'ASBL «Les Grignoux » et les charges d'emprunt du bâtiment «La Sauvenière ».

- Cofinancement européen de projets culturels ;

-Subventions relatives au programme de transition professionnelle ;

- Soutien à la promotion culturelle internationale ;

-Subventions culturelles prises en application de l'accord de coopération culturelle avec la Vlamse Gemeenschap ;

Programme 4 – Actions en matière de Culture à l'école

-Subvention aux établissements scolaires ou organismes culturels dans le cadre du décret Culture-Ecole ;

-Formation des publics scolaires à la Culture ;

-Subvention à la diffusion et à la décentralisation des arts de la scène : cadre scolaire

Programme 5 – Activités culturelles transversales

-Activités culturelles pluridisciplinaires ;

-Subventions à des projets liés à la politique culturelle ;

-Subvention aux structures d'encadrement à la production et à la diffusion ;

-Subventions aux activités et opérateurs culturels transversaux et à l'action culturelle globale ;

-Soutien aux cultures urbaines et émergentes, à la musique électronique ;

-Subvention à l'ASBL le Botanique ;

-Subvention à l'ASBL Halles de Schaerbeek ;

Programme 6 – Formation

-Soutien d'actions et d'initiatives relatives à la professionnalisation et à la formation des acteurs culturels ;

Programme 7- Arts numériques et transition numérique

-Subventions ponctuelles aux arts numériques et à la promotion culturelle numérique

Programme 8- Gastronomie et Arts culinaires

-Mise en valeur des arts culinaires

D.O. 21 – Arts de la Scène

Programme 1 – Transversal

-Subventions à des organismes philanthropiques s'occupant d'artistes ;

-Subvention aux organismes et lieux permanents de diffusions artistique et culturelle ;

-Subventions aux associations et aux artistes pour des résidences artistiques et pour des activités de promotion, de diffusion, de décentralisation artistiques et culturelles.

Programme 2 – Théâtre

-Subventions aux théâtres, aux festivals d'art dramatique et aux associations de promotion ou de recherche théâtrales.

Programme 3 – Musique

-Subvention à l'Opéra royal de Wallonie ;

-Subvention à l'Orchestre philharmonique de Liège ;

-Subventions diverses en matière musicale, aux activités musicales professionnelles et non professionnelles ;

-Subventions pour l'art lyrique, les orchestres, les festivals et organismes de promotion musicale ;

-Subventions à l'aide à la création (interprètes, compositeurs, disques) aux organisateurs de concerts, festivals et projets divers.

Programme 4 – Art de la danse

-Subvention au Centre chorégraphique de la Communauté française ;

-Subventions à la danse, aux festivals et aux organismes de promotion chorégraphique ;

-Subventions aux compagnies de danse ;

-Subventions d'aides à la création.

Programme 6 – Arts du cirque, arts forains et de la rue

-Subventions de formation, de création et de fonctionnement des compagnies de cirque, arts forains et arts de la rue ;

-Subventions d'aides à la création.

Programme 7 – Conte

-Subventions aux activités liées à la diffusion et la promotion du conte.

Programme 8 – Interdisciplinaire

-Subventions aux activités culturelles interdisciplinaires ;

-Subventions au centre culturel transfrontalier, le Manège ;

-Subventions au Palais des Beaux-Arts de Charleroi ;

-Subventions à la Maison du spectacle.

D.O. 22 – Livre

Programme 1 – Lecture publique

-Subventions destinées à soutenir des programmes de promotion et d'animation dans le cadre de la lecture publique ; notamment le « Plan lecture » ;

-Subventions aux associations et organismes de promotion de la lecture ;

-Subventions allouées à certaines bibliothèques publiques pour des projets pluriannuels de développement de la lecture ;

-Subventions destinées au programme d'équipement informatique des bibliothèques reconnues et organisées par la Communauté française.

Programme 2 – Lettres et livre

-Bourses littéraires allouées aux écrivains et aux traducteurs littéraires ;

-Prix littéraires de la Communauté française ;

-Aides aux éditeurs littéraires de la Communauté française pour des collections patrimoniales et de création contemporaine ;

-Aides aux éditeurs de poésie et de théâtre ;

-Aides aux initiatives éditoriales mettant en valeur la spécificité du rapport texte-image ;

-Subsides aux associations de promotion et de diffusion des auteurs belges de langue française, pour adultes et pour la jeunesse ;

-Subventions aux organismes de promotion de la poésie ;

-Subventions aux revues littéraires ;

-Aides pour la traduction des auteurs belges de langue française ;

-Aides aux éditeurs, libraires et associations de librairies de la Communauté française ainsi qu'à leurs organismes représentatifs ;

-Bourses aux auteurs et illustrateurs de jeunesse et de bande dessinée de création ;

-Subventions aux organismes de promotion de la bande dessinée et de littérature de jeunesse ;

-Subventions destinées au programme de numérisation de la chaîne du livre.

Programme 3 – Langues régionales endogènes

-Aides aux revues littéraires et publications de haut niveau susceptibles de conserver la mémoire des langues régionales endogènes ;

-Aides aux associations de défense et de promotion des langues régionales endogènes ;

-Prix de littérature dialectale.

Programme 4 – Langue française

-Subventions pour la promotion et la coordination des initiatives contribuant à la défense, l'illustration et l'enrichissement de la langue française ;

-Aides aux publications scientifiques ou didactiques consacrées à la langue française ou à la francophonie ;

-Aides aux recherches portant sur la langue française ;

-Aides aux publications scientifiques de langue française ;

- Subvention à l'Académie royale de langue et de littérature française ;

-Subvention au Fonds national de la littérature.

D.O. 23 – Jeunesse et Education permanente

Programme 1 – Initiatives et interventions diverses et alphabétisation

-Subventions à des initiatives d'éducation permanente dans le domaine de l'alphabétisation ;

-Subventions à des activités représentant la diversité culturelle et à des actions interculturelles.

Programme 2 – Jeunesse

-Subventions pour des projets particuliers d'animation d'organisation de jeunesse, de centres de jeunes et d'associations non reconnues ;

-Subventions pour les créations, productions et diffusions culturelles « Jeunes » ;

-Subventions pour des projets de transversalité entre Jeunesse et d'autres secteurs ainsi que les collaborations interministérielles de jeunesse ;

-Subventions exceptionnelles pour la sécurisation et l'aménagement dans le secteur de la Jeunesse ;

-Subventions pour la formation des animateurs socio-culturels ;

-Subventions pour la formation d'animateurs volontaires ;

Programme 3 – Education permanente

-Subvention et soutien des activités extraordinaires des organisations d'éducation permanente ;

- Subventions à des associations d'éducation permanente ;

-Subventions pour la formation d'animateurs socioculturels dans le secteur de l'Education permanente ;

-Subventions aux organisations communautaires et régionales dans le domaine des loisirs culturels.

D.O. 24 – Patrimoine culturel

Programme 1 – Dépenses et subventions diverses en patrimoine culturel

-Subventions récurrentes ou ponctuelles à divers organismes relevant du patrimoine culturel ;

-Subventions aux centres d'archives privés ;

-Subventions aux centres de culture scientifique ;

-Subventions aux manifestations temporaires et aux publications ;

-Subventions conventionnées aux musées et institutions muséales;

-Subventions pour la restauration et la conservation des biens classés ;

-Subventions à des associations et aux activités de recherche ethnologique ;

-Subventions aux manifestations du patrimoine oral et immatériel ;

-Acquisition d'œuvres pour les musées ;

-Subventions aux Archives et Musées de la Littérature.

Programme 3 – Patrimoine et création

-Subventions conventionnées à divers organismes ;

-Subventions en vue de la réalisation d'exposition de prestige ;

- Subvention au Musée de la Photographie Centre d'Art contemporain ;

- Subvention au Centre de la Gravure et de l'Image imprimée de la Communauté française ;

- Subvention au Centre de la tapisserie de Tournai ;

- Subvention à Keramis - Centre de la Céramique de la Communauté française – Asbl ;

-Subvention en vue de la réalisation d'expositions, de la création d'un pôle muséal et du soutien à des centres d'art.

Programme 4 - Numérisation des patrimoines culturels

Dépenses relatives à la mise en œuvre du plan de préservation et d'exploitation des patrimoines culturels. Plan PEP's

Programme 5 – Cinémathèque

Dépenses relatives à la Cinémathèque.

D.O. 25 – Audiovisuel et Multimédia

Programme 1 – Initiatives et interventions diverses

-Provisions pour politiques nouvelles.

-Intervention dans l'achat de matériel par les organismes ou associations d'audiovisuel.

-Dépenses visant à soutenir le secteur des médias face aux développements et aux mutations technologiques.

Programme 2 – Cinéma et vidéo

-Subventions diverses dans le domaine de l'audiovisuel (ateliers, salles art et essai, festivals) ;

Programme 3 – Radio et télévision

-Subvention au projet ARTE Belgique ;

-Subventions aux télévisions locales (matériel, numérisation des archives).

Programme 4 – Presse

-Subvention à l'association des journalistes professionnels (fonctionnement, aide au journalisme d'investigation) ;

-Subventions diverses dans le domaine de la presse périodique.

D.O. 26 – Sport

Programme 2 – Recherches et développement

-Subventions diverses à des actions de promotion du sport en Communauté française

Programme 3 – Subventions diverses

-Subvention pour la participation des athlètes francophones aux Jeux Olympiques et aux jeunes talents sportifs ;

-Subvention aux organisateurs de camps sportifs ;

-Subvention aux organisateurs de programme de développement sportif ;

-Subventions aux organisateurs d'activités de sport de quartier ;

-Subventions aux organisateurs d'activités de sport pour tous ;

-Subventions aux fédérations sportives, et associations sportives, cercles sportifs, y compris pour handicapés ;

-Subventions au Comité olympique et interfédéral belge ;

-Subventions aux centres sportifs universitaires et assimilés et aux fédérations sportives scolaires;

-Subventions destinées à l'achat de matériel sportif et de matériel de psychomotricité ;

-Subventions aux organisateurs de projet « femme et sport » ;

-Subventions aux centres sportifs locaux ;

-Subvention à une association de centres sportifs ;

-Subvention à l'accord partiel élargi sur le sport ;

-Subvention dans le cadre de la formation des jeunes par les clubs sportifs et les fédérations sportives ;

-Subventions dans le cadre de l'aide à la création de nouveaux clubs sportifs ;

-Montants accordés pour les stages sportifs durant les vacances scolaires ;

-Montants accordés pour soutenir les manifestations sportives (dont celles pilotées par le centre de formation, le Tour de la Région wallonne, l'équipe cycliste Wallonie-Bruxelles) ;

-Montants accordés dans le cadre de l'évaluation et de l'encadrement des sportifs de haut niveau.

D.O. 27 – Arts plastiques

Programme 1 – Arts plastiques

-Subventions conventionnées, récurrentes ou extraordinaires à des Centres ou associations d'art contemporain ;

-Subventions conventionnées ou ponctuelles à l'édition et à la diffusion en arts plastiques et visuels ;

-Bourses, subventions ponctuelles, conventions et aide à l'équipement aux artistes, aux établissements publics, associations et organismes de création et de diffusion du design et de la Mode ;

-Acquisition d'œuvres relevant des arts plastiques et des métiers d'art contemporain ;

-Bourses et subventions de création et de production d'artistes ;

-Subventions en vue de la participation aux expositions de prestige ;

-Subventions pour la rémunération du personnel engagé dans le cadre du Programme de Transition Professionnelle (PTP) – Musée des arts contemporains du grand Hornu et aux autres institutions muséales privées reconnues.

D.O. 28 – Décentralisation culturelle

Programme 1 – Centres culturels

-Subvention pour les frais de fonctionnement et de rémunération du personnel de l'Association des Centres Culturels (ACC), de l'ASTRAC et la CCB ;

-Subventions extraordinaires et de fonctionnement aux centres culturels wallons et bruxellois

Programme 2 – PointCulture

- Subvention à l'ASBL PointCulture et subventions liées à la cession des centres de prêts de PointCulture.

D.O. 40 – Services communs, Affaires générales, Recherche en Education, Pilotage de l'enseignement (interréseaux) et Orientation – Relations internationales

Programme 1 – Subsistance Administration – Personnel de l'Enseignement

-Allocations et subventions dans le cadre de l'action sociale du Département en faveur du Personnel de l'Enseignement ainsi que de la formation des Directeurs.

Programme 3

- Initiatives diverses dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Programme 4 – Recherches en éducation – Pilotage interréseaux – Activités pédagogiques interréseaux – Orientation – Divers

- Subventions octroyées en liaison avec la politique de l'enseignement et le soutien d'initiatives variées qui permettent d'enrichir l'offre de découvertes notamment dans l'éducation à l'environnement, la citoyenneté et l'humanisme, la promotion des sciences, des langues (y compris celle des signes) et de la créativité, l'accrochage scolaire et les perspectives dans le monde du travail, le bien-être et la prévention notamment en matière d'assuétudes ;

- Subvention pour le renforcement et la généralisation de l'EVRAS – Education à la vie relationnelle, affective et sexuelle dans l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé ;

-Subvention au service de pédagogie expérimentale de l'Université de Liège pour la participation de la Communauté française à l'enquête internationale I.E.A. - PIRLS;

-Subventions en faveur de la recherche scientifique fondamentale collective destinée aux recherches en éducation ;

-Subventions en faveur des processus mis en œuvre pour améliorer la qualité et la performance de l'enseignement ;

-Subventions pour des publications à caractère pédagogique octroyées à diverses associations et fédérations ;

-Subventions octroyées pour des projets pilotes en matière d'enseignement ;

-Subventions favorisant l'intégration et l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication dans l'enseignement.

Programme 5 – Collaborations à diverses institutions et organismes en matière d'enseignement – Divers

-Cotisation au consortium European Schoolnet (participation de la Communauté française au réseau européen d'écoles) ;

-Subventions à l'Association Européenne des Enseignants ;

-Dépenses de toute nature relative à l'enseignement supérieur.

Programme 6 – Enseignement supérieur – Recherche scientifique – Administration

-Interventions, subventions et contributions diverses en lien avec l'enseignement supérieur.

-Subvention à l'ASBL Eurometropolitan E-Campus

- Subventions en faveur des Maisons des Langues de Liège et de Louvain-la-Neuve ;

Prog*ramme 9 – Discriminations positives dans l'enseignement obligatoire*

-Subventions en faveur d'actions d'éducation interculturelle et d'expériences pédagogiques en matière pluriculturelle.

D.O. 45 – Recherche scientifique

Programme 1 – Subventions ASBL ou assimilés

-Subventions à l'Institut historique belge de Rome et à l'Ecole française d'Athènes ;

-Subvention à l'AUF (Agence universitaire de la Francophonie);

-Subventions au Centre de Recherche en Mathématique (CREM) ;

-Subventions pour des études et des actions de diffusion des connaissances scientifiques ;

-Subventions à l'université des aînés;

-Subventions aux Instituts internationaux de Physique et de Chimie fondés par Ernest Solvay;

-Subvention au Centre de recherche et d'information socio-politique (CRISP)"

Programme 2 – Subventions diverses

-Subventions en faveur de la Recherche scientifique fondamentale collective – Initiative ministérielle ;

-Subventions permettant la présence de chercheurs de la Communauté française sur des sites archéologiques ;

-Subventions à l'Institut Wallonie-Bruxelles d'évaluation des choix technologiques.

Programme 3 – Subventions recherche fondamentale

-Prix et bourses de voyage et voyage d'étudiants en groupe

-Subventions pour des études et des actions de diffusion des connaissances scientifiques en ce compris l'organisation du printemps des sciences ;

-Subventions aux associations de parents et d'étudiants ;

-Recherches et enquêtes en matière d'éducation menées sous l'égide de l'O.C.D.E.

Soutien aux infrastructures de recherche

Application de la charte européenne du chercheur / EURAXESS

D.O. 46 – Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique

Programme 2 – Subventions diverses

-Subventions diverses en vue de couvrir le financement des prix, des concours, des missions à l'étranger, des frais de colloques et des frais de fonctionnement divers de l'institution;

-Subvention en faveur du Collège Belgique.

D.O. 50 – Affaires pédagogiques et pilotage de l'Enseignement de la Communauté française

Programme 2 – Pilotage – Structures – Programmes – Activités de Formation, Recherches et information – Etablissements de la Communauté française

-Subventions en faveur de recherches et d'études ;

-Subvention à l'ASBL «Sport, Culture, Ecole et Solidarité (S.C.E.S.)» ;

-Subvention à l'ASBL « Fédération sportive de l'Enseignement de la Communauté ».

D.O. 51 – Enseignement préscolaire et Enseignement primaire

Programme 7 – Fonctionnement des écoles primaires

-Subvention à des organismes ayant pour but l'enseignement en langue française.

P*rogramme 8 – Lutte contre l'échec scolaire – Subventions diverses*

-Subventions destinées à soutenir des projets relatifs à l'innovation pédagogique ;

-Subventions à des projets particuliers en faveur de l'enseignement fondamental notamment dans le domaine d'actions d'éducation culturelle, environnementale, artistique.

Programme 9 - Discriminations positives et promotion d'une école de la réussite

-Subventions aux ISP/ESP

D.O. 52 – Enseignement secondaire

Programme 9 – Discriminations positives – Divers

-Financement d'actions dans le cadre de la lutte contre l'échec scolaire et d'initiatives développées en vue de rencontrer les problèmes d'assuétudes, de violence dans les écoles et la mise en œuvre de mesures de discrimination positive ;

-Financement d'actions pour les relations entre les écoles, les médias et les théâtres, pour les relations entre les arts et le monde de l'enseignement, pour l'information à la solidarité et la démocratie ;

- Financement d'actions visant à favoriser l'apprentissage des langues en immersion linguistique ;
-Subventions aux organismes ayant pour but la liaison entre le monde de l'enseignement qualifiant et celui de l'entreprise, notamment « Technofutur » ;

-Financement d'actions relatives à la revalorisation de l'enseignement technique et professionnel et à la modernisation de l'équipement technique et professionnel des écoles, en ce compris le subventionnement du « Centre Zénobe Gramme » ;

-Subventions relatives aux manifestations pédagogiques et culturelles y compris l'attribution de prix ;

-Subvention de l'ASBL Worldskills Belgium ;

D.O. 53 – Enseignement spécial

Programme 7 – Initiatives en matière d'éducation des élèves à besoins spécifiques

-Subventions en faveur d'organismes soutenant les populations visées par l'Enseignement spécialisé, favorisant la compréhension de leurs problématiques ainsi que leur intégration.

D.O. 54 – Enseignement universitaire

Programme 1 – Universités de la Communauté

-Subventions au Centre hospitalier universitaire de Liège en vue de couvrir des charges exceptionnelles et de contribuer à la constitution du capital.

Programme 2 – Universités libres

-Subvention à l'Institut universitaire d'études du Judaïsme Martin Buber.

Programme 3 – Subventions diverses

-Subventions au Centre interuniversitaire de Formation permanente à Charleroi, au Centre universitaire de Charleroi et à l'Institut polytechnique de Charleroi.

Programme 4 – Enseignement universitaire

-Subventions au Conseil Interuniversitaire de la Communauté française ;

-Subventions relatives à la promotion de l'Enseignement supérieur universitaire ;

-Subventions en vue du paiement des frais de fonctionnement du Centre de recherches métallurgiques ;

-Subvention au service social de la Faculté de Théologie protestante à Bruxelles ;

-Intervention spéciale dans les initiatives de coopération interuniversitaire ;

-Bibliothèque virtuelle ou interuniversitaire coordonnée au Conseil interuniversitaire de la Communauté française (CIUF) ;

-Subventions en vue de soutenir des actions de formation des adultes dans l'enseignement supérieur ;

-Subventions aux écoles doctorales interuniversitaires ;

Subventions en faveur de la promotion de la santé et de la médecine préventive ;

-Subventions en faveur d'initiatives en matière de promotion de la réussite.

D.O. 55 – Enseignement supérieur hors Université et Hautes Ecoles

Programme 5 – Fonctionnement des Hautes Ecoles

- Dépenses générales quelconques relatives aux Hautes Ecoles ;

-Soutien à la recherche en Haute Ecole.

Programme 8 – Hautes écoles et Enseignement supérieur hors université

-Subventions de nature à favoriser le développement de l'Enseignement supérieur ;

Subventions et dotations aux centres de ressources de l'éducation aux médias ;

-Subventions en vue de soutenir des actions de formation des adultes dans l'enseignement supérieur ;

-Subventions en faveur d'initiatives en matière de promotion de la réussite.

D.O. 56 – Enseignement de promotion sociale

- Dépenses de toute nature pour le développement d'écoles inclusives.

Programme 8 – Restructuration et validation de l'Enseignement de promotion sociale

-Actions diverses en matière de validation des compétences en promotion sociale dont le subventionnement du « Consortium de validation des compétences » ;

- Dépenses de toute nature en matière d'enseignement de promotion sociale ;

- Dépenses en relation avec l'évaluation de la qualité de l'enseignement de promotion sociale.

D.O. 57 – Enseignement artistique

Programme 2 – Initiatives et subventions diverses

-Subventions destinées à couvrir les frais de fonctionnement à l'Académie d'été de Wallonie ;

- Subventionnement de la Formation en cours de carrière ;

-Subventions à des associations diverses œuvrant dans le domaine de l'Enseignement artistique.

Programme 4 – Fonctionnement des établissements d'Enseignement supérieur

-Dépenses de toute nature en relation avec l'Enseignement artistique ;

-Subventions à des associations diverses œuvrant dans le domaine de l'Enseignement artistique (Enseignement officiel et libre subventionnés).

Programme 8 – Fonctionnement des établissements d'Enseignement à horaire réduit

-Subventions pour des expérimentations pédagogiques dans les établissements d'Enseignement à horaire réduit officiels subventionnés et libres subventionnés.

Programme 9 – Equipements

-Equipement des écoles supérieures des arts.

D.O. 58 – Enseignement à distance

Programme 0 – Subsistance – Enseignement et recherche

-Subventions diverses dans le cadre d'initiatives nouvelles ou en relation avec la politique de l'enseignement à distance.

Programme 3 – Réalisation d'actions ou de formations de réinsertion professionnelle et sociale à l'intervention de l'enseignement à distance

-Fonds budgétaire destiné à la réalisation de programme d'action ou de formations de réinsertion professionnelle et sociale à l'intervention de l'enseignement à distance.

CHAPITRE VII - Dispositions particulières

Article 22

Par dérogation au décret du 20 décembre 2011, les crédits de l'AB 01.01.21 de la DO 19 peuvent alimenter l'article 49.32 des recettes courantes générales, à hauteur du coût des formations d'auxiliaires de l'enfance dans un milieu à caractère familial.

Article 23

Les opérations de dépenses d'amortissement de la dette de la Communauté française et les opérations de versements au Fonds Ecureuil des excédents de trésorerie telles que prévues à l'art 18 § 2 du décret relatif à la création du Fonds Ecureuil de la Communauté française peuvent être considérées comme des opérations financières.

Article 24

Le compte financier – Préfinancement Communauté française – de l'Agence Fonds social européen peut se trouver en situation débitrice afin d'assurer un préfinancement partiel des opérateurs bénéficiaires de crédits du Fonds Social Européen dans les limites du budget arrêté par cet organisme.

Article 25

La quote-part employeur pour la rémunération du personnel des écoles émargeant au Programme de transition professionnelle inscrite aux AB 43.23.53, 44.23.55, 41.23.70, 43.23.72 et 44.23.74 de la DO 51 ; 41.23.50, 43.23.53, 44.23.55 et 41.23.70 de la DO 52 ; 41.23.50, 43.23.53 et 44.23.56 de la DO 53 et 41.23.50, 43.23.54 et 44.23.55 de la DO 56 peut être versée directement à l'article 49.39 des recettes courantes générales.

Article 26

Le Gouvernement est autorisé à garantir, à concurrence de 8.975.175,00 euros, représentant le coût des travaux (TVA et honoraires compris, révisions contractuelles non comprises) et d'équipement, les emprunts contractés par l'ASBL « Le Palace », en vue d'y aménager un complexe cinématographique sis Boulevard Anspach à Bruxelles. Par ailleurs, le Gouvernement peut octroyer à l'ASBL « Le Palace » une subvention destinée à couvrir les remboursements du capital et des intérêts et/ou destinée à financer des travaux et équipements.

Article 27

Les remboursements relatifs au contentieux en matière de droits d'inscription spécifiques payés par les élèves et étudiants visés aux articles 58 et suivants de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement peuvent être imputés sur les A.B. relatifs au paiement des dotations ou subventions de fonctionnement des établissements fréquentés par les élèves ou étudiants susvisés.

Article 28

En vue de confier la gestion financière de certaines activités au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets, le Gouvernement de la Communauté française est autorisé à y installer un trésorier à désigner par le Ministre du Budget sur proposition du Ministre-Président et justiciable de la Cour des comptes. Ce trésorier est autorisé à effectuer des dépenses en relation avec l'octroi des titres repas.

Article 29

Le Gouvernement est autorisé à effectuer toute dépense résultant de l'accord de collaboration conclu le 15 octobre 2001 entre Cisco Networking Academy et le Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions à concurrence de 55 milliers d'euros à partir de l'A.B. 01.03.83 de la D.O. 56.

Article 30

En dérogation au décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de Promotion sociale et conformément à l'accord de Coopération relatif au développent de politiques concertées en matière d'alphabétisation des adultes, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles Capitale, conclu à Bruxelles le 2 février 2005, le Gouvernement est autorisé à affecter 20.000 périodes B aux établissements de l'Enseignement de Promotion sociale participant à des actions d'alphabétisation.

Article 31

Le Ministre-Président de la Communauté française est autorisé à verser à la Région wallonne la contribution financière de la Communauté française au suivi administratif du Plan Stratégique Transversal « Développement du capital humain, des connaissances et des savoir-

faire » ainsi que dans le cadre de la mise en place de synergies statistiques entre la Région et la Communauté.

Article 32

En 2017, le Gouvernement est autorisé à mettre à charge des crédits du Fonds des bâtiments scolaires de la Communauté française, le montant du loyer du bâtiment Flagey abritant la faculté d'architecture de l'ULB.

Article 33

Le report des engagements annuellement garantis et non réalisés à charge de l'AB 01.06.01 de la D.O. 44 sera assuré vers l'année suivant celle au cours de laquelle l'engagement budgétaire était initialement prévu.

Article 34

Par dérogation aux contrats de gestion des organismes , la dotation à verser à l'ONE pour l'année 2017 est de 370.716.000 euros, la dotation à verser à l'ETNIC pour l'année 2017 est fixée à 45.323.000 euros, la dotation à verser à la RTBF pour l'année 2017 est de 234.076.000 euros, la dotation à verser à l'Institut de la formation en cours de carrière pour l'année 2017 est de 4.600.000 euros, la dotation à verser à l'Office francophone pour la Formation en alternance pour l'année 2017 est de 122.000 euros.

CHAPITRE VIII - Organismes d'intérêt public

Article 35

Est approuvé pour l'année budgétaire 2017 et annexé au présent décret le budget de Wallonie-Bruxelles International.

CHAPITRE IX – Section particulière

Article 36

Par dérogation à l'article 4 alinéa 2 du décret du 20 décembre 2011, le présent article introduit une section particulière dans le budget composée de l'article suivant : 66.01.00 dont les recettes et les dépenses sont identiques et évaluées au montant de 3.498.331.000 euros.

Les recettes sont constituées par des apports de l'autorité fédérale calculés conformément à l'article 7 §§ 2 et 3 du décret spécial du 3 avril 2014 et par des montants fixes. Les dépenses sont constituées par des versements aux entités visées au même article 7§§ 2 et 3 du décret spécial. Le détail des flux figure en annexe 2 du présent décret.

Pour assurer le respect de l'article 7 § 5 du décret spécial du 3 avril 2014, les dépenses effectuées sur l'article 66.01 peuvent engagées, liquidées et payées en l'absence de perception

des recettes correspondantes mais dans la limite des créances mensuelles que la Communauté détient sur l'autorité fédérale.

CHAPITRE X - Services administratifs à comptabilité autonome

Article 37

Pendant l'année budgétaire 2017, les opérations des services à gestion séparée des centres PMS et des établissements scolaires de l'enseignement sont estimées aux sommes mentionnées dans leurs budgets respectifs annexés au présent décret.

Article 38

Les Ministres compétents peuvent autoriser les responsables de la gestion financière du Musée de Mariemont, des écoles et des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres de dépaysement et de plein-air, du centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française, du centre des technologies agronomiques de l'enseignement de la Communauté française, du centre d'autoformation et de formation continuée et du centre technique et pédagogique, à comptabilité autonome, à procéder à la vente des objets mobiliers mis à leur disposition lorsque ceux-ci ne peuvent plus être employés.

Article 39

Les prévisions de dépenses figurant au budget des services administratifs à comptabilité autonome autres que l'enseignement annexés au présent décret sont considérées comme des crédits non limitatifs.
Les dépenses imputées sur ces crédits ne peuvent toutefois pas dépasser le montant global des recettes.

Article 40

Sont approuvés :

-le budget du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel ;

-le budget du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement de la Communauté française ;

-le budget du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné ;

-le budget du Fonds de garantie des Bâtiments scolaires ;

- le budget de l'Observatoire des Politiques culturelles ;

-le budget du Musée royal de Mariemont ;

-le budget de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie ;

-le budget de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française ;

-le budget du Service Francophone des Métiers et des Qualifications ;

-les budgets des Hautes écoles de la Communauté française ;

-le budget agrégé des services administratifs à comptabilité autonome des établissements d'enseignement et assimilés :

- enseignement obligatoire : fondamental autonome, secondaire, spécialisé
- centres psycho-médicaux sociaux
- centres techniques de la Communauté française (Frameries-Tihange-Huy)
- écoles supérieures des arts
- instituts de promotion sociale
- internats autonomes supérieurs de la Communauté française
- centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française
- centres techniques agricole et horticole de la Communauté française (Gembloux-Strée).

CHAPITRE XI - Dispositions transitoires

Article 41

Par mesure transitoire, sont suspendues pendant l'année budgétaire 2017 les dispositions du décret du 20 décembre 2011 visées ci-après :

- l'article 9 § 2, 1° du titre III

- à l'article 15, les termes « Elle est intégrée à la comptabilité générale visée au titre IV »"

- les articles 24 §1er, 25, alinéa 2 et 28 §2, 2° et 3° du titre III

-les articles 30, 32 §§§ 1er et 4, 34, 35, 36 et 38 §3 du titre IV

- l'article 43 du titre V

- les titres VIII et IX

Par mesure transitoire les dispositions des articles 68 ,70 et 73 alinéa deux du titre X du décret du 20 décembre 2011 sont suspendues jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions à fixer par le Gouvernement.

Par mesure transitoire sont suspendues
- les dispositions relatives à l'enregistrement comptable de l'engagement juridique découlant notamment des articles 22 et 24.

Par mesure transitoire, à l'article 50, 1° du décret du 20 décembre 2011, les mots « de la comptabilité générale et » sont suspendus pour la durée de l'exercice budgétaire 2017.

Par mesure transitoire, les dispositions de l'article 52 § 1er du décret du 20 décembre 2011 sont suspendues pour la durée de l'exercice budgétaire 2017.

Article 42

Sans préjudice des articles 71 et 72 du décret du 20 décembre 2011, par mesure transitoire, les arrêtés royaux et ceux de l'Exécutif ou du Gouvernement de la Communauté française contenant les règles budgétaires, comptables et financières applicables aux services érigés en services administratifs à comptabilité autonome par la loi ou le décret restent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions exécutant le titre X du décret du 20 décembre 2011 sauf pour les services qui ne sont plus soumis à l'arrêté royal du 29 décembre 1984.

Article 43

Par dérogation à l'article 21, § 3, du décret du 20 décembre 2011 , sont versées au comptable du contentieux ou au comptable des fonds en souffrance, selon les modalités en vigueur en 2012, les sommes ne pouvant être payées entre les mains du créancier en raison d'une saisie-arrêt, une opposition, une cession ou une délégation à charge des créances de la Communauté française, ou tout autre obstacle juridique ou administratif dûment notifié ou rendu opposable.

Article 44

Par dérogation à l'article 9 de la loi de dispositions générales du 16 mai 2003 et aux articles 41 et 42 le compte général doit être établi et transmis à la Cour des comptes par le Gouvernement pour le 30 juin suivant la fin de l'année budgétaire écoulée.

Il comprend :

1° le compte d'exécution du budget établi conformément aux dispositions de l'article 29 dudit décret ;

2° le compte des variations du patrimoine établi au 31 décembre ;
Le compte des variations du patrimoine expose les modifications de l'actif et du passif. Les biens patrimoniaux y sont repris à leur valeur d'acquisition.

3° le compte de la trésorerie établi sur la base des comptes de gestion annuels des trésoriers

Le compte de la trésorerie expose les mouvements de trésorerie résultant des opérations budgétaires, des opérations liées au financement, ainsi que des opérations de gestion des fonds appartenant à des tiers.

Les montants y repris sont ceux arrêtés au 31 décembre de l'année comptable et budgétaire écoulée.

Par dérogation à l'article 44 du décret du 20 décembre 2011, la Cour des comptes transmet le compte général avec ses observations au Parlement dans le courant du mois d'octobre suivant la fin de l'année comptable et budgétaire écoulée ; le Gouvernement dépose ensuite au Parlement le projet de décret portant règlement définitif du budget.

Bruxelles, le

Rudy DEMOTTE

Ministre-Président

Alda GREOLI

Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance

Jean-Claude MARCOURT

Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias

Rachid MADRANE

Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, du Sport et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale

Marie-Martine SCHYNS

Ministre de l'Éducation

André FLAHAUT

Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative

Isabelle SIMONIS

Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances

Tableau de synthèse

(ARTICLE 8 § 4, 5° DU DÉCRET DU 20 DÉCEMBRE 2011)

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
CHAPITRE I - Services généraux			
DIVISION ORGANIQUE 01 - Dotations au Parlement et au Médiateur de la Communauté française			
Programme 1 - Parlement			
	CE-CLL	**28.368**	**28.368**
Programme 2 - Mediateur de la Communauté française			
	CE-CLL	**1.063**	**1.063**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 01			
	CE-CLL	**29.431**	**29.431**
DIVISION ORGANIQUE 06 - Cabinets ministériels			
Programme 3 - Gouvernement de la Communauté française			
	CE-CLL	**19.938**	**19.938**
Programme 9 - Charges liées au Gouvernement de la Communauté française			
	CE-CLL	**2.340**	**2.340**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 06			
	CE-CLL	**22.278**	**22.278**
DIVISION ORGANIQUE 10 - Service du Gouvernement de la Communauté française et organismes non rattachés aux divisions organiques			
Programme 5 - Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets			
	CE-CLL	**530**	**530**
Programme 6 - Charges liées au Gouvernement			
	CE-CLL	**511**	**511**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 10			
	CE-CLL	**1.041**	**1.041**
DIVISION ORGANIQUE 11 - Affaires générales - Secrétariat général			
Programme 0 - Subsistance			

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
	CE-CLL	**108.002**	**112.002**
	CE-CLNL	**276.607**	**276.607**
Programme 1 - Secretariat général			
	CE-CLL	**5.728**	**5.848**
	FBM	**270**	**270**
Fonds des actions communautaires			
Solde au 1er janvier			
Recettes de l'année		270	270
Disponible		270	270
Dépenses de l'année		270	270
Solde au 31 décembre			
Programme 2 - Formation - Recrutement - Sélection - Contrôle médico-sportif			
	CE-CLL	**3.081**	**3.081**
Programme 3 - Information, promotion, rayonnement de la culture française et de la Communauté française			
	CE-CLL	**28.356**	**28.236**
	FBM	**20.420**	**20.420**
Fonds Loterie nationale			
Solde au 1er janvier			
Recettes de l'année		20.419	20.419
Disponible		20.419	20.419
Dépenses de l'année		20.419	20.419
Solde au 31 décembre			
Fonds du délégué général aux droits de l'enfant			
Solde au 1er janvier			
Recettes de l'année		1	1
Disponible		1	1
Dépenses de l'année		1	1
Solde au 31 décembre			
Programme 4 - Initiative et interventions diverses - Culture-école			
	CE-CLL	**59**	**59**
Programme 5 - Cabinets dissous			
	CE-CLL	**396**	**396**
Programme 7 - Corps interministériel des Commissaires du Gouvernement			
	CE-CLL	**1.382**	**1.382**

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
Programme 8 - Cellule fiscale et cellule d'informations financières de la Communauté française			
	CE-CLL	**468**	**468**
Programme 9 - Cellule comptabilité			
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 11			
	CE-CLL	**147.472**	**151.472**
	CE-CLNL	**276.607**	**276.607**
	FBM	**20.690**	**20.690**
DIVISION ORGANIQUE 12 - Informatique			
Programme 1 - Informatique et bureautique			
	CE-CLL	**41.623**	**45.323**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 12			
	CE-CLL	**41.623**	**45.323**
DIVISION ORGANIQUE 13 - Gestion des Immeubles			
Programme 0 - Subsistance			
	CE-CLL	**35**	**35**
Programme 1 - Immeubles de la Communauté française			
	CE-CLL	**23.197**	**23.278**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 13			
	CE-CLL	**23.232**	**23.313**
DIVISION ORGANIQUE 14 - Relations internationales et Actions du Fonds social européen			
Programme 1 - Relations internationales			
	CE-CLL	**36.280**	**36.280**
Fonds pour le cofinancement d'activités liées à la Présidence belge de l'Union européenne			
Programme 2 - Actions du fonds social européen			
	CE-CLL	**68**	**68**

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
Programme 3 - Diverses initiatives dans le domaine de l'enseignement			
	CE-CLL	**2.135**	**2.135**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 14			
	CE-CLL	**38.483**	**38.483**
	FBM	**-**	**-**
TOTAUX Chapitre I			
	CE-CLL	**303.560**	**311.341**
	CE-CLNL	**276.607**	**276.607**
	FBM	**20.690**	**20.690**

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
CHAPITRE II - Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport			
DIVISION ORGANIQUE 15 - Infrastructures de la Santé, des Affaires sociales, de la Culture et du Sport			
Programme 0 - Subsistance			
	CE-CLL	**9**	**9**
Programme 1 - Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements dans le domaine de la santé et des affaires sociales			
	CE-CLL	**39.397**	**39.792**
Programme 2 - Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements de la culture			
	CE-CLL	**14.425**	**9.717**
Fonds des infrastructures culturelles			
Programme 3 - Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements du sport			
	CE-CLL	**14.802**	**14.802**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 15			
	CE-CLL	**68.633**	**64.320**
	FBM	**-**	**-**
DIVISION ORGANIQUE 17 - Aide à la Jeunesse			
Programme 0 - Subsistance			
	CE-CLL	**7.883**	**7.883**
Programme 1 - Jeunes en danger et jeunes délinquants			

En milliers d'euros

Libellé	Crédits initiaux	
	Eng.	Liq.
CE-CLL	**280.732**	**280.816**
FBM	**14.845**	**14.864**
Fonds relatif à l'adoption		
Solde au 1er janvier		
Recettes de l'année	70	89
Disponible	70	89
Dépenses de l'année	70	89
Solde au 31 décembre		
Fonds destiné à subventionner des actions et des mesures d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse		
Solde au 1er janvier		
Recettes de l'année	14.629	14.629
Disponible	14.629	14.629
Dépenses de l'année	14.629	14.629
Solde au 31 décembre		
Fonds des prêts aux services agréés de l'Aide à la jeunesse et aux organismes agréés d'adoption		
Solde au 1er janvier		
Recettes de l'année	146	146
Disponible	146	146
Dépenses de l'année	146	146
Solde au 31 décembre		
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 17		
CE-CLL	**288.615**	**288.699**
FBM	**14.845**	**14.864**

DIVISION ORGANIQUE 18 - Maisons de Justice

Programme 0 - Subsistance

CE-CLL	**1.662**	**1.662**

Programme 1 - Centre de surveillance électronique

CE-CLL	**4.007**	**4.007**
FBM	**16**	**16**
Fonds relatif à la surveillance électronique		
Solde au 1er janvier		
Recettes de l'année	16	16
Disponible	16	16
Dépenses de l'année	16	16
Solde au 31 décembre		

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
Programme 2 - Aide spécialisée			
	CE-CLL	**15.514**	**15.493**
Programme 3 - Saint-Hubert			
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 18			
	CE-CLL	**21.183**	**21.162**
	FBM	**16**	**16**
DIVISION ORGANIQUE 19 - Enfance			
Programme 1 - Office de la naissance et de l'enfance			
	CE-CLL	**390.394**	**390.394**
Programme 2 - Politique et accueil de l'enfance			
	CE-CLL	**4.122**	**4.122**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 19			
	CE-CLL	**394.516**	**394.516**
DIVISION ORGANIQUE 20 - Affaires générales - culture			
Programme 0 - Subsistance			
	CE-CLL	**58.571**	**58.571**
	FBM	**838**	**838**
Fonds d'exploitation du Centre culturel "Marcel Hicter" à La Marlagne			
Solde au 1er janvier			
Recettes de l'année		838	838
Disponible		838	838
Dépenses de l'année		838	838
Solde au 31 décembre			
Programme 1 - Initiatives et interventions diverses			

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
	CE-CLL	**4.196**	**4.199**
	FBM	**120**	**120**
Fonds de soutien à la culture francophone			
Fonds budgétaire activités du PointContact			
Solde au 1er janvier			
Recettes de l'année		20	20
Disponible		20	20
Dépenses de l'année		20	20
Solde au 31 décembre			
Fonds de remploi des indemnisations pour dommages causés au matériel fourni en prêt et du produit des prêts payants			
Solde au 1er janvier			
Recettes de l'année		100	100
Disponible		100	100
Dépenses de l'année		100	100
Solde au 31 décembre			
Programme 3 - Commission Communautaire française			
	CE-CLL	**10.101**	**10.101**
Programme 4 - Actions en matière de Culture à l'école			
	CE-CLL	**2.071**	**2.071**
Programme 5 - Activités pluridisciplinaires			
	CE-CLL	**11.126**	**11.112**
Programme 6 - Formation			
	CE-CLL	**180**	**218**
Fonds pour la formation socio-culturelle			
Programme 7 - Arts numériques et transition numérique			
	CE-CLL	**600**	**600**
Programme 8 - Gastronomie et arts culinaires			
	CE-CLL	**50**	**50**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 20			
	CE-CLL	**86.895**	**86.922**
	FBM	**958**	**958**

DIVISION ORGANIQUE 21 - Arts de la Scène

2017 - Initial - Voté - Tableau de synthèse

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
Programme 1 - Transversal			
	CE-CLL	**1.959**	**1.959**
Programme 2 - Theâtre			
	CE-CLL	**39.375**	**39.375**
Programme 3 - Musique			
	CE-CLL	**33.171**	**33.171**
Programme 4 - Art de la danse			
	CE-CLL	**6.061**	**6.061**
Programme 6 - Arts du cirque, arts forains et de la rue			
	CE-CLL	**1.403**	**1.403**
Programme 7 - Conte			
	CE-CLL	**177**	**177**
Programme 8 - Interdisciplinaire			
	CE-CLL	**8.629**	**8.629**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 21			
	CE-CLL	**90.775**	**90.775**

DIVISION ORGANIQUE 22 - Lettres, Livre et bibliothèques

Programme 0 - Subsistance			
	CE-CLL	**117**	**117**
Programme 1 - Lecture publique			
	CE-CLL	**17.282**	**17.249**
	FBM	**243**	**243**
Fonds budgétaire pour le centre de lecture publique de la Communauté française			
Solde au 1er janvier			
Recettes de l'année		243	243
Disponible		243	243
Dépenses de l'année		243	243
Solde au 31 décembre			
Programme 2 - Lettres et livre			

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
	CE-CLL	**3.721**	**3.721**
	FBM	**643**	**851**
Fonds de l'édition du livre			
	Solde au 1er janvier		
	Recettes de l'année	508	710
	Disponible	508	710
	Dépenses de l'année	508	710
	Solde au 31 décembre		
Fonds d'aide à la diffusion			
	Solde au 1er janvier		
	Recettes de l'année	135	141
	Disponible	135	141
	Dépenses de l'année	135	141
	Solde au 31 décembre		
Programme 3 - Langues régionales endogènes			
	CE-CLL	**140**	**140**
Programme 4 - Langue française			
	CE-CLL	**278**	**278**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 22			
	CE-CLL	**21.538**	**21.505**
	FBM	**886**	**1.094**
DIVISION ORGANIQUE 23 - Jeunesse et éducation permanente			
Programme 1 - Initiatives et interventions diverses et alphabétisation			
	CE-CLL	**135**	**135**
Programme 2 - Jeunesse			
	CE-CLL	**38.835**	**38.835**
Programme 3 - Éducation permanente			
	CE-CLL	**33.433**	**33.433**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 23			
	CE-CLL	**72.403**	**72.403**
DIVISION ORGANIQUE 24 - Patrimoine culturel			
Programme 1 - Dépenses et subventions diverses en patrimoine culturel			

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
	CE-CLL	**11.765**	**11.735**
Programme 3 - Patrimoine et création			
	CE-CLL	**2.936**	**2.936**
Programme 4 - Numérisation des patrimoines culturels			
	CE-CLL	**200**	**200**
Programme 5 - Cinémathèque			
	CE-CLL	**204**	**204**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 24			
	CE-CLL	**15.105**	**15.075**
DIVISION ORGANIQUE 25 - Audiovisuel et Multimédia			
Programme 0 - Subsistance			
	CE-CLL	**19**	**19**
Programme 1 - Initiatives et interventions diverses			
	CE-CLL	**6.937**	**6.669**
Fonds pour la transition numérique			
Programme 2 - Cinéma et vidéo			
	CE-CLL	**18.485**	**18.485**
Programme 3 - Radio et télévision			
	CE-CLL	**269.447**	**269.447**
	FBM	**1.554**	**1.554**
Fonds d'aide à la création radiophonique			
	Solde au 1er janvier		
	Recettes de l'année	1.554	1.554
	Disponible	1.554	1.554
	Dépenses de l'année	1.554	1.554
	Solde au 31 décembre		
Programme 4 - Presse			
	CE-CLL	**8.696**	**8.696**

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 25			
	CE-CLL	**303.584**	**303.316**
	FBM	**1.554**	**1.554**
DIVISION ORGANIQUE 26 - Sport			
Programme 0 - Subsistance			
	CE-CLL	**1.250**	**1.400**
Programme 1 - Éducation physique et sport			
	CE-CLL	**1.813**	**1.813**
	FBM	**18.155**	**18.155**
Fonds des sports - Activités			
Solde au 1er janvier			
Recettes de l'année		18.155	18.155
Disponible		18.155	18.155
Dépenses de l'année		18.155	18.155
Solde au 31 décembre			
Programme 2 - Recherches et développement			
	CE-CLL	**3.333**	**3.333**
Programme 3 - Subventions diverses			
	CE-CLL	**25.255**	**25.264**
Programme 4 - Services sportifs extérieurs			
	CE-CLL	**980**	**980**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 26			
	CE-CLL	**32.631**	**32.790**
	FBM	**18.155**	**18.155**
DIVISION ORGANIQUE 27 - Arts plastiques			
Programme 1 - Arts plastiques			
	CE-CLL	**5.683**	**5.683**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 27			
	CE-CLL	**5.683**	**5.683**
DIVISION ORGANIQUE 28 - Décentralisation culturelle			

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
Programme 1 - Centres culturels			
	CE-CLL	**17.855**	**17.855**
Programme 2 - PointCulture			
	CE-CLL	**6.202**	**6.202**
Programme 3 - Créativité et pratiques artistiques en amateur			
	CE-CLL	**2.920**	**2.920**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 28			
	CE-CLL	**26.977**	**26.977**
TOTAUX Chapitre II			
	CE-CLL	**1.428.538**	**1.424.143**
	FBM	**36.414**	**36.641**

En milliers d'euros

Libellé	Crédits initiaux	
	Eng.	Liq.

CHAPITRE III - Éducation, Recherche et Formation

DIVISION ORGANIQUE 40 - Services communs, affaires générales, recherche en éducation, pilotage de l'enseignement (interréseaux) et orientation - relations internationales

Programme 0 - Subsistance administration - enseignement et recherche

CE-CLL	**300**	**293**

Programme 1 - Subsistance administration - personnel de l'enseignement

CE-CLL	**11.369**	**11.365**
FBM	**16**	**16**
Fonds de prêts au personnel en activité de service, aux pensionnés et à leur veuve bénéficiant d'une pension de survie		
Solde au 1er janvier		
Recettes de l'année	16	16
Disponible	16	16
Dépenses de l'année	16	16
Solde au 31 décembre		

Programme 2 - Provisions pour charges diverses

CE-CLL	**1.720**	**1.720**

Programme 3 - Initiatives et interventions diverses dans le domaine de l'enseignement supérieur

CE-CLL	**11.512**	**11.512**

Programme 4 - Recherches en éducation pilotage interréseaux - activités pédagogiques interréseaux - orientation - divers

CE-CLL	**16.361**	**16.242**
FBM	**78**	**78**
Fondations, donations, legs et prix		
Solde au 1er janvier		
Recettes de l'année	78	78
Disponible	78	78
Dépenses de l'année	78	78
Solde au 31 décembre		

Programme 5 - Collaboration à diverses institutions et organismes en matière d'enseignement - divers

CE-CLL	**2.975**	**2.975**

Programme 6 - Enseignement supérieur - recherche scientifique - santé - administration

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
	CE-CLL	**5.508**	**5.508**
Programme 7 - Actions visant à renforcer l'attraction de l'enseignement supérieur et à promouvoir la mobilité étudiante			
	CE-CLL	**38**	**37**
Programme 8 - Actions fonds européens - initiatives diverses de la Région Wallonne et de la Région Bruxelles-Capitale en matière d'emploi			
	CE-CLL	**27.153**	**27.153**
	FBM	**16.000**	**16.000**
Fonds d'intervention des Fonds structurels européens - Enseignement de promotion sociale			
	Solde au 1er janvier		
	Recettes de l'année	6.000	6.000
	Disponible	6.000	6.000
	Dépenses de l'année	6.000	6.000
	Solde au 31 décembre		
Fonds d'intervention des Fonds structurels européens - Enseignement obligatoire de plein exercice, ordinaire et spécialisé, et Enseignement en alternance			
	Solde au 1er janvier		
	Recettes de l'année	10.000	10.000
	Disponible	10.000	10.000
	Dépenses de l'année	10.000	10.000
	Solde au 31 décembre		
Programme 9 - Discriminations positives dans l'enseignement obligatoire			
	CE-CLL	**38**	**38**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 40			
	CE-CLL	**76.974**	**76.843**
	FBM	**16.094**	**16.094**

DIVISION ORGANIQUE 41 - Service général de l'Inspection

Programme 1 - Subsistance inspection - dépenses de personnel			
	CE-CLL	**10.379**	**10.379**
Programme 2 - Subsistance inspection - frais de fonctionnement			
	CE-CLL	**2.080**	**2.079**
Programme 3 - Service de conseil et de soutien pédagogique			

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
	CE-CLL	7.025	7.025
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 41			
	CE-CLL	19.484	19.483
DIVISION ORGANIQUE 44 - Bâtiments scolaires			
Programme 0 - Fonctionnement des fonds bâtiments scolaires et des institutions succédant au fonds national de garantie			
	CE-CLL	284.209	282.805
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 44			
	CE-CLL	284.209	282.805
DIVISION ORGANIQUE 45 - Recherche scientifique			
Programme 0 - Subsistance administration			
	CE-CLL	34	34
Programme 1 - Subventions ASBL ou assimilés			
	CE-CLL	833	861
Programme 2 - Subventions diverses			
	CE-CLL	175	175
Programme 3 - Subvention recherche fondamentale			
	CE-CLL	142.026	141.906
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 45			
	CE-CLL	143.068	142.976
DIVISION ORGANIQUE 46 - Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique			
Programme 0 - Subsistance administration - enseignement et recherche			
	CE-CLL	236	236
Programme 1 - Subsistance administration - personnel de l'enseignement			
	CE-CLL	1.064	1.064
Programme 2 - Subventions diverses			

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
	CE-CLL	**310**	**310**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 46			
	CE-CLL	**1.610**	**1.610**
DIVISION ORGANIQUE 47 - Allocations et Prêts d'etudes			
Programme 0 - Subsistance			
	CE-CLL	**268**	**268**
Programme 1 - Allocations et prêts			
	CE-CLL	**58.859**	**58.859**
	FBM	**1.145**	**1.145**
Fonds destiné aux allocations d'études (loi du 19 juillet 1971 et décret coordonné le 7 novembre 1983)			
Solde au 1er janvier			
Recettes de l'année		654	654
Disponible		654	654
Dépenses de l'année		654	654
Solde au 31 décembre			
Fonds des prêts d'études			
Solde au 1er janvier			
Recettes de l'année		491	491
Disponible		491	491
Dépenses de l'année		491	491
Solde au 31 décembre			
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 47			
	CE-CLL	**59.127**	**59.127**
	FBM	**1.145**	**1.145**
DIVISION ORGANIQUE 48 - Centres PMS			
Programme 0 - Subsistance administration - enseignement et recherche			
	CE-CLL	**137**	**137**
Programme 4 - Dépenses de personnel et des centres PMS			
	CE-CLL	**84.769**	**84.769**
Programme 5 - Fonctionnement des centres PMS			
	CE-CLL	**9.110**	**9.110**

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 48			
	CE-CLL	**94.016**	**94.016**
DIVISION ORGANIQUE 50 - Affaires pédagogiques et pilotage de l'enseignement de la Communauté française			
Programme 0 - Subsistance administration - enseignement et recherche			
	CE-CLL	**216**	**206**
Programme 1 - Subsistance administration - personnel de l'enseignement			
	CE-CLL	**140**	**140**
Programme 2 - Pilotage - structures - programmes - activités de formation - recherches et information - établissements de la Communauté française			
	CE-CLL	**1.108**	**1.186**
Programme 3 - Centres techniques de formation des personnels de la Communauté française - auxiliaires de l'enseignement et activités parascolaires - établissements de la Communauté française			
	CE-CLL	**1.177**	**1.152**
Programme 4 - Centres techniques de formation des personnels de la Communauté française - auxiliaires de l'enseignement et activités parascolaires - établissements de la Communauté française			
	CE-CLL	**4.134**	**4.134**
Programme 5 - Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française			
	CE-CLL	**1.596**	**1.596**
Programme 6 - Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française			
	CE-CLL	**7.457**	**7.457**
Programme 7 - Centre des technologies agronomiques de Strée			
	CE-CLL	**385**	**385**
Programme 8 - Centres techniques agricoles et horticoles personnel administratif et ouvrier			
	CE-CLL	**683**	**683**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 50			
	CE-CLL	**16.896**	**16.939**

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
DIVISION ORGANIQUE 51 - Enseignement préscolaire et Enseignement primaire			
Programme 0 - Subsistance administration - enseignement et recherche			
	CE-CLL	**97**	**97**
Programme 2 - Dépenses de personnel de l'enseignement fondamental			
	CE-CLL	**39.880**	**39.880**
Programme 3 - Fonctionnement des écoles de l'enseignement fondamental			
	CE-CLL	**7.045**	**7.045**
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles maternelles			
	CE-CLL	**565.207**	**565.207**
Programme 5 - Fonctionnement des écoles maternelles			
	CE-CLL	**65.194**	**65.194**
Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles primaires			
	CE-CLL	**1.226.808**	**1.226.808**
Programme 7 - Fonctionnement des écoles primaires			
	CE-CLL	**187.921**	**187.921**
Programme 8 - Lutte contre l'échec scolaire - subventions diverses			
	CE-CLL	**253**	**253**
Programme 9 - Discriminations positives et promotion d'une écoles de la réussite			
	CE-CLL	**11.222**	**11.222**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 51			
	CE-CLL	**2.103.627**	**2.103.627**
DIVISION ORGANIQUE 52 - Enseignement secondaire			
Programme 0 - Subsistance administration - enseignement et recherche			
	CE-CLL	**686**	**686**
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement de plein exercice			
	CE-CLL	**2.295.058**	**2.295.058**

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
Programme 5 - Fonctionnement des écoles de l'enseignement de plein exercice			
	CE-CLL	**327.881**	**327.881**
Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement secondaire en alternance			
	CE-CLL	**56.724**	**56.724**
Programme 7 - Fonctionnement des écoles de l'enseignement secondaire en alternance			
	CE-CLL	**1.544**	**1.544**
Programme 8 - Initiatives diverses de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'emploi			
	CE-CLL	**16.576**	**16.576**
Programme 9 - Discriminations positives - divers			
	CE-CLL	**17.622**	**17.787**
	FBM	**762**	**1.319**
Fonds pour la maintenance de l'enseignement technique professionnel			
Fonds pour l'équipement de l'enseignement technique et professionnel			
Solde au 1er janvier			
Recettes de l'année		762	1.319
Disponible		762	1.319
Dépenses de l'année		762	1.319
Solde au 31 décembre			
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 52			
	CE-CLL	**2.716.091**	**2.716.256**
	FBM	**762**	**1.319**

DIVISION ORGANIQUE 53 - Enseignement spécialisé

Programme 0 - Subsistance administration - enseignement et recherche			
	CE-CLL	**49**	**49**
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement spécialisé			
	CE-CLL	**520.394**	**520.394**
Programme 5 - Fonctionnement des écoles de l'enseignement spécialisé			
	CE-CLL	**51.594**	**51.594**

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
Programme 6 - Initiatives diverses de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'emploi			
	CE-CLL	**3.092**	**3.092**
Programme 7 - Initiatives en matière d'éducation des élèves à besoins spécifiques			
	CE-CLL	**75**	**75**
Programme 8 - Lutte contre l'échec scolaire - subventions diverses			
	CE-CLL	**26**	**26**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 53			
	CE-CLL	**575.230**	**575.230**
DIVISION ORGANIQUE 54 - Enseignement universitaire			
Programme 0 - Contrôle des universités			
	CE-CLL	**1.768**	**1.768**
Programme 1 - Universités de la Communauté			
	CE-CLL	**257.044**	**257.044**
Programme 2 - Universités libres			
	CE-CLL	**488.466**	**488.466**
Programme 3 - Subventions diverses			
	CE-CLL	**234**	**234**
Programme 4 - Enseignement universitaire			
	CE-CLL	**26.950**	**26.950**
Programme 5 - Rémunération du personnel			
	CE-CLL	**1.596**	**1.596**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 54			
	CE-CLL	**776.058**	**776.058**
DIVISION ORGANIQUE 55 - Enseignement supérieur hors Université et Hautes Écoles			
Programme 0 - Subsistance administration - enseignement et recherche			
	CE-CLL	**23**	**23**

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
Programme 4 - Dépenses de personnel des hautes écoles (hors dotations)			
	CE-CLL	**12.481**	**12.481**
Programme 5 - Fonctionnement des hautes écoles			
	CE-CLL	**448.432**	**448.432**
Programme 6 - Dépenses de personnel et de fonctionnement des instituts supérieurs d'architecture			
	CE-CLL	**9.804**	**9.804**
Programme 7 - Enseignement supérieur hors université			
	CE-CLL	**1.111**	**1.111**
Programme 8 - Hautes écoles et enseignement supérieur hors université			
	CE-CLL	**11.091**	**11.091**
Programme 9 - Initiatives diverses de la Région Wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'emploi			
	CE-CLL	**2.622**	**2.622**
	FBM	**2.269**	**2.269**
Fonds relatifs aux interventions des Fonds européens - Enseignement supérieur			
Solde au 1er janvier			
Recettes de l'année		2.269	2.269
Disponible		2.269	2.269
Dépenses de l'année		2.269	2.269
Solde au 31 décembre			
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 55			
	CE-CLL	**485.564**	**485.564**
	FBM	**2.269**	**2.269**

DIVISION ORGANIQUE 56 - Enseignement de Promotion Sociale

Programme 0 - Subsistance administration - enseignement et recherche			
	CE-CLL	**130**	**130**
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de promotion sociale			
	CE-CLL	**193.444**	**193.444**
Programme 5 - Fonctionnement des écoles de promotion sociale			

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
	CE-CLL	**8.120**	**8.120**
Programme 6 - Initiatives diverses de la Région Wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'emploi			
	CE-CLL	**1.070**	**1.070**
Programme 7 - Lutte contre l'échec scolaire - divers			
	CE-CLL	**1.382**	**1.382**
Programme 8 - Restructuration et validation de l'enseignement de promotion sociale			
	CE-CLL	**1.716**	**1.716**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 56			
	CE-CLL	**205.862**	**205.862**
DIVISION ORGANIQUE 57 - Enseignement artistique			
Programme 0 - Subsistance administration - enseignement et recherche			
	CE-CLL	**54**	**52**
Programme 2 - Initiatives et subventions diverses			
	CE-CLL	**344**	**344**
Programme 3 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement supérieur			
	CE-CLL	**67.948**	**67.948**
Programme 4 - Fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur			
	CE-CLL	**8.880**	**8.880**
Programme 7 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement à horaire réduit			
	CE-CLL	**94.730**	**94.730**
Programme 8 - Fonctionnement des établissements d'enseignement à horaire réduit			
	CE-CLL	**3.096**	**3.096**
Programme 9 - Equipements			
	CE-CLL	**142**	**142**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 57			
	CE-CLL	**175.194**	**175.192**

En milliers d'euros

Libellé	Crédits initiaux	
	Eng.	Liq.
DIVISION ORGANIQUE 58 - Enseignement à distance		
Programme 0 - Subsistance - enseignement et recherche		
CE-CLL	**2.401**	**2.401**
Programme 3 - Réalisation d'actions ou de formations de réinsertion professionnelle et sociale à l'intervention de l'enseignement à distance		
FBM	**188**	**188**
Fonds d'intervention des Fonds Européens - Enseignement à distance		
Solde au 1er janvier		
Recettes de l'année	188	188
Disponible	188	188
Dépenses de l'année	188	188
Solde au 31 décembre		
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 58		
CE-CLL	**2.401**	**2.401**
FBM	**188**	**188**
TOTAUX Chapitre III		
CE-CLL	**7.735.411**	**7.733.989**
FBM	**20.458**	**21.015**

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
CHAPITRE IV - Dette publique de la Communauté française			
DIVISION ORGANIQUE 85 - Dette directe			
Programme 0 - Subsistance administration			
	CE-CLL	**461**	**461**
Programme 1 - Service de la dette directe			
	CE-CLL	**212.032**	**212.032**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 85			
	CE-CLL	**212.493**	**212.493**
DIVISION ORGANIQUE 86 - Dette liée aux investissements immobiliers des institutions universitaires			
Programme 1 - Service de la dette indirecte			
	CE-CLL	**445**	**445**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 86			
	CE-CLL	**445**	**445**
TOTAUX Chapitre IV			
	CE-CLL	**212.938**	**212.938**

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
CHAPITRE V - Dotations à la Région Wallonne et à la Commission Communautaire française			
DIVISION ORGANIQUE 90 - Dotations à la Région Wallonne et à la Commission Communautaire française			
Programme 1 - Dotations à la Région Wallonne et à la Commission Communautaire française			
	CE-CLL	**461.383**	**461.383**
TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 90			
	CE-CLL	**461.383**	**461.383**
TOTAUX Chapitre V			
	CE-CLL	**461.383**	**461.383**

En milliers d'euros

Libellé		Crédits initiaux	
		Eng.	Liq.
TOTAL GÉNÉRAL			
	CE-CLL	**10.141.830**	**10.143.794**
	CE-CLNL	**276.607**	**276.607**
	FBM	**77.562**	**78.346**

Tableau budgétaire

(ARTICLE 8 § 4, 6° DU DÉCRET DU 20 DÉCEMBRE 2011)

NOTICE EXPLICATIVE

Mi = Ministre ordonnateur

- 31 Rudy DEMOTTE : Ministre-Président
- 32 Alda GREOLI : Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance
- 33 Jean-Claude MARCOURT : Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias
- 34 Rachid MADRANE : Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, du Sport et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale
- 35 Marie-Martine SCHYNS : Ministre de l'Éducation
- 36 André FLAHAUT : Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative
- 37 Isabelle SIMONIS : Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances

Ad = Code Administration :

- 0 Cabinets ministériels - Dotation Parlement
- 1 Secrétariat général
- 2 Administration générale de l'Enseignement
- 3 Administration générale du Sport
- 4 Administration générale de la Culture
- 5 Administration générale de l'Aide à la jeunesse
- 6 Administration générale des Maisons de justice
- 7 Secrétariat du Gouvernement
- 8 Service d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets

DO = Division organique
AB = Article de base
PA = Programme - Activité
CD = Check digit
Cé = Codes économiques
Cr = Nature des crédits : Ce = crédits d'engagement
Cll = crédits de liquidation limitatifs
Clnl = crédits de liquidation non limitatifs
Fbm = fonds budgétaires moyens

CHAPITRE I
SERVICES GÉNÉRAUX

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 01		
								DOTATIONS AU PARLEMENT ET AU MÉDIATEUR DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE		
								PROGRAMME 1 PARLEMENT		
								11 - Charges diverses		
31	1	01	41.10	11	35	4110	CE-CLL	Dotation au Parlement de la Communauté française	28.368	28.368
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**28.368**	**28.368**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**28.368**	**28.368**
								PROGRAMME 2 MEDIATEUR DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE		
								20 - Fonctionnement		
31	1	01	41.10	20	44	4110	CE-CLL	Dotation au Parlement afin d'assurer le fonctionnement du service du Médiateur	1.063	1.063
								Totaux activité 20		
								CE-CLL	**1.063**	**1.063**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**1.063**	**1.063**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 01		
								CE-CLL	**29.431**	**29.431**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 06		
								CABINETS MINISTÉRIELS		
								PROGRAMME 3 GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE		
								31 - Cabinet du Ministre-Président		
31	0	06	11.01	31	87	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitement et frais de représentation du Ministre-Président	124	124
31	0	06	11.02	31	90	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitements et indemnités du personnel du cabinet	3.075	3.075
31	0	06	11.04	31	96	1111 1112 1120 1131 1140	CE-CLL	Indemnités généralement quelconques au personnel	140	140
31	0	06	12.06	31	14	1212	CE-CLL	Indemnité de logement	7	7
31	0	06	12.19	31	53	1112 1211	CE-CLL	Frais de fonctionnement du cabinet	480	480
31	0	06	74.01	31	72	7410 7422	CE-CLL	Dépenses patrimoniales du cabinet	102	102
								Totaux activité 31		
								CE-CLL	**3.928**	**3.928**
								32 - Vice Présidente Ministre de la Culture et de l'Enfance		
32	0	06	11.01	32	88	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitement et frais de représentation du Ministre	124	124
32	0	06	11.02	32	91	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitements et indemnités du personnel du cabinet	2.200	2.200
32	0	06	11.04	32	97	1111 1112 1120 1131 1140	CE-CLL	Indemnités généralement quelconques au personnel	132	132
32	0	06	12.06	32	15	1212	CE-CLL	Indemnités de logement	7	7
32	0	06	12.19	32	54	1112 1211	CE-CLL	Frais de fonctionnement du cabinet	652	652

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
32	0	06	74.01	32	73	7410 7422	CE-CLL	Dépenses patrimoniales du cabinet	30	30
								Totaux activité 32		
								CE-CLL	**3.145**	**3.145**
								33 - Cabinet du Ministre de l'Enseignement supérieur, des Médias et de la Recherche scientifique		
33	0	06	11.02	33	92	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitements et indemnités du personnel du cabinet	2.350	2.350
33	0	06	11.04	33	01	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Indemnités généralement quelconques au personnel	160	160
33	0	06	12.19	33	55	1112 1211	CE-CLL	Frais de fonctionnement du cabinet	270	270
33	0	06	74.01	33	74	7410 7422	CE-CLL	Dépenses patrimoniales du cabinet	127	127
								Totaux activité 33		
								CE-CLL	**2.907**	**2.907**
								34 - Cabinet du Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, du Sport et de la promotion de Bruxelles		
34	0	06	11.01	34	90	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitement et frais de représentation du Ministre	124	124
34	0	06	11.02	34	93	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitements et indemnités du personnel du cabinet	2.120	2.120
34	0	06	11.04	34	02	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Indemnités généralement quelconques au personnel	86	86
34	0	06	12.06	34	17	1212	CE-CLL	Indemnités de logement	7	7
34	0	06	12.19	34	56	1112 1211	CE-CLL	Frais de fonctionnement du cabinet	270	270
34	0	06	74.01	34	75	7410 7422	CE-CLL	Dépenses patrimoniales du cabinet	50	50
								Totaux activité 34		
								CE-CLL	**2.657**	**2.657**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								35 - Cabinet de la Ministre de l'Education		
35	0	06	11.01	35	91	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitement et frais de représentation de la Ministre	124	124
35	0	06	11.02	35	94	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitements et indemnités du personnel du cabinet	1.800	1.800
35	0	06	11.04	35	03	1111 1112 1120 1131 1140	CE-CLL	Indemnités généralement quelconques au personnel	64	64
35	0	06	12.06	35	18	1212	CE-CLL	Indemnités de logement	7	7
35	0	06	12.19	35	57	1112 1211	CE-CLL	Frais de fonctionnement du cabinet	258	258
35	0	06	74.01	35	76	7410 7422	CE-CLL	Dépenses patrimoniales du cabinet	20	20
								Totaux activité 35		
								CE-CLL	**2.273**	**2.273**
								36 - Cabinet du Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative		
36	0	06	11.01	36	92	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitement et frais de représentation de la Ministre	124	124
36	0	06	11.02	36	95	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitements et indemnités du personnel du cabinet	1.883	1.883
36	0	06	11.04	36	04	1111 1112 1120 1131 1140	CE-CLL	Indemnités généralement quelconques au personnel	100	100
36	0	06	12.06	36	19	1212	CE-CLL	Indemnités de logement	7	7
36	0	06	12.19	36	58	1112 1211	CE-CLL	Frais de fonctionnement du cabinet	300	300
36	0	06	74.01	36	77	7410 7422	CE-CLL	Dépenses patrimoniales du cabinet	100	100
								Totaux activité 36		
								CE-CLL	**2.514**	**2.514**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								37 - Cabinet du Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances		
37	0	06	11.01	37	93	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitement et frais de représentation de la Ministre	124	124
37	0	06	11.02	37	96	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitements et indemnités du personnel du cabinet	1.940	1.940
37	0	06	11.04	37	05	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Indemnités généralement quelconques au personnel	100	100
37	0	06	12.06	37	20	1212	CE-CLL	Indemnités de logement	7	7
37	0	06	12.19	37	59	1112 1211	CE-CLL	Frais de fonctionnement du cabinet	300	300
37	0	06	74.01	37	78	7410 7422	CE-CLL	Dépenses patrimoniales du cabinet	43	43
								Totaux activité 37		
								CE-CLL	**2.514**	**2.514**
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**19.938**	**19.938**
								PROGRAMME 9 CHARGES LIÉES AU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE		
								91 - Loyers - Frais de fonctionnement		
31	1	06	01.01	91	57	0100 1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives au respect des obligations en matière de protection au travail	**-**	**-**
31	1	06	11.02	91	53	1111 1112 1120 1131 1133	CE-CLL	Dépenses arriérées liées au remboursement de traitement des agents détachés dans un cabinet ministériel du Gouvernement de la Communauté française	**-**	**-**
31	1	06	12.01	91	59	1211	CE-CLL	Gestion et exploitation des sites extérieurs des cabinets - contrats existants et petit entretien	217	217
31	1	06	12.03	91	65	1211	CE-CLL	Gestion et exploitation des sites extérieurs des cabinets - travaux de rénovation	17	17

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
31	1	06	12.04	91	68	1211	CE-CLL	Gestion et exploitation de la Présidence - Contrats existants et petit entretien	624	624
31	1	06	12.05	91	71	1211	CE-CLL	Loyers de biens immobiliers de la Présidence en ce compris les loyers, canons, impôts et taxes régionales grevant les bâtiments	453	453
31	1	06	12.06	91	74	1212	CE-CLL	Loyers de biens immobiliers des Cabinets en ce compris les loyers, canons, impôts et taxes régionales grevant les bâtiments	573	573
31	1	06	12.07	91	77	1211	CE-CLL	Gestion et exploitation de la Présidence - Travaux de rénovation	443	443
31	1	06	12.22	91	25	1211	CE-CLL	Paiement de primes d'assurances	13	13
								Totaux activité 91		
								CE-CLL	**2.340**	**2.340**
								Totaux programme 9		
								CE-CLL	**2.340**	**2.340**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 06		
								CE-CLL	**22.278**	**22.278**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 10		
								SERVICE DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE ET ORGANISMES NON RATTACHÉS AUX DIVISIONS ORGANIQUES		
								PROGRAMME 5		
								SERVICE PERMANENT D'ASSISTANCE EN MATIÈRE ADMINISTRATIVE ET PÉCUNIAIRE DES CABINETS		
								51 - Dépenses de personnel		
31	8	10	11.01	51	21	1112 1120 1131	CE-CLL	Indemnités et frais de couverture sociale spécifique des membres du Gouvernement	29	29
31	8	10	11.02	51	24	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitements et indemnités du personnel	370	370
31	8	10	11.03	51	27	1111 1112 1120 1131 1140	CE-CLL	Charges liées à la fin de la législature	-	-
31	8	10	11.04	51	30	1112 1120 1131 1140	CE-CLL	Indemnités généralement quelconques au personnel	24	24
31	8	10	11.05	51	33	1112	CE-CLL	Remboursement pécule de vacances	-	-
								Totaux activité 51		
								CE-CLL	**423**	**423**
								52 - Frais de fonctionnement		
31	8	10	12.04	52	40	1211	CE-CLL	Convention avec l'Ulg-SEGI pour la gestion informatique de la paie	-	-
31	8	10	12.05	52	43	1211	CE-CLL	Cotisation au MEDEX et au service externe de prévention et de protection du travail	36	36
31	8	10	12.07	52	49	1211	CE-CLL	Frais de premier établissement (travaux et fournitures pour l'aménagement de locaux, etc…)	-	-
31	8	10	12.08	52	52	1211	CE-CLL	Frais de couverture de l'assurance "Tous risques" pour couvrir les risques encourus par les agents utilisant leur véhicule pour les besoins du service, de l'assurance "Responsabilité civile générale" pour couvrir les risques encourus par les agents visés	38	38

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
31	8	10	12.09	52	55	1211	CE-CLL	Frais de fonctionnement du SePAC	24	24
31	8	10	12.10	52	58	1211	CE-CLL	Frais de couverture de l'assurance "Tous risques" pour couvrir les risques encourus par les agents utilisant leur véhicule pour les besoins du service, de l'assurance "Responsabilité civile générale" pour couvrir les risques encourus par les agents visés	**-**	**-**
31	8	10	74.01	52	07	7410 7422	CE-CLL	Dépenses patrimoniales, en ce compris l'acquisition de matériel informatique du SePAC	9	9
								Totaux activité 52		
								CE-CLL	**107**	**107**
								Totaux programme 5		
								CE-CLL	**530**	**530**
								PROGRAMME 6 CHARGES LIÉES AU GOUVERNEMENT		
								60 - Dépenses de personnel		
31	8	10	11.02	60	33	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitement du personnel du secrétariat du Gouvernement	140	140
31	8	10	11.04	60	39	1112 1120 1131 1140	CE-CLL	Indemnités généralement quelconques au personnel	20	20
								Totaux activité 60		
								CE-CLL	**160**	**160**
								61 - Dépenses de fonctionnement et diffusion de l'information		
31	7	10	12.08	61	61	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services en matière de diffusion de l'information	211	211
31	7	10	12.19	61	94	1211	CE-CLL	Frais de fonctionnement du secrétariat du Gouvernement	120	120
31	7	10	74.02	61	19	7422	CE-CLL	Dépenses patrimoniales et informatiques du secrétariat du Gouvernement	20	20
								Totaux activité 61		
								CE-CLL	**351**	**351**
								Totaux programme 6		
								CE-CLL	**511**	**511**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 10		
								CE-CLL	**1.041**	**1.041**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 11		
								AFFAIRES GÉNÉRALES - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE		
								01 - Dépenses de personnel		
36	1	11	01.01	01	05	0100 1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature en matière d'audit de la fonction publique	68	68
36	1	11	01.02	01	08	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature en matière de modernisation et de développement de la qualité	30	30
36	1	11	11.03	01	04	1111 1112 1120 1131 1133	CE-CLNL	Personnel statutaire	148.554	148.554
36	1	11	11.04	01	07	1111 1112 1120 1131	CE-CLNL	Personnel autre que statutaire	128.053	128.053
36	1	11	11.05	01	10	1132	CE-CLL	Indemnités de préavis	650	650
36	1	11	11.09	01	22	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel détaché - Remboursement de traitements	400	400
36	2	11	11.10	01	25	1111 1112 1120 1131 1133	CE-CLL	Personnel détaché et pensionné - Dépenses diverses	4.430	4.430
36	1	11	11.11	01	28	1111 1112 1120 1131 1133	CE-CLL	Rémunération du personnel engagé dans le cadre des accords de coopération avec la Région wallonne et le Fédéral relatifs à la convention de premier emploi	4.700	4.700
36	1	11	11.12	01	31	1112	CE-CLL	Intervention dans les frais de déplacement domicile-travail	5.408	5.408
36	1	11	11.13	01	34	1211	CE-CLL	Remboursement de rémunérations de personnel détaché au sein de divers organismes	-	-
36	1	11	11.40	01	18	1140	CE-CLL	Intervention dans les chèques-repas	7.076	7.076
36	1	11	33.50	01	52	3300	CE-CLL	Subventions pour la rémunération du personnel engagé dans le cadre du Programme de Transition Professionnelle (PTP)	-	-

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 01		
								CE-CLL	**22.762**	**22.762**
								CE-CLNL	**276.607**	**276.607**
								02 - Biens, services, indemnités, assurances, fournitures, équipement, imprimerie et provisions		
36	1	11	01.01	02	06	1120	CE-CLL	Provision en vue de couvrir les charges résultant de l'instauration par l'Etat fédéral d'une cotisation de responsabilisation en matière de pensions	-	-
36	1	11	01.02	02	09	0100 4511	CE-CLL	Provision en vue des négociations sectorielles avec le secteur non marchand	988	988
36	1	11	01.03	02	12	0100	CE-CLL	Provision en vue de couvrir les charges résultant d'une augmentation de l'index	27.324	27.324
36	1	11	01.06	02	21	0100	CE-CLL	Provision d'index pour les organismes d'intérêt public	2.277	2.277
36	1	11	01.07	02	24	0100	CE-CLL	Provision pour interruption de carrières	9.330	9.330
36	1	11	01.08	02	27	0100	CE-CLL	Provision pour dépenses en matière d'économies d'énergie	600	600
36	1	11	01.12	02	39	0100	CE-CLL	Provision conjoncturelle	-	-
36	1	11	01.13	02	42	0100 0300	CE-CLL	Dépenses de régularisation liées à la suppression de certains fonds organiques	-	-
36	1	11	01.14	02	45	0100	CE-CLL	Provision en vue de l'application des articles 10.5 & 62 du contrat de gestion de la RTBF	-	-
33	1	11	01.16	02	51	0100 1133	CE-CLL	Provision en vue de l'application de l'article 51.2 c du contrat de gestion de la RTBF (pour mémoire)	-	-
36	1	11	01.18	02	57	0100	CE-CLL	Provision interdépartementale	-	-
36	1	11	01.19	02	60	0100	CE-CLL	Provision pour droits constatés identifiés en encours	7.400	11.400
36	1	11	11.31	02	89	1120 1211	CE-CLL	Provision litige contentieux ONSS et honoraires d'avocats dans le cadre de la récupération d'indus et consultance générale	-	-

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
36	1	11	12.01	02	08	1211	CE-CLL	Honoraires des avocats et des médecins. Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. Jetons de présence. Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. Rémunérations d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers.	-	-
36	1	11	12.02	02	11	1211	CE-CLL	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et de services : frais de bureau, transports, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autre	10.951	10.951
36	1	11	12.03	02	14	1211	CE-CLL	Dépenses de consommation énergétique	3.566	3.566
36	1	11	12.04	02	17	1211	CE-CLL	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et de services : frais de bureau, transports, impôts, rétributions publications du département, formation professionnelle, habillement et autres	-	-
36	1	11	12.05	02	20	1112 1140 1211	CE-CLL	Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de la Communauté française - employeur dans lle prix des abonnements)	3.235	3.235
36	1	11	12.06	02	23	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services en matière de communication et d'information	250	250
36	1	11	12.09	02	32	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature en matière de droits d'auteur	79	79
36	1	11	12.11	02	38	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature en matière de modernisation et de développement durable	-	-
36	1	11	12.12	02	41	1211	CE-CLL	Dépenses de modernisation informatique des ressources liées à la gestion budgetaire	-	-
36	1	11	12.13	02	44	1211	CE-CLL	Plate-forme e-Procurement	60	60
36	1	11	12.22	02	71	1211	CE-CLL	Paiement de primes d'assurance	275	275
36	1	11	74.01	02	81	7410 7422	CE-CLL	Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	891	891

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**67.226**	**71.226**
								03 - Responsabilité de la Communauté française - Service Juridique		
36	1	11	12.01	03	09	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services et remboursement de frais	2.600	2.600
36	1	11	12.02	03	12	1211	CE-CLL	Assurances	42	42
31	2	11	12.03	03	15	1211	CE-CLL	Dépenses en matière de contentieux dans le domaine de l'agrément des professions de soins de santé	15	15
36	1	11	34.01	03	13	3441	CE-CLL	Indemnités diverses à des tiers découlant de l'engagement de la responsabilité de la Communauté française	500	500
								Totaux activité 03		
								CE-CLL	**3.157**	**3.157**
								04 - Affaires budgétaires et trésorerie		
36	1	11	12.01	04	10	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	60	60
36	1	11	74.01	04	83	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	20	20
								Totaux activité 04		
								CE-CLL	**80**	**80**
								05 - Action sociale		
36	1	11	41.01	05	78	4160	CE-CLL	Subventions à l'ASBL Service social	1.120	1.120
								Totaux activité 05		
								CE-CLL	**1.120**	**1.120**
								06 - Médecine du travail		
36	1	11	01.02	06	13	0100 1211 7422	CE-CLL	Dépenses de toute nature en matière de médecine du travail	50	50
36	1	11	01.03	06	16	0100 1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature en matière de protection contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail	**-**	**-**
36	1	11	12.34	06	14	1211	CE-CLL	Conventions inhérentes à la Médecine du travail	2.137	2.137
36	1	11	12.36	06	20	1211	CE-CLL	Contrôle des absences pour maladie des membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française	34	34

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 06		
								CE-CLL	**2.221**	**2.221**
								07 - Soins de santé et hôpitaux universitaires		
31	1	11	01.01	07	11	0100	CE-CLL	Contribution de la Communauté française au budget de la Cellule générale de Politique Drogues	27	27
31	2	11	12.01	07	13	1211	CE-CLL	Jeton de présence et frais de représentation - Conseil communautaire des établissements de soins	3	3
31	2	11	12.02	07	16	1211	CE-CLL	Dépenses de fonctionnement dans le domaine de l'agrément des professions de soins de santé	537	537
31	2	11	33.00	07	05	3300	CE-CLL	Subventions relatives aux conventions de revalidation des hôpitaux universitaires	10.505	10.505
31	2	11	33.02	07	11	3300	CE-CLL	Subvention à la société scientifique de médecine générale	200	200
31	2	11	74.01	07	86	7422 1211	CE-CLL	Dépenses d'équipement liées à l'accueil des membres du personnel public fédéral pour les missions liées à l'agrément des professions de santé	5	5
								Totaux activité 07		
								CE-CLL	**11.277**	**11.277**
								08 - Provisions - Fonds Ecureuil		
36	1	11	01.01	08	12	0100	CE-CLL	Provision pour fin de législature	**-**	**-**
36	1	11	01.02	08	15	0100	CE-CLL	Provision pour le Parlement de la Communauté française afin d'harmoniser son fonctionnement avec celui de la Région wallonne	**-**	**-**
36	1	11	12.01	08	14	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	**-**	**-**
36	1	11	41.42	08	10	4140	CE-CLL	Dotation au Fonds Ecureuil	**-**	**-**
36	1	11	41.43	08	13	4140	CE-CLL	Dotation complémentaire en vue de couvrir les frais de fonctionnement liés à l'activité du Fonds Ecureuil	62	62
								Totaux activité 08		
								CE-CLL	**62**	**62**
								09 - Pertes résultant des déficits des comptables des services d'administration générale		
36	1	11	01.01	09	13	0100	CE-CLL	Remboursement de recettes indûment perçues les années antérieures	97	97

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
36	1	11	34.41	09	42	3441	CE-CLL	Subventions en vue de couvrir les déficits	-	-
								Totaux activité 09		
								CE-CLL	**97**	**97**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**108.002**	**112.002**
								CE-CLNL	**276.607**	**276.607**
								PROGRAMME 1 SECRETARIAT GÉNÉRAL		
								10 - Promotion de Bruxelles		
34	1	11	12.01	10	16	1211	CE-CLL	Frais de mission et de représentation du Ministre	-	-
34	1	11	12.25	10	88	1211	CE-CLL	Dépenses relatives aux publications, imprimés, enquêtes, à l'organisation de réunions, colloques ou journées d'étude et à l'organisation d'évènements, d'actions ou d'initiatives concernant la promotion de Bruxelles	40	40
34	1	11	33.01	10	11	3300	CE-CLL	Subventions diverses dans le cadre de la promotion de Bruxelles	1.295	1.295
34	1	11	41.03	10	89	4140	CE-CLL	Dotation à WBI dans le cadre de la promotion internationale de Bruxelles	115	115
34	1	11	43.01	10	04	4312 4322	CE-CLL	Subventions diverses dans le cadre de la promotion de Bruxelles	-	-
34	1	11	45.01	10	22	4534	CE-CLL	Subsides en faveur des institutions régionales dans le cadre de leurs actions relatives à la promotion de Bruxelles	700	700
								Totaux activité 10		
								CE-CLL	**2.150**	**2.150**
								11 - Secrétariat général - fonctionnement		
36	1	11	12.01	11	17	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	97	97
36	1	11	12.24	11	86	1211	CE-CLL	Dépenses diverses, frais de représentation	23	23
31	1	11	12.25	11	89	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature liées au fonctionnement du service général de pilotage et de coordination des politiques transversales	10	10
36	1	11	74.01	11	90	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	-	-

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**130**	**130**
								12 - Information et recherches		
32	1	11	01.01	12	16	0100 1211	FBM	Fonds budgétaire destiné à des actions et interventions ponctuelles, exceptionnelles menées dans le domaine communautaire	270	270
31	1	11	12.32	12	14	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature en matière de conception, réalisation et valorisation d'études et de recherches sectorielles et intersectorielles	195	315
								Totaux activité 12		
								CE-CLL	**195**	**315**
								FBM	**270**	**270**
								13 - Académie Royale de médecine de Belgique		
36	1	11	12.01	13	19	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	**-**	**-**
31	1	11	33.02	13	17	1211	CE-CLL	Dotation à l'Académie royale de médecine de Belgique	101	101
								Totaux activité 13		
								CE-CLL	**101**	**101**
								14 - E-Wallonie-Bruxelles Simplification		
36	1	11	41.01	14	87	4160	CE-CLL	Contribution au service commun "e-WBS"	2.488	2.488
								Totaux activité 14		
								CE-CLL	**2.488**	**2.488**
								15 - Centre de documentation		
36	1	11	11.12	15	45	1112	CE-CLL	Indemnités pour chargés de mission	10	10
36	1	11	12.01	15	21	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	27	27
36	1	11	74.01	15	94	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	**-**	**-**
								Totaux activité 15		
								CE-CLL	**37**	**37**
								16 - Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse		
31	1	11	12.01	16	22	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	193	193

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
31	1	11	74.01	16	95	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	-	-
								Totaux activité 16		
								CE-CLL	**193**	**193**
								17 - Cellule maltraitance		
34	1	11	12.32	17	19	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature en matière de lutte contre la maltraitance et l'aide aux victimes	190	190
								Totaux activité 17		
								CE-CLL	**190**	**190**
								18 - Observatoire des politiques culturelles		
32	1	11	41.01	18	91	4130	CE-CLL	Dotation à l'Observatoire des politiques culturelles	173	173
								Totaux activité 18		
								CE-CLL	**173**	**173**
								19 - Conseil supérieur de l'éducation aux médias		
33	1	11	12.02	19	28	1211	CE-CLL	Dépenses généralement quelconques relatives au Conseil supérieur de l'Education aux Médias	71	71
								Totaux activité 19		
								CE-CLL	**71**	**71**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**5.728**	**5.848**
								FBM	**270**	**270**
								PROGRAMME 2 FORMATION - RECRUTEMENT - SÉLECTION - CONTRÔLE MÉDICO-SPORTIF		
								20 - Action en matière de protection de la santé		
34	1	11	12.36	20	34	1211	CE-CLL	Contrôle médico-sportif	424	424
34	1	11	12.38	20	40	1211	CE-CLL	Pool de médecins contrôleurs indépendants et accompagnateurs agréés	212	212
34	1	11	33.01	20	21	3300	CE-CLL	Contribution au fonctionnement de l'Agence mondiale antidopage	52	52
34	1	11	74.01	20	02	7422	CE-CLL	Acquisition de matériel durable dans le cadre de la lutte contre le dopage	-	-

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 20		
								CE-CLL	**688**	**688**
								21 - Formation - Recrutement - Sélection		
36	1	11	01.02	21	28	0100	CE-CLL	Dépenses de toute nature en relation avec le paiement de primes liées aux formations	44	44
36	1	11	01.03	21	31	0100	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives à la modernisation des services publics	100	100
36	1	11	01.04	21	34	0100	CE-CLL	Dépenses de toute nature pour la simplification administrative	-	-
36	1	11	01.05	21	37	0100	CE-CLL	Dépenses de toute nature en matière d'E-Gouvernement	165	165
31	1	11	01.06	21	40	0100	CE-CLL	Initiatives pour la modernisation de la fonction publique et des services publics	-	-
36	1	11	12.01	21	27	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services dans le domaine de l'accueil des nouveaux agents	40	40
36	1	11	12.02	21	30	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats des biens non durables et de services dans le domaine du développement des compétences	647	647
36	1	11	41.01	21	94	4150	CE-CLL	Dotation à l'Ecole communautaire de l'Administration de la Communauté française	-	-
36	1	11	41.02	21	97	4150	CE-CLL	Dotation à l'Ecole d'administration publique de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie	1.377	1.377
36	1	11	74.01	21	03	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	20	20
								Totaux activité 21		
								CE-CLL	**2.393**	**2.393**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**3.081**	**3.081**

PROGRAMME 3
INFORMATION, PROMOTION, RAYONNEMENT DE LA CULTURE FRANÇAISE ET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

31 - Informatique, promotion, rayonnement de la langue, de la culture française et de la Communauté française

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
31	1	11	01.01	31	35	0100	CE-CLL	Financement du décret relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocides et des crimes contre l'humanité ainsi que d'appels à projets dans le cadre des commémorations du centenaire de la Guerre 14-18	810	810
37	1	11	01.02	31	38	3300 4312 4322	CE-CLL	Soutien aux projets transversaux et locaux de promotion des droits culturels et de l'interculturalité	1.515	1.515
31	1	11	12.25	31	12	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature pour la coordination des matières transversales, l'information, la promotion et le rayonnement de la Communauté française, en Belgique et à l'étranger	127	127
31	1	11	12.27	31	18	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives à la promotion d'une alimentation saine	-	-
31	1	11	12.29	31	24	1211	CE-CLL	Dépenses généralement quelconques relatives à l'animation en collaboration avec la Région wallonne de l'axe stratégique développement du capital humain et aux autres missions de soutien aux synergies CF-RW-Cocof	-	-
31	1	11	30.01	31	05	3300	CE-CLL	Subvention en faveur de l'Eurometropolitan E-campus	-	-
31	1	11	31.01	31	14	3300	CE-CLL	Subvention au fonds d'investissement Start destinée à couvrir ses frais de fonctionnement	125	125
31	1	11	33.05	31	44	3300	CE-CLL	Subventions de toute nature allouées en vue de la coordination des matières transversales, de l'information, du rayonnement, de la notoriété et de la promotion de la Communauté française en Belgique et à l'étranger	835	835
31	1	11	33.06	31	47	3300	CE-CLL	Financement du décret relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocides et des crimes contre l'humanité	-	-
31	1	11	33.08	31	53	3300	CE-CLL	Subventions en vue de soutenir, conjointement avec la Région wallonne, les métropoles de la culture (pour mémoire)	-	-
31	1	11	33.09	31	56	3300	CE-CLL	Subventions en vue de soutenir, conjointement avec la Région wallonne, les métropoles de la culture	-	-
31	1	11	33.10	31	59	3300	CE-CLL	Subventions allouées dans le cadre d'actions de promotion de la citoyenneté, du vivre ensemble et des valeurs de la Communauté française, en Fédération Wallonie-Bruxelles et en Francophonie	742	742

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
37	1	11	33.51	31	85	3300	CE-CLL	Soutien aux projets transversaux et locaux de promotion des droits culturels et de l'interculturalité	-	-
31	1	11	41.01	31	07	4130	CE-CLL	Financement du protocole de collaboration de lutte contre les discriminations	34	34
31	1	11	41.02	31	10	4130	CE-CLL	Financement de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française dans le cadre du renforcement des synergies en matière statistiques	140	140
31	1	11	41.03	31	13	4130	CE-CLL	Subventions aux institutions publiques organisatrices des fêtes de la Communauté française	200	200
31	1	11	81.01	31	76	8141	CE-CLL	Participation de la Communauté française au fonds START	-	-
								Totaux activité 31		
								CE-CLL	**4.528**	**4.528**
								32 - Egalité des chances		
37	1	11	01.01	32	36	3300 4312 4322	CE-CLL	Subventions pour les projets dans le domaine des droits des femmes en Communauté Française	550	550
37	1	11	01.02	32	39	3300	CE-CLL	Subventions pour des projets dans le domaine de l'égalité des chances en Communauté française Wallonie-Bruxelles	516	516
37	1	11	01.03	32	42	3300	CE-CLL	Initiative en matière de lutte contre le racisme	164	164
37	1	11	01.04	32	45	3300	CE-CLL	Subventions aux initiatives en matière de lutte contre les violences faites aux femmes	150	150
37	1	11	12.30	32	28	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services. Actions diverses dans le domaine de l'égalité des chances en Communauté française	152	152
37	1	11	33.08	32	54	3300	CE-CLL	Subventions pour des projets dans le domaine des droits des femmes en Communauté Française	-	-
37	1	11	41.01	32	08	4130	CE-CLL	Financement de l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et l'Etat fédéral relatif à la gestion financière des Coordinations provinciales pour l'égalité entre les femmes et les hommes	49	49

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
37	1	11	41.02	32	11	4130	CE-CLL	Subventions aux Universités de la Communauté française pour des projets en matière d'égalité des chances	-	-
37	1	11	44.01	32	35	4430	CE-CLL	Subventions aux Universités libres pour des projets en matière d'égalité des chances	-	-
37	1	11	45.01	32	44	4540	CE-CLL	Dotation au fonctionnement du Centre interfédéral pour l'Egalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations	203	203
								Totaux activité 32		
								CE-CLL	**1.784**	**1.784**
								33 - Communauté germanophone		
31	1	11	33.04	33	43	3300	CE-CLL	Subvention allouée dans le cadre de la coopération entre les Communautés française et germanophone (loi du 31 décembre 1983 - art. 55, § 3)	75	75
								Totaux activité 33		
								CE-CLL	**75**	**75**
								34 - Manifestations diverses		
34	1	11	12.71	34	56	1211	CE-CLL	Dépenses inhérentes à des manifestations diverses et notamment de pratiques sportives	-	-
34	1	11	33.02	34	38	3300	CE-CLL	Subventions diverses à des actions de visibilité de la Fédération Wallonie-Bruxelles, notamment par la pratique sportive	-	-
								Totaux activité 34		
								35 - Initiatives dans le domaine de l'éducation		
31	1	11	01.01	35	39	0100	CE-CLL	Provision transversale pour l'Enseignement	21.000	21.000
31	1	11	33.03	35	42	3300	CE-CLL	Subventions diverses consenties pour la coopération entre les 3 Communautés dans le domaine de l'éducation	30	30
								Totaux activité 35		
								CE-CLL	**21.030**	**21.030**
								36 - Interventions diverses de la Loterie nationale		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
31	1	11	01.01	36	40	0100 3300	FBM	Fonds budgétaire destiné à la répartition du bénéfice annuel de la Loterie nationale entre les attributaires (C)	20.419	20.419
								Totaux activité 36		
								FBM	**20.419**	**20.419**
								37 - Protection des droits de l'enfant		
31	1	11	01.01	37	41	0100 1211 3300	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives à la protection des droits de l'enfant	70	70
31	1	11	01.02	37	44	0100 1211 3300	FBM	Fonds budgétaire destiné à subventionner des actions en relation avec les droits de l'enfant	1	1
31	1	11	12.01	37	43	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives à la diffusion de la convention des droits de l'enfant, à la formation et à l'information et à l'organisation de manifestations, dans le cadre de travaux internationaux	330	330
31	1	11	33.01	37	38	3300	CE-CLL	Subventions relatives à la diffusion de la convention des droits de l'enfant, à la formation et à l'information et à l'organisation de manifestations, dans le cadre des travaux internationaux	60	60
								Totaux activité 37		
								CE-CLL	**460**	**460**
								FBM	**1**	**1**
								38 - Démocratie ou barbarie		
31	1	11	12.01	38	44	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives aux actions du service démocratie ou barbarie et aux actions du Conseil de la Transmission de la Mémoire	479	359
31	1	11	12.02	38	47	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature destinées à mettre en œuvre la Présidence belge de la Task Force Holocaust et à la commémoration du centenaire de la guerre 14-18	-	-
31	1	11	33.01	38	39	3300	CE-CLL	Subventions destinées à mettre en œuvre la Présidence belge de la Task Force Holocaust et à la commémoration du centenaire de la guerre 14-18	-	-
								Totaux activité 38		
								CE-CLL	**479**	**359**
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**28.356**	**28.236**
								FBM	**20.420**	**20.420**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								PROGRAMME 4 INITIATIVE ET INTERVENTIONS DIVERSES - CULTURE-ÉCOLE		
								40 - Subventions		
36	1	11	33.04	40	50	3300	CE-CLL	Subvention au Centre de recherches en économie régionale et politique économique (CERPE)	59	59
								Totaux activité 40		
								CE-CLL	**59**	**59**
								Totaux programme 4		
								CE-CLL	**59**	**59**
								PROGRAMME 5 CABINETS DISSOUS		
								50 - Charges liées aux cabinets dissous		
31	1	11	11.03	50	53	1111 1112 1120 1131 1140	CE-CLL	Charges du personnel liées aux cabinets dissous	100	100
31	1	11	11.06	50	62	1111 1112 1120 1131 1140	CE-CLL	Traitements et indemnités quelconques des agents mis à disposition des Ministres sortant de charge	277	277
31	1	11	11.07	50	65	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitements et indemnités quelconques des agents mis à disposition des Ministres sortant de charge, y compris créances années antérieures	9	9
31	1	11	12.02	50	59	1211	CE-CLL	Charges liées aux cabinets dissous	10	10
								Totaux activité 50		
								CE-CLL	**396**	**396**
								Totaux programme 5		
								CE-CLL	**396**	**396**
								PROGRAMME 7 CORPS INTERMINISTÉRIEL DES COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT		
								70 - Frais de fonctionnement des Commissaires		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
31	1	11	11.04	70	76	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Rémunération du personnel autre que statutaire	1.258	1.258
31	1	11	12.01	70	76	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	114	114
31	1	11	12.06	70	91	1211	CE-CLL	Loyers	-	-
31	1	11	74.01	70	52	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	10	10
								Totaux activité 70		
								CE-CLL	**1.382**	**1.382**
								Totaux programme 7		
								CE-CLL	**1.382**	**1.382**
								PROGRAMME 8 CELLULE FISCALE ET CELLULE D'INFORMATIONS FINANCIÈRES DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE		
								80 - Cellule fiscale		
36	1	11	11.01	80	77	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitements et indemnités du personnel	75	75
36	1	11	12.01	80	86	1211	CE-CLL	Frais de fonctionnement	21	21
36	1	11	74.01	80	62	7410 7422	CE-CLL	Dépenses patrimoniales	10	10
								Totaux activité 80		
								CE-CLL	**106**	**106**
								81 - Cellule d'informations financières		
36	1	11	11.01	81	78	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitements et indemnités du personnel	170	170
36	1	11	12.01	81	87	1211	CE-CLL	Frais de fonctionnement	100	100
36	1	11	74.01	81	63	7410 7422	CE-CLL	Dépenses patrimoniales	92	92
								Totaux activité 81		
								CE-CLL	**362**	**362**
								Totaux programme 8		
								CE-CLL	**468**	**468**
								PROGRAMME 9 CELLULE COMPTABILITÉ		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								90 - Cellule comptabilité		
36	1	11	01.01	90	94	0100	CE-CLL	Dépenses de toute nature en rapport avec l'informatisation d'une comptabilité publique	-	-
36	1	11	11.01	90	87	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitements et indemnités du personnel	-	-
36	1	11	12.01	90	96	1211	CE-CLL	Frais de fonctionnement	-	-
36	1	11	74.01	90	72	7410 7422	CE-CLL	Dépenses patrimoniales	-	-
								Totaux activité 90		
								Totaux programme 9		
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 11		
								CE-CLL	**147.472**	**151.472**
								CE-CLNL	**276.607**	**276.607**
								FBM	**20.690**	**20.690**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 12		
								INFORMATIQUE		
								PROGRAMME 1 INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE		
								14 - Dotation ETNIC - Cyberécoles		
36	1	12	41.01	14	17	4140	CE-CLL	Dotation à l'Entreprise publique des Technologies Nouvelles de l'Information et de la Communication (ETNIC)	41.623	45.323
								Totaux activité 14		
								CE-CLL	**41.623**	**45.323**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**41.623**	**45.323**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 12		
								CE-CLL	**41.623**	**45.323**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 13		
								GESTION DES IMMEUBLES		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE		
								01 - Biens, services et indemnités		
36	1	13	12.20	01	21	1211	CE-CLL	Services de l'Administrateur général et dépenses permanentes pour l'achat de biens non-durables et de services	35	35
								Totaux activité 01		
								CE-CLL	**35**	**35**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**35**	**35**
								PROGRAMME 1 IMMEUBLES DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE		
								11 - Gestion des immeubles de la Communauté française		
36	1	13	01.01	11	69	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature en lien avec le Pass	250	250
36	1	13	12.07	11	89	1211	CE-CLL	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables	880	888
36	6	13	12.31	11	64	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature résultante de la gestion des immeubles de la Communauté française en propriété ou en copropriété	**-**	**-**
36	1	13	72.32	11	25	7200 7422	CE-CLL	Achats de terrains et de bâtiments, construction, aménagement et premier équipement de bâtiment	2.753	2.826
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**3.883**	**3.964**
								12 - Loyers et énergie		
36	1	13	12.06	12	87	1212	CE-CLL	Loyers de biens immobiliers administratifs en ce compris les loyers, canons, impôts et taxes régionales grevant les bâtiments	10.373	10.373
36	6	13	12.08	12	93	1250	CE-CLL	Taxe régionale et mainmorte	**-**	**-**
								Totaux activité 12		
								CE-CLL	**10.373**	**10.373**
								13 - Biens, services, assurances		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
36	1	13	12.08	13	94	1211	CE-CLL	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de locaux, dégâts locatifs,…)	-	-
36	1	13	12.22	13	39	1211	CE-CLL	Paiement de primes d'assurance	45	45
								Totaux activité 13		
								CE-CLL	**45**	**45**
								14 - Charges financières relatives aux bâtiments de la Communauté française		
36	1	13	22.21	14	30	2150	CE-CLL	Charges d'intérêts relatives à l'immeuble "Espace 27 Septembre"	117	117
36	1	13	22.22	14	33	2150	CE-CLL	Charges d'intérêts relatives à l'immeuble "Surlet de Chokier"	40	40
36	1	13	22.23	14	36	2150	CE-CLL	Charges d'intérêts relatives à l'immeuble "Espace 27 Septembre - Extension"	49	49
36	1	13	22.24	14	39	2150	CE-CLL	Charges d'intérêts relatives à l'immeuble occupé par l'Antenne déconcentrée de l'Aide à la Jeunesse à Charleroi	3	3
36	1	13	71.01	14	23	9170	CE-CLL	Charges d'amortissement relatives à l'immeuble "Espace 27 Septembre"	3.371	3.371
36	1	13	71.02	14	26	9170	CE-CLL	Charges d'amortissement relatives à l'immeuble "Surlet de Chokier"	2.059	2.059
36	1	13	71.03	14	29	9170	CE-CLL	Charges d'amortissement relatives à l'immeuble "Espace 27 Septembre - Extension"	3.011	3.011
36	1	13	71.04	14	32	9170	CE-CLL	Charges d'amortissement relatives à l'immeuble occupé par l'Antenne déconcentrée de l'Aide à la Jeunesse à Charleroi	246	246
								Totaux activité 14		
								CE-CLL	**8.896**	**8.896**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**23.197**	**23.278**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 13		
								CE-CLL	**23.232**	**23.313**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 14		
								RELATIONS INTERNATIONALES ET ACTIONS DU FONDS SOCIAL EUROPÉEN		
								PROGRAMME 1 RELATIONS INTERNATIONALES		
								11 - Wallonie Bruxelles International		
31	1	14	41.01	11	68	4140 4534	CE-CLL	Dotation à Wallonie Bruxelles International	35.234	35.234
31	1	14	41.02	11	71	4140 4534	CE-CLL	Dotation complémentaire à WBI pour le projet "Villages et écoles assainis en RDC"	**-**	**-**
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**35.234**	**35.234**
								12 - Interventions diverses dans le cadre des relations internationales		
31	1	14	01.01	12	97	0100 1211 3300	CE-CLL	Provision interdépartementale pour les dépenses liées à la Présidence belge de l'Union européenne en 2010	**-**	**-**
31	1	14	01.02	12	03	0100 1211 3300	CE-CLL	Dépenses de toute nature en lien avec l'aide à la mobilité internationale des opérateurs de la Communauté française	500	500
31	1	14	12.71	12	18	1211	CE-CLL	Dépenses inhérentes à des actions et manifestations diverses dans le cadre des relations internationales	50	50
31	1	14	12.72	12	21	1211	FBM	Fonds budgétaire relatif aux activités organisées par la Fédération Wallonie-Bruxelles durant la présidence du Comité des ministres du Conseil de l'Europe	**-**	**-**
31	1	14	33.02	12	97	3300	CE-CLL	Subventions diverses dans le cadre des relations internationales	202	202
31	1	14	52.01	12	71	5210	CE-CLL	Subventions diverses dans le cadre des relations internationales	**-**	**-**
								Totaux activité 12		
								CE-CLL	**752**	**752**
								13 - Intervention en faveur de la Cocof		
31	1	14	45.01	13	09	4511	CE-CLL	Dotation complémentaire à la Cocof (relations internationales)	294	294
								Totaux activité 13		
								CE-CLL	**294**	**294**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**36.280**	**36.280**
								PROGRAMME 2 ACTIONS DU FONDS SOCIAL EUROPÉEN		
								20 - Financement d'activités de contrôle et de l'audit		
31	1	14	12.01	20	10	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	9	9
								Totaux activité 20		
								CE-CLL	**9**	**9**
								22 - Actions et études diverses		
31	1	14	01.01	22	10	1211	CE-CLL	Quote-part de la Communauté française - Évaluations actions Union européenne	**-**	**-**
31	1	14	12.11	22	42	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature en relation avec les activités de l'agence FSE	59	59
								Totaux activité 22		
								CE-CLL	**59**	**59**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**68**	**68**
								PROGRAMME 3 DIVERSES INITIATIVES DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT		
								30 - Subventions - Cotisations et Interventions diverses - Recherches et enquêtes -Participation aux programmes européens		
31	1	14	01.03	30	24	0100 1111 1112 1120 1131 1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature pour l'unité Eurydice	10	10
31	1	14	12.01	30	20	1211	CE-CLL	Dépenses courantes pour l'achat de biens non durables et de services	128	128
33	1	14	12.02	30	23	1211	CE-CLL	Renforcement de l'attractivité de l'enseignement supérieur	21	21
31	1	14	33.07	30	33	1211 3530 3540	CE-CLL	Recherches et enquêtes - Relations internationales	**-**	**-**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
31	1	14	35.40	30	53	3540	CE-CLL	Action de toute nature et cotisations internationales (CONFEMEN et CERI - OCDE)	154	154
31	1	14	41.03	30	93	4130	CE-CLL	Dotation à l'Agence AEF Europe	14	14
33	1	14	41.30	30	77	4130	CE-CLL	Dotation à l'Agence francophone de l'éducation et de la formation tout au long de la vie dans le cadre du sous-programme Erasmus	178	178
33	1	14	41.31	30	80	4130	CE-CLL	Dotation à l'Agence francophone de l'éducation et de la formation tout au long de la vie dans le cadre du sous-programme Erasmus Belgica	90	90
33	1	14	41.32	30	83	4130	CE-CLL	Dotation à l'Agence francophone de l'éducation et de la formation tout au long de la vie dans le cadre du Fonds d'aide à la mobilité étudiante	1.495	1.495
33	1	14	41.33	30	86	4130	CE-CLL	Dotation à l'Agence francophone de l'éducation et de la formation tout au long de la vie dans le cadre du projet AESI - langue germanique	45	45
33	1	14	41.34	30	89	4130	CE-CLL	Dotation à l'Agence francophone de l'éducation et de la formation tout au long de la vie dans le cadre du projet ASEM - DUO	-	-
								Totaux activité 30		
								CE-CLL	**2.135**	**2.135**
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**2.135**	**2.135**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 14		
								CE-CLL	**38.483**	**38.483**
								FBM	**-**	**-**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								TOTAUX CHAPITRE I		
								CE-CLL	**303.560**	**311.341**
								CE-CLNL	**276.607**	**276.607**
								FBM	**20.690**	**20.690**

CHAPITRE II

SANTÉ, AFFAIRES SOCIALES, CULTURE, AUDIOVISUEL ET SPORT

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 15		
								INFRASTRUCTURES DE LA SANTÉ, DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA CULTURE ET DU SPORT		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE		
								01 - Subsistance administration		
32	1	15	12.01	01	18	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	5	5
32	1	15	74.01	01	91	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	4	4
								Totaux activité 01		
								CE-CLL	**9**	**9**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**9**	**9**
								PROGRAMME 1 CHARGES D'EMPRUNT, INVESTISSEMENTS ET SUBVENTIONS POUR INVESTISSEMENTS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DES AFFAIRES SOCIALES		
								12 - Hôpitaux universitaires		
31	1	15	01.01	12	27	0100	CE-CLL	Infrastructures hospitalières universitaires – Subventionnement des travaux de construction, de reconstruction et de reconditionnement des installations	15.000	15.000
31	1	15	01.02	12	30	0100	CE-CLL	Infrastructures hospitalières universitaires – Charges du passé – Amortissements	-	-
31	1	15	01.03	12	33	0100	CE-CLL	Infrastructures hospitalières universitaires – Charges du passé – Intérêts	-	-
31	1	15	01.04	12	36	0100	CE-CLL	Infrastructures hospitalières universitaires – Subventions forfaitaires en vue de l'entretien des installations	11.000	11.000
36	1	15	01.05	12	39	0100 1211 3300	CE-CLL	Infrastructures hospitalières - Provision pour correction "année antérieure"	2.250	2.250
31	1	15	41.31	12	89	3111 4140	CE-CLL	Intervention dans les charges d'intérêts des emprunts des hôpitaux universitaires	-	-

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
31	1	15	61.34	12	84	5111 6111	CE-CLL	Construction, aménagement et équipement des hôpitaux universitaires	-	-
31	1	15	61.35	12	87	5111 6111	CE-CLL	Partie A1 et A3 du budget des moyens financiers relatives aux hopitaux académiques (nouveau)	-	-
								Totaux activité 12		
								CE-CLL	**28.250**	**28.250**
								13 - Aide à la Jeunesse		
34	1	15	12.01	13	30	1211 7422	CE-CLL	Travaux et prestations de services inhérents aux entretiens du propriétaire, aménagements et rénovations légères ainsi qu'aux fournitures de 1er équipement	147	168
34	1	15	12.06	13	45	1211	CE-CLL	Loyers de biens immobiliers administratifs en ce compris les loyers, canons, impôts et taxes régionales grevant les bâtiments	2.694	2.694
34	1	15	12.22	13	93	1211	CE-CLL	Aide à la jeunesse : paiement de primes d'assurance	19	19
34	1	15	72.01	13	85	7200 7422	CE-CLL	Achat de terrains, bâtiments, construction, aménagement et premier équipement de bâtiments	4.451	4.430
								Totaux activité 13		
								CE-CLL	**7.311**	**7.311**
								14 - Maisons de justice		
34	1	15	12.01	14	31	1211 7422	CE-CLL	Travaux et prestations de services inhérents aux entretiens du propriétaire, aménagements et rénovations légères ainsi qu'aux fournitures de 1er équipement	269	206
34	1	15	12.06	14	46	1211 1212	CE-CLL	Loyers de biens immobiliers administratifs en ce compris les loyers, canons, impôts et taxes régionales grevant les bâtiments	2.826	2.826
34	1	15	12.22	14	94	1211	CE-CLL	Maisons de justice : paiement de primes d'assurance	11	11
34	1	15	72.01	14	86	1211 7111 7131 7200 7422	CE-CLL	Achat de terrains, bâtiments, construction, aménagement et premier équipement de bâtiments	730	1.188
								Totaux activité 14		
								CE-CLL	**3.836**	**4.231**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**39.397**	**39.792**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								PROGRAMME 2 CHARGES D'EMPRUNT, INVESTISSEMENTS ET SUBVENTIONS POUR INVESTISSEMENTS DE LA CULTURE		
								22 - Musées		
32	1	15	52.41	22	34	5210	CE-CLL	Subventions pour l'acquisition, la construction, la transformation et l'aménagement de bâtiments à usage de musées privés - Région de langue française	7	7
32	1	15	52.42	22	37	5210	CE-CLL	Subventions pour l'acquisition, la construction, la transformation et l'aménagement de bâtiments à usage de musées privés - Région bruxelloise	-	-
32	1	15	52.43	22	40	5210	CE-CLL	Subvention pour l'agrandissement du musée juif de Belgique	3.567	-
								Totaux activité 22		
								CE-CLL	**3.574**	**7**
								23 - Infrastructures culturelles		
32	1	15	01.01	23	38	6341 7200 7422	FBM	Fonds budgétaire pour l'achat de terrains et de bâtiments. Construction, aménagements et premier équipement de bâtiments d'infrastructures culturelles ainsi que des subsides	-	-
32	1	15	12.06	23	55	1211	CE-CLL	Loyers de biens immobiliers culturels, en ce compris les loyers, canons, impôts et taxes régionales grevant les bâtiments	586	586
32	1	15	12.22	23	06	1211	CE-CLL	Paiement de primes d'assurances	137	137
32	1	15	43.01	23	28	4312 4322	CE-CLL	Subventions aux pouvoirs locaux dans le cadre de l'accord de coopération culture patrimoine entre la RW et la FWB	600	550
32	1	15	43.32	23	24	4323	CE-CLL	Subventions pour le financement des charges d'intérêts d'emprunts des collectivités locales pour achat de bâtiments et de travaux de construction, d'agrandissement et de transformation d'infrastructures - Région de langue française	-	474
32	1	15	63.41	23	37	6311 6321	CE-CLL	Subventions pour l'achat de bâtiments et des travaux de construction, d'agrandissement et de transformation d'infrastructures - Région de langue française	790	1.290

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
32	1	15	63.42	23	40	6321	CE-CLL	Subventions pour l'achat de bâtiments et des travaux de construction, d'agrandissement et de transformation d'infrastructures - Région bruxelloise	-	100
32	1	15	63.43	23	43	6321	CE-CLL	Subventions pour le financement des charges d'amortissements des collectivités locales pour achat de bâtiments et des travaux de construction, d'agrandissement et de transformation d'infrastructures - Région de langue française	-	860
32	1	15	72.41	23	21	7200 7422	CE-CLL	Achat de terrains et de bâtiments. Construction, aménagement et premier équipement de bâtiments	3.644	589
32	1	15	72.42	23	24	7200 7422	CE-CLL	Achat de terrains et de bâtiments. Construction, aménagement et premier équipement de bâtiments- Région de langue française	1.223	2.540
32	1	15	72.43	23	27	7200 7422	CE-CLL	Achat de terrains et de bâtiments. Construction, aménagement et premier équipement de bâtiments - Région bruxelloise	1.169	350
32	1	15	72.65	23	93	7200 7422	CE-CLL	Achat de terrains et de bâtiments. Construction, aménagement, maintenance et premier équipement de bâtiments	658	200
								Totaux activité 23		
								CE-CLL	**8.807**	**7.676**
								24 - Défense et mise en valeur de l'architecture		
32	1	15	12.30	24	31	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives à la défense et à la mise en valeur de l'architecture	310	300
32	1	15	33.21	24	96	3300	CE-CLL	Subventions aux associations pour la défense et la mise en valeur de l'architecture	123	123
								Totaux activité 24		
								CE-CLL	**433**	**423**
								25 - Cinéma Palace		
32	1	15	52.10	25	41	5210	CE-CLL	Subventions pour la rénovation du Cinéma Palace à Bruxelles - Région bruxelloise	532	532
								Totaux activité 25		
								CE-CLL	**532**	**532**
								26 - Théâtre National de la Communauté Wallonie-Bruxelles		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
32	1	15	52.10	26	42	5210	CE-CLL	Subventions pour l'acquisition du Théâtre National de la Communauté Wallonie-Bruxelles - Région bruxelloise	895	895
								Totaux activité 26		
								CE-CLL	**895**	**895**
								27 - Maison de jeunes		
37	1	15	52.11	27	46	5210	CE-CLL	Subventions pour l'acquisition, la construction, la transformation et l'aménagement de bâtiments à usage de maisons de jeunes - Région de langue française	138	138
37	1	15	52.12	27	49	5210	CE-CLL	Subventions pour l'acquisition, la construction, la transformation et l'aménagement de bâtiments à usage de maisons de jeunes - Région bruxelloise	46	46
								Totaux activité 27		
								CE-CLL	**184**	**184**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**14.425**	**9.717**
								PROGRAMME 3 CHARGES D'EMPRUNT, INVESTISSEMENTS ET SUBVENTIONS POUR INVESTISSEMENTS DU SPORT		
								31 - Charges d'emprunt		
34	6	15	21.02	31	35	2110	CE-CLL	Charges d'intérêts d'emprunts relatives à la construction d'un hall de sports à Jambes	-	-
34	6	15	21.03	31	38	2110	CE-CLL	Charges d'intérêts d'emprunts relatives au Sart Tilman	-	-
34	6	15	63.27	31	03	9110	CE-CLL	Charges d'amortissements relatives à la construction d'un hall de sports à Jambes	-	-
34	1	15	63.28	31	06	9110	CE-CLL	Charges d'amortissements d'emprunts relatives au Sart Tilman	-	-
								Totaux activité 31		
								32 - Centres sportifs		
34	1	15	12.06	32	64	1212	CE-CLL	Loyers d'infrastructures sportives, en ce compris les loyers, rétribution et indemnités dues aux bailleurs. Impôts grevant les bâtiments	1.158	1.158

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
34	1	15	12.22	32	15	1211	CE-CLL	Centres sportifs paiement de prime d'assurance	74	74
34	6	15	12.56	32	20	1211 7422	CE-CLL	Travaux et prestations de services inhérents aux entretiens du propriétaires, aménagements et rénovations légères ainsi qu'aux fournitures du 1er équipement en Communuaté française	-	-
34	1	15	12.57	32	23	1211 7422	CE-CLL	Travaux et prestations de services inhérents aux entretiens du propriétaire, aménagement et rénovations légères ainsi qu'aux fournitures de 1er équipement.	261	631
34	1	15	12.58	32	26	1211 7422	CE-CLL	Travaux et prestations de services inhérents aux entretiens du propriétaire, aménagements et rénovations légères ainsi qu'aux fournitures de 1er équipement – Région de Bruxelles-Capitale	33	33
34	1	15	72.56	32	75	7200 7422	CE-CLL	Achat de terrains et de bâtiments. Construction, aménagement et premier équipement de bâtiments rénovation des centres sportifs	-	-
34	1	15	72.57	32	78	7200 7422	CE-CLL	Achat de terrains et de bâtiments. Construction, aménagement et premier équipement de bâtiments rénovation des centres sportifs - Région de langue française, en ce compris Les Arcs (France)	11.589	9.573
34	1	15	72.58	32	81	7200 7422	CE-CLL	Achat de terrains et de bâtiments. Construction, aménagement et premier équipement de bâtiments rénovation des centres sportifs - Région bruxelloise	119	1.591
								Totaux activité 32		
								CE-CLL	**13.234**	**13.060**
								33 - Centres sportifs de haut niveau		
34	1	15	01.02	33	51	0100	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives à la création d'un centre sportif de haut niveau	568	742
34	1	15	12.07	33	68	1212	CE-CLL	Location d'une infrastructure sportive	1.000	1.000
34	6	15	72.59	33	85	1211 7200 7422	CE-CLL	Achat de terrains et de bâtiments. Renovation des centres sportifs	-	-
								Totaux activité 33		
								CE-CLL	**1.568**	**1.742**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**14.802**	**14.802**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 15		
								CE-CLL	**68.633**	**64.320**
								FBM	**-**	**-**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 17		
								AIDE À LA JEUNESSE		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE		
								01 - Fonctionnement de divers services		
34	5	17	12.01	01	72	1211	CE-CLL	Honoraires des avocats et des médecins. Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. Jetons de présence. Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. Rémunérations d'expert étrangers à l'administration et prestations de tiers, y compris les dépenses afférentes aux années budgétaires antérieures	343	343
34	5	17	12.02	01	75	1211	CE-CLL	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux, à l'exclusion des dépenses énergétiques et dépenses d'entretien, créances années antérieures. Fournitures de biens et de services : frais de bureau, transports, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	3.303	3.303
34	5	17	12.03	01	78	1211	CE-CLL	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux, à l'exclusion des dépenses énergétiques et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et de services : frais de bureau, transports, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration, créances années antérieures	**-**	**-**
								Totaux activité 01		
								CE-CLL	**3.646**	**3.646**
								02 - Energie		
34	5	17	12.03	02	79	1211	CE-CLL	Dépenses de consommation énergétique : mazout, gaz, essence, électricité, charbon	1.264	1.264
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**1.264**	**1.264**
								03 - Frais exposés en faveur des jeunes dans le secteur public		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
34	5	17	12.29	03	61	1211	CE-CLL	Frais exposés en faveur des jeunes lors de missions de transfèrement, enquêtes, surveillance et assistance	2	2
34	5	17	12.32	03	70	1211	CE-CLL	Dépenses relatives à l'entretien des élèves confiés aux Institutions publiques de protection de la jeunesse, au Centre de Saint-Hubert et aux sections éducatives visées à l'article 33 du décret (y compris les frais de correspondance, d'action en milieu ouvert), frais de réception et de nourriture des participants aux formations et réunions organisées dans les locaux des IPPJ et aux centres d'Everberg et de Saint-Hubert	2.157	2.157
								Totaux activité 03		
								CE-CLL	**2.159**	**2.159**
								04 - Formation		
34	5	17	12.33	04	74	1211	CE-CLL	Dépenses relatives à la prise en charge de formations à l'initiative du Service des méthodes, de la recherche et de la formation	283	283
								Totaux activité 04		
								CE-CLL	**283**	**283**
								05 - Achat de matériel		
34	5	17	74.01	05	52	7410 7422	CE-CLL	Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	531	531
								Totaux activité 05		
								CE-CLL	**531**	**531**
								07 - Provision		
34	5	17	01.01	07	76	0100	CE-CLL	Provision en vue de couvrir les charges résultant d'une augmentation de l'index	**-**	**-**
								Totaux activité 07		
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**7.883**	**7.883**
								PROGRAMME 1 JEUNES EN DANGER ET JEUNES DÉLINQUANTS		
								11 - prévention générale, Initiatives novatrices et actions transversales		
34	5	17	12.34	11	84	1211	CE-CLL	Dépenses de fonctionnement des Conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse	30	30

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
34	5	17	12.35	11	87	1211	CE-CLL	Dépenses relatives aux actions d'information en matière de prévention générale	45	45
34	5	17	12.37	11	93	1211	CE-CLL	Dépenses relatives aux actions de prévention générale des Conseils d'arrondissement	100	100
34	5	17	12.70	11	95	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature en matière de protection de la jeunesse et d'aide à la jeunesse	53	53
34	5	17	33.08	11	01	3300	CE-CLL	Subventions aux actions de prévention spécialisée	565	555
34	5	17	33.12	11	13	3300	CE-CLL	Subventions accordées aux projets d'impulsion pour la politique des immigrés	-	-
34	5	17	33.16	11	25	3300	CE-CLL	Subventions destinées notamment à la réalisation d'initiatives novatrices dans le secteur de la protection de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse	-	10
34	5	17	33.17	11	28	3300	CE-CLL	Subvention au Service "Ecoute-Enfants" de la Communauté française	224	224
34	5	17	33.18	11	31	3300	CE-CLL	Subventions destinées à la réalisation d'actions transversales de l'aide à la jeunesse avec d'autres secteurs	100	154
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**1.117**	**1.171**
								13 - Aides à l'adoption		
34	5	17	01.01	13	82	0100 1211 3300	FBM	Fonds budgétaire destiné à couvrir les dépenses de toute nature relatives à l'adoption	70	89
34	5	17	12.74	13	12	1211	CE-CLL	Dépenses liées à l'éxécution des missions fixées à l'Autorité centrale communautaire (ACC) par le décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption	233	233
34	5	17	33.05	13	91	3300	CE-CLL	Subventions aux organismes oeuvrant dans le domaine de l'adoption	948	948
								Totaux activité 13		
								CE-CLL	**1.181**	**1.181**
								FBM	**70**	**89**
								14 - Etablissements, milieux d'accueil et initiaitives diverses		
34	5	17	12.20	14	45	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature en vue du recrutement de nouvelles familles d'accueil (nouveau)	100	100

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
34	5	17	33.04	14	89	3300	FBM	Fonds budgétaire destiné à subventionner des actions et des mesures d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse	14.629	14.629
34	5	17	33.07	14	01	3300	CE-CLL	Subvention destinée au "Fonds Intersyndical de l'Aide sociale"	152	152
34	5	17	33.10	14	10	3300	CE-CLL	Subsides aux jeunes, particuliers et services, couvrant les interventions d'aide décidées dans le cadre du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse	2.300	2.300
34	5	17	33.11	14	13	3300	CE-CLL	Formation continuée en matière d'aide à la jeunesse	1.504	1.504
34	5	17	33.17	14	31	3300	CE-CLL	Subventions des services d'aide en milieu ouvert	21.324	21.324
34	5	17	33.18	14	34	3300	CE-CLL	Subventions des centres d'orientation éducative	7.860	7.860
34	5	17	33.19	14	37	3300	CE-CLL	Subventions des services de prestations éducatives et philanthropiques	4.793	4.793
34	5	17	33.20	14	40	3300	CE-CLL	Subventions aux Services d'accueil spécialisé de la petite enfance (SASPE)	152	152
34	5	17	33.21	14	43	3300	CE-CLL	Subventions à des internats scolaires	2.800	2.800
34	5	17	33.22	14	46	3300	CE-CLL	Subventions à des hôpitaux et établissements conventionnés par l'INAMI	300	300
34	5	17	33.23	14	49	3431	CE-CLL	Subventions des familles d'accueil	4.100	4.100
34	5	17	33.24	14	52	3431	CE-CLL	Subventions des services de placement familial	16.960	16.960
34	5	17	33.25	14	55	3300	CE-CLL	Subventions des services de protutelle	782	782
34	5	17	33.27	14	61	3300	CE-CLL	Subventions à des services non-agréés pour l'accueil occasionnel des jeunes	300	300
34	5	17	33.28	14	64	3300	CE-CLL	Subventions des mesures d'aide et de protection mises en oeuvre par les services d'hébergement	155.217	155.217
34	5	17	33.29	14	67	3300	CE-CLL	Subventions des centres de jour	584	584
34	5	17	33.30	14	70	3300	CE-CLL	Subventions des services d'aide et d'intervention éducative	18.053	18.053
34	5	17	33.31	14	73	3300	CE-CLL	Subvention destinée au Fonds Old Timer	-	-
34	5	17	33.32	14	76	3300	CE-CLL	Subventions pour la prise en charge des jeunes confiés dans le cadre de l'aide ou de la protection de la jeunesse aux maisons maternelles situées en Région wallonne	510	510

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
34	5	17	33.33	14	79	3300	CE-CLL	Subventions pour la prise en charge des jeunes confiés dans le cadre de l'aide ou de la protection de la jeunesse aux maisons maternelles situées en Région bruxelloise	106	106
34	5	17	33.35	14	85	3300	CE-CLL	Subventions non marchand	24.328	24.328
34	5	17	33.36	14	88	3300	CE-CLL	Initiatives diverses, projets particuliers et innovants	12.830	12.830
34	5	17	33.37	14	91	3300	CE-CLL	Subventions aux Services d'Accrochage Scolaire	1.159	1.159
34	5	17	33.38	14	94	3300	CE-CLL	Subventions aux projets SAIE post-IPPJ (en voie d'agrément)	106	106
34	5	17	33.39	14	97	3300	CE-CLL	Subventions aux projets mettant en œuvre les séjours de rupture (en voie d'agrément)	620	620
34	5	17	33.40	14	03	3300	CE-CLL	Subventions au fonds Mirabel social	289	289
34	5	17	33.41	14	06	3300	CE-CLL	Subventions aux projets en voie d'agrément	1.085	1.085
34	5	17	81.01	14	27	8112	FBM	Fonds budgétaire destiné aux prêts aux services agréés de l'aide à la jeunesse et aux organismes agréés d'adoption	146	146
								Totaux activité 14		
								CE-CLL	**278.314**	**278.314**
								FBM	**14.775**	**14.775**
								15 - Etudes et recherches scientifiques		
34	5	17	12.01	15	86	1211	CE-CLL	Frais d'organisation, de route, de séjour, prestations et rémunérations de personnes étrangères aux administrations de la Communauté française liés à la réalisation d'études et recherches scientifiques	**-**	30
34	5	17	33.06	15	96	1211	CE-CLL	Financement de recherches dans le domaine de l'aide spécialisée à la jeunesse et dans le domaine de la protection de la jeunesse	83	83
								Totaux activité 15		
								CE-CLL	**83**	**113**
								16 - Actions communes du Gouvernement		
34	5	17	33.05	16	94	3300	CE-CLL	Subventions du programme de transition professionnelle	37	37
								Totaux activité 16		
								CE-CLL	**37**	**37**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**280.732**	**280.816**
								FBM	**14.845**	**14.864**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 17		
								CE-CLL	**288.615**	**288.699**
								FBM	**14.845**	**14.864**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 18		
								MAISONS DE JUSTICE		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE		
								01 - Administration centrale		
34	6	18	12.01	01	02	1211	CE-CLL	Dépenses pour achat de biens non durables et de services	114	114
34	6	18	74.01	01	75	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	45	45
								Totaux activité 01		
								CE-CLL	**159**	**159**
								02 - Maisons de justice		
34	6	18	12.01	02	03	1211	CE-CLL	Dépenses pour achat de biens non durables et de services	200	200
34	6	18	12.02	02	06	1211	CE-CLL	Dépenses informatiques (ETNIC)	718	718
34	6	18	74.01	02	76	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	-	-
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**918**	**918**
								03 - Formation		
34	6	18	12.01	03	04	1211	CE-CLL	Dépenses pour achat de biens non durables et de services	585	585
								Totaux activité 03		
								CE-CLL	**585**	**585**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**1.662**	**1.662**
								PROGRAMME 1 CENTRE DE SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE		
								11 - Dépenses de fonctionnement		
34	6	18	01.01	11	10	1211	FBM	Fonds budgétaire destiné à couvrir les dépenses de toute nature relatives à la surveillance électronique	16	16
34	6	18	12.01	11	12	1211	CE-CLL	Dépenses pour achat de biens non durables et de services	2.066	2.066
34	6	18	12.04	11	21	1211	CE-CLL	Dépenses administratives liées au système SISET	-	-
34	6	18	34.01	11	16	3300	CE-CLL	Aide financière aux détenus sans moyens de subsistance sous surveillance électronique	1.941	1.941

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
34	6	18	74.01	11	85	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	-	-
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**4.007**	**4.007**
								FBM	**16**	**16**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**4.007**	**4.007**
								FBM	**16**	**16**
								PROGRAMME 2 AIDE SPÉCIALISÉE		
								21 - Aides aux détenus		
34	6	18	33.03	21	23	3300	CE-CLL	Subventions aux services agréés d'aide sociale aux détenus et services liens	2.858	2.852
34	6	18	33.05	21	29	3300	CE-CLL	Subventions en faveur de l'aide aux détenus	215	215
34	6	18	52.01	21	91	5210	CE-CLL	Subventions d'équipement et d'aménagement aux associations et organismes d'aide aux détenus	9	9
								Totaux activité 21		
								CE-CLL	**3.082**	**3.076**
								22 - Aide sociale aux justiciables		
34	6	18	33.12	22	51	3300	CE-CLL	Subventions aux services d'aide aux justiciables	3.710	3.695
34	6	18	33.13	22	54	3300	CE-CLL	Subventions en faveur des associations actives dans le secteur de l'aide sociale aux justiciables	268	268
								Totaux activité 22		
								CE-CLL	**3.978**	**3.963**
								23 - Espace-rencontre		
34	6	18	33.12	23	52	1211	CE-CLL	Subventions aux services Espaces-rencontres	3.614	3.614
34	6	18	33.13	23	55	3300	CE-CLL	Subventions en faveur des associations actives dans le maintien ou la reconstruction des liens parents-enfants	150	150
								Totaux activité 23		
								CE-CLL	**3.764**	**3.764**
								24 - Aide juridique de première ligne		
34	6	18	33.12	24	53	3300 1211	CE-CLL	Subvention aide juridique de première ligne	901	901

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 24		
								CE-CLL	**901**	**901**
								25 - Subvention Peine de travail		
34	6	18	33.12	25	54	3300	CE-CLL	Subventions aux projets de formation et de médiation réparatrice	3.789	3.789
								Totaux activité 25		
								CE-CLL	**3.789**	**3.789**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**15.514**	**15.493**
								PROGRAMME 3 SAINT-HUBERT		
								31 - Saint-Hubert		
34	6	18	12.01	31	32	1211	CE-CLL	Dépenses pour achat de biens non durables et de services	-	-
34	6	18	74.01	31	08	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	-	-
								Totaux activité 31		
								Totaux programme 3		
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 18		
								CE-CLL	**21.183**	**21.162**
								FBM	**16**	**16**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 19		
								ENFANCE		
								PROGRAMME 1 OFFICE DE LA NAISSANCE ET DE L'ENFANCE		
								11 - Office de la Naissance et de l'Enfance		
32	1	19	41.01	11	09	4140	CE-CLL	Dotation à l'Office de la Naissance et de l'Enfance	370.716	370.716
32	1	19	41.06	11	24	4140	CE-CLL	Dotation complémentaire relative aux subventions du non marchand	18.345	18.345
32	1	19	43.01	11	27	4316 4326 4511	CE-CLL	Subventions de fonctionnement des services PSE Libre	-	-
32	1	19	44.02	11	39	4430	CE-CLL	Subventions de fonctionnement des services PSE officiels	-	-
32	1	19	45.01	11	45	4513	CE-CLL	Rétrocession des moyens financiers des prestations dispensées dans le cadre des programmes de vaccination - Cocom (nouveau)	1.189	1.189
32	1	19	45.02	11	48	4526	CE-CLL	Rétrocession des moyens financiers des prestations dispensées dans le cadre des programmes de vaccination - Communauté germanophone	144	144
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**390.394**	**390.394**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**390.394**	**390.394**
								PROGRAMME 2 POLITIQUE ET ACCUEIL DE L'ENFANCE		
								21 - Politique et accueil		
32	1	19	01.01	21	47	0100 1211 3300 7422	CE-CLL	Dépenses relatives à la politique de l'enfance	3.985	3.985
32	1	19	30.01	21	17	3300	CE-CLL	Subvention au programme de transition professionnelle (PTP)	-	-
32	1	19	33.01	21	44	3300	CE-CLL	Commission Nationale des Droits de l'Enfant	29	29
32	1	19	52.46	21	59	5210	CE-CLL	Subvention d'équipement dans le cadre de la politique de l'enfance	108	108

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 21		
								CE-CLL	**4.122**	**4.122**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**4.122**	**4.122**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 19		
								CE-CLL	**394.516**	**394.516**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 20		
								AFFAIRES GÉNÉRALES - CULTURE		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE		
								01 - Personnel		
32	4	20	01.01	01	54	0100	CE-CLL	Provision en vue de couvrir les charges résultant de l'augmentation salariale du secteur non-marchand	53.536	53.536
32	4	20	11.06	01	62	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Dépenses de rémunérations relatives à l'exécution de l'arrêté royal n°25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand	3.500	3.500
								Totaux activité 01		
								CE-CLL	**57.036**	**57.036**
								02 - Biens et services		
32	4	20	12.01	02	57	1211	CE-CLL	Honoraires des avocats et des médecins. Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. Jetons de présence. Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. Rémunérations d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	194	194
32	4	20	12.02	02	60	1211	CE-CLL	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux à l'exclusion des dépenses énergétiques. Dépenses d'entretien, fournitures de biens et services : frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	651	651
32	4	20	12.06	02	72	1212	CE-CLL	Loyers de bâtiments à destination culturelle n'appartenant pas à la Communauté française	142	142
32	4	20	12.31	02	50	1211	CE-CLL	Frais relatifs à des immeubles appartenant à la Communauté française ou loués par elle et affectés à des fins culturelles	196	196
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**1.183**	**1.183**
								03 - Energie		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
32	4	20	12.03	03	64	1211	CE-CLL	Dépenses de consommation énergétique : mazout, gaz, essence, électricité, charbon	322	322
								Totaux activité 03		
								CE-CLL	**322**	**322**
								04 - Equipement des centres		
32	4	20	74.01	04	35	7410 7422	CE-CLL	Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	30	30
								Totaux activité 04		
								CE-CLL	**30**	**30**
								05 - Centres extérieurs		
32	4	20	01.01	05	58	1211 7200 7422	FBM	Fonds budgétaire pour couvrir les frais de fonctionnement et d'investissements du Centre culturel "Marcel Hicter" et du Centre de formation socio-culturelle de "Rossignol" (C)	838	838
								Totaux activité 05		
								FBM	**838**	**838**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**58.571**	**58.571**
								FBM	**838**	**838**
								PROGRAMME 1 INITIATIVES ET INTERVENTIONS DIVERSES		
								11 - Enquêtes, colloques, journées d'études, publications		
32	4	20	01.01	11	64	0100 1211 3300	CE-CLL	Dépenses relatives au domaine culturel, à la création et aux pratiques émergentes	2.453	2.456
32	4	20	01.03	11	70	1211	FBM	Fonds budgétaire pour les dépenses de toute nature au soutien à la culture francophone	**-**	**-**
32	4	20	12.20	11	26	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives aux publications, imprimés, enquêtes; à l'organisation de réunions, colloques ou journées d'études et à l'organisation d'activités culturelles interdisciplinaires	272	272
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**2.725**	**2.728**
								15 - Organismes culturels		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
32	4	20	12.32	15	66	1211	FBM	Fonds budgétaire pour l'assurance, le remplacement et la réparation du matériel prêté, endommagé ou non restitué	100	100
32	4	20	33.08	15	86	3300	CE-CLL	Subventions pour couvrir les frais de fonctionnement, hors contrat-programme, de l'ASBL "Les Grignoux" et les charges d'emprunt du bâtiment "la Souvenière"	409	409
32	4	20	52.21	15	05	5210	CE-CLL	Subventions d'aménagement et d'équipement aux : associations et compagnies de théâtre, musique et danse; associations et initiatives tendant à développer la promotion et la diffusion artistiques; l'éducation permanente; organisations de jeunesse; centres	80	80
32	4	20	63.51	15	97	6311 6321	CE-CLL	Subventions d'aménagement et d'équipement aux provinces et communes, en faveur des : associations et compagnies de théâtre, musique et danse; associations et initiatives tendant à développer la promotion et la diffusion artistiques, l'éducation permanente	134	134
32	4	20	74.05	15	58	7422	CE-CLL	Achat de biens mis à disposition d'organismes culturels par le centre de prêt de Naninne	291	291
								Totaux activité 15		
								CE-CLL	**914**	**914**
								FBM	**100**	**100**
								17 - Actions communes du Gouvernement		
32	4	20	30.05	17	52	3300	CE-CLL	Subventions au Programme de Transition Professionnelle	28	28
								Totaux activité 17		
								CE-CLL	**28**	**28**
								18 - Accords de coopération		
32	4	20	31.01	18	50	3300	CE-CLL	Accord de coopération culturelle Communauté française / Vlaamse Gemeenschap	100	100
32	4	20	31.02	18	53	3132	CE-CLL	Accords de cofinancement de projets culturels européens.	288	288
								Totaux activité 18		
								CE-CLL	**388**	**388**
								19 - Promotion culturelle internationale		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
32	4	20	12.01	19	74	1211	CE-CLL	Dépenses relatives aux activités du Service extérieur de promotion internationale de Wallonie-Bruxelles-Théâtre / Danse	68	68
32	4	20	12.02	19	77	1211	CE-CLL	Dépenses relatives aux activités du Service extérieur de promotion internationale de Wallonie-Bruxelles-Musique	73	73
32	4	20	12.03	19	80	1211	FBM	Fonds budgétaire pour des dépenses relatives aux activités du Point Contact Culture Europe (A)	20	20
								Totaux activité 19		
								CE-CLL	**141**	**141**
								FBM	**20**	**20**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**4.196**	**4.199**
								FBM	**120**	**120**
								PROGRAMME 3 COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE		
								31 - Commission communautaire française		
32	4	20	45.01	31	92	4511	CE-CLL	Dotation à la Commission communautaire française (matières culturelles)	10.101	10.101
								Totaux activité 31		
								CE-CLL	**10.101**	**10.101**
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**10.101**	**10.101**
								PROGRAMME 4 ACTIONS EN MATIÈRE DE CULTURE À L'ÉCOLE		
								41 - Culture-Ecole		
32	1	20	01.01	41	94	0100 1211 3300	CE-CLL	Dépenses de toute nature visant à favoriser l'épanouissement de l'élève par des pratiques culturelles, et à établir des passerelles entre Culture et l'Ecole	230	230
32	1	20	01.02	41	97	0100 1211 3300	CE-CLL	Dépenses de toute nature liées à la mise en œuvre du programme d'action concertée Culture-Enseignement	869	869
32	1	20	12.01	41	96	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achat de biens non durables et de services dans le cadre du décret Culture-Ecole	5	5

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
32	4	20	12.02	41	02	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achat de biens non durables pour la commission spectacles à l'école	20	20
32	1	20	33.01	41	91	3300	CE-CLL	Subventions aux établissements scolaires ou organismes culturels dans le cadre du décret Culture-Ecole	102	102
32	4	20	33.09	41	18	3300	CE-CLL	Formation des publics scolaires à la culture	53	53
32	4	20	33.35	41	96	3300	CE-CLL	Subventions à la diffusion ou à la décentralisation des arts de la scène : cadre scolaire	792	792
								Totaux activité 41		
								CE-CLL	**2.071**	**2.071**
								Totaux programme 4		
								CE-CLL	**2.071**	**2.071**
								PROGRAMME 5 ACTIVITÉS PLURIDISCIPLINAIRES		
								51 - Pluridisciplinaire		
32	4	20	33.08	51	25	3300	CE-CLL	Subventions à des projets liés à la politique culturelle	1.500	1.500
32	4	20	33.12	51	37	3300	CE-CLL	Subventions aux structures d'encadrement à la production ou à la diffusion	551	551
32	4	20	33.14	51	43	3300	CE-CLL	Subventions ponctuelles aux projets culturels transversaux	100	100
32	4	20	33.15	51	46	3300	CE-CLL	Subventions structurelles aux projets et opérateurs culturels transversaux (conventions et contrats-programme)	3.626	3.612
32	4	20	33.16	51	49	3300	CE-CLL	Soutien aux cultures urbaines ou émergentes, à la musique électronique	529	529
32	4	20	33.17	51	52	3300	CE-CLL	Subvention à l'ASBL "Le Botanique"	3.049	3.049
32	4	20	33.18	51	55	3300	CE-CLL	Subvention à l'ASBL "Halles de Schaerbeek"	1.771	1.771
								Totaux activité 51		
								CE-CLL	**11.126**	**11.112**
								Totaux programme 5		
								CE-CLL	**11.126**	**11.112**
								PROGRAMME 6 FORMATION		
								61 - Formation des opérateurs culturels		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
32	4	20	12.50	61	69	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives à la professionnalisation ou à la formation des acteurs culturels	40	78
32	4	20	12.51	61	72	1211	FBM	Fonds budgétaire pour des dépenses de toute nature relatives à la formation socio-culturelle (C)	-	-
32	4	20	33.02	61	17	3300	CE-CLL	Soutien d'actions et d'initiatives relatives à la professionnalisation et à la formation des acteurs culturels	140	140
								Totaux activité 61		
								CE-CLL	**180**	**218**
								Totaux programme 6		
								CE-CLL	**180**	**218**
								PROGRAMME 7 ARTS NUMÉRIQUES ET TRANSITION NUMÉRIQUE		
								71 - Arts numériques et transition numérique		
32	4	20	33.14	71	63	3300	CE-CLL	Subventions aux arts numériques et à la promotion culturelle numérique	600	600
								Totaux activité 71		
								CE-CLL	**600**	**600**
								Totaux programme 7		
								CE-CLL	**600**	**600**
								PROGRAMME 8 GASTRONOMIE ET ARTS CULINAIRES		
								81 - Arts culinaires		
32	4	20	01.01	81	37	0100 3300	CE-CLL	Mise en valeur des arts culinaires	50	50
								Totaux activité 81		
								CE-CLL	**50**	**50**
								Totaux programme 8		
								CE-CLL	**50**	**50**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 20		
								CE-CLL	**86.895**	**86.922**
								FBM	**958**	**958**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 21		
								ARTS DE LA SCÈNE		
								PROGRAMME 1 TRANSVERSAL		
								11 - Initiatives diverses dans le domaine des arts de la scène		
32	4	21	12.20	11	53	1211	CE-CLL	Dépenses relatives au domaine des arts de la scène	15	15
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**15**	**15**
								12 - Initiatives diverses en matière de promotion, de diffusion et de décentralisation artistiques		
32	4	21	12.39	12	14	1211	CE-CLL	Dépenses relatives à la promotion des arts de la scène	108	108
32	4	21	33.03	12	95	3300	CE-CLL	Subventions aux fédérations de programmateurs et aux lieux de diffusion	563	563
32	4	21	33.37	12	03	3300	CE-CLL	Subventions à la diffusion et à la décentralisation des arts de la scène : Tournées Art et Vie	1.273	1.273
								Totaux activité 12		
								CE-CLL	**1.944**	**1.944**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**1.959**	**1.959**
								PROGRAMME 2 THEÂTRE		
								21 - Initiatives diverses en matière théâtrale		
32	4	21	12.40	21	26	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives à la promotion, à la recherche, à la création et à la diffusion théâtrales	20	20
32	4	21	33.01	21	01	3300	CE-CLL	Bourses à la création et à la formation continue et subventions à des prix du théâtre	12	12
32	4	21	33.06	21	16	3300	CE-CLL	Subventions aux associations de promotion et de formation théâtrales	1.415	1.415
								Totaux activité 21		
								CE-CLL	**1.447**	**1.447**
								22 - Théâtre adulte		
32	4	21	33.38	22	16	3300	CE-CLL	Subvention au Théâtre National	6.451	6.451

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
32	4	21	33.39	22	19	3300	CE-CLL	Subvention aux centres dramatiques régionaux	5.151	5.151
32	4	21	33.40	22	22	3300	CE-CLL	Subventions aux compagnies et théâtres professionnels pour adultes relevant des contrats-programmes et des conventions conclus ou en négociation	16.983	16.983
32	4	21	33.45	22	37	3300	CE-CLL	Subventions aux projets de création et de diffusion théâtrales	1.261	1.261
32	4	21	33.46	22	40	3300	CE-CLL	Subventions aux festivals d'art dramatique et à la décentralisation théâtrale	1.359	1.359
32	4	21	33.48	22	46	3300	CE-CLL	Subventions au théâtre-action	1.749	1.749
32	4	21	33.49	22	49	3300	CE-CLL	Subventions au théâtre dialectal et folklorique	201	201
32	4	21	33.52	22	58	3300	CE-CLL	Subventions aux compagnies et théâtres universitaires, semi-professionnels, amateurs, festivals et concours	361	361
								Totaux activité 22		
								CE-CLL	**33.516**	**33.516**
								25 - Théâtre jeune public		
32	4	21	33.46	25	43	3300	CE-CLL	Subventions aux compagnies et théâtres pour l'enfance et la jeunesse conventionnés	3.251	3.251
32	4	21	33.47	25	46	3300	CE-CLL	Subventions aux compagnies et théâtres agréés	781	781
32	4	21	33.50	25	55	3300	CE-CLL	Aide à la création	345	345
32	4	21	33.51	25	58	3300	CE-CLL	Festivals théâtre jeunes publics	35	35
								Totaux activité 25		
								CE-CLL	**4.412**	**4.412**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**39.375**	**39.375**
								PROGRAMME 3 MUSIQUE		
								31 - Initiatives diverses en matière musicale		
32	4	21	12.50	31	66	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature faites notamment à l'initiative du Service de la Musique	18	18
32	4	21	33.17	31	59	3300	CE-CLL	Subvention à l'ASBL Conseil de la Musique de la Communauté française	890	890

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 31		
								CE-CLL	**908**	**908**
								32 - Musique classique et contemporaine		
32	4	21	33.22	32	75	3300	CE-CLL	Aide à la création (interprètes, compositeurs, disques), aux organisateurs de concerts, festivals et projets divers	399	399
32	4	21	33.29	32	96	3300	CE-CLL	Subventions aux orchestres, ensembles musicaux et compagnies lyriques conventionnés	385	385
32	4	21	33.30	32	02	3300	CE-CLL	Subventions aux organisateurs de concerts et aux festivals de musique classique conventionnés	254	254
32	4	21	33.31	32	05	3300	CE-CLL	Subvention aux organismes de production discographique, de musique électroacoustique et de promotion conventionnés	730	730
32	4	21	33.34	32	14	3300	CE-CLL	Subventions aux Jeunesses Musicales de la Communauté française	986	986
32	4	21	33.35	32	17	3300	CE-CLL	Subvention à l'ASBL Orchestre Royal de Chambre de Wallonie	1.384	1.384
32	4	21	33.36	32	20	3300	CE-CLL	Subvention à l'ASBL Centre d'Art vocal et de musique ancienne (CAVEMA)	715	715
32	4	21	33.37	32	23	3300	CE-CLL	Subvention à l'ASBL Festival de Wallonie	494	494
32	4	21	33.38	32	26	3300	CE-CLL	Subvention à l'ASBL Ars Musica	306	306
								Totaux activité 32		
								CE-CLL	**5.653**	**5.653**
								33 - Musique non-classique		
32	4	21	33.16	33	58	3300	CE-CLL	Subventions de fonctionnement aux opérateurs de musique non-classique : contrat-programmes et conventions	2.286	2.286
32	4	21	33.18	33	64	3300	CE-CLL	Subventions aux opérateurs non conventionnés en musique non classique	533	533
32	4	21	33.20	33	70	3300	CE-CLL	Subventions aux lieux et organisateurs de concerts en musique non classique	501	501
								Totaux activité 33		
								CE-CLL	**3.320**	**3.320**
								38 - Opéras et orchestres		
32	4	21	33.26	38	93	3300	CE-CLL	Subvention à l'ASBL Opéra Royal de Wallonie - Centre lyrique de la Communauté française	14.507	14.507

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
32	4	21	33.27	38	96	3300	CE-CLL	Remboursement du prêt de l'Opéra Royal de Wallonie - Centre lyrique de la Communauté française	171	171
32	4	21	33.28	38	02	3300	CE-CLL	Subvention à l'ASBL Orchestre philharmonique royal de Liège et de la Communauté française	8.612	8.612
								Totaux activité 38		
								CE-CLL	**23.290**	**23.290**
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**33.171**	**33.171**
								PROGRAMME 4 ART DE LA DANSE		
								41 - Initiatives diverses en matière de danse		
32	4	21	12.30	41	16	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature en matière de danse	4	4
								Totaux activité 41		
								CE-CLL	**4**	**4**
								42 - Centre chorégraphique de la Communauté française		
32	4	21	33.28	42	06	3300	CE-CLL	Subvention au Centre chorégraphique de la Communauté française	3.287	3.287
								Totaux activité 42		
								CE-CLL	**3.287**	**3.287**
								43 - Compagnies de danse		
32	4	21	33.36	43	31	3300	CE-CLL	Subventions aux compagnies de danse sous contrats-programmes et sous conventions	2.264	2.264
								Totaux activité 43		
								CE-CLL	**2.264**	**2.264**
								44 - Art de la danse - Chorégraphie - Productions, recherches et festivals		
32	4	21	33.15	44	66	3300	CE-CLL	Subventions à la création, à la diffusion, aux manifestations chorégraphiques et aux festivals	506	506
								Totaux activité 44		
								CE-CLL	**506**	**506**
								Totaux programme 4		
								CE-CLL	**6.061**	**6.061**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								PROGRAMME 6 ARTS DU CIRQUE, ARTS FORAINS ET DE LA RUE		
								61 - Initiatives diverses en matière de cirque, arts forains et arts de la rue		
32	4	21	12.61	61	32	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives à des initiatives diverses en matière de cirque, arts forains et arts de la rue	8	8
32	4	21	33.01	61	41	3300	CE-CLL	Bourses à la création, à la recherche ou à la formation continue	85	85
								Totaux activité 61		
								CE-CLL	**93**	**93**
								62 - Compagnies		
32	4	21	33.62	62	31	3300	CE-CLL	Subventions de fonctionnement aux compagnies professionnelles de cirque, arts forains et d'arts de la rue, y compris celles relevant des contrats-programmes et des conventions	464	464
								Totaux activité 62		
								CE-CLL	**464**	**464**
								63 - Festivals		
32	4	21	33.63	63	35	3300	CE-CLL	Subventions de fonctionnement aux festivals professionnels de cirque, arts forains et d'arts de la rue, y compris celles relevant des contrats-programmes et des conventions	205	205
								Totaux activité 63		
								CE-CLL	**205**	**205**
								64 - Aides aux projets		
32	4	21	33.64	64	39	3300	CE-CLL	Subventions aux projets professionnels de cirque, arts forains et arts de la rue	305	305
								Totaux activité 64		
								CE-CLL	**305**	**305**
								65 - Promotion		
32	4	21	33.65	65	43	3300	CE-CLL	Subventions aux lieux, aux organismes et aux actions de promotion en faveur du secteur professionnel du cirque, des arts forains et arts de la rue	336	336
								Totaux activité 65		
								CE-CLL	**336**	**336**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux programme 6		
								CE-CLL	**1.403**	**1.403**
								PROGRAMME 7 CONTE		
								71 - Conte		
32	4	21	33.04	71	60	3300	CE-CLL	Conte	177	177
								Totaux activité 71		
								CE-CLL	**177**	**177**
								Totaux programme 7		
								CE-CLL	**177**	**177**
								PROGRAMME 8 INTERDISCIPLINAIRE		
								81 - Interdisciplinaire		
32	4	21	33.06	81	76	3300	CE-CLL	Aides ponctuelles pour des projets interdisciplinaires	131	131
32	4	21	33.07	81	79	3300	CE-CLL	Subventions de soutien aux activités interdisciplinaires récurrentes, conventionnées ou contrats-programmes	1.170	1.170
32	4	21	33.10	81	88	3300	CE-CLL	Subvention au Centre culturel transfrontalier " Le Manège Mons"	5.338	5.338
32	4	21	33.11	81	91	3300	CE-CLL	Subvention au Palais des Beaux-Arts de Charleroi	1.852	1.852
32	4	21	33.13	81	97	3300	CE-CLL	Subvention à la maison du spectacle, ASBL - Région Bruxelloise	138	138
								Totaux activité 81		
								CE-CLL	**8.629**	**8.629**
								Totaux programme 8		
								CE-CLL	**8.629**	**8.629**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 21		
								CE-CLL	**90.775**	**90.775**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 22		
								LETTRES, LIVRE ET BIBLIOTHÈQUES		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE		
								01 - Service général des Lettres et du Livre - Fonctionnement et promotion de la lecture		
32	4	22	12.02	01	16	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	117	117
								Totaux activité 01		
								CE-CLL	**117**	**117**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**117**	**117**
								PROGRAMME 1 LECTURE PUBLIQUE		
								11 - Promotion et animation en faveur de la lecture publique et du livre		
32	4	22	01.01	11	21	0100 1211 3300	CE-CLL	Dépenses de toute nature liées à la politique d'animation des bibliothèques publiques menée à l'initiative de la Communauté française	134	134
32	4	22	01.02	11	24	0100 1211 3300	CE-CLL	Dépenses généralement quelconques liées à la lecture publique	-	-
32	4	22	12.30	11	13	1211	FBM	Fonds budgétaire pour les dépenses courantes, achats de documents divers, de biens et de services utiles à l'accomplissement des missions dévolues aux centres de lecture publique de la Communauté française et au Service général des Lettres et du Livre (C)	243	243
32	4	22	12.34	11	25	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives aux publications, imprimés, enquêtes et à l'organisation de réunions, colloques, journées d'études, animations ou formations	126	126
32	4	22	33.15	11	60	3300	CE-CLL	Subventions allouées à certaines bibliothèques publiques pour des projets pluriannuels de développement de la lecture	200	170

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**460**	**430**
								FBM	**243**	**243**
								12 - Achats d'ouvrages, de revues, d'enregistrements pour les centres de lectures publique de la Communauté française		
32	4	22	12.31	12	17	1211	CE-CLL	Dépenses courantes relatives à l'achat d'ouvrages, de revues, d'enregistrements pour les opérateurs organisés par la Communauté française	119	119
								Totaux activité 12		
								CE-CLL	**119**	**119**
								15 - Intervention des services publics de la lecture - Décrets du 28 février 1978 et du 30 avril 2009		
32	4	22	01.01	15	25	0100	CE-CLL	Provision pour la mise en œuvre du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de la lecture	170	170
32	4	22	33.10	15	49	3300	CE-CLL	Subventions au titre d'intervention dans la rémunération du personnel allouées à certaines bibliothèques publiques et associations professionnelles en application du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture	171	171
32	4	22	33.11	15	52	3300	CE-CLL	Subventions de fonctionnement proprement dit allouées à certaines bibliothèques publiques et associations professionnelles en application du décret du 28/02/1978 organisant le service public de la lecture	12	12
32	4	22	33.12	15	55	3300	CE-CLL	Subventions au titre d'intervention dans la rémunération du personnel allouées à des pouvoirs organisateurs de bibliothèques en application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture et du décret du 24 octobre 2008 relati	1.961	1.961
32	4	22	33.13	15	58	3300	CE-CLL	Subventions de fonctionnement allouées à des opérateurs en application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture	250	250

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
32	4	22	33.14	15	61	3300	CE-CLL	Subventions allouées à des associations professionnelles au titre d'intervention dans la rémunération du personnel en application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture	94	94
32	4	22	33.15	15	64	3300	CE-CLL	Subventions de fonctionnement allouées à des associations professionnelles en application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture	80	80
32	4	22	43.09	15	39	4312 4322	CE-CLL	Subventions au titre d'intervention dans la rémunération du personnel allouées à certaines bibliothèques publiques en application du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture	882	883
32	4	22	43.10	15	42	4312 4322	CE-CLL	Subventions au titre d'intervention dans la rémunération du personnel allouées à certaines bibliothèques publiques de droit privé dans des réseaux de droit public en application des accords du non marchand en application du décret du 24 octobre 2008	90	90
32	4	22	43.11	15	45	4312 4322	CE-CLL	Fonds documentaires spécialisés	100	101
32	4	22	43.12	15	48	4312 4322	CE-CLL	Subventions de fonctionnement proprement dit allouées à certaines bibliothèques publiques en application ou en vue de l'application du décret du 28/02/1978 organisant le service public de la lecture	74	69
32	4	22	43.13	15	51	4312 4322	CE-CLL	Subventions au titre d'intervention dans la rémunération du personnel allouées à des pouvoirs organisateurs de bibliothèques en application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture	10.946	10.946
32	4	22	43.15	15	57	4312 4322	CE-CLL	Subventions de fonctionnement allouées à des opérateurs en application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture	1.594	1.594
								Totaux activité 15		
								CE-CLL	**16.424**	**16.421**
								16 - Aide au développement informatique		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
32	4	22	12.35	16	33	1211	CE-CLL	Dépenses pour le développement des technologies de la communication pour le réseau public de la lecture de la Communauté française	102	102
32	4	22	52.11	16	30	5210	CE-CLL	Subventions aux pouvoirs privés organisateurs d'opérateurs reconnus pour l'achat d'équipements informatiques et de logiciels destinés à assurer la gestion de leurs missions et la compatibilité des systèmes existants dans le réseau public de la lecture	10	10
32	4	22	63.52	16	58	6311	CE-CLL	Subventions aux pouvoirs publics organisateurs d'opérateurs reconnus pour l'achat d'équipements informatiques et de logiciels destinés à assurer la gestion de leurs missions et la compatibilité des systèmes existants dans le réseau public de la lecture	15	15
								Totaux activité 16		
								CE-CLL	**127**	**127**
								17 - Bibliothèque Espace 27 septembre		
32	4	22	12.31	17	22	1211	CE-CLL	Dépenses permanents pour achats de bien non durable ou de services de la bibliothèque 'Espace 27 septembre''	152	152
								Totaux activité 17		
								CE-CLL	**152**	**152**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**17.282**	**17.249**
								FBM	**243**	**243**
								PROGRAMME 2 LETTRES ET LIVRE		
								21 - Acquisitions d'ouvrages et activités liées à la promotion des lettres		
32	4	22	12.40	21	53	1211	CE-CLL	Service de la promotion des lettres, dépenses courantes relatives à la promotion et à la diffusion des lettres	437	437
32	4	22	33.15	21	70	3300	CE-CLL	Soutien aux projets associatifs visant au développement de la lecture	20	20
32	4	22	33.16	21	73	3300	CE-CLL	Aide à la création littéraire	556	556
32	4	22	33.17	21	76	3132	CE-CLL	Aide à l'édition littéraire	543	543
32	4	22	33.18	21	79	3132	CE-CLL	Aide à la promotion et à la diffusion littéraires	931	931
32	4	22	33.19	21	82	3300	CE-CLL	Aide à la traduction littéraire	113	113

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 21		
								CE-CLL	**2.600**	**2.600**
								24 - Promotion du livre		
32	4	22	01.01	24	34	1211 3300 8112	FBM	Fonds budgétaire pour l'octroi de prêts aux éditeurs (fonds d'aide à l'Edition du livre) et pour subsides et achats pour le développement numérique de la chaîne du livre	508	710
32	4	22	12.42	24	62	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives aux enquêtes sur le livre et la lecture, et à la promotion du livre	-	-
32	4	22	33.26	24	09	3132	CE-CLL	Promotion du livre	357	357
32	4	22	81.03	24	81	8112	CE-CLL	Prêts remboursables et aides aux libraires pour la diffusion du livre	24	24
32	4	22	81.04	24	84	8112	FBM	Fonds budgétaire pour l'octroi de prêts aux libraires ou aux associations de librairies(B)	135	141
								Totaux activité 24		
								CE-CLL	**381**	**381**
								FBM	**643**	**851**
								25 - Activités liées à la BD, au livre de jeunesse et au livre de sciences humaines		
32	4	22	12.01	25	37	1211	CE-CLL	Dépenses relatives à la promotion et la diffusion en littérature de jeunesse	47	47
32	4	22	33.01	25	32	3300	CE-CLL	Subventions aux activités liées à la création, à la diffusion et à la promotion de la BD	193	193
32	4	22	33.02	25	35	3300	CE-CLL	Aides à la création, la diffusion et la promotion du livre de jeunesse	231	231
32	4	22	33.04	25	41	3300	CE-CLL	Subventions aux livres de sciences humaines	20	20
								Totaux activité 25		
								CE-CLL	**491**	**491**
								26 - Numérisation de la chaîne du livre		
32	4	22	12.01	26	38	6321	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives au développement numérique de la chaîne du livre	115	115
32	4	22	33.01	26	33	3300	CE-CLL	Subventions à des opérateurs pour le développement numérique de la chaîne du livre	134	134
								Totaux activité 26		
								CE-CLL	**249**	**249**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**3.721**	**3.721**
								FBM	**643**	**851**
								PROGRAMME 3 LANGUES RÉGIONALES ENDOGÈNES		
								31 - Aides aux langues régionales endogènes et prix		
32	4	22	12.01	31	43	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services relatives à la défense, à l'illustration, à la promotion et à la diffusion des langues régionales endogènes	9	9
32	4	22	33.22	31	04	3300	CE-CLL	Subventions aux activités de promotion et de diffusion des langues régionales endogènes	131	131
								Totaux activité 31		
								CE-CLL	**140**	**140**
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**140**	**140**
								PROGRAMME 4 LANGUE FRANÇAISE		
								41 - Promotion de la langue française		
32	4	22	12.41	41	76	1211	CE-CLL	Service de la langue française. Dépenses de toute nature relatives à la promotion et à la diffusion de la langue française	63	63
32	4	22	33.24	41	20	3300	CE-CLL	Subventions aux activités de défense, de diffusion, de promotion et d'illustration de la langue française	134	134
								Totaux activité 41		
								CE-CLL	**197**	**197**
								42 - Académie royale de Langue et de la Littérature française et Fonds national de la Littérature		
32	4	22	33.23	42	18	3300	CE-CLL	Subvention aux publications de l'Académie royale de Langue et de la Littérature française	29	29
32	4	22	33.28	42	33	3300	CE-CLL	Subvention au Fonds national de la Littérature	52	52
								Totaux activité 42		
								CE-CLL	**81**	**81**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux programme 4		
								CE-CLL	**278**	**278**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 22		
								CE-CLL	**21.538**	**21.505**
								FBM	**886**	**1.094**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 23		
								JEUNESSE ET ÉDUCATION PERMANENTE		
								PROGRAMME 1 INITIATIVES ET INTERVENTIONS DIVERSES ET ALPHABÉTISATION		
								11 - Promotion et animation en faveur de la jeunesse et de l'éducation permanente		
37	4	23	12.20	11	10	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives aux publications, imprimés, enquêtes et à l'organisation de réunions, colloques ou journées d'études	**-**	**-**
32	4	23	33.29	11	32	3300	CE-CLL	Subventions à des activités représentant la diversité culturelle et à des actions interculturelles réalisées à l'initiative d'associations reconnues ou non reconnues	95	95
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**95**	**95**
								12 - Alphabétisation		
32	4	23	33.35	12	51	3300	CE-CLL	Subvention pour des initiatives dans le domaine de l'alphabétisation	40	40
								Totaux activité 12		
								CE-CLL	**40**	**40**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**135**	**135**
								PROGRAMME 2 JEUNESSE		
								21 - Activité du service, soutien aux activités extraordinaires de jeunesse, aux actions de transversalité et au Conseil de la Jeunesse de la Communauté française		
37	4	23	12.20	21	20	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives aux publications, imprimés, enquêtes et à l'organisation de réunions, colloques ou journées d'études	**-**	**-**
37	4	23	12.30	21	50	1211	CE-CLL	Service de la jeunesse, dépenses de toute nature relatives aux activités du service, aux collaborations à des activités d'organisation de jeunesse, de centres de jeunes et de conseils de jeunesse	68	68

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
37	4	23	12.33	21	59	1211	CE-CLL	Dépenses liées à des activités internationales de jeunesse	15	15
37	4	23	33.01	21	55	3300	CE-CLL	Subvention au Conseil de la Jeunesse de la Communauté française (décret du 14/11/2008)	220	220
37	4	23	33.03	21	61	3300	CE-CLL	Projets particuliers d'animation d'organisation de jeunesse, de centres de jeunes et d'associations non reconnues	980	980
37	4	23	33.04	21	64	3300	CE-CLL	Subventions pour des projets de transversalité entre Jeunesse et d'autres secteurs	892	892
								Totaux activité 21		
								CE-CLL	**2.175**	**2.175**
								23 - Subventions ordinaires de fonctionnement et de personnel		
37	4	23	33.01	23	57	3300	CE-CLL	Subventions aux organisations de jeunesse (décret du 20 juin 1980 et du 26 mars 2009)	18.593	18.593
37	4	23	33.02	23	60	3300	CE-CLL	Subventions aux centres de jeunes : fonctionnement et intervention dans la rémunération des animateurs (décret du 20 juillet 2000)	15.409	15.409
37	4	23	33.20	23	17	3300	CE-CLL	Subventions aux Coordinations régionales d'écoles de devoirs et à la Fédération communautaire des écoles de devoirs : fonctionnement, activités et intervention dans l'emploi (décret du 28 avril 2004)	362	362
37	4	23	52.01	23	34	5210	CE-CLL	Subventions exceptionnelles pour l'aménagement et la sécurisation dans le secteur jeunesse	726	726
37	4	23	52.02	23	37	3300	CE-CLL	Subventions d'aménagement/équipement pour le secteur de la jeunesse	80	80
								Totaux activité 23		
								CE-CLL	**35.170**	**35.170**
								24 - Bureau International Jeunesse		
37	4	23	45.01	24	69	4130	CE-CLL	Dotation au Bureau International Jeunesse (nouveau)	45	45
								Totaux activité 24		
								CE-CLL	**45**	**45**
								25 - Formation des animateurs		
37	4	23	33.10	25	86	3300	CE-CLL	Subventions pour la formation des animateurs socio-culturels	400	400

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
37	4	23	33.11	25	89	3300	CE-CLL	Subvention pour la formation des animateurs volontaires	1.045	1.045
								Totaux activité 25		
								CE-CLL	**1.445**	**1.445**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**38.835**	**38.835**
								PROGRAMME 3 ÉDUCATION PERMANENTE		
								31 - Activités du Service		
32	4	23	12.40	31	90	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives aux activités du service et aux collaborations à des activités d'organisations d'Education permanente	39	39
32	4	23	33.06	31	80	3300	CE-CLL	Subventions aux associations bénéficiant d'un contrat-programme dans le cadre du décret du 17 juillet 2003	31.126	31.126
32	4	23	33.08	31	86	3300	CE-CLL	Subventions aux associations bénéficiant d'une convention dans le cadre du décret du 17 juillet 2003	394	394
32	4	23	33.10	31	92	3300	CE-CLL	Subventions pour la formation des animateurs socio-culturels dans le secteur de l'Education permanente	361	361
32	4	23	33.27	31	46	3300	CE-CLL	Subventions et conventions pour des projets d'éducation permanente, de développement communautaire, d'alphabétisation des adultes, de créativité et de pratiques artistiques en amateur, réalisés à l'initiative d'organisations reconnues ou d'associations culturelles non reconnues	812	812
32	4	23	33.30	31	55	3300	CE-CLL	Subventions aux organisations communautaires et régionales dans le domaine des loisirs culturels en général : activités et emploi	679	679
								Totaux activité 31		
								CE-CLL	**33.411**	**33.411**
								35 - Commission des Séniors		
32	4	23	33.06	35	84	3300	CE-CLL	Subvention à l'association agréée en tant que Commission des Séniors de la CF	22	22
								Totaux activité 35		
								CE-CLL	**22**	**22**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**33.433**	**33.433**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 23		
								CE-CLL	**72.403**	**72.403**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 24		
								PATRIMOINE CULTUREL		
								PROGRAMME 1 DÉPENSES ET SUBVENTIONS DIVERSES EN PATRIMOINE CULTUREL		
								11 - Patrimoine culturel et Musées		
32	4	24	12.20	11	37	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives aux réunions, enquêtes et à l'organisation de colloques ou journées d'études, aux publications, à la conservation, la restauration et la mise en valeur du patrimoine culturel	133	133
32	4	24	33.04	11	81	3300	CE-CLL	Subventions aux organismes qui assurent une action éducative dans les musées - Communauté française	25	25
32	4	24	33.07	11	90	3300	CE-CLL	Subventions aux musées privés et aux associations relevant du patrimoine culturel	148	148
32	4	24	33.08	11	93	3300	CE-CLL	Subventions aux musées privés et aux associations relevant du patrimoine culturel - Région de langue française	74	74
32	4	24	33.09	11	96	3300	CE-CLL	Subventions aux musées privés et aux associations relevant du patrimoine culturel - Région bruxelloise	10	10
32	4	24	33.10	11	02	3300	CE-CLL	Subventions aux institutions muséales privées reconnues	99	99
32	4	24	33.34	11	74	3300	CE-CLL	Subventions aux musées privés reconnus liés à la Communauté française par conventions	4.314	4.314
32	4	24	33.35	11	77	3300	CE-CLL	Subvention à l'ASBL Domaine de Seneffe - Musée de l'Orfèvrerie de la Communauté française liée par contrat-programme à la Communauté française	1.683	1.683
32	4	24	33.45	11	10	3300	CE-CLL	Subventions pour la conservation et la restauration de biens culturels privés classés	20	5
32	4	24	41.30	11	37	4130	CE-CLL	Dotation au service à gestion séparée - Musé Royal de Mariemont	831	831
32	4	24	43.04	11	74	4340	CE-CLL	Subventions pour la conservation et la restauration de biens culturels publics classés	17	2
32	4	24	43.14	11	07	4340	CE-CLL	Subventions aux musées publics reconnus liés à la Communauté française par conventions	1.774	1.774

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
32	4	24	63.52	11	10	6352	CE-CLL	Subventions pour des dépenses d'équipement en vue de la conservation de biens culturels publics classés	3	3
32	4	24	74.80	11	96	7422	CE-CLL	Achat d'oeuvres d'art et d'objets de collection pour les musées relevant de la Communauté française	40	40
32	1	24	74.81	11	02	7422	CE-CLL	Acquisition d'œuvres d'art et d'objets de la collection Godart pour les musées relevant de la Communauté française	-	-
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**9.171**	**9.141**
								13 - Ethnologie et Folklore		
32	4	24	33.01	13	74	3300	CE-CLL	Subventions octroyées dans le cadre des manifestations du patrimoine oral et immatériel	5	5
32	4	24	33.22	13	40	3300	CE-CLL	Subventions aux activités de recherche ethnologique	6	6
								Totaux activité 13		
								CE-CLL	**11**	**11**
								14 - Archives		
32	4	24	33.37	14	86	3300	CE-CLL	Mundaneum	405	405
32	4	24	33.38	14	89	3300	CE-CLL	Subventions liées à des centres, destinées au développement de centres de documentation et de centres d'archives privées	834	834
32	4	24	33.39	14	92	3300	CE-CLL	Subvention à l'ASBL "Archives et musée de la littérature"	1.329	1.329
								Totaux activité 14		
								CE-CLL	**2.568**	**2.568**
								15 - Centres de culture scientifique		
32	4	24	33.40	15	96	3300	CE-CLL	Subventions aux Centres de culture scientifique	15	15
								Totaux activité 15		
								CE-CLL	**15**	**15**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**11.765**	**11.735**

PROGRAMME 3
PATRIMOINE ET CRÉATION

31 - Dépenses et subventions diverses

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
32	4	24	12.61	31	83	1211	CE-CLL	Frais de fonctionnement des services des collections, de la documentation et de la bibliothèque du Service général du patrimoine culturel	267	267
32	4	24	33.01	31	92	3300	CE-CLL	Musée de la Photographie Centre d'Art contemporain	525	525
32	4	24	33.02	31	95	3300	CE-CLL	Centre de la Gravure et de l'Image imprimée de la Communauté française	490	490
32	4	24	33.03	31	01	3300	CE-CLL	Centre de la tapisserie de Tournai	245	245
32	4	24	33.04	31	04	3300	CE-CLL	Keramis - Centre de la Céramique de la Communauté française - ASBL	340	340
32	4	24	43.01	31	85	4340	CE-CLL	Subventions en vue de la réalisation d'expositions, de la création d'un pôle muséal et de soutien à des centres d'art	1.069	1.069
								Totaux activité 31		
								CE-CLL	**2.936**	**2.936**
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**2.936**	**2.936**
								PROGRAMME 4 NUMÉRISATION DES PATRIMOINES CULTURELS		
								41 - Numérisation des patrimoines culturels		
32	4	24	12.20	41	67	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives à la mise en œuvre du plan de préservation et d'exploitation des patrimoines culturels (plan PEP'S)	200	200
								Totaux activité 41		
								CE-CLL	**200**	**200**
								Totaux programme 4		
								CE-CLL	**200**	**200**
								PROGRAMME 5 CINÉMATHÈQUE		
								51 - Cinémathèque		
32	4	24	12.01	51	20	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services de la cinémathèque	164	164
32	4	24	74.01	51	93	1211	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables de la cinémathèque	40	40
								Totaux activité 51		
								CE-CLL	**204**	**204**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux programme 5		
								CE-CLL	**204**	**204**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 24		
								CE-CLL	**15.105**	**15.075**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 25		
								AUDIOVISUEL ET MULTIMÉDIA		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE		
								01 - Biens et services		
33	4	25	12.01	01	94	1211	CE-CLL	Honoraires des avocats. Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales	19	19
								Totaux activité 01		
								CE-CLL	**19**	**19**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**19**	**19**
								PROGRAMME 1 INITIATIVES ET INTERVENTIONS DIVERSES		
								11 - Promotion et animation en faveur de l'audiovisuel		
33	4	25	01.01	11	05	0100 1211 3300	CE-CLL	Provision pour politiques nouvelles	3.887	3.619
33	4	25	01.02	11	08	0100	FBM	Fonds budgétaire pour la transition numérique	-	-
33	4	25	01.03	11	11	0100	CE-CLL	Dépenses visant à soutenir le secteur des médias face aux développements et aux mutations technologiques	500	500
33	4	25	12.20	11	64	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives aux publications, imprimés, enquêtes et à l'organisation de réunions, colloques, journées d'études et de manifestations diverses	97	97
33	4	25	12.21	11	67	1211	CE-CLL	Dépenses visant à soutenir le secteur des médias face aux développements et aux mutations technologiques	-	-
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**4.484**	**4.216**
								12 - Commissions et Conseil supérieur de l'Audiovisuel		
33	4	25	41.03	12	81	4130	CE-CLL	Dotation complémentaire en vue de couvrir les dépenses en relation avec les éventuels dommages et intérêts à payer par le CSA	-	-
33	4	25	41.04	12	84	1211	CE-CLL	Dotation pour le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel	2.317	2.317

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 12		
								CE-CLL	**2.317**	**2.317**
								13 - Organismes d'audiovisuel		
32	4	25	52.24	13	50	5210	CE-CLL	Subventions d'équipement et d'aménagement aux associations et organismes d'audiovisuel	39	39
32	4	25	74.05	13	94	7422	CE-CLL	Achats de biens mis à la disposition d'organismes culturels	97	97
								Totaux activité 13		
								CE-CLL	**136**	**136**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**6.937**	**6.669**
								PROGRAMME 2 CINÉMA ET VIDÉO		
								21 - Aides à la production cinématographique et télévisuelle		
32	4	25	33.06	21	27	3300	CE-CLL	Aide à des initiatives dans le domaine audiovisuel	15	15
33	4	25	33.07	21	30	3300	CE-CLL	Subventions aux ateliers de production et ateliers d'accueil relatives à l'emploi dans le secteur socioculturel	**-**	**-**
32	4	25	41.03	21	90	4130	CE-CLL	Dotation au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel	18.450	18.450
32	4	25	74.01	21	90	7422	CE-CLL	Achat de biens meubles durables pour le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel	10	10
								Totaux activité 21		
								CE-CLL	**18.475**	**18.475**
								23 - Politique de l'audiovisuel		
33	4	25	12.35	23	24	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives à la politique de l'audiovisuel	10	10
33	4	25	33.02	23	17	3300	CE-CLL	Subventions relatives à la politique de l'audiovisuel	**-**	**-**
								Totaux activité 23		
								CE-CLL	**10**	**10**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**18.485**	**18.485**
								PROGRAMME 3 RADIO ET TÉLÉVISION		
								31 - Dotations et subventions en faveur de la RTBF		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
33	4	25	01.01	31	25	0100	CE-CLL	Provision en vue de l'application du contrat de gestion de la RTBF : pool des parastataux et fonds spécial de soutien à la production indépendante	9.113	9.113
33	4	25	41.01	31	94	4140	CE-CLL	Dotation à la Radiodiffusion - Télévision Belge de la Communauté française (RTBF), y compris créances années antérieures	234.076	234.076
33	4	25	41.02	31	97	4140	CE-CLL	Sonuma	1.000	1.000
33	4	25	41.05	31	09	4140	CE-CLL	Dotation à la RTBF pour ses frais spécifiques au projet TV5	966	966
33	4	25	41.07	31	15	4140	CE-CLL	"Exécution de l'article 66.2 d du contrat de gestion de la RTBF approuvé par le Gouvernement le 21 décembre 2012	8.265	8.265
33	4	25	81.03	31	72	6141	CE-CLL	Intervention financière dans le cadre des investissements (Plan Magellan) de la RTBF	-	-
								Totaux activité 31		
								CE-CLL	**253.420**	**253.420**
								32 - Expérimentations diverses en matière de diffusion directe par satellite		
33	4	25	81.05	32	79	4140	CE-CLL	RTBF - Soutien au projet TV5	8.200	8.200
33	4	25	81.07	32	85	0100	CE-CLL	Participation de la Communauté française au projet ARTE Belgique	-	-
								Totaux activité 32		
								CE-CLL	**8.200**	**8.200**
								33 - Soutien aux télévisions locales		
33	4	25	31.09	33	30	3132	CE-CLL	Subventions en vue de couvrir les charges contractées par les télévisions locales et communautaires pour l'équipement et l'aménagement de studios de télévision	189	189
33	4	25	31.32	33	02	3132	CE-CLL	Subventions aux télévisions locales relatives à l'emploi dans le secteur socioculturel	-	-
33	4	25	33.10	33	51	3132	CE-CLL	Subventions aux télévisions locales	6.473	6.473
33	4	25	33.11	33	54	3300	CE-CLL	Subventions aux télévisions locales pour leur frais spécifiques liés à la numérisation de leurs archives audiovisuelles	206	206
33	4	25	33.12	33	57	3132	CE-CLL	Subventions aux télévisions locales pour projets cofinancés par l'Union européenne	-	-
33	4	25	33.13	33	60	3132	CE-CLL	Subvention à la fédération des télévisions locales	120	120

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
33	4	25	33.14	33	63	3132	CE-CLL	Subventions au TVL - Fonds compensation distributeurs de services	453	453
33	4	25	52.01	33	01	3132	CE-CLL	Subventions aux télévisions locales pour l'acquisition d'équipement	347	347
								Totaux activité 33		
								CE-CLL	**7.788**	**7.788**
								34 - Aide à la création radiophonique		
33	4	25	31.01	34	07	3132	FBM	Fonds budgétaire destiné au subventionnement de projets d'émissions radiophoniques	1.554	1.554
								Totaux activité 34		
								FBM	**1.554**	**1.554**
								35 - Fréquence Radio Diffusion		
33	4	25	12.01	35	31	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	-	-
33	4	25	33.01	35	26	3300	CE-CLL	Subventions pour les émissions audiovisuelles concédées aux partis politiques démocratiques	39	39
33	4	25	74.01	35	07	7422	CE-CLL	Achats de biens meubles durables	-	-
								Totaux activité 35		
								CE-CLL	**39**	**39**
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**269.447**	**269.447**
								FBM	**1.554**	**1.554**
								PROGRAMME 4 PRESSE		
								41 - Aide directe à la presse d'opinion		
33	4	25	31.01	41	14	3132	CE-CLL	Aide à la presse quotidienne écrite francophone	7.898	7.898
33	4	25	32.03	41	29	3132	CE-CLL	Aide directe à la presse d'opinion et à la presse périodique	272	272
33	4	25	33.04	41	41	3300	CE-CLL	Subvention à l'Association des Journalistes Professionnels	184	184
33	4	25	33.05	41	44	3300	CE-CLL	Subvention au Conseil de déontologie	92	92
33	4	25	33.06	41	47	3300	CE-CLL	Aide au journalisme d'investigation	250	250
33	4	25	41.01	41	07	4130	CE-CLL	Dotation au Centre de l'aide à la presse écrite de la Communauté française	-	-
								Totaux activité 41		
								CE-CLL	**8.696**	**8.696**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux programme 4		
								CE-CLL	**8.696**	**8.696**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 25		
								CE-CLL	**303.584**	**303.316**
								FBM	**1.554**	**1.554**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 26		
								SPORT		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE		
								01 - Biens et services		
34	3	26	12.01	01	24	1211	CE-CLL	Honoraires d'avocats, médecins ou plus généralement d'experts et de spécialistes externes à la Communauté française. Frais de justice. Jetons de présence, services, prestations. Frais de route et de séjour de personnes étrangères à l'administration de la Communauté française	30	30
								Totaux activité 01		
								CE-CLL	**30**	**30**
								02 - Fournitures		
34	3	26	12.02	02	28	1211	CE-CLL	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux à l'exclusion des dépenses énergétiques et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et services : frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	300	300
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**300**	**300**
								03 - Energie		
34	3	26	12.03	03	32	1211	CE-CLL	Dépenses de consommation énergétique des centres sportifs : mazout, gaz, essence, électricité	860	860
								Totaux activité 03		
								CE-CLL	**860**	**860**
								04 - Matériel durable		
34	3	26	74.01	04	03	7410 7422	CE-CLL	Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	30	30
								Totaux activité 04		
								CE-CLL	**30**	**30**
								05 - Imprimés, publications, relations publiques		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
34	3	26	12.23	05	94	1211	CE-CLL	Relations publiques, publicité, production et diffusion de matériel de promotion et d'information, petits imprimés divers de la Direction générale, films (achats et production éventuelle) photographies (achats, pellicule, droits d'utilisation, production)	30	30
								Totaux activité 05		
								CE-CLL	**30**	**30**
								07 - Assurances		
34	3	26	12.27	07	11	1211	CE-CLL	Paiement des polices d'assurance	**-**	150
								Totaux activité 07		
								CE-CLL	**-**	**150**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**1.250**	**1.400**
								PROGRAMME 1 ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORT		
								11 - Imprimés, publications, relations publiques		
34	3	26	12.33	11	33	1211	FBM	Fonds budgétaire destiné à des dépenses de toute nature en vue de la promotion des activités sportives (C)	18.155	18.155
34	3	26	33.00	11	26	1211	CE-CLL	Promotion des activités sportives	**-**	**-**
								Totaux activité 11		
								FBM	**18.155**	**18.155**
								13 - Matériel non durable		
34	3	26	12.35	13	41	1211	CE-CLL	Services sportifs - Achat de matériel non durable	18	18
								Totaux activité 13		
								CE-CLL	**18**	**18**
								14 - Centres sportifs		
34	3	26	01.01	14	35	0100 1211 3300	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives à la gestion des centres sportifs	1.280	1.280
34	3	26	01.03	14	41	0100	CE-CLL	Interventions financières en faveur du Bois Saint Jean	500	500
								Totaux activité 14		
								CE-CLL	**1.780**	**1.780**
								15 - Gestion des centres sportifs du Sart Tilman		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
34	3	26	12.01	15	38	1211	CE-CLL	Jetons de présence et indemnités de déplacement des membres de la Commission de prévention des risques pour la santé dans le sport	15	15
								Totaux activité 15		
								CE-CLL	**15**	**15**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**1.813**	**1.813**
								FBM	**18.155**	**18.155**
								PROGRAMME 2 RECHERCHES ET DÉVELOPPEMENT		
								21 - Promotion du sport et de l'ADEPS		
34	3	26	12.30	21	34	1211	CE-CLL	Promotion du sport	651	651
34	3	26	12.31	21	37	1211	CE-CLL	Promotion d'événements sportifs	-	-
34	3	26	12.33	21	43	1211	CE-CLL	Promotion du fair-play	-	-
34	3	26	12.34	21	46	1211	CE-CLL	Eté sport	900	900
34	3	26	33.01	21	39	3300	CE-CLL	Soutien aux manifestations des clubs sportifs - promotion	1.231	1.231
34	3	26	33.02	21	42	3300	CE-CLL	Soutien aux mesures de promotion de l'éthique et du fair play dans le sport	213	213
								Totaux activité 21		
								CE-CLL	**2.995**	**2.995**
								22 - Etudes et recherches dans le domaine du sport		
34	3	26	12.32	22	41	1211	CE-CLL	Frais d'études et d'expertise scientifique	188	188
34	3	26	12.38	22	59	1211	CE-CLL	Promotion du sport	-	-
34	3	26	41.01	22	15	4140	CE-CLL	Subvention à la RTBF pour la promotion d'évenements sportifs	150	150
								Totaux activité 22		
								CE-CLL	**338**	**338**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**3.333**	**3.333**
								PROGRAMME 3 SUBVENTIONS DIVERSES		
								31 - Subventions pour le sport de haut niveau		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
34	3	26	33.07	31	67	3300	CE-CLL	Subvention pour la participation aux Jeux Olympiques et convention de partenariat jeunes talents sportifs	800	800
								Totaux activité 31		
								CE-CLL	**800**	**800**
								32 - Plaines de jeux et installations de jeux sportifs		
34	3	26	33.13	32	86	3300	CE-CLL	Subventions aux organisateurs de camps sportifs	63	63
34	3	26	33.15	32	92	3300	CE-CLL	Subvention aux organisateurs de programme de développement sportif	150	150
								Totaux activité 32		
								CE-CLL	**213**	**213**
								34 - Insertion sociale par le sport		
34	3	26	12.34	34	59	1211	CE-CLL	Insertion sociale par la pratique du sport	240	240
34	3	26	33.16	34	97	3300	CE-CLL	Subvention aux sports de quartier	88	88
								Totaux activité 34		
								CE-CLL	**328**	**328**
								35 - Subventions aux fédérations, ASBL, centres ou clubs sportifs		
34	3	26	01.01	35	56	0100 1211	CE-CLL	Intervention de la Communauté française pour la réalisation d'un programme de transition professionnelle	-	-
34	3	26	12.02	35	61	1211	CE-CLL	Dépenses en relation avec les mesures en faveur de l'éthique dans le sport	-	-
34	3	26	12.03	35	64	1211	CE-CLL	Promotion du sport à l'école	225	225
34	3	26	33.03	35	59	3300	CE-CLL	Subventions aux centres sportifs universitaires et assimilés et aux fédérations sportives scolaires	722	722
34	3	26	33.07	35	71	3300	CE-CLL	Subvention projet femmes et sports	50	50
34	3	26	33.11	35	83	3300	CE-CLL	Sport pour tous	85	85
34	3	26	33.16	35	01	3300	CE-CLL	Subventions aux clubs sportifs pour handicapés	130	130
34	3	26	33.18	35	07	3300	CE-CLL	Subventions aux centres sportifs locaux	4.246	4.285
34	3	26	33.19	35	10	3300	CE-CLL	Subvention à une association de Centres sportifs	85	85
34	3	26	33.20	35	13	3300	CE-CLL	Subventions forfaitaires de fonctionnement des fédérations sportives reconnues	5.849	5.849

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
34	3	26	33.21	35	16	3300	CE-CLL	Subventions pour les plans programmes des fédérations sportives reconnues et de l'association visée à l'article 25, 1° du décret	7.233	7.233
34	3	26	33.22	35	19	3300	CE-CLL	Subventions forfaitaires de fonctionnement des fédérations sportives de loisirs reconnues	123	123
34	3	26	33.23	35	22	3300	CE-CLL	Subventions forfaitaires de fonctionnement des associations sportives reconnues	202	202
34	3	26	33.24	35	25	3300	CE-CLL	Subventions de fonctionnement aux associations pour handicapés	340	340
34	3	26	33.25	35	28	3300	CE-CLL	Subventions forfaitaires d'une association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'associations sportives francophones reconnues	156	156
34	3	26	33.26	35	31	3300	CE-CLL	Subventions pour des formations de cadres sportifs et de moniteurs de fitness	700	670
34	3	26	33.27	35	34	3300	CE-CLL	Subvention au Comité olympique et interfédéral belge (COIB) pour la préparation des athlètes francophones	165	165
34	3	26	33.28	35	37	3300	CE-CLL	Subventions de promotion et notoriété des fédérations : sportives, sportives de loisirs et des associations	291	291
34	3	26	33.30	35	43	3300	CE-CLL	Formation des jeunes par les clubs sportifs et les fédérations sportives	780	780
34	3	26	33.31	35	46	3300	CE-CLL	Aide à la création de nouveaux clubs	-	-
34	3	26	33.32	35	49	3300	CE-CLL	Subvention à une association inter-universitaire d'aide à la performance sportive	607	607
34	3	26	52.01	35	30	5210	CE-CLL	Subventions pour l'achat de matériel sportif par les fédérations sportives, les clubs y affiliés, etc.	1.350	1.350
34	3	26	52.10	35	57	5210	CE-CLL	Subventions pour l'achat de matériel sportif et de psychomotricité	370	370
34	3	26	63.01	35	32	6311 6321	CE-CLL	Subventions pour l'achat de matériel sportif par les administrations communales et provinciales	150	150
								Totaux activité 35		
								CE-CLL	**23.859**	**23.868**
								36 - Sportifs de haut niveau évaluation - lutte antidopage		
34	3	26	12.36	36	67	1211	CE-CLL	Financement de projets de formation à destination des sportifs de haut niveau (Ariane)	40	40

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
34	3	26	33.02	36	57	3300	CE-CLL	Contribution à l'accord partiel élargi sur le sport (APES)	15	15
								Totaux activité 36		
								CE-CLL	**55**	**55**
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**25.255**	**25.264**
								PROGRAMME 4 SERVICES SPORTIFS EXTÉRIEURS		
								41 - Dépenses de toute nature pour les installations		
34	3	26	12.40	41	84	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature et particulièrement en termes de sécurité et d'hygiène, destinées aux installations sportives des centres sportifs, des bureaux et dépôts	160	160
								Totaux activité 41		
								CE-CLL	**160**	**160**
								42 - Achat de matériel non durable		
34	3	26	12.41	42	88	1211	CE-CLL	Achat de matériel sportif, non durable	150	150
								Totaux activité 42		
								CE-CLL	**150**	**150**
								43 - Equipement durable		
34	3	26	74.01	43	42	7410 7422	CE-CLL	Achat de machines diverses, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	670	670
								Totaux activité 43		
								CE-CLL	**670**	**670**
								Totaux programme 4		
								CE-CLL	**980**	**980**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 26		
								CE-CLL	**32.631**	**32.790**
								FBM	**18.155**	**18.155**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 27		
								ARTS PLASTIQUES		
								PROGRAMME 1 ARTS PLASTIQUES		
								11 - Initiatives diverses et aides aux institutions et associations		
32	4	27	12.30	11	51	1211	CE-CLL	Dépenses relatives à des manifestations et expositions de prestige : évènements nationaux et internationaux	160	160
32	4	27	12.60	11	44	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives à la promotion et à la diffusion, à l'information et à la création en matière d'Arts plastiques et visuels, d'artisanat de création et de design	106	106
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**266**	**266**
								12 - Soutien aux organismes de création et de diffusion, aux éditeurs, aux centres d'arts, au design et à la mode		
32	4	27	33.01	12	57	3300	CE-CLL	Subventions au Programme de Transition Professionnelle relatives au Musée des Arts contemporains du Grand Hornu, Institutions muséales privées reconnues	73	73
32	4	27	33.30	12	47	3300	CE-CLL	Subventions aux artistes, aux établissements publics, aux associations et organismes de création et de diffusion des Arts plastiques et graphiques toutes régions, ainsi que des subventions ponctuelles en artisanat de création	284	284
32	4	27	33.31	12	50	3300	CE-CLL	Subventions à des éditeurs, artistes, artisans de création pour l'édition et la diffusion d'ouvrages, de revues et de publications électroniques ou de conventions avec les mêmes personnes et institutions	213	213
32	4	27	33.32	12	53	3300	CE-CLL	Bourse, subventions, conventions et aides à l'équipement aux artistes, aux établissements publics, associations et organismes de création, d'édition et de diffusion du design et de la mode	291	291
32	4	27	33.36	12	65	3300	CE-CLL	Subvention au Musée des Arts contemporains du Grand Hornu liée par convention à la Communauté française	1.922	1.922

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
32	4	27	33.41	12	80	3300	CE-CLL	Subventions aux centres d'art contemporain, aux institutions, aux associations de promotion et de diffusion, aux associations professionnelles, aux manifestations liées à la Communauté française par contrats-programmes ou conventions	2.223	2.223
32	4	27	74.22	12	04	7450	CE-CLL	Acquisition d'œuvres pour le Musée des Arts contemporains du Grand Hornu	151	151
								Totaux activité 12		
								CE-CLL	**5.157**	**5.157**
								13 - Acquistion d'œuvres d'art		
32	4	27	74.21	13	02	7450	CE-CLL	Acquisition d'oeuvres d'art relevant des arts plastiques et des métiers d'art contemporain	39	39
								Totaux activité 13		
								CE-CLL	**39**	**39**
								14 - Aides aux artistes		
32	4	27	33.06	14	74	3300	CE-CLL	Prix à des artistes et subventions à des associations culturelles pour l'organisation de prix conventionnés ou récurrents en faveur d'artistes	15	15
32	4	27	33.33	14	58	3300	CE-CLL	Bourses et subventions de création et de production d'artistes	206	206
								Totaux activité 14		
								CE-CLL	**221**	**221**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**5.683**	**5.683**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 27		
								CE-CLL	**5.683**	**5.683**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 28		
								DÉCENTRALISATION CULTURELLE		
								PROGRAMME 1 CENTRES CULTURELS		
								11 - Centres culturels		
32	4	28	12.02	11	91	0100 1211 3300	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	39	39
32	4	28	33.38	11	97	3300	CE-CLL	Subventions aux organisations représentatives d'utilisateurs agréées et à des organisations fédératrices ou de coopération	194	194
32	4	28	33.41	11	09	3300	CE-CLL	Subventions aux centres culturels, fonctionnement et interventions dans les rémunérations des animateurs et la coordination de leurs activités	16.866	16.866
32	4	28	33.42	11	12	3300	CE-CLL	Subventions à l'action culturelle générale des Centres culturels en application du décret du 21 novembre 2013	-	-
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**17.099**	**17.099**
								12 - Subventions extraordinaires		
32	4	28	33.43	12	16	3300	CE-CLL	Subventions extraordinaires aux centres culturels	756	756
								Totaux activité 12		
								CE-CLL	**756**	**756**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**17.855**	**17.855**
								PROGRAMME 2 POINTCULTURE		
								21 - PointCulture		
32	4	28	33.01	21	93	3300	CE-CLL	Subvention à l'ASBL PointCulture	5.999	5.999
32	4	28	33.02	21	96	4130	CE-CLL	Soutient à l'ASBL PointCulture relative à l'emploi dans le secteur socio-culturel	-	-
32	4	28	33.03	21	02	4130	CE-CLL	Subvention liée à la cession des centres de prêt de l'ASBL PointCulture	203	203
								Totaux activité 21		
								CE-CLL	**6.202**	**6.202**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**6.202**	**6.202**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								PROGRAMME 3 CRÉATIVITÉ ET PRATIQUES ARTISTIQUES EN AMATEUR		
								31 - Centres d'expression et de créativité et Fédérations de pratiques artistiques en amateur		
32	4	28	33.33	31	05	3300	CE-CLL	Subventions aux Centres d'expression et de créativité, aux Fédérations de pratiques artistiques en amateurs et aux Fédérations des centres d'expression et de créativité : fonctionnement et intervention dans la rémunération des animateurs	2.920	2.920
								Totaux activité 31		
								CE-CLL	**2.920**	**2.920**
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**2.920**	**2.920**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 28		
								CE-CLL	**26.977**	**26.977**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								TOTAUX CHAPITRE II		
								CE-CLL	**1.428.538**	**1.424.143**
								FBM	**36.414**	**36.641**

CHAPITRE III

ÉDUCATION, RECHERCHE ET FORMATION

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 40		
								SERVICES COMMUNS, AFFAIRES GÉNÉRALES, RECHERCHE EN ÉDUCATION, PILOTAGE DE L'ENSEIGNEMENT (INTERRÉSEAUX) ET ORIENTATION - RELATIONS INTERNATIONALES		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE ADMINISTRATION - ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE		
								02 - Frais de fonctionnement		
35	2	40	12.01	02	15	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	118	118
35	2	40	12.02	02	18	1211	CE-CLL	Dépenses relatives aux manifestations et aux publications en matière d'enseignement	74	71
35	2	40	74.01	02	88	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	108	104
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**300**	**293**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**300**	**293**
								PROGRAMME 1 SUBSISTANCE ADMINISTRATION - PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT		
								12 - Frais de fonctionnement		
35	2	40	01.02	12	26	0100 1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives au soutien du travail des directeurs d'établissements scolaires	10.974	10.974
35	2	40	12.01	12	25	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	94	90
35	2	40	74.01	12	01	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	**-**	**-**
								Totaux activité 12		
								CE-CLL	**11.068**	**11.064**
								13 - Enseignants - Action sociale		
35	2	40	11.05	13	29	1140	CE-CLL	Dépenses diverses du service social, autres que les achats de biens patrimoniaux	266	266

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
35	2	40	43.20	13	71	4316 4326	CE-CLL	Frais relatifs au traitement des dossiers d'accidents du travail et de maladies professionnelles - Enseignement officiel subventionné (y compris les centres PMS)	10	10
35	2	40	44.20	13	80	4430	CE-CLL	Frais relatifs au traitements des dossiers d'accidents du travail et de maladies professionnelles - En ce compris des arriérés - Enseignement libre subventionné (y compris les centres PMS)	10	10
35	2	40	45.20	13	89	1211 3431	CE-CLL	Frais relatifs au traitement des dossiers d'accidents du travail et de maladies professionnelles - Enseignement de la Communauté française (y compris les centres PMS)	10	10
35	2	40	82.01	13	74	8300	FBM	Fonds budgétaire destiné à pouvoir octroyer des prêts au personnel (C)	16	16
								Totaux activité 13		
								CE-CLL	**296**	**296**
								FBM	**16**	**16**
								14 - Chargés de mission - Transports scolaires		
35	2	40	12.01	14	27	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	5	5
								Totaux activité 14		
								CE-CLL	**5**	**5**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**11.369**	**11.365**
								FBM	**16**	**16**
								PROGRAMME 2 PROVISIONS POUR CHARGES DIVERSES		
								21 - Provisions diverses		
36	2	40	01.01	21	32	1133	CE-CLL	Provision en vue de la cotisation de responsabilisation en matière de pension	**-**	**-**
35	2	40	01.04	21	41	0100 1211 3300	CE-CLL	Provision en vue d'accueil des primo-arrivants dans les DASPA	120	120
36	2	40	01.06	21	47	0100	CE-CLL	Provision générale pour litiges et négociations en cours	1.000	1.000
								Totaux activité 21		
								CE-CLL	**1.120**	**1.120**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								24 - Contrôle absences maladies		
35	2	40	12.01	24	37	1211	CE-CLL	Dépenses inhérentes au contrôle des absences pour maladie dans l'enseignement	600	600
								Totaux activité 24		
								CE-CLL	**600**	**600**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**1.720**	**1.720**
								PROGRAMME 3 INITIATIVES ET INTERVENTIONS DIVERSES DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR		
								30 - Initiatives diverses dans le domaine de l'enseignement supérieur		
33	2	40	01.04	30	50	0100 4150 4316 4326 4430	CE-CLL	Dotations et subventions aux institutions supérieures en exécution du décret "Support de cours"	1.043	1.043
33	2	40	01.05	30	53	0100 3300	CE-CLL	Dépenses en vue de favoriser le développement et la reconnaissance d'un islam moderne en Fédération Wallonie-Bruxelles	470	470
33	2	40	01.06	30	56	4150 4410 4430 4316 4326	CE-CLL	Refinancement de l'enseignement supérieur	-	-
33	2	40	01.07	30	59	0100	CE-CLL	Initiatives nouvelles ou complémentaires dans le domaine de l'enseignement supérieur dont l'extension du test d'orientation	2.499	2.499
33	2	40	01.08	30	62	4150 4410 4430 4316 4326	CE-CLL	Refinancement de l'enseignement supérieur universitaire	5.250	5.250
33	2	40	01.09	30	65	4150 4410 4430 4316 4326	CE-CLL	Refinancement de l'enseignement supérieur non-universitaire	2.250	2.250
33	2	40	12.01	30	43	1211	CE-CLL	Initiatives nouvelles ou complémentaires dans le domaine de l'enseignement supérieur dont l'extension du test d'orientation	-	-

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 30		
								CE-CLL	**11.512**	**11.512**
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**11.512**	**11.512**
								PROGRAMME 4 RECHERCHES EN ÉDUCATION PILOTAGE INTERRÉSEAUX - ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES INTERRÉSEAUX - ORIENTATION - DIVERS		
								40 - Inspection - Pilotage - Interréseaux		
35	2	40	01.02	40	54	0100 1211 3300	CE-CLL	Dépenses de toute nature pour le financement de projets divers en liaison avec la politique de l'enseignement	1.475	1.392
35	2	40	01.07	40	69	0100 1211 3300	CE-CLL	Dépenses de toute nature favorisant l'intégration et l'utilisation des TIC dans l'enseignement	108	108
35	2	40	01.12	40	84	0100 1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature en relation avec la communication à destination des enseignants et du monde de l'école	195	195
35	2	40	01.13	40	87	0100 1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relative à l'acquisition des manuels scolaires, de logiciels scolaires, d'outils pédagogiques et de livres pour la jeunesse	3.592	3.592
35	2	40	12.01	40	53	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	895	860
35	2	40	33.04	40	57	3300	CE-CLL	Subvention destinée à la mise en œuvre du programme "Jeunes, école, emploi, tout un programme…"	162	162
35	2	40	41.01	40	23	4140	CE-CLL	Institut de la formation en cours de carrière	4.600	4.600
35	2	40	74.01	40	29	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	17	16
								Totaux activité 40		
								CE-CLL	**11.044**	**10.925**
								41 - Recherches en Education		
35	2	40	01.10	41	79	0100 1211 3300	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives aux recherches en éducation	576	576

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
35	2	40	01.11	41	82	0100 3300	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives aux processus mis en œuvre pour améliorer la qualité et la perfomance de l'enseignement	3.821	3.821
35	2	40	01.12	41	85	0100 1211 3300	CE-CLL	Provision pour améliorer la qualité et la perfomance de l'enseignement	-	-
35	2	40	12.30	41	44	1211	CE-CLL	Dépenses relatives à la diffusion des résultats des recherches en éducation	10	10
35	2	40	41.01	41	24	4140	CE-CLL	Office Francophone de Formation en Alternance	122	122
								Totaux activité 41		
								CE-CLL	**4.529**	**4.529**
								42 - Prix - Donations - Fondations - Legs		
35	2	40	01.01	42	53	0100 3441 3450	FBM	Fonds budgétaire destiné à la gestion des fondations, donations, legs et prix	78	78
35	2	40	01.02	42	56	0100 1211	CE-CLL	Fonds budgétaire pour les dépenses de toute nature relatives au soutien dans le secteur de l'enseignement	-	-
								Totaux activité 42		
								FBM	**78**	**78**
								43 - Prestations de services - Manifestations diverses - Etudes		
35	2	40	33.08	43	72	3300	CE-CLL	Subventions pour des publications à caractère pédagogique	-	-
								Totaux activité 43		
								44 - Agence d'évaluation de la qualité dans l'enseignement supérieur		
33	2	40	41.30	44	17	4130	CE-CLL	Dotation à l'Agence pour l'évaluation de la qualité dans l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française	788	788
								Totaux activité 44		
								CE-CLL	**788**	**788**
								Totaux programme 4		
								CE-CLL	**16.361**	**16.242**
								FBM	**78**	**78**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								PROGRAMME 5 COLLABORATION À DIVERSES INSTITUTIONS ET ORGANISMES EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT - DIVERS		
								50 - Subventions - Cotisations et interventions diverses - Recherches et enquêtes		
35	2	40	33.01	50	58	3300	CE-CLL	Subvention à l'AEDE - Association européenne des enseignants - Secteurs officiel et libre	5	5
35	2	40	33.11	50	88	3300	CE-CLL	Subventions aux associations de parents	227	227
35	2	40	35.02	50	79	1211	CE-CLL	Cotisations au consortium European Schoolnet	14	14
								Totaux activité 50		
								CE-CLL	**246**	**246**
								55 - Dépenses diverses relatives à l'Enseignement supérieur		
33	2	40	01.01	55	66	0100 1211 3300	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives à l'Enseignement supérieur	159	159
33	2	40	01.02	55	69	0100	CE-CLL	Indemnités à des tiers découlant de la responsabilité de la Communauté française en matière d'enseignement supérieur, transactions et études juridiques	1.000	1.000
33	2	40	01.03	55	72	0100	CE-CLL	Structures collectives d'enseignement supérieur	1.570	1.570
								Totaux activité 55		
								CE-CLL	**2.729**	**2.729**
								Totaux programme 5		
								CE-CLL	**2.975**	**2.975**
								PROGRAMME 6 ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - RECHERCHE SCIENTIFIQUE - SANTÉ - ADMINISTRATION		
								60 - Frais de fonctionnement		
33	2	40	12.01	60	73	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables	10	10
33	2	40	12.21	60	36	1211	CE-CLL	Assurance des étudiants et internes et membre du personnels de l'enseignement du supérieur	77	77

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
33	2	40	33.01	60	68	3300	CE-CLL	Subvention en faveur de l'Eurometropolitan E-Campus	446	446
33	2	40	35.01	60	86	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables	-	-
33	2	40	41.40	60	63	4150	CE-CLL	Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES)	3.666	3.666
33	2	40	41.70	60	56	4150 4410 4430	CE-CLL	Pôles académiques	1.309	1.309
								Totaux activité 60		
								CE-CLL	**5.508**	**5.508**
								Totaux programme 6		
								CE-CLL	**5.508**	**5.508**
								PROGRAMME 7 ACTIONS VISANT À RENFORCER L'ATTRACTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET À PROMOUVOIR LA MOBILITÉ ÉTUDIANTE		
								71 - Conseil consultatif		
35	2	40	11.12	71	11	1112	CE-CLL	Indemnités pour chargés de missions	4	4
35	2	40	12.41	71	10	1211	CE-CLL	Dépenses généralement quelconques relatives au Conseil de l'Éducation et de la Formation	34	33
								Totaux activité 71		
								CE-CLL	**38**	**37**
								Totaux programme 7		
								CE-CLL	**38**	**37**
								PROGRAMME 8 ACTIONS FONDS EUROPÉENS - INITIATIVES DIVERSES DE LA RÉGION WALLONNE ET DE LA RÉGION BRUXELLES-CAPITALE EN MATIÈRE D'EMPLOI		
								80 - Actions en matière de formation et de réinsertion professionnelles		
37	2	40	30.01	80	61	1111 1112 1120 1131 1211 4314 4410	FBM	Fonds budgétaire pour le financement de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles dans l'enseignement de promotion sociale	6.000	6.000

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
35	2	40	30.02	80	64	1111 1112 1120 1131 1211 4314 4410	FBM	Fonds budgétaire pour la réalisation de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles dans l'enseignement obligatoire de plein exercice, ordinaire et spécialisé, et l'enseignement en alternance	10.000	10.000
								Totaux activité 80		
								FBM	**16.000**	**16.000**
								81 - Rémunérations liées au programme de transition professionnelle		
35	2	40	01.07	81	13	0100 1111 1112 1120 1131 1211	CE-CLL	Intervention de la Communauté française pour la réalisation d'un programme de transition professionnelle	27.153	27.153
								Totaux activité 81		
								CE-CLL	**27.153**	**27.153**
								Totaux programme 8		
								CE-CLL	**27.153**	**27.153**
								FBM	**16.000**	**16.000**
								PROGRAMME 9 DISCRIMINATIONS POSITIVES DANS L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE		
								91 - Expérience pédagogique en milieu pluriculturel		
35	2	40	01.08	91	26	0100 1111 1112 1120 1131 1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature dans des actions d'éducation interculturelle	38	38
								Totaux activité 91		
								CE-CLL	**38**	**38**
								Totaux programme 9		
								CE-CLL	**38**	**38**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 40		
								CE-CLL	**76.974**	**76.843**
								FBM	**16.094**	**16.094**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 41		
								SERVICE GÉNÉRAL DE L'INSPECTION		
								PROGRAMME 1 SUBSISTANCE INSPECTION - DÉPENSES DE PERSONNEL		
								11 - Personnel de l'Inspection des centre PMS		
35	2	41	11.03	11	48	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	83	83
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**83**	**83**
								12 - Personnel de l'Inspection et animation pédagogique de l'Enseignement préscoalaire et primaire		
35	2	41	11.03	12	49	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	4.626	4.626
								Totaux activité 12		
								CE-CLL	**4.626**	**4.626**
								13 - Personnel de l'Inspection et animation pédagogique de l'Enseignement secondaire		
35	2	41	11.03	13	50	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	3.030	3.030
								Totaux activité 13		
								CE-CLL	**3.030**	**3.030**
								14 - Personnel de l'Inspection et de l'Enseignement spécial		
35	2	41	11.03	14	51	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	223	223
								Totaux activité 14		
								CE-CLL	**223**	**223**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								15 - Personnel de l'Inspection, Inspecteur général Coordonateur et Inspecteurs de Religion		
35	2	41	11.03	15	52	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	1.242	1.242
								Totaux activité 15		
								CE-CLL	**1.242**	**1.242**
								16 - Personnel de l'Inspection de l'Enseignement de promotion sociale		
35	2	41	11.03	16	53	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	588	588
								Totaux activité 16		
								CE-CLL	**588**	**588**
								17 - Personnel de l'Inspection e l'enseignement artistique		
35	2	41	11.03	17	54	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	506	506
								Totaux activité 17		
								CE-CLL	**506**	**506**
								18 - Personnel de l'Inspection de l'Enseignement à distance		
35	2	41	11.03	18	55	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	81	81
								Totaux activité 18		
								CE-CLL	**81**	**81**
								19 - Personnel de l'Inspection - Pilotage général		
35	2	41	11.03	19	56	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	**-**	**-**
								Totaux activité 19		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**10.379**	**10.379**
								PROGRAMME 2 SUBSISTANCE INSPECTION - FRAIS DE FONCTIONNEMENT		
								21 - Frais de fonctionnement de l'Inspection des centres PMS		
35	2	41	12.01	21	61	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	43	43
								Totaux activité 21		
								CE-CLL	**43**	**43**
								22 - Frais de fonctionnement de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire		
35	2	41	12.01	22	62	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	840	840
								Totaux activité 22		
								CE-CLL	**840**	**840**
								23 - Frais de fonctionnement de l'Inspection de l'Enseignement secondaire		
35	2	41	12.01	23	63	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	656	656
								Totaux activité 23		
								CE-CLL	**656**	**656**
								24 - Frais de fonctionnement de l'Inspection de l'Enseignement spécial		
35	2	41	12.01	24	64	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	108	108
								Totaux activité 24		
								CE-CLL	**108**	**108**
								25 - Frais de fonctionnement de l'Inspecteur général Coordinateur et des Inspecteurs de Religion		
35	2	41	12.01	25	65	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	222	222
35	2	41	74.01	25	41	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	19	18
								Totaux activité 25		
								CE-CLL	**241**	**240**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								26 - Frais de fonctionnement de l'Inspection de l'Enseignement de promotion sociale		
35	2	41	12.01	26	66	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	144	144
								Totaux activité 26		
								CE-CLL	**144**	**144**
								27 - Frais de fonctionnement de l'Inspection de l'Enseignement artistique		
35	2	41	12.01	27	67	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	48	48
								Totaux activité 27		
								CE-CLL	**48**	**48**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**2.080**	**2.079**
								PROGRAMME 3 SERVICE DE CONSEIL ET DE SOUTIEN PÉDAGOGIQUE		
								30 - Service de Conseil et de soutien pédagogique		
35	2	41	11.03	30	67	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitements du personnel du Service de Conseil et de Soutien pédagogique	6.376	6.376
35	2	41	12.01	30	70	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services du Service de Conseil et de Soutien pédagogique	649	649
								Totaux activité 30		
								CE-CLL	**7.025**	**7.025**
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**7.025**	**7.025**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 41		
								CE-CLL	**19.484**	**19.483**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 44		
								BÂTIMENTS SCOLAIRES		
								PROGRAMME 0 FONCTIONNEMENT DES FONDS BÂTIMENTS SCOLAIRES ET DES INSTITUTIONS SUCCÉDANT AU FONDS NATIONAL DE GARANTIE		
								01 - Fonctionnement des Bâtiments scolaires		
35	1	44	01.06	01	38	0100 1211 7200	CE-CLL	Programme prioritaire de travaux PPT	43.444	42.000
35	1	44	01.07	01	41	0100	CE-CLL	Intervention dans le cadre d'un plan particulier d'investissement en vue de l'augmentation de la capacité d'établissements scolaires	121	121
35	1	44	12.03	01	31	1211	CE-CLL	Dépenses courantes relatives au programme prioritaire de travaux	18	18
35	1	44	12.04	01	34	1211	CE-CLL	Dépenses courantes relatives au financement des bâtiments scolaires	340	355
35	1	44	41.03	01	01	4130	CE-CLL	Subventions au service à gestion séparée Fonds de garantie des bâtiments scolaires	12.487	12.487
35	1	44	61.01	01	78	6131	CE-CLL	Dotation au service à gestion séparée - Fonds des Bâtiments scolaires de la Communauté française	163.399	163.399
35	1	44	61.02	01	81	6131	CE-CLL	Dotation au service à gestion séparée - Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné	39.885	39.885
								Totaux activité 01		
								CE-CLL	**259.694**	**258.265**
								02 - Subventions - Loyers - Divers		
36	1	44	12.06	02	41	1212	CE-CLL	Loyers versés aux sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires (SPABS)	20.677	20.677
35	1	44	33.01	02	21	3122	CE-CLL	Subventions aux sociétés immobilières créées par le décret du 5 juillet 1993	138	138
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**20.815**	**20.815**
								03 - Gestion énergétique des bâtiments scolaires de la Communauté française		
35	1	44	12.01	03	27	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	3.700	3.725

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 03		
								CE-CLL	**3.700**	**3.725**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**284.209**	**282.805**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 44		
								CE-CLL	**284.209**	**282.805**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 45		
								RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
								PROGRAMME 0		
								SUBSISTANCE ADMINISTRATION		
								02 - Frais de fonctionnement		
33	2	45	12.02	02	56	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	31	31
33	2	45	74.01	02	29	7422	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achat de biens durables	3	3
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**34**	**34**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**34**	**34**
								PROGRAMME 1		
								SUBVENTIONS ASBL OU ASSIMILÉS		
								11 - Financement de sprix , bourses, frais connexes et participation à des cativités et manifestations scientifiques		
33	2	45	33.03	11	63	3540	CE-CLL	Subventions à l'Institut historique belge de Rome et à l'Ecole française d'Athènes	50	50
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**50**	**50**
								12 - Associations scientifiques et universitaires		
33	2	45	33.05	12	70	3300	CE-CLL	Subventions aux associations scientifiques et universitaires	-	45
33	2	45	33.06	12	73	3300	CE-CLL	Subvention au Centre de Recherche sur l'Enseignement des Mathématiques (CREM)	67	67
33	2	45	33.07	12	76	3300	CE-CLL	Subvention à l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)	72	72
33	2	45	33.08	12	79	3300	CE-CLL	Subventions pour des études et des actions de diffusion des connaissances scientifiques	206	169
33	2	45	33.09	12	82	3300	CE-CLL	Subventions à l'université des aînés	-	20
33	2	45	33.10	12	85	3300	CE-CLL	Subvention aux Instituts internationaux de Physique et de Chimie fondés par Ernest Solvay	46	46
33	2	45	33.11	12	88	3300	CE-CLL	Subvention au Centre de recherche et d'information socio-politique (CRISP)	392	392

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
33	2	45	33.12	12	91	3300	CE-CLL	MNEMA (nouveau)	-	-
								Totaux activité 12		
								CE-CLL	**783**	**811**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**833**	**861**
								PROGRAMME 2 SUBVENTIONS DIVERSES		
								20 - Recherche scientifique fondamentale collective		
33	2	45	31.01	20	48	4140	CE-CLL	Subventions en faveur de la recherche scientifique fondamentale collective - Initiative ministérielle	109	109
33	2	45	33.02	20	69	3300	CE-CLL	Subventions permettant la présence de chercheurs de la Communauté française sur des sites archéologiques	66	66
33	2	45	41.01	20	41	4140	CE-CLL	Subvention à l'Institut Wallonie-Bruxelles d'évaluation des choix technologiques	-	-
								Totaux activité 20		
								CE-CLL	**175**	**175**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**175**	**175**
								PROGRAMME 3 SUBVENTION RECHERCHE FONDAMENTALE		
								31 - Subventions ASBL ou assimilés		
33	2	45	01.01	31	80	0100 1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives à l'organisation du Printemps des Sciences	261	261
33	2	45	33.09	31	04	3441 3450	CE-CLL	Prix, bourses de voyage et voyages d'étudiants en groupe	162	162
33	2	45	33.11	31	10	3300	CE-CLL	Subventions aux associations d'étudiants	105	105
								Totaux activité 31		
								CE-CLL	**528**	**528**
								33 - Fonds national de la Recherche scientifique et fonds associés		
33	2	45	41.04	33	63	4140	CE-CLL	Subvention légale au Fonds National de la Recherche Scientifique (F.R.S.-FNRS), en ce compris les chercheurs permanents (Décret du 17/07/2013)	73.940	73.907

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
33	2	45	41.05	33	66	4140	CE-CLL	Subvention au F.R.S. - FNRS pour la gestion opérationnelle des Pôles d'Attraction Interuniversitaires (PAI)	-	-
33	2	45	41.07	33	72	4140	CE-CLL	Subventions légale pour le financement de la formation des chercheurs dans l'industrie et dans l'agriculture (Décret du 17/07/2013)	12.861	12.855
33	2	45	41.09	33	78	4430	CE-CLL	Subvention légale au Fonds de la Recherche en Sciences Humaines (FRESH) (Décret du 17/07/2013)	5.471	5.469
33	2	45	41.10	33	81	4130	CE-CLL	Subvention légale pour le financement de programmes de recherche fondamentale collective (FRFC, FRSM, IISN), hors chercheurs permanents (Décret du 17/07/2013)	16.505	16.498
								Totaux activité 33		
								CE-CLL	**108.777**	**108.729**
								34 - Subventions diverses		
33	2	45	41.10	34	82	1211	CE-CLL	Soutien aux infrastructures de recherche	582	582
								Totaux activité 34		
								CE-CLL	**582**	**582**
								35 - Fonds et programmes de recherche		
33	2	45	41.13	35	92	1211	CE-CLL	Subventions pour le financement des actions de recherche concertées au sein des académies universitaires	15.930	15.930
33	2	45	41.14	35	95	1111	CE-CLL	Subventions pour le financement des Fonds spéciaux pour la recherche dans les académies universitaires	15.841	15.841
33	2	45	41.15	35	01	4130	CE-CLL	Application de la charte européenne du chercheur / EURAXESS	150	84
								Totaux activité 35		
								CE-CLL	**31.921**	**31.855**
								36 - Activités internationales		
33	2	45	33.01	36	82	3300	CE-CLL	Recherches et enquêtes en matière d'éducation menées sous l'égide de l'OCDE	218	212
								Totaux activité 36		
								CE-CLL	**218**	**212**
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**142.026**	**141.906**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 45		
								CE-CLL	**143.068**	**142.976**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 46		
								ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES BEAUX-ARTS DE BELGIQUE		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE ADMINISTRATION - ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE		
								02 - Frais de fonctionnement		
33	2	46	12.01	02	80	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	204	204
33	2	46	12.07	02	01	1211	CE-CLL	Dépenses exceptionnelles pour achats de biens non durables et de services	2	2
33	2	46	74.01	02	56	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	30	30
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**236**	**236**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**236**	**236**
								PROGRAMME 1 SUBSISTANCE ADMINISTRATION - PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT		
								12 - Dépenses de personnel - Rémunérations et allocations généralement quelconques		
33	2	46	11.03	12	87	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	323	323
33	2	46	11.04	12	90	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel autre que statutaire	741	741
								Totaux activité 12		
								CE-CLL	**1.064**	**1.064**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**1.064**	**1.064**
								PROGRAMME 2 SUBVENTIONS DIVERSES		
								20 - Financement des prix décernés et autres activités		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
33	2	46	33.01	20	93	3300	CE-CLL	Subventions aux Classes des Technologies, des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts	37	37
								Totaux activité 20		
								CE-CLL	**37**	**37**
								21 - Patrimoine de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique		
33	2	46	41.01	21	69	7422	CE-CLL	Subventions aux Classes des Technologies, des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts	239	239
33	2	46	41.02	21	72	7422	CE-CLL	Subvention en faveur du Collège Belgique	29	29
33	2	46	61.01	21	55	7422	CE-CLL	Subventions	5	5
								Totaux activité 21		
								CE-CLL	**273**	**273**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**310**	**310**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 46		
								CE-CLL	**1.610**	**1.610**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 47		
								ALLOCATIONS ET PRÊTS D'ETUDES		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE		
								02 - Frais de fonctionnement		
33	2	47	12.01	02	10	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	250	250
33	2	47	12.66	02	11	1211	CE-CLL	Dépenses relatives à toutes initiatives en matière d'allocations et prêts d'études	8	8
33	2	47	74.01	02	83	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	10	10
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**268**	**268**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**268**	**268**
								PROGRAMME 1 ALLOCATIONS ET PRÊTS		
								10 - Allocations et prêts		
33	2	47	01.01	10	16	0100	CE-CLL	Provision en vue de la réforme des conditions d'octroi des bourses et allocations d'étude	**-**	**-**
33	2	47	33.01	10	13	3431	CE-CLL	Octroi d'allocations et prêts d'études aux élèves de condition peu aisée	58.859	58.859
33	2	47	33.02	10	16	3431	FBM	Fonds budgétaire destiné au paiement d'allocations d'études	654	654
33	2	47	82.03	10	72	8300	FBM	Fonds budgétaire destiné au paiement des prêts d'études (C)	491	491
								Totaux activité 10		
								CE-CLL	**58.859**	**58.859**
								FBM	**1.145**	**1.145**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**58.859**	**58.859**
								FBM	**1.145**	**1.145**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 47		
								CE-CLL	**59.127**	**59.127**
								FBM	**1.145**	**1.145**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 48		
								CENTRES PMS		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE ADMINISTRATION - ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE		
								02 - Frais de fonctionnement		
35	2	48	12.01	02	37	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	133	133
35	2	48	74.01	02	13	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	4	4
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**137**	**137**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**137**	**137**
								PROGRAMME 4 DÉPENSES DE PERSONNEL ET DES CENTRES PMS		
								40 - Centres PMS de la Communauté - Rémunérations et allocations généralement quelconques		
35	2	48	11.03	40	72	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	22.311	22.311
								Totaux activité 40		
								CE-CLL	**22.311**	**22.311**
								42 - Centres PMS officiels subventionnés - Subventions - Traitements		
35	2	48	43.01	42	65	4314 4324	CE-CLL	Subventions-traitements	24.455	24.455
								Totaux activité 42		
								CE-CLL	**24.455**	**24.455**
								43 - Centres PMS libres subventionnés - Subventions - traitements		
35	2	48	44.01	43	75	4410	CE-CLL	Subventions-traitements	38.003	38.003
								Totaux activité 43		
								CE-CLL	**38.003**	**38.003**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux programme 4		
								CE-CLL	**84.769**	**84.769**
								PROGRAMME 5 FONCTIONNEMENT DES CENTRES PMS		
								50 - Centres PMS de la Communauté - Frais de fonctionnement		
35	2	48	01.01	50	83	1211 3300	CE-CLL	CPMS de la Communauté française - Promotion de la santé à l'école	6	6
35	2	48	12.01	50	85	1211	CE-CLL	Frais de fonctionnement - Achats de biens non durables et de services	18	18
35	2	48	41.23	50	24	4130	CE-CLL	Dotation globale	3.093	3.093
								Totaux activité 50		
								CE-CLL	**3.117**	**3.117**
								51 - Formation		
35	2	48	01.01	51	84	0100 1211	CE-CLL	Formation réseau CPMS	23	23
35	2	48	01.02	51	87	0100 1211	CE-CLL	Formation établissements CPMS	5	5
								Totaux activité 51		
								CE-CLL	**28**	**28**
								52 - Centres PMS officiels subventionnés - Subventions de fonctionnement		
35	2	48	43.23	52	44	4316 4326	CE-CLL	Subventions forfaitaires	2.297	2.297
								Totaux activité 52		
								CE-CLL	**2.297**	**2.297**
								53 - Centres PMS officiels subventionnés - Aide connexe		
35	2	48	43.09	53	03	4314 4324	CE-CLL	Formation réseau CPMS	24	24
35	2	48	43.10	53	06	4314 4324	CE-CLL	Formation établissements CPMS	5	5
								Totaux activité 53		
								CE-CLL	**29**	**29**
								54 - Centres PMS libres subventionnés - Subventions de fonctionnement		
35	2	48	44.23	54	55	4430	CE-CLL	Subventions forfaitaires	3.594	3.594

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 54		
								CE-CLL	**3.594**	**3.594**
								55 - Centres PMS libres subventionnés - Aide connexe		
35	2	48	44.09	55	14	4410	CE-CLL	Formation réseau CPMS	37	37
35	2	48	44.10	55	17	4410	CE-CLL	Formation établissements CPMS	8	8
								Totaux activité 55		
								CE-CLL	**45**	**45**
								Totaux programme 5		
								CE-CLL	**9.110**	**9.110**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 48		
								CE-CLL	**94.016**	**94.016**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 50		
								AFFAIRES PÉDAGOGIQUES ET PILOTAGE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE ADMINISTRATION - ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE		
								02 - Frais de fonctionnement		
35	2	50	12.01	02	91	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	193	185
35	2	50	74.01	02	67	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	23	21
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**216**	**206**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**216**	**206**
								PROGRAMME 1 SUBSISTANCE ADMINISTRATION - PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT		
								12 - Frais de fonctionnement		
35	2	50	12.01	12	04	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	120	120
35	2	50	74.01	12	77	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	20	20
								Totaux activité 12		
								CE-CLL	**140**	**140**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**140**	**140**
								PROGRAMME 2 PILOTAGE - STRUCTURES - PROGRAMMES - ACTIVITÉS DE FORMATION - RECHERCHES ET INFORMATION - ÉTABLISSEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE		
								21 - Structures - Programmes - Formation et information		
35	2	50	12.01	21	13	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	560	638
35	2	50	41.01	21	80	4150	CE-CLL	Subventions en faveur de recherches et d'études	177	177

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 21		
								CE-CLL	**737**	**815**
								22 - Aide connexe - Formation et recyclage du personnel de la Communauté		
35	2	50	01.08	22	33	0100 1211	CE-CLL	Formation fonctions de sélection et de promotion	44	44
								Totaux activité 22		
								CE-CLL	**44**	**44**
								23 - Subventions - Cotisations et interventions diverses		
35	2	50	33.03	23	16	3300	CE-CLL	Subvention à l'ASBL Sport, Culture, École et Solidarité (S.C.E.S.) à Bruxelles	173	173
35	2	50	33.07	23	28	3300	CE-CLL	Subvention à l'ASBL Fédération sportive de l'Enseignement de la Communauté française	154	154
								Totaux activité 23		
								CE-CLL	**327**	**327**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**1.108**	**1.186**
								PROGRAMME 3 CENTRES TECHNIQUES DE FORMATION DES PERSONNELS DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE - AUXILIAIRES DE L'ENSEIGNEMENT ET ACTIVITÉS PARASCOLAIRES - ÉTABLISSEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE		
								31 - Frais de fonctionnement		
35	2	50	41.23	31	59	4150	CE-CLL	Dotation globale	544	544
								Totaux activité 31		
								CE-CLL	**544**	**544**
								32 - Frais dans le domaine de l'enseignement		
35	2	50	12.01	32	24	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services y compris expositions pédagogiques, classes de dépaysement et découverte - activités pédagogiques "originales" et autres…	400	384
35	2	50	74.01	32	97	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	233	224

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 32		
								CE-CLL	**633**	**608**
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**1.177**	**1.152**
								PROGRAMME 4 CENTRES TECHNIQUES DE FORMATION DES PERSONNELS DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE - AUXILIAIRES DE L'ENSEIGNEMENT ET ACTIVITÉS PARASCOLAIRES - ÉTABLISSEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE		
								40 - Dépenses de personnel - Rémunérations et allocations généralement quelconques		
35	2	50	11.03	40	29	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitements des chargés de mission	1.919	1.919
								Totaux activité 40		
								CE-CLL	**1.919**	**1.919**
								41 - Dépenses de personnel administratif et ouvrier. Rémunérations et allocations généralement quelconques		
35	2	50	11.03	41	30	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	2.215	2.215
								Totaux activité 41		
								CE-CLL	**2.215**	**2.215**
								Totaux programme 4		
								CE-CLL	**4.134**	**4.134**
								PROGRAMME 5 CENTRES DE DÉPAYSEMENT ET DE PLEIN AIR DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE		
								51 - Frais de fonctionnement		
35	2	50	41.23	51	79	4130	CE-CLL	Dotation globale	1.596	1.596
								Totaux activité 51		
								CE-CLL	**1.596**	**1.596**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux programme 5		
								CE-CLL	**1.596**	**1.596**
								PROGRAMME 6 CENTRES DE DÉPAYSEMENT ET DE PLEIN AIR DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE		
								60 - Dépenses de personnel enseignant - Rémunérations et allocations généralement quelconques		
35	2	50	11.03	60	49	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitements des chargés de mission et personnel statutaire	4.586	4.586
								Totaux activité 60		
								CE-CLL	**4.586**	**4.586**
								61 - Dépenses de personnel administratif et ouvrier - Rémunérations et allocations généralement quelconques		
35	2	50	11.03	61	50	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	2.871	2.871
								Totaux activité 61		
								CE-CLL	**2.871**	**2.871**
								Totaux programme 6		
								CE-CLL	**7.457**	**7.457**
								PROGRAMME 7 CENTRE DES TECHNOLOGIES AGRONOMIQUES DE STRÉE		
								70 - Frais de fonctionnement		
33	2	50	12.01	70	62	1221	CE-CLL	Rémunération de la direction du Centre de Strée	104	104
33	2	50	41.31	70	25	4150	CE-CLL	Dotation Centre de Strée	281	281
								Totaux activité 70		
								CE-CLL	**385**	**385**
								Totaux programme 7		
								CE-CLL	**385**	**385**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								PROGRAMME 8 CENTRES TECHNIQUES AGRICOLES ET HORTICOLES PERSONNEL ADMINISTRATIF ET OUVRIER		
								80 - Frais de fonctionnement		
35	2	50	41.23	80	11	4150	CE-CLL	Dotation globale	683	683
								Totaux activité 80		
								CE-CLL	**683**	**683**
								Totaux programme 8		
								CE-CLL	**683**	**683**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 50		
								CE-CLL	**16.896**	**16.939**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 51		
								ENSEIGNEMENT PRÉSCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT PRIMAIRE		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE ADMINISTRATION - ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE		
								02 - Frais de fonctionnement		
35	2	51	12.01	02	21	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	93	93
35	2	51	74.01	02	94	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	4	4
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**97**	**97**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**97**	**97**
								PROGRAMME 2 DÉPENSES DE PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL		
								20 - Dépenses liées aux paiement des agents contractuels subventionnés		
35	2	51	11.05	20	42	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement fondamental	39.880	39.880
								Totaux activité 20		
								CE-CLL	**39.880**	**39.880**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**39.880**	**39.880**
								PROGRAMME 3 FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL		
								30 - Dépenses pour les surveillances sur l'heure de midi		
35	2	51	41.01	30	19	4150	CE-CLL	Dotation pour le paiement des prestations de surveillance de midi dans les établissements d'enseignement fondamental CF	495	495
35	2	51	43.01	30	37	4314 4324	CE-CLL	Subventions pour les surveillances de midi dans les établissements d'enseignement fondamental de l'EOS	3.634	3.634

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
35	2	51	44.01	30	46	4410	CE-CLL	Subventions pour les surveillances de midi dans les établissements fondamental de l'ELS	2.916	2.916
								Totaux activité 30		
								CE-CLL	**7.045**	**7.045**
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**7.045**	**7.045**
								PROGRAMME 4 DÉPENSES DE PERSONNEL DES ÉCOLES MATERNELLES		
								41 - Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel enseignant - Rémunérations et allocations généralement quelconques		
35	2	51	11.03	41	57	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire du maternel	40.485	40.485
								Totaux activité 41		
								CE-CLL	**40.485**	**40.485**
								44 - Ecoles maternelles officielles subventionnées - Subventions - Traitements		
35	2	51	43.01	44	51	4314 4324	CE-CLL	Subventions-traitements dans le maternel	305.725	305.725
								Totaux activité 44		
								CE-CLL	**305.725**	**305.725**
								45 - Ecoles maternelles libres subventionnées - Subventions - Traitements		
35	2	51	44.01	45	61	4410	CE-CLL	Subventions-traitements dans le maternel	218.997	218.997
								Totaux activité 45		
								CE-CLL	**218.997**	**218.997**
								Totaux programme 4		
								CE-CLL	**565.207**	**565.207**
								PROGRAMME 5 FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES MATERNELLES		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								53 - Ecoles maternelles officielles subventionnées - Subventions de fonctionnement		
35	2	51	43.23	53	29	4316 4326	CE-CLL	Subventions forfaitaires dans le maternel	36.983	36.983
								Totaux activité 53		
								CE-CLL	**36.983**	**36.983**
								55 - Ecoles maternelles libres subventionnées - Subventions de fonctionnement		
35	2	51	44.23	55	40	4430	CE-CLL	Subventions forfaitaires dans le maternel	28.211	28.211
								Totaux activité 55		
								CE-CLL	**28.211**	**28.211**
								Totaux programme 5		
								CE-CLL	**65.194**	**65.194**
								PROGRAMME 6 DÉPENSES DE PERSONNEL DES ÉCOLES PRIMAIRES		
								61 - Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel enseignant - Rémunérations et allocations généralement quelconques		
35	2	51	11.03	61	77	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire du primaire	107.852	107.852
								Totaux activité 61		
								CE-CLL	**107.852**	**107.852**
								62 - Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel administratif et ouvrier - Rémunérations et allocations généralement quelconque		
35	2	51	11.03	62	78	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire du primaire	7.117	7.117
								Totaux activité 62		
								CE-CLL	**7.117**	**7.117**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								63 - Ecoles primaires officielles subventionnées - Subventions - Traitements		
35	2	51	43.01	63	70	4314 4324	CE-CLL	Subventions-traitements dans le primaire	617.021	617.021
								Totaux activité 63		
								CE-CLL	**617.021**	**617.021**
								64 - Ecoles primaires libres subventionnées - Subventions - Traitements		
35	2	51	44.01	64	80	4410	CE-CLL	Subventions-traitements dans le primaire	494.818	494.818
								Totaux activité 64		
								CE-CLL	**494.818**	**494.818**
								Totaux programme 6		
								CE-CLL	**1.226.808**	**1.226.808**
								PROGRAMME 7 FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PRIMAIRES		
								70 - Ecoles de la Communauté - Frais de fonctionnement		
35	2	51	41.23	70	28	4150	CE-CLL	Dotation globale pour le fondamental	28.687	28.687
								Totaux activité 70		
								CE-CLL	**28.687**	**28.687**
								71 - Ecoles de la Communauté - Activités connexes à l'activité "Enseignement de la Communauté"		
35	2	51	12.21	71	53	1211	CE-CLL	Assurances scolaires	150	150
								Totaux activité 71		
								CE-CLL	**150**	**150**
								72 - Ecoles primaires officielles subventionnées - Subventions de fonctionnement		
35	2	51	43.05	72	91	4316 4326	CE-CLL	Subventions de fonctionnement aux internats du primaire	16	16
35	2	51	43.23	72	48	4316 4326	CE-CLL	Subventions forfaitaires dans le primaire	86.533	86.533
								Totaux activité 72		
								CE-CLL	**86.549**	**86.549**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								74 - Ecoles primaires libres subventionnées - Subventions de fonctionnement		
35	2	51	44.21	74	53	4430	CE-CLL	Subventions de fonctionnement aux internats du primaire	185	185
35	2	51	44.23	74	59	4430	CE-CLL	Subventions forfaitaires dans le primaire	71.629	71.629
								Totaux activité 74		
								CE-CLL	**71.814**	**71.814**
								75 - Ecoles primaires libres subventionnées - Aide connexe à l'enseignement libre subventionné		
35	2	51	44.04	75	03	4430	CE-CLL	Internats du primaire - Intervention de la Communauté	6	6
								Totaux activité 75		
								CE-CLL	**6**	**6**
								76 - Ecoles primaires libres subventionnées - Subventions diverses		
35	2	51	33.05	76	05	3300	CE-CLL	Subvention à des organismes ayant pour but l'enseignement en langue française	715	715
								Totaux activité 76		
								CE-CLL	**715**	**715**
								Totaux programme 7		
								CE-CLL	**187.921**	**187.921**
								PROGRAMME 8 LUTTE CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE - SUBVENTIONS DIVERSES		
								80 - Initiatives diverses		
35	2	51	01.05	80	12	0100 1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature en relation avec la sensibilisation des élèves à l'éducation aux médias et à la lecture de la presse quotidienne	223	223
								Totaux activité 80		
								CE-CLL	**223**	**223**
								81 - Initiatives diverses en relation avec l'Enseignement fondamental		
35	2	51	01.01	81	01	0100 1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature en relation avec l'Enseignement fondamental	30	30

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 81		
								CE-CLL	**30**	**30**
								Totaux programme 8		
								CE-CLL	**253**	**253**
								PROGRAMME 9 DISCRIMINATIONS POSITIVES ET PROMOTION D'UNE ÉCOLES DE LA RÉUSSITE		
								90 - Discrimination positive		
35	2	51	01.02	90	13	0100 1211	CE-CLL	Dépenses relatives aux moyens complémentaires alloués aux projets des écoles et implantations bénéficiant de l'encadrement différencié	8.603	8.603
								Totaux activité 90		
								CE-CLL	**8.603**	**8.603**
								92 - Formations en relation avec l'Enseignement fondamental		
35	2	51	01.03	92	18	0100 1111 1112 1120 1131 1211	CE-CLL	Formation en cours de carrière - Niveau meso - Enseignement de la Communauté française	94	94
35	2	51	01.04	92	21	0100 1211	CE-CLL	Formation en cours de carrière - Niveau macro - Subventions aux écoles et Instituts supérieurs de pédagogie	184	184
35	2	51	01.05	92	24	0100 1211	CE-CLL	Formation en cours de carrière - Niveau meso officiel subventionné	595	595
35	2	51	01.06	92	27	0100 1211	CE-CLL	Formation en cours de carrière - Niveau micro	737	737
35	2	51	01.07	92	30	0100 1211	CE-CLL	Formation en cours de carrière - Niveau macro - Remplacement des enseignants et encadrement des élèves	221	221
35	2	51	01.08	92	33	0100 1211	CE-CLL	Formation en cours de carrière - Niveau meso/micro - Remplacement des enseignants et encadrement des élèves	332	332
35	2	51	01.09	92	36	0100 1211	CE-CLL	Formation en cours de carrière - Niveau meso libre subventionné confessionnel	439	439
35	2	51	01.10	92	39	0100 1211	CE-CLL	Formation en cours de carrière - Niveau meso libre non confessionnel	9	9
35	2	51	01.11	92	42	0100 1211	CE-CLL	Formation en cours de carrière - Niveau meso non affilié	8	8

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 92		
								CE-CLL	**2.619**	**2.619**
								Totaux programme 9		
								CE-CLL	**11.222**	**11.222**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 51		
								CE-CLL	**2.103.627**	**2.103.627**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 52		
								ENSEIGNEMENT SECONDAIRE		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE ADMINISTRATION - ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE		
								02 - Frais de fonctionnement		
35	2	52	12.01	02	48	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	617	617
35	2	52	12.02	02	51	0100 1211	CE-CLL	Dépenses liées au comptage des élèves	61	61
35	2	52	74.01	02	24	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	8	8
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**686**	**686**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**686**	**686**
								PROGRAMME 4 DÉPENSES DE PERSONNEL DES ÉCOLES DE L'ENSEIGNEMENT DE PLEIN EXERCICE		
								41 - Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel enseignant - Rémunérations et allocations généralement quelconques		
35	2	52	11.03	41	84	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire - Enseignement de plein exercice	531.332	531.332
								Totaux activité 41		
								CE-CLL	**531.332**	**531.332**
								42 - Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel administratif et ouvrier - Rémunérations et allocations généralement quelconques		
35	2	52	11.03	42	85	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire - Enseignement de plein exercice	61.063	61.063
								Totaux activité 42		
								CE-CLL	**61.063**	**61.063**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								44 - Ecoles officielles subventionnées de plein exercice - Subventions - Traitements		
35	2	52	43.01	44	78	4314 4324 4511	CE-CLL	Subventions-traitements - Enseignement de plein exercice	391.468	391.468
								Totaux activité 44		
								CE-CLL	**391.468**	**391.468**
								45 - Ecoles libres subventionnées de plein exercice - Subventions - Traitements		
35	2	52	44.01	45	88	4410	CE-CLL	Subventions-traitements - Enseignement de plein exercice	1.306.381	1.306.381
								Totaux activité 45		
								CE-CLL	**1.306.381**	**1.306.381**
								46 - Service de médiation scolaire - rémunération		
35	2	52	11.01	46	83	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Rémunérations du personnel du Service de médiation	4.814	4.814
								Totaux activité 46		
								CE-CLL	**4.814**	**4.814**
								Totaux programme 4		
								CE-CLL	**2.295.058**	**2.295.058**
								PROGRAMME 5 FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES DE L'ENSEIGNEMENT DE PLEIN EXERCICE		
								50 - Ecoles de la Communauté - Frais de fonctionnement		
35	2	52	41.23	50	35	4150	CE-CLL	Dotation globale - Enseignement de plein exercice	82.905	82.905
								Totaux activité 50		
								CE-CLL	**82.905**	**82.905**
								51 - Ecoles de la Communauté - Activités connexes à l'activité "Enseignement de la Communauté"		
35	2	52	01.05	51	10	0100 1211	CE-CLL	Formation réseau - Enseignement secondaire	438	438
35	2	52	01.06	51	13	0100 1211	CE-CLL	Formation établissements - Enseignement secondaire	219	219

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
35	2	52	12.21	51	60	1211	CE-CLL	Assurances scolaires	302	302
								Totaux activité 51		
								CE-CLL	**959**	**959**
								53 - Ecoles officielles subventionnées de plein exercice - Subventions de fonctionnement		
35	2	52	43.05	53	02	4316 4326	CE-CLL	Subventions de fonctionnement des internats - Enseignement de plein exercice	996	996
35	2	52	43.23	53	56	4316 4326 4511	CE-CLL	Subventions forfaitaires - Enseignement de plein exercice	53.219	53.219
								Totaux activité 53		
								CE-CLL	**54.215**	**54.215**
								54 - Ecoles officielles subventionnées de plein exercice - Aide connexe à l'enseignement officiel subventionné de plein exercice		
35	2	52	43.10	54	18	4314 4324	CE-CLL	Formation réseau - Enseignement secondaire officiel subventionné	342	342
35	2	52	43.11	54	21	4314 4324	CE-CLL	Formation établissements - Enseignement secondaire officiel subventionné	171	171
								Totaux activité 54		
								CE-CLL	**513**	**513**
								55 - Ecoles libres subventionnées de plein exercice - Subventions de fonctionnement		
35	2	52	44.21	55	61	4430	CE-CLL	Subventions de fonctionnement aux internats	2.450	2.450
35	2	52	44.23	55	67	4430	CE-CLL	Subventions forfaitaires - Enseignement de plein exercice	185.143	185.143
								Totaux activité 55		
								CE-CLL	**187.593**	**187.593**
								56 - Ecoles libres subventionnées de plein exercice - Aide connexe à l'enseignement libre subventionné de plein exercice		
35	2	52	44.10	56	29	4410	CE-CLL	Formation réseau - Enseignement secondaire libre subventionné	1.131	1.131

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
35	2	52	44.11	56	32	4410	CE-CLL	Formation établissements - Enseignement secondaire libre subventionné	565	565
								Totaux activité 56		
								CE-CLL	**1.696**	**1.696**
								Totaux programme 5		
								CE-CLL	**327.881**	**327.881**
								PROGRAMME 6 DÉPENSES DE PERSONNEL DES ÉCOLES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN ALTERNANCE		
								61 - Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel enseignant - Rémunérations et allocations généralement quelconques		
35	2	52	11.03	61	07	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire - Enseignement secondaire en alternance	8.191	8.191
								Totaux activité 61		
								CE-CLL	**8.191**	**8.191**
								63 - Ecoles officielles subventionnées à horaire réduit - Subventions - Traitements		
35	2	52	43.01	63	97	4314 4324	CE-CLL	Subventions-traitements - Enseignement secondaire en alternance	18.187	18.187
								Totaux activité 63		
								CE-CLL	**18.187**	**18.187**
								64 - Ecoles libres subventionnées à horaire réduit - Subventions - Traitements		
35	2	52	44.01	64	10	4410	CE-CLL	Subventions-traitements - Enseignement secondaire en alternance	30.346	30.346
								Totaux activité 64		
								CE-CLL	**30.346**	**30.346**
								Totaux programme 6		
								CE-CLL	**56.724**	**56.724**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								PROGRAMME 7 FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE EN ALTERNANCE		
								70 - Ecoles de la Communauté - Frais de fonctionnement		
35	2	52	41.23	70	55	4150	CE-CLL	Dotation globale - Enseignement secondaire en alternance	1.536	1.536
								Totaux activité 70		
								CE-CLL	**1.536**	**1.536**
								71 - Ecoles de la Communauté - Activités connexes à l'activité "Enseignement de la Communauté"		
35	2	52	12.21	71	80	1211	CE-CLL	Assurances scolaires	8	8
								Totaux activité 71		
								CE-CLL	**8**	**8**
								Totaux programme 7		
								CE-CLL	**1.544**	**1.544**
								PROGRAMME 8 INITIATIVES DIVERSES DE LA RÉGION WALLONNE ET DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE EN MATIÈRE D'EMPLOI		
								80 - Dépenses de personnel - Initiatives en matière d'emploi		
35	2	52	11.05	80	32	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement secondaire	16.576	16.576
								Totaux activité 80		
								CE-CLL	**16.576**	**16.576**
								Totaux programme 8		
								CE-CLL	**16.576**	**16.576**
								PROGRAMME 9 DISCRIMINATIONS POSITIVES - DIVERS		
								90 - Discriminations positives - Enseignement secondaire		
35	2	52	01.06	90	52	0100 1211	CE-CLL	Dépenses relatives aux moyens complémentaires alloués aux projets des écoles et implantations bénéficiant de l'encadrement différencié	6.203	6.203

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
35	2	52	12.01	90	39	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature en relation avec les frais de fonctionnement des services de médiation scolaire	195	195
35	2	52	33.02	90	37	0100 1111 1112 1120 1131 1211	CE-CLL	Subventions aux services d'accrochage scolaire	1.493	1.493
								Totaux activité 90		
								CE-CLL	**7.891**	**7.891**
								91 - Actions spécifiques dans le domaine de l'enseignement		
35	2	52	01.05	91	50	0100 1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature liées à la promotion des échanges linguistiques	25	25
35	2	52	01.09	91	62	0100 1211 3300	CE-CLL	Dépenses de toute nature en relation avec la sensibilisation des élèves à l'éducation aux média et à la lecture de la presse quotidienne	842	842
35	2	52	01.10	91	65	0100 1211 3300	CE-CLL	Dépenses de toute nature en relation avec la mobilité interrégionale et internationale des élèves et des enseignants	29	29
								Totaux activité 91		
								CE-CLL	**896**	**896**
								92 - Activités interréseaux		
35	2	52	01.02	92	42	0100	CE-CLL	Dépenses de toute nature en relation avec des manifestations pédagogiques et culturelles, y compris des prix	4	4
35	2	52	33.01	92	36	3300	CE-CLL	Subventions aux organismes ayant pour but la liaison entre le monde de l'enseignement qualifiant et celui de l'entreprise	364	364
								Totaux activité 92		
								CE-CLL	**368**	**368**
								93 - Actions de lutte contre le décrochage scolaire et de prévention contre l'assuétude et la violence dans les écoles		
35	2	52	01.01	93	40	0100 1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature dans le cadre de la lutte contre l'échec scolaire et de la prévention des problèmes liés à l'assuétude et à la violence dans les écoles	126	186
								Totaux activité 93		
								CE-CLL	**126**	**186**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								94 - Activités liées à l'équipement dans l'enseignement technique et professionnel		
35	2	52	01.01	94	41	0100 1211 7422	CE-CLL	Dépenses de toute nature dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire, la promotion du vivre-ensemble et de la prévention des problèmes liés aux assuétudes, à la violence et à la radicalisation violente dans les écoles	6.300	6.405
35	2	52	01.02	94	44	0100 1211 7422	FBM	Fonds budgétaire pour financer la maintenance de l'enseignement technique et professionnel	-	-
35	2	52	01.03	94	47	0100 1131 1211 7422	FBM	Fonds budgétaire pour financer l'équipement de l'enseignement technique et professionnel	762	1.319
35	2	52	01.04	94	50	0100 1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature liées à la revalorisation de l'enseignement technique et professionnel	2.002	2.002
35	2	52	33.06	94	53	3300	CE-CLL	Subvention à l'ASBL Worldskills Belgium	39	39
								Totaux activité 94		
								CE-CLL	**8.341**	**8.446**
								FBM	**762**	**1.319**
								Totaux programme 9		
								CE-CLL	**17.622**	**17.787**
								FBM	**762**	**1.319**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 52		
								CE-CLL	**2.716.091**	**2.716.256**
								FBM	**762**	**1.319**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 53		
								ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE ADMINISTRATION - ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE		
								02 - Frais de fonctionnement		
35	2	53	12.01	02	75	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	49	49
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**49**	**49**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**49**	**49**
								PROGRAMME 4 DÉPENSES DE PERSONNEL DES ÉCOLES DE L'ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ		
								41 - Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel enseignant pédagogique - Rémunérations et allocations généralement quelconques		
35	2	53	11.03	41	14	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire pédagogique	122.300	122.300
								Totaux activité 41		
								CE-CLL	**122.300**	**122.300**
								42 - Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel administratif et ouvrier - Rémunérations et allocations généralement quelconques		
35	2	53	11.03	42	15	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	11.115	11.115
								Totaux activité 42		
								CE-CLL	**11.115**	**11.115**
								44 - Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel enseignant paramédical - Rémunérations et allocations généralement quelconques		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
35	2	53	11.03	44	17	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire paramédical	23.107	23.107
								Totaux activité 44		
								CE-CLL	**23.107**	**23.107**
								46 - Ecoles officielles subventionnées - Subventions - Traitements		
35	2	53	43.01	46	10	4314 4324 4511	CE-CLL	Subventions-traitements du personnel pédagogique	109.769	109.769
								Totaux activité 46		
								CE-CLL	**109.769**	**109.769**
								47 - Ecoles officielles subventionnées - Subventions - Traitements - Paramédical		
35	2	53	43.01	47	11	4314 4324 4511	CE-CLL	Subventions-traitements du personnel paramédical	16.588	16.588
								Totaux activité 47		
								CE-CLL	**16.588**	**16.588**
								48 - Ecoles libres subventionnées - Subventions - Traitements		
35	2	53	44.01	48	21	4410	CE-CLL	Subventions-traitements du personnel pédagogique	212.135	212.135
								Totaux activité 48		
								CE-CLL	**212.135**	**212.135**
								49 - Ecoles libres subventionnées - Subventions - Traitements - Paramédical		
35	2	53	44.01	49	22	4410	CE-CLL	Subventions-traitements du personnel paramédical	25.380	25.380
								Totaux activité 49		
								CE-CLL	**25.380**	**25.380**
								Totaux programme 4		
								CE-CLL	**520.394**	**520.394**

PROGRAMME 5
FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES DE L'ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ

50 - Ecoles de la Communauté - Frais de fonctionnement

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
35	2	53	41.23	50	62	4150	CE-CLL	Dotation globale	18.807	18.807
								Totaux activité 50		
								CE-CLL	**18.807**	**18.807**
								51 - Ecoles de la Communauté - Activités connexes à l'activité "Enseignement de la Communauté"		
35	2	53	01.03	51	31	0100 1211	CE-CLL	Formation réseau - Enseignement spécialisé	70	70
35	2	53	01.04	51	34	0100 1211	CE-CLL	Formation établissements - Enseignement spécialisé	36	36
35	2	53	12.21	51	87	1211	CE-CLL	Assurances scolaires	35	35
								Totaux activité 51		
								CE-CLL	**141**	**141**
								53 - Ecoles officielles subventionnées - Subventions de fonctionnement		
35	2	53	43.23	53	83	4316 4326 4511	CE-CLL	Subventions forfaitaires	10.738	10.738
								Totaux activité 53		
								CE-CLL	**10.738**	**10.738**
								54 - Ecoles officielles subventionnées - Aide connexe à l'enseignement officiel subventionné		
35	2	53	43.06	54	33	4314 4324	CE-CLL	Subventions pour le paiement des prestations de surveillance de midi	90	90
35	2	53	43.09	54	42	4314 4324	CE-CLL	Formation réseau - Enseignement secondaire officiel subventionné	71	71
35	2	53	43.10	54	45	4314 4324	CE-CLL	Formation établissements - Enseignement secondaire officiel subventionné	37	37
								Totaux activité 54		
								CE-CLL	**198**	**198**
								56 - Ecoles libres subventionnées - Subventions de fonctionnement		
35	2	53	44.23	56	95	4430	CE-CLL	Subventions forfaitaires	21.391	21.391
								Totaux activité 56		
								CE-CLL	**21.391**	**21.391**
								57 - Ecoles libres subventionnées - Aide connexe à l'enseignement libre subventionné		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
35	2	53	44.06	57	45	4410	CE-CLL	Subventions pour le paiement des prestations de surveillance de midi	130	130
35	2	53	44.09	57	54	4410	CE-CLL	Formation réseau - Enseignement secondaire libre subventionné	125	125
35	2	53	44.10	57	57	4410	CE-CLL	Formation établissements - Enseignement secondaire libre subventionné	64	64
								Totaux activité 57		
								CE-CLL	**319**	**319**
								Totaux programme 5		
								CE-CLL	**51.594**	**51.594**
								PROGRAMME 6 INITIATIVES DIVERSES DE LA RÉGION WALLONNE ET DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE EN MATIÈRE D'EMPLOI		
								60 - Dépenses de personnel - Initiatives en matière d'emploi		
35	2	53	11.05	60	39	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement spécialisé	3.092	3.092
								Totaux activité 60		
								CE-CLL	**3.092**	**3.092**
								Totaux programme 6		
								CE-CLL	**3.092**	**3.092**
								PROGRAMME 7 INITIATIVES EN MATIÈRE D'ÉDUCATION DES ÉLÈVES À BESOINS SPÉCIFIQUES		
								70 - Activités diverses		
35	2	53	01.01	70	44	0100 1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature en relation avec l'enseignement spécialisé ou intégré	75	75
								Totaux activité 70		
								CE-CLL	**75**	**75**
								Totaux programme 7		
								CE-CLL	**75**	**75**
								PROGRAMME 8 LUTTE CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE - SUBVENTIONS DIVERSES		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								80 - Initiatives diverses		
35	2	53	35.01	80	69	0100 1211	CE-CLL	Cotisations à l'Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes présentant des besoins éducatifs particuliers	26	26
								Totaux activité 80		
								CE-CLL	**26**	**26**
								Totaux programme 8		
								CE-CLL	**26**	**26**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 53		
								CE-CLL	**575.230**	**575.230**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 54		
								ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE		
								PROGRAMME 0 CONTRÔLE DES UNIVERSITÉS		
								01 - Dépenses de personnel - Rémunérations et allocations généralement quelconques - Frais connexes		
33	2	54	01.01	01	02	0100 1111 1112 1120 1131 1211	CE-CLL	Frais de fonctionnement des cellules des Commissaires et délégués	-	-
33	2	54	11.01	01	92	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Rémunérations et allocations quelconques des Commissaires et délégués	831	831
33	2	54	11.02	01	95	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Rémunérations et allocations quelconques de personnes des cellules des Commissaires et Délégués du Gouvernement	68	68
33	2	54	12.01	01	04	1111 1221	CE-CLL	Remboursements des frais de personnel des cellules des Commissaires et délégués	658	658
33	2	54	12.02	01	07	1211	CE-CLL	Frais de fonctionnement des cellules des Commissaires et délégués	211	211
								Totaux activité 01		
								CE-CLL	**1.768**	**1.768**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**1.768**	**1.768**
								PROGRAMME 1 UNIVERSITÉS DE LA COMMUNAUTÉ		
								10 - Frais de fonctionnement		
33	2	54	41.12	10	16	4150	CE-CLL	Allocation de fonctionnement - Université de Liège	177.787	177.787
33	2	54	41.13	10	19	4150	CE-CLL	Allocation de fonctionnement - Université de Mons	59.942	59.942
33	2	54	41.15	10	25	4150	CE-CLL	Allocation de fonctionnement - Académie Wallonie-Europe	-	-
33	2	54	41.17	10	31	4150	CE-CLL	Soutien exceptionnel à l'ULg pour le renouvellement d'une clinique vétérinaire	800	800

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 10		
								CE-CLL	**238.529**	**238.529**
								11 - Subventions		
33	2	54	41.16	11	29	3122	CE-CLL	Subvention pour charges exceptionnelles au Centre Hospitalier Universitaire de Liège	8.924	8.924
33	2	54	61.01	11	67	6141	CE-CLL	Subvention destinée à la constitution du capital du CHU de Liège	2.162	2.162
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**11.086**	**11.086**
								13 - Subventions sociales		
33	2	54	41.15	13	28	4150	CE-CLL	Subventions sociales aux universités et établissements y assimilés	7.429	7.429
								Totaux activité 13		
								CE-CLL	**7.429**	**7.429**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**257.044**	**257.044**
								PROGRAMME 2 UNIVERSITÉS LIBRES		
								20 - Intervention		
33	2	54	44.02	20	23	4410	CE-CLL	Intervention de la Communauté en application de l'article 34 de la loi du 27 juillet 1971	8.708	8.708
								Totaux activité 20		
								CE-CLL	**8.708**	**8.708**
								21 - Subventions		
33	2	54	44.04	21	30	4430	CE-CLL	Subvention au Département Environnement de l'Université de Liège	**-**	**-**
33	2	54	44.05	21	33	4430	CE-CLL	Subvention à l'Institut universitaire Etudes du Judaïsme Martin Büber	152	152
								Totaux activité 21		
								CE-CLL	**152**	**152**
								22 - Subventions sociales - Universités libres subventionnées		
33	2	54	44.03	22	28	4430	CE-CLL	Subventions sociales aux universités et établissements y assimilés	17.831	17.831
								Totaux activité 22		
								CE-CLL	**17.831**	**17.831**
								23 - Allocations de fonctionnement		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
33	2	54	44.12	23	56	4410 4430	CE-CLL	Allocation de fonctionnement à l'Université catholique de Louvain	218.181	218.181
33	2	54	44.13	23	59	4410 4430	CE-CLL	Allocation de fonctionnement à l'Université libre de Bruxelles	171.654	171.654
33	2	54	44.14	23	62	4410 4430	CE-CLL	Allocation de fonctionnement à l'Université de Namur	53.129	53.129
33	2	54	44.15	23	65	4410 4430	CE-CLL	Allocation de fonctionnement aux Facultés universitaires catholiques de Mons	-	-
33	2	54	44.17	23	71	4410 4430	CE-CLL	Allocation de fonctionnement à l'Université Saint-Louis - Bruxelles	18.811	18.811
33	2	54	44.18	23	74	4410 4430	CE-CLL	Allocation de fonctionnement à l'Académie Louvain	-	-
33	2	54	44.19	23	77	4410 4430	CE-CLL	Allocation de fonctionnement à l'Académie Wallonie-Bruxelles	-	-
								Totaux activité 23		
								CE-CLL	**461.775**	**461.775**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**488.466**	**488.466**
								PROGRAMME 3 SUBVENTIONS DIVERSES		
								30 - Université ouverte de la Fédération Wallonie-Bruxelles et Institut polytechnique de Charleroi		
33	2	54	33.14	30	67	3300	CE-CLL	Subventions à l'Université ouverte de la Fédération Wallonie-Bruxelles et à l'Institut polytechnique de Charleroi	234	234
								Totaux activité 30		
								CE-CLL	**234**	**234**
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**234**	**234**
								PROGRAMME 4 ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE		
								41 - Frais de fonctionnement		
33	2	54	12.01	41	44	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	10	10
33	2	54	33.01	41	39	3300	CE-CLL	Subventions relatives à la promotion de l'enseignement supérieur universitaire	43	43
								Totaux activité 41		
								CE-CLL	**53**	**53**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								43 - Subventions		
33	2	54	33.15	43	83	1211 4150	CE-CLL	Frais de fonctionnement du Centre de recherches métallurgiques	336	336
33	2	54	44.14	43	82	4430	CE-CLL	Subvention à la Faculté de Théologie protestante de Bruxelles	188	188
								Totaux activité 43		
								CE-CLL	**524**	**524**
								44 - Subventions sociales - Institutions diverses		
33	2	54	44.15	44	86	4430	CE-CLL	Subvention au service social de la Faculté de Théologie protestante de Bruxelles	6	6
								Totaux activité 44		
								CE-CLL	**6**	**6**
								45 - Coopération interuniversitaire - banque de données		
33	2	54	40.02	45	12	3300	CE-CLL	Subvention à la Bibliothèque interuniversitaire de la Communauté française de Belgique	223	223
33	2	54	40.03	45	15	3300	CE-CLL	Subventions en vue de soutenir des actions de formation des adultes	275	275
33	2	54	40.04	45	18	3300	CE-CLL	Allocations relatives aux études de médecine	-	-
33	2	54	40.05	45	21	3300	CE-CLL	Allocations pour aides à la réussite	4.647	4.647
33	2	54	40.06	45	24	3300	CE-CLL	Organisation de l'examen d'entrée pour les études de sciences médicales et dentaires et du test d'orientation pour les études de sciences vétérinaires	800	800
33	2	54	40.07	45	27	3300	CE-CLL	Allocations complémentaires pour promotion de l'accès aux Universités (compensations droits d'inscription réduits)	20.422	20.422
								Totaux activité 45		
								CE-CLL	**26.367**	**26.367**
								Totaux programme 4		
								CE-CLL	**26.950**	**26.950**
								PROGRAMME 5 RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL		
								50 - Agents contractuels subventionnés		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
33	2	54	11.05	50	56	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Dépenses de personnel - Rémunérations des agents contractuels de l'Enseignement universitaire	1.596	1.596
								Totaux activité 50		
								CE-CLL	**1.596**	**1.596**
								Totaux programme 5		
								CE-CLL	**1.596**	**1.596**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 54		
								CE-CLL	**776.058**	**776.058**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 55		
								ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR HORS UNIVERSITÉ ET HAUTES ÉCOLES		
								PROGRAMME 0		
								SUBSISTANCE ADMINISTRATION - ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE		
								02 - Frais de fonctionnement		
33	2	55	12.01	02	32	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	19	19
33	2	55	74.01	02	08	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	4	4
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**23**	**23**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**23**	**23**
								PROGRAMME 4		
								DÉPENSES DE PERSONNEL DES HAUTES ÉCOLES (HORS DOTATIONS)		
								40 - Hautes Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel administratif et ouvrier - Rémunérations et allocations généralement quelconques		
33	2	55	11.03	40	67	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire (cadre d'extinction)	4.313	4.313
								Totaux activité 40		
								CE-CLL	**4.313**	**4.313**
								41 - Hautes Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel liées à la fusion et à la création des Hautes Ecoles		
33	2	55	11.03	41	68	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire (mise en disponibilité)	1.047	1.047
								Totaux activité 41		
								CE-CLL	**1.047**	**1.047**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								42 - Hautes Ecoles de la Communauté - Chargés de mission - Dépenses de personnel		
33	2	55	11.03	42	69	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire (chargés de mission)	505	505
								Totaux activité 42		
								CE-CLL	**505**	**505**
								43 - Hautes Ecoles officielles subventionnées - Dépenses de personnel liées à la fusion et à la création des Hautes Ecoles officielles subventionnées (hors subventions)		
33	2	55	43.14	43	03	4314 4324 4511	CE-CLL	Subventions-traitements (personnel en disponibilité - écoles disparues)	1.490	1.490
33	2	55	43.15	43	06	4314 4324 4511	CE-CLL	Subventions-traitements (chargés de mission)	454	454
								Totaux activité 43		
								CE-CLL	**1.944**	**1.944**
								44 - Hautes Ecoles libres subventionnées - Dépenses de personnel liées à la fusion et à la création des Hautes Ecoles officielles subventionnées (hors subventions)		
33	2	55	44.10	44	01	4410	CE-CLL	Subventions-traitements (personnel en disponibilité - écoles disparues)	3.528	3.528
33	2	55	44.11	44	04	4410	CE-CLL	Subventions-traitements (chargés de mission)	1.144	1.144
								Totaux activité 44		
								CE-CLL	**4.672**	**4.672**
								Totaux programme 4		
								CE-CLL	**12.481**	**12.481**
								PROGRAMME 5 FONCTIONNEMENT DES HAUTES ÉCOLES		
								51 - Hautes Ecoles de la Communauté - Allocations de fonctionnement aux Hautes Ecoles de la Communauté française		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
33	2	55	41.21	51	14	4150	CE-CLL	Allocations globales aux Hautes Ecoles de la Communauté française	87.118	87.118
								Totaux activité 51		
								CE-CLL	**87.118**	**87.118**
								52 - Hautes Ecoles de la Communauté - Frais de fonctionnement		
33	2	55	11.03	52	79	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire des internats autonomes	8.146	8.146
33	2	55	12.01	52	82	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	23	23
33	2	55	41.23	52	21	4150	CE-CLL	Dotation aux internats autonomes	2.076	2.076
								Totaux activité 52		
								CE-CLL	**10.245**	**10.245**
								54 - Hautes Ecoles de la Communauté - Divers - Jury		
33	2	55	12.01	54	84	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	62	62
33	2	55	12.02	54	87	1211	CE-CLL	Commission du certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur	19	19
								Totaux activité 54		
								CE-CLL	**81**	**81**
								56 - Hautes Ecoles officielles subventionnées - Allocations de fonctionnement des Hautes Ecoles officielles subventionnées		
33	2	55	43.14	56	16	4314 4316 4324 4326 4511	CE-CLL	Allocations globales aux Hautes Ecoles officielles subventionnées	130.718	130.718
								Totaux activité 56		
								CE-CLL	**130.718**	**130.718**
								57 - Hautes Ecoles libres subventionnées - Allocations de fonctionnement des Hautes Ecoles libres subventionnées		
33	2	55	44.13	57	23	4410 4430	CE-CLL	Allocations globales aux Hautes Ecoles libres subventionnées	212.980	212.980

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 57		
								CE-CLL	**212.980**	**212.980**
								58 - Refinancement des Hautes Ecoles - Enseignement		
33	2	55	01.01	58	86	0100 1211	CE-CLL	Dépenses générales quelconques relatives aux Hautes Ecoles	14	14
33	2	55	01.03	58	92	0100 1111 4314 4410	CE-CLL	Allocations complémentaires pour promotion de l'accès aux Hautes Ecoles (compensations droits d'inscription réduits)	7.016	7.016
33	2	55	01.05	58	01	0100 3300	CE-CLL	Soutien à la recherche en Hautes Ecoles	260	260
33	2	55	41.20	58	18	4150 4314 4324 4316 4326 4410 4430	CE-CLL	Soutien exceptionnel pour dépenses liées aux études de logopédie	**-**	**-**
								Totaux activité 58		
								CE-CLL	**7.290**	**7.290**
								Totaux programme 5		
								CE-CLL	**448.432**	**448.432**
								PROGRAMME 6 DÉPENSES DE PERSONNEL ET DE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTS SUPÉRIEURS D'ARCHITECTURE		
								60 - Institut supérieur d'architecture de la Communauté - Dépenses de personnel et de fonctionnement		
33	2	55	11.03	60	87	4410	CE-CLL	Personnel statutaire de l'Institut d'Architecture - La Cambre	2.561	2.561
								Totaux activité 60		
								CE-CLL	**2.561**	**2.561**
								61 - Institut supérieur d'architecture officiel subventionné - Dépenses de personnel et de fonctionnement		
33	2	55	43.24	61	51	4410 4511	CE-CLL	Subventions - traitements de l'Intercommunale d'Architecture	2.039	2.039
								Totaux activité 61		
								CE-CLL	**2.039**	**2.039**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								62 - Instituts supérieurs d'architecture libres subventionnés - Dépenses d epersonnel et de fonctionnement		
33	2	55	44.31	62	82	4410	CE-CLL	Subventions - traitements des Instituts Saint-Luc	**-**	**-**
								Totaux activité 62		
								63 - Démocratisation de l'accès aux instituts supérieurs d'architecture		
33	2	55	01.01	63	91	0100 1211 4326 4430	CE-CLL	Allocations d'aide à la démocratisation de l'accès aux Instituts supérieurs d'architecture - hors part complément subsides sociaux	**-**	**-**
								Totaux activité 63		
								64 - Ex-catégories de traduction et interprétation de la Haute Ecole de Bruxelles et de la Haute Ecole Francisco Ferrer - Dépenses du personnel transféré à l'Université libre de Bruxelles		
33	2	55	44.10	64	21	4430	CE-CLL	Subventions-traitements du personnel de l'ex-catégorie de traduction et de interprétation de la Haute Ecole de Bruxelles à l'Université libre de Bruxelles	4.585	4.585
33	2	55	44.11	64	24	4430	CE-CLL	Subventions-traitements du personnel de l'ex-catégorie de traduction et de interprétation de la Haute Ecole Francisco Ferrer à l'Université libre de Bruxelles	619	619
								Totaux activité 64		
								CE-CLL	**5.204**	**5.204**
								Totaux programme 6		
								CE-CLL	**9.804**	**9.804**
								PROGRAMME 7 ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR HORS UNIVERSITÉ		
								70 - Dépenses de personnel - rémunérations et allocations généralement quelconques - Frais connexes		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
33	2	55	01.01	70	01	0100 1111 1112 1120 1131 1211 7422	CE-CLL	Commissaires et délégués du Gouvernement	542	542
33	2	55	11.02	70	94	1111 1112 1120	CE-CLL	Rémunérations et allocations quelconques de personnels des cellules des Commissaires et Délégués du Gouvernement	-	-
								Totaux activité 70		
								CE-CLL	**542**	**542**
								71 - Allocations familiales		
33	2	55	45.40	71	30	1131	CE-CLL	Allocations familiales du personnel de la Communauté française dans l'enseignement supérieur hors université	-	-
33	2	55	45.41	71	33	1131	CE-CLL	Allocations familiales du personnel de l'officiel subventionné de l'enseignement supérieur hors université	-	-
33	2	55	45.42	71	36	1131	CE-CLL	Allocations familiales du personnel du libre subventionné de l'enseignement supérieur hors université	-	-
								Totaux activité 71		
								72 - Congés de maternité		
33	2	55	01.01	72	03	0100 1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Traitements, subventions-traitements et charges de personnel diverses, liés aux congés de maternité	569	569
								Totaux activité 72		
								CE-CLL	**569**	**569**
								Totaux programme 7		
								CE-CLL	**1.111**	**1.111**
								PROGRAMME 8 HAUTES ÉCOLES ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR HORS UNIVERSITÉ		
								81 - Divers		
33	2	55	12.02	81	17	1211	CE-CLL	Dépenses relatives au fonctionnement des réseaux NARIC (CE) & ENIC (Unesco/Conseil de l'Europe) et Projets européens	61	61

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
33	2	55	33.01	81	09	3300	CE-CLL	Subventions de nature à favoriser le développement de l'enseignement supérieur	59	59
33	2	55	33.02	81	12	3300	CE-CLL	Subventions à Média Animation asbl et au Centre audiovisuel de Liège	28	28
33	2	55	40.01	81	72	4410	CE-CLL	Subventions en vue de soutenir des actions de formation des adultes	280	280
33	2	55	40.02	81	75	4410	CE-CLL	Allocation pour la promotion de la réussite en Hautes Ecoles	538	538
33	2	55	43.02	81	05	4340	CE-CLL	Dotation au Centre d'Autoformation et de Formation continuée de la Communauté française	9	9
								Totaux activité 81		
								CE-CLL	**975**	**975**
								82 - Subventions sociales		
33	2	55	33.01	82	10	3300	CE-CLL	Subventions sociales aux Hautes Ecoles	10.116	10.116
								Totaux activité 82		
								CE-CLL	**10.116**	**10.116**
								Totaux programme 8		
								CE-CLL	**11.091**	**11.091**
								PROGRAMME 9 INITIATIVES DIVERSES DE LA RÉGION WALLONNE ET DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE EN MATIÈRE D'EMPLOI		
								90 - Dépenses de personnel - Initiatives diverses en matière d'emploi		
33	2	55	11.05	90	26	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement supérieur hors université	2.622	2.622
								Totaux activité 90		
								CE-CLL	**2.622**	**2.622**
								91 - Interventions diverses - Fonds Européen		
33	2	55	01.01	91	22	0100	FBM	Fonds budgétaire relatif aux dépenses entraînées par des programmes d'actions en relation avec l'enseignement supérieur	2.269	2.269
								Totaux activité 91		
								FBM	**2.269**	**2.269**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux programme 9		
								CE-CLL	**2.622**	**2.622**
								FBM	**2.269**	**2.269**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 55		
								CE-CLL	**485.564**	**485.564**
								FBM	**2.269**	**2.269**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 56		
								ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE ADMINISTRATION - ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE		
								02 - Frais de fonctionnement		
37	2	56	01.01	02	57	0100 1211	CE-CLL	Subventions pour des projets dans le domaine de l'Enseignement de Promotion sociale	17	17
37	2	56	12.01	02	59	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	103	103
37	2	56	74.01	02	35	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	10	10
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**130**	**130**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**130**	**130**
								PROGRAMME 4 DÉPENSES DE PERSONNEL DES ÉCOLES DE PROMOTION SOCIALE		
								40 - Ecoles de la Communauté - dépenses de personnel enseignant - Rémunérations et allocations généralement quelconques		
37	2	56	11.03	40	94	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	50.383	50.383
								Totaux activité 40		
								CE-CLL	**50.383**	**50.383**
								41 - Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel administratif et ouvrier - Rémunérations et allocations généralement quelconques		
37	2	56	11.03	41	95	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	2.177	2.177
								Totaux activité 41		
								CE-CLL	**2.177**	**2.177**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								43 - Ecoles officielles subventionnées - Subventions - Traitements		
37	2	56	43.01	43	88	4314 4324 4511	CE-CLL	Subventions-traitements	89.037	89.037
								Totaux activité 43		
								CE-CLL	**89.037**	**89.037**
								44 - Ecoles libres subventionnées - Subventions - Traitements		
37	2	56	44.01	44	01	4410	CE-CLL	Subventions-traitements	51.847	51.847
								Totaux activité 44		
								CE-CLL	**51.847**	**51.847**
								Totaux programme 4		
								CE-CLL	**193.444**	**193.444**
								PROGRAMME 5 FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES DE PROMOTION SOCIALE		
								50 - Ecoles de la Communauté - Frais de fonctionnement		
37	2	56	01.07	50	26	1211	CE-CLL	Formation Enseignement de promotion sociale	58	58
37	2	56	41.23	50	46	4150	CE-CLL	Dotation globale	2.450	2.450
								Totaux activité 50		
								CE-CLL	**2.508**	**2.508**
								51 - Ecoles de la Communauté - Activités connexes à l'activité "Enseignement de la Communauté"		
37	2	56	12.21	51	71	1211	CE-CLL	Assurances scolaires	153	153
								Totaux activité 51		
								CE-CLL	**153**	**153**
								54 - Ecoles officielles subventionnées - Aide connexe - Subventions de fonctionnement		
37	2	56	43.08	54	23	4314 4324	CE-CLL	Frais pour la formation continuée	99	99
37	2	56	43.23	54	68	4316 4326	CE-CLL	Subventions forfaitaires	3.782	3.782
								Totaux activité 54		
								CE-CLL	**3.881**	**3.881**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								55 - Ecoles libres subventionnées - Aide connexe - Subventions de fonctionnement		
37	2	56	44.08	55	33	4410	CE-CLL	Frais pour la formation continuée	57	57
37	2	56	44.23	55	78	4430	CE-CLL	Subventions forfaitaires	1.521	1.521
								Totaux activité 55		
								CE-CLL	**1.578**	**1.578**
								Totaux programme 5		
								CE-CLL	**8.120**	**8.120**
								PROGRAMME 6 INITIATIVES DIVERSES DE LA RÉGION WALLONNE ET DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE EN MATIÈRE D'EMPLOI		
								60 - Dépenses de personnel - Initiatives diverses en matière d'emploi		
37	2	56	11.05	60	23	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement de promotion sociale	1.070	1.070
								Totaux activité 60		
								CE-CLL	**1.070**	**1.070**
								Totaux programme 6		
								CE-CLL	**1.070**	**1.070**
								PROGRAMME 7 LUTTE CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE - DIVERS		
								70 - Initiatives diverses		
37	2	56	01.01	70	28	0100 1111 1112 1120 1131 1211 4314 4326 4410 4430	CE-CLL	Dépenses de toute nature en relation avec la mise en oeuvre de mesures de discrimination positive	1.382	1.382
								Totaux activité 70		
								CE-CLL	**1.382**	**1.382**
								Totaux programme 7		
								CE-CLL	**1.382**	**1.382**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								PROGRAMME 8 RESTRUCTURATION ET VALIDATION DE L'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE		
								81 - Actions diverses		
37	2	56	01.01	81	39	0100 1111 1211 4314 4410	CE-CLL	Dépenses de toute nature en matière de validation des compétences en promotion sociale	516	516
37	2	56	01.02	81	42	0100 1111 1211 4314 4316 4410 4430	CE-CLL	Dépenses de toute nature en relation avec l'évaluation de la qualité de l'enseignement de promotion sociale	191	191
37	2	56	01.03	81	45	0100 1111 1211 4314 4410 4314 4430	CE-CLL	Dépenses de toute nature pour le développement d'écoles inclusives	109	109
								Totaux activité 81		
								CE-CLL	**816**	**816**
								82 - Provisions		
37	2	56	01.01	82	40	0100 1211 3300	CE-CLL	Provision pour renforcement des processus de valorisation des capacités acquises en dehors de l'Enseignement de promotion sociale"	**-**	**-**
37	2	56	01.02	82	43	0100 1211 3300	CE-CLL	Provision pour le renforcement de projets spécifiques	550	550
37	2	56	01.03	82	46	0100 1211 3300	CE-CLL	Provision pour le soutien à des mécanismes d'accompagnement des parcours scolaires des détenus et des intervenantsn prison	350	350
								Totaux activité 82		
								CE-CLL	**900**	**900**
								83 - Transfert de données		
37	2	56	01.03	83	47	0100 1111 1211 4314 4410	CE-CLL	Dépenses de toute nature en relation avec la mise en œuvre du protocole CISCO	**-**	**-**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 83		
								Totaux programme 8		
								CE-CLL	**1.716**	**1.716**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 56		
								CE-CLL	**205.862**	**205.862**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 57		
								ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE ADMINISTRATION - ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE		
								02 - Frais de fonctionnement		
35	2	57	12.01	02	86	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	49	47
35	2	57	74.01	02	62	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	5	5
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**54**	**52**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**54**	**52**
								PROGRAMME 2 INITIATIVES ET SUBVENTIONS DIVERSES		
								20 - Académie internationale d'été de Wallonie		
35	2	57	33.02	20	05	3300	CE-CLL	Subvention à la fondation d'utilité publique " Académie internationale d'été de Wallonie "	189	189
								Totaux activité 20		
								CE-CLL	**189**	**189**
								21 - Subventions à des associations diverses		
35	2	57	33.04	21	12	3300	CE-CLL	Formation en cours de carrière - Dépenses de toute nature	155	155
								Totaux activité 21		
								CE-CLL	**155**	**155**
								Totaux programme 2		
								CE-CLL	**344**	**344**
								PROGRAMME 3 DÉPENSES DE PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR		
								30 - Etablissements de la Communauté - Dépenses de personnel enseignant - Rémunérations et allocations généralement quelconques		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
33	2	57	11.03	30	14	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	25.415	25.415
								Totaux activité 30		
								CE-CLL	**25.415**	**25.415**
								31 - Etablissements de la Communauté - Dépenses de personnel administratif et ouvrier - Rémunérations et allocations généralement quelconques		
33	2	57	11.03	31	15	1111 1112 1120 1131	CE-CLL	Personnel statutaire	4.575	4.575
								Totaux activité 31		
								CE-CLL	**4.575**	**4.575**
								32 - Etablissements d'enseignement supérieur officiels subventionnés - Subventions - Traitements		
33	2	57	43.01	32	07	4314 4324	CE-CLL	Subventions-traitements	11.305	11.305
								Totaux activité 32		
								CE-CLL	**11.305**	**11.305**
								33 - Etablissements d'enseignement supérieur libres subventionnés - Subventions - Traitements		
33	2	57	44.01	33	17	4410	CE-CLL	Subventions-traitements	26.653	26.653
								Totaux activité 33		
								CE-CLL	**26.653**	**26.653**
								Totaux programme 3		
								CE-CLL	**67.948**	**67.948**
								PROGRAMME 4 FONCTIONNEMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR		
								40 - Etablissements de la Communauté - Frais de fonctionnement		
33	2	57	41.01	40	94	4150	CE-CLL	Dotations de fonctionnement aux Ecoles supérieures des Arts de la Communauté française	2.820	2.820

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 40		
								CE-CLL	**2.820**	**2.820**
								42 - Etablissements d'enseignement supérieur officiels subventionnés - Subventions de fonctionnement		
33	2	57	43.03	42	23	4316 4326	CE-CLL	Subventions de fonctionnement aux Ecoles supérieures des Arts officielles subventionnées	708	708
								Totaux activité 42		
								CE-CLL	**708**	**708**
								43 - Etablissements d'enseignement supérieur officiels subventionnés - Divers		
33	2	57	01.01	43	28	0100 1211 3300	CE-CLL	Dépenses de toute nature en relation avec l'enseignement artistique	40	40
								Totaux activité 43		
								CE-CLL	**40**	**40**
								44 - Etablissements d'enseignement supérieur libres subventionnés - Subventions de fonctionnement		
33	2	57	44.30	44	18	4430	CE-CLL	Subventions de fonctionnement aux Ecoles supérieures des Arts libres subventionnées	1.829	1.829
								Totaux activité 44		
								CE-CLL	**1.829**	**1.829**
								45 - Etablissements d'enseignement supérieur libres subventionnés - Divers		
33	2	57	33.01	45	27	3300	CE-CLL	Subventions à des associations diverses	56	56
								Totaux activité 45		
								CE-CLL	**56**	**56**
								46 - Subsides sociaux - Ecoles supérieures des arts		
33	2	57	33.02	46	31	3300	CE-CLL	Subsides sociaux aux écoles supérieures des arts	1.094	1.094
								Totaux activité 46		
								CE-CLL	**1.094**	**1.094**
								47 - Initiatives relatives à l'enseignement et à la recherche en art		

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
33	2	57	40.01	47	92	3300	CE-CLL	Recherche en Art	250	250
33	2	57	40.02	47	95	4410	CE-CLL	Formations continuées en Art	50	50
								Totaux activité 47		
								CE-CLL	**300**	**300**
								48 - Délégués du gouvernement		
33	2	57	01.01	48	33	0100 1111 1112 1120 1131 1211 7422	CE-CLL	Dépenses de personnel et de fonctionnement	256	256
								Totaux activité 48		
								CE-CLL	**256**	**256**
								49 - Démocratisation et promotion de l'accès aux Ecoles supérieures des Arts		
33	2	57	01.01	49	34	0100 1211 4326 4430 4511	CE-CLL	Allocation d'aide à la démocratisation (hors part complément subsides sociaux) et de promotion de l'accès (compensations droits d'inscription réduits) aux Ecoles supérieures des Arts	1.777	1.777
								Totaux activité 49		
								CE-CLL	**1.777**	**1.777**
								Totaux programme 4		
								CE-CLL	**8.880**	**8.880**
								PROGRAMME 7 DÉPENSES DE PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT À HORAIRE RÉDUIT		
								70 - Etablissements d'enseignement officiels subventionnés		
35	2	57	43.01	70	45	4314 4324	CE-CLL	Subventions-traitements	82.985	82.985
								Totaux activité 70		
								CE-CLL	**82.985**	**82.985**
								71 - Etablissements d'enseignement libres subventionnés		
35	2	57	44.01	71	55	4410	CE-CLL	Subventions-traitements	9.517	9.517

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								Totaux activité 71		
								CE-CLL	**9.517**	**9.517**
								72 - Humanités artistiques		
35	2	57	01.01	72	57	4314 4324 4410	CE-CLL	Subventions-traitements pour des personnels de l'enseignement officiel subventionné et libre subventionné	2.228	2.228
								Totaux activité 72		
								CE-CLL	**2.228**	**2.228**
								Totaux programme 7		
								CE-CLL	**94.730**	**94.730**
								PROGRAMME 8 FONCTIONNEMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT À HORAIRE RÉDUIT		
								80 - Etablissements d'enseignement officiels subventionnés - Subventions de fonctionnement		
35	2	57	43.02	80	58	4316 4326	CE-CLL	Subventions de fonctionnement aux établissements à horaire réduit officiels subventionnés	2.844	2.844
								Totaux activité 80		
								CE-CLL	**2.844**	**2.844**
								82 - Etablissements d'enseignement libres subventionnés - Subventions de fonctionnement		
35	2	57	44.30	82	56	4430	CE-CLL	Subventions de fonctionnement aux établissements à horaire réduit libres subventionnés	252	252
								Totaux activité 82		
								CE-CLL	**252**	**252**
								Totaux programme 8		
								CE-CLL	**3.096**	**3.096**
								PROGRAMME 9 EQUIPEMENTS		
								90 - Dépenses en matière d'équipement		
33	2	57	60.01	90	24	6151	CE-CLL	Equipement des écoles supérieures des arts de la Communauté française	48	48

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
33	2	57	63.01	90	51	6311 6321 6511	CE-CLL	Equipement des écoles supérieures des arts officielles subventionnées	28	28
33	2	57	64.01	90	60	6410	CE-CLL	Equipement des écoles supérieures des arts libres subventionnées	66	66
								Totaux activité 90		
								CE-CLL	**142**	**142**
								Totaux programme 9		
								CE-CLL	**142**	**142**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 57		
								CE-CLL	**175.194**	**175.192**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 58		
								ENSEIGNEMENT À DISTANCE		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE - ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE		
								02 - Frais de fonctionnement		
37	2	58	01.01	02	14	0100 1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature relatives aux projets et aux initiatives nouvelles en matière de politique d'enseignement à distance	50	50
37	2	58	12.01	02	16	1211	CE-CLL	Dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services	305	305
37	2	58	12.02	02	19	1211	CE-CLL	Paiement des professeurs correcteurs	2.027	2.027
37	2	58	74.01	02	89	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	19	19
								Totaux activité 02		
								CE-CLL	**2.401**	**2.401**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**2.401**	**2.401**
								PROGRAMME 3 RÉALISATION D'ACTIONS OU DE FORMATIONS DE RÉINSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE À L'INTERVENTION DE L'ENSEIGNEMENT À DISTANCE		
								30 - Actions diverses		
37	2	58	01.01	30	42	0100 1211	FBM	Fonds budgétaire destiné au financement de programmes d'actions et de formations de réinsertion professionnelle à l'intervention de l'enseignement à distance	188	188
								Totaux activité 30		
								FBM	**188**	**188**
								Totaux programme 3		
								FBM	**188**	**188**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 58		
								CE-CLL	**2.401**	**2.401**
								FBM	**188**	**188**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								TOTAUX CHAPITRE III		
									CE-CLL	**7.735.411**	**7.733.989**
									FBM	**20.458**	**21.015**

CHAPITRE IV
DETTE PUBLIQUE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 85		
								DETTE DIRECTE		
								PROGRAMME 0 SUBSISTANCE ADMINISTRATION		
								01 - Frais de fonctionnement		
36	1	85	12.08	01	86	1211	CE-CLL	Dépenses de toute nature dans le cadre de la gestion de la trésorerie et de la dette, en ce compris des dépenses d'information et d'études liées aux finances communautaires	447	447
36	1	85	74.01	01	41	7422	CE-CLL	Dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables	14	14
								Totaux activité 01		
								CE-CLL	**461**	**461**
								Totaux programme 0		
								CE-CLL	**461**	**461**
								PROGRAMME 1 SERVICE DE LA DETTE DIRECTE		
								10 - Amortissements et charges d'intérêt - Papier commercial		
36	1	85	21.01	10	58	2130	CE-CLL	Intérêts dus en application de l'article 54, § 1er, alinéa 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et de la convention d'exécution, y compris années antérieures	6.616	6.616
36	1	85	21.03	10	64	2110	CE-CLL	Intérêts dus au Caissier de la Communauté française pour l'utilisation de la ligne de crédit à très court terme, intérêts dus dans le cadre de la gestion de la trésorerie à court terme et intérêts dus à des organismes administratifs de la Communauté disposant d'une autonomie comptable, y compris années antérieures antérieures comptable, y compris années antérieures	8.723	8.723
36	1	85	21.04	10	67	2110	CE-CLL	Intérêts dus pour la dette consolidée, y compris primes éventuelles	196.693	196.693
								Totaux activité 10		
								CE-CLL	**212.032**	**212.032**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**212.032**	**212.032**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 85		
								CE-CLL	**212.493**	**212.493**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 86		
								DETTE LIÉE AUX INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS DES INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES		
								PROGRAMME 1		
								SERVICE DE LA DETTE INDIRECTE		
								10 - Subventions et charges financières des universités de la Communauté française		
36	1	86	44.08	10	22	2110 4150	CE-CLL	Subventions-intérêts relatives aux emprunts souscrits pour le financement des investissements sociaux des universités de la Communauté (y compris primes éventuelles)	1	1
								Totaux activité 10		
								CE-CLL	**1**	**1**
								11 - Subventions et cahrges financières des ubiversités libres		
36	1	86	21.05	11	01	2110	CE-CLL	Intérêts relatifs à l'acquisition des terrains de la plaine des manoeuvres à Etterbeek	**-**	**-**
36	1	86	44.08	11	23	4440	CE-CLL	Subventions-intérêts relatives aux emprunts souscrits pour le financement des investissements académiques et sociaux des universités libres (y compris primes éventuelles)	434	434
36	1	86	44.40	11	22	4440	CE-CLL	Subventions-intérêts relatives aux emprunts souscrits en faveur de la Fondation universitaire luxembourgeoise pour des investissements immobiliers	10	10
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**444**	**444**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**445**	**445**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 86		
								CE-CLL	**445**	**445**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								TOTAUX CHAPITRE IV		
								CE-CLL	**212.938**	**212.938**

CHAPITRE V

DOTATIONS À LA RÉGION WALLONNE ET À LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								DIVISION ORGANIQUE 90		
								DOTATIONS À LA RÉGION WALLONNE ET À LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE		
								PROGRAMME 1 DOTATIONS À LA RÉGION WALLONNE ET À LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE		
								11 - Région Wallonne - Cocof		
36	1	90	01.35	11	19	4511 4534	CE-CLL	Dotation complémentaire à la Commission communautaire française	-	-
36	1	90	01.36	11	22	4534	CE-CLL	Dotation complémentaire à la Région wallonne	-	-
36	1	90	01.37	11	25	4534	CE-CLL	Dotation relative au désendettement	-	-
36	1	90	45.01	11	22	4534	CE-CLL	Dotation à la Région wallonne	355.922	355.922
36	1	90	45.02	11	25	4511	CE-CLL	Dotation à la Commission communautaire française	101.074	101.074
36	1	90	45.03	11	28	4511 4534	CE-CLL	Dotations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française - Règlement définitif de l'exercice antérieur (y compris les intérêts)	4.387	4.387
								Totaux activité 11		
								CE-CLL	**461.383**	**461.383**
								Totaux programme 1		
								CE-CLL	**461.383**	**461.383**
								TOTAUX DIVISION ORGANIQUE 90		
								CE-CLL	**461.383**	**461.383**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								TOTAUX CHAPITRE V		
								CE-CLL	**461.383**	**461.383**

En milliers d'euros

Mi	Ad	DO	AB	PA	CD	Cé	Cr	Libellé	Crédits initiaux	
									Eng.	Liq.
								TOTAL GÉNÉRAL		
									CE-CLL	**10.141.830**	**10.143.794**
									CE-CLNL	**276.607**	**276.607**
									FBM	**77.562**	**78.346**

Section particulière

SECTION PARTICULIERE - ANNEE BUDGETAIRE 2017

(en milliers d'euros)

Article	Litt.	Libellé	Solde au 1er janvier	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre
66	01	Transfert de compétences	0	3.498.331	3.498.331	0
		Codes Sec	**08.20**	**49**	**45**	**03.20**

ANNEXE

Section particulière

(en milliers d'euros)

Nature de la recette et objet de la dépense	Codes Sec	Recettes de l'année	Dépenses de l'année
Transfert de compétences à la RW et la COCOF			
Part de la partie attribuée du produit de l'IPP	49.40	-80.782	
Dotation art 47/5 et 47/6 de la LSF	49.40	2.232.877	
Dotation art 47/7 de la LSF	49.40	1.135.206	
Part de la dotation art 47/8 de la LSF	49.40	211.030	
Part de la dotation art 47/9 de la LSF	49.40	0	
Décret spécial "St-Emilie" Art 7 § 2 - dotation RW	45.34		3.472.062
Décret spécial "St-Emilie" Art 7 § 3 - dotation Cocof	45.11		26.269
TOTAUX DE LA SECTION PARTICULIERE		**3.498.331**	**3.498.331**

Organismes administratifs à comptabilité autonome

Services administratifs à comptabilité autonome

Le budget du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel 274

Le budget du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement de la Communauté française 276

Le budget du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné 278

Le budget du Fonds de garantie des Bâtiments scolaires 280

Le budget de l'Observatoire des Politiques culturelles 282

Le budget du Musée royal de Mariemont 284

Le budget de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française 285

Le budget du Service Francophone des Métiers et des Qualifications 286

Les budgets des Hautes écoles de la Communauté française 287

Les budgets agrégés des services administratifs à comptabilité autonome des établissements d'enseignement et assimilés : 312

- Enseignement obligatoire : fondamental autonome, secondaire , spécialisé
- Centres psycho-médicaux sociaux
- Centres techniques de la Communauté française (Frameries-Tihange-Huy)
- Ecoles supérieures des arts
- Centre d'autoformation
- Instituts de promotion sociale
- Internats autonomes supérieurs de la Communauté française
- Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française
- Centres techniques agricole et horticole de la Communauté française (Gembloux- Strée)

Organismes d'intérêt public

WBI 316

Services administratifs à comptabilité autonome

BUDGET DU CENTRE DU CINEMA ET DE L'AUDIOVISUEL POUR L'ANNEE 2017 - Initial
PARTIE ORDONNANCEMENT

SEC	A.B.	1=RECETTES	TRESORERIE					
			Prévisions Initiales	Prévisions Ajustées	Réalisations			
					A	B	C	D
0810	0.0.	SOLDE REPORTE AU 31/12/2016 NON AFFECTE	23.946		0	0	0	0
0810	0.1.	SOLDE REPORTE AU 31/12/2016 FONDS SERIES	1.526					
1611	1.0.	INDUS	0		0	0	0	0
4610	1.2.	DOTATION DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE	18.450		0	0	0	0
3810	1.3.	CONTRIBUTION A LA CREATION AUDIOVISUELLE DES ABONNES VIA CERTAINS DISTRIBUTEURS	30		0	0	0	0
1611	1.4.	RECETTES DIVERSES CCA (dont Médiadesk et WBImage)	225		0	0	0	0
1611	1.5.	RECETTES FONDS SPECIAL RTBF	15					
1611	1.6.	RECETTES FONDS SERIES	0					
4610	1.7.	AJUSTEMENT	0		0	0	0	0
3810	1.8.	CONTRIBUTIONS A LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE DES EDITEURS DE SERVICE	15		0	0	0	0
4610	1.9.	DOTATION DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE (AB 01.01.31. DO 25) APPLICATION CONTRAT GESTION RTBF	700		0	0	0	0
		TOTAUX	**44.907**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

A. Recettes effectivement percues pour l'année budgétaire courante **B.** Recettes relatives à l'année courante indues **C.** Recettes relatives aux années antérieures mais percues pendant l'année budgétaire
D. Total des recettes de l'année

2=DEPENSES			TRESORERIE				
			Prévisions Initiales	Prévisions Ajustées	Réalisations		
					A	B	C
1211	2.0.	INDUS	0		0	0	0
1211	2.2.	ACTIONS D'ANIMATION ET DE PRODUCTION DANS LE DOMAINE DE L'AUDIOVISUEL	493		0	0	0
3200	2.3.	PRIMES A L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE CM ET LM	1.143		0	0	0
3200	2.4.	STRATEGIE PROMOTION CINEMA BELGE	0		0	0	0
3200	2.5.	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ASSURANT LA PROMOTION ET LA DIFFUSION CINEMATOGRAPHIQUES	0		0	0	0
3200	2.6.	AIDE A LA CREATION PRODUCTION RTBF	1.494		0	0	0
3200	2.7.	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS DE PROMOTION ET DE DIFFUSION DE L'AUDIOVISUEL	0		0	0	0
3200	2.8.	AIDE A LA CREATION AUDIOVISUELLE	9.129		0	0	0
1211	2.9.	DEPENSES DE TOUTE NATURE RELATIVES A L'AUDIOVISUEL	210		0	0	0
1211	2.10.	DEPENSES AFFERENTES AUX ACCORDS INTERNATIONAUX	786		0	0	0
1211	2.11.	PROMOTION ET DIFFUSION DES FILMS DE LA FWB	1.100		0	0	0
3200	2.12.	SALLES D'ART ET ESSAI	0		0	0	0
1211	2.13.	MASTER CLASS ET FORMATION DES PROFESSIONNELS	50		0	0	0
3200	2.14.	AIDE A LA CREATION - HORS CSF - WEB DOC FICTION - PROGRAMME DE FLUX	315		0	0	0
3200	2.15.	MULTIMEDIA	0		0	0	0
3200	2.16.	FILMS MICROS BUDGET	0		0	0	0
3200	2.17.	PROJET NUMERIQUE	0		0	0	0
3200	2.18.	CO PRODUCTION LM AVEC LE VAF	0		0	0	0
1211	2.19.	DEPENSES POUR WALLONIE BRUXELLES IMAGES	400		0	0	0
1211	2.20.	BOURSES A LA FORMATION ET TUTORAT	40		0	0	0
3200	2.21.	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS DE PROMOTION ET DE DIFFUSION DE L'AUDIOVISUEL ET DIVERS-HORS COA	668		0	0	0
3200	2.22.	FONDS FWB RTBF SERIES TV	1.346		0	0	0
3200	2.23.	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS RECONNUES PAR LA C.O.A.	3.294		0	0	0
		TOTAUX	**20.468**	**0**	**0**	**0**	**0**

A. Paiements sur engagements contractés pour l'année budgétaire courante **B.** Paiements sur engagements contractés au cours d'années antérieures **C.** Total des paiements

3=SYNTHESE ET SOLDE	TRESORERIE			
	Prévisions	Réalisations	Différences	
	A	B	A>B	A<B
RECETTES (exécution du budget)	44.907	0	44.907	0
DEPENSES (exécution du budget)	20.468	0	20.468	0
RESULTAT SOLDE DE L'ANNEE (recettes - dépenses)	**24.439**	**0**	**24.439**	**0**

BUDGET DU CENTRE DU CINEMA ET DE L'AUDIOVISUEL POUR L'ANNEE 2017 - Initial
PARTIE DROITS ET ENGAGEMENTS

SEC	A.B.	1=RECETTES	DROITS CONSTATES						
			Prévisions Initiales	Prévisions Ajustées	Réalisations				
					A	B	C	D	E
0810	0.0.	SOLDE REPORTE AU 31/12/2016 NON AFFECTE	1.276		0	0	0	0	0
0810	0.1.	SOLDE REPORTE AU 31/12/2016 FONDS SERIES	1.451						
1611	1.0.	INDUS	0		0	0	0	0	0
4610	1.2.	DOTATION DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE	18.450		0	0	0	0	0
3810	1.3.	CONTRIBUTION A LA CREATION AUDIOVISUELLE DES ABONNES VIA CERTAINS DISTRIBUTEURS	30		0	0	0	0	0
1611	1.4.	RECETTES DIVERSES CCA (dont Mediadesk et + WBImage)	225		0	0	0	0	0
1611	1.5.	RECETTES FONDS SPECIAL RTBF	15						
1611	1.6.	RECETTES FONDS SERIES	0						
4610	1.7.	AJUSTEMENT	0		0	0	0	0	0
3810	1.8.	CONTRIBUTIONS A LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE DES EDITEURS DE SERVICE	15		0	0	0	0	0
4610	1.9.	DOTATION DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE (AB 01.01.31. DO 25) APPLICATION CONTRAT GESTION RTBF	700		0	0	0	0	0
		TOTAUX	**22.162**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

A. Droits constatés en cours d'années (créances de l'année)
B. Réductions de visas d'années antérieures (Solde d'engagement)
C. Réductions de promesses d'aide des années antérieures
D. Droits réduits
E. Total des possibilités budgétaires d'engagement pour l'année (A+B+C-D)

		2=DEPENSES	ENGAGEMENTS ANNEES COURANTES				
			Prévisions Initiales	Prévisions Ajustées	Promesses Aides	Réalisations	Total
1211	2.0.	INDUS	0			0	0
1211	2.2.	ACTIONS D'ANIMATION ET DE PRODUCTION DANS LE DOMAINE DE L'AUDIOVISUEL	493			0	0
3200	2.3.	PRIMES A L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE CM ET LM	1.143			0	0
3200	2.4.	STRATEGIE PROMOTION CINEMA BELGE	0			0	0
3200	2.5.	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ASSURANT LA PROMOTION ET LA DIFFUSION CINEMATOGRAPHIQUES	0			0	0
3200	2.6.	AIDE A LA CREATION PRODUCTION RTBF	1.494			0	0
3200	2.7.	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS DE PROMOTION ET DE DIFFUSION DE L'AUDIOVISUEL	0			0	0
3200	2.8.	AIDE A LA CREATION AUDIOVISUELLE	9.129			0	0
1211	2.9.	DEPENSES DE TOUTE NATURE RELATIVES A L'AUDIOVISUEL	210			0	0
1211	2.10.	DEPENSES AFFERENTES AUX ACCORDS INTERNATIONAUX	786			0	0
1211	2.11.	PROMOTION ET DIFFUSION DES FILMS DE LA FWB	1.100			0	0
3200	2.12.	SALLES D'ART ET ESSAI	0			0	0
1211	2.13.	MASTER CLASS ET FORMATION DES PROFESSIONNELS	50			0	0
3200	2.14.	AIDE A LA CREATION - HORS CSF - WEB DOC FICTION - PROGRAMME DE FLUX	315			0	0
3200	2.15.	MULTIMEDIA	0			0	0
3200	2.16.	FILMS MICROS BUDGET	0			0	0
3200	2.17.	PROJET NUMERIQUE	0			0	0
3200	2.18.	CO PRODUCTION LM AVEC LE VAF	0			0	0
1211	2.19.	DEPENSES POUR WALLONIE BRUXELLES IMAGES	400			0	0
1211	2.20.	BOURSES A LA FORMATION ET TUTORAT	40			0	0
3200	2.21.	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS DE PROMOTION ET DE DIFFUSION DE L'AUDIOVISUEL ET DIVERS-HORS COA	668			0	0
3200	2.22.	FONDS FWB RTBF SERIES TV	1.346			0	0
3200	2.23.	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS RECONNUES PAR LA C.O.A.	3.294			0	0
		TOTAUX	**20.468**	**0**	**0**	**0**	**0**

3=SYNTHESE ET SOLDE	DROITS ET ENGAGEMENTS				
	Prévisions		Réalisations	Différences	
	A		B	A>B	A<B
RECETTES (exécution du budget)	22.162		0	22.162	0
DEPENSES (exécution du budget)	20.468		0	20.468	0
RESULTAT SOLDE DE L'ANNEE (recettes - dépenses)	**1.694**		**0**	**1.694**	**0**

SERVICE ADMINISTRATIF À COMPTABILITÉ AUTONOME (SACA)

SERVICE GENERAL DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

Fonds des Bâtiments scolaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles

D.O. 44 A.B. 01.01 Situation du flux des engagements de dépenses (Art. 70.05 C)

ARTICLE 70.05		LIBELLE	réalisation 2015	initial 2016	Proposition Ajustement 2016	Ajusté 2016	31/12/2016	initial 2017	Nouvelles propositions 2017
Opérations du Service général des Infrastructures scolaires de la Communauté française moyennant alimentation par le compte ouvert chez BELFIUS en application du décret du 4 février 1997 modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments s	MOYENS EN ENGAGEMENTS	SOLDE EN ENGAGMENT REPORTE AU 01/01	23.394.061	4.593.922	21.415.500	21.415.500	21.415.500	17.733.002	66.811.078
		DOTATION	46.800.000	57.489.388	46.800.000	46.800.000	46.800.000	46.800.000	46.800.000
		LA CITE DES METIERS							
		PHASE 3							
		Dotation spéciale			4.378.000	4.378.000	4.378.000		4.378.000
		Dotation constructions nouvelles ex DBFM			6.312.000	6.312.000	6.312.000	100.188.000	100.188.000
		Ecole du SHAPE			1.069.000	4.024.000	4.024.000		
		Dotation spéciale HE et nouvelles places			71.000.000	30.500.000	30.500.000	12.032.000	12.032.000
		ALIÉNATIONS	535.322		1.753.950	1.753.950	754.747		4.750.000
		AUTRES RECETTES	1.497.639		,	,	145.000		
		VERSEMENTS UREBA		3.000.000	700.000	700.000	756.000	1.500.000	3.489.000
		RECETTE FINANCEMENT SUR FONDS PROPRES DES ECOLES	2.247.518	1.925.000	4.212.850	4.212.850	2.700.000	4.745.619	1.512.850
		RECUPERATION VISA	892.338						
		AVANCE EXCEPTIONNELLE					18.000.000		
		Recettes Revente Dubrucq-Takeda							7.200.000
		OPERATION DE TRESORIE	84.126						
	DISPONIBLE EN ENGAGEMENT		**75.451.003,63**	**67.008.310,00**	**157.641.300,00**	**120.096.300,00**	**135.785.247,00**	**182.998.621,00**	**247.160.928,00**

ARTICLE 70.05		LIBELLE	réalisation 2015	initial 2016	Proposition Ajustement 2016	Ajusté 2016	31/12/2016	initial 2017	Nouvelles propositions 2017
Opérations du Service général des Infrastructures scolaires de la Communauté française moyennant alimentation par le compte ouvert chez BELFIUS en application du décret du 4 février 1997 modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments s	ENGAGEMENTS	ENGAGEMENTS DU FONDS DES BATIMENTS SCOLAIRES	44.845.090	50.810.000	46.800.000	46.800.000	38.283.222	46.800.000	46.800.000
		PHASE 3	1.596.462		3.693.904	3.693.904	2.351.744		1.350.000
		LA CITE DES METIERS			1.776.000	1.776.000	1.776.000		
		Dotation spéciale			4.378.000			4.378.000	4.378.000
		Dotation constructions nouvelles ex DBFM			6.311.544	6.311.544	4.334.203	56.172.735	40.985.164
		Ecole du SHAPE			1.069.000	1.069.000	1.069.000	1.477.500	2.955.000
		Dotation spéciale HE et nouvelles places			51.244.886	30.500.000	15.460.000	12.032.000	47.254.000
		UREBA			3.000.000	3.000.000	3.000.000		
		ENGAGEMENTS FINANCEMENT SUR FONDS PROPRES DES ECOLES	3.058.392	1.925.000	4.212.850	4.212.850	2.700.000		1.512.850
		MOYENS PROVISIONNÉS NON LIQUIDÉS/NON VISÉS	4.449.606	5.000.000	5.000.000	5.000.000		5.000.000	
		AVANCE EXCEPTIONNELLE							
		Remboursment indu et opération de trésorie	85.954						
	TOTAL DES ENGAGEMENTS		**54.035.504**	**57.735.000**	**127.486.184**	**102.363.298**	**68.974.169**	**125.860.235**	**145.235.014**
	DISPONIBLE EN ENGAGEMENT AU 31/12		**21.415.500**	**9.273.310**	**30.155.116**	**17.733.002**	**66.811.078**	**57.138.386**	**101.925.914**

SERVICE ADMINISTRATIF À COMPTABILITÉ AUTONOME (SACA)

SERVICE GENERAL DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

Fonds des Bâtiments scolaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles

D.O. 44 A.B. 01.01 Situation du flux des liquidations (Art. 70.05 C)

ARTICLE 70.05		CODE SEC	LIBELLE	réalisation 2015	initial 2016	Propositions Ajustement 2016	Ajusté 2016	31/12/2016	Initial 2017	Nouvelles Propositions 2017
Opérations du Service général des Infrastructures scolaires de la Communauté française moyennant alimentation par le compte ouvert chez BELFIUS en application du décret du 4 février 1997 modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments s	**RECETTES**	03.20	**SOLDE BELFIUS AU 01/01**	66.833.412	61.346.887	74.809.465	74.809.465	74.809.465	99.232.452	121.751.212
		66.31	DOTATION	46.800.000	57.490.388	46.800.000	46.800.000	46.800.000	46.800.000	46.800.000
		66.31	**LA CITE DES METIERS**							
		66.31	**PHASE 3**							
		66.31	**Dotation spéciale**			4.378.000	4.378.000	4.378.000		4.378.000
		66.31	**Dotation Constructions nouvelles ex DBFM**			6.312.000	6.312.000	6.312.000	100.188.000	100.188.000
		66.31	**Ecole du SHAPE**			1.069.000	4.024.000	4.024.000		
		66.31	**Dotation spéciale HE et nouvelles places**			71.000.000	30.500.000	30.500.000	12.032.000	12.032.000
		16.10	VERSEMENTS UREBA		3.000.000	700.000	700.000	754.747	1.500.000	3.489.000
		76.32	ALIÉNATIONS	535.322		1.753.950	1.753.950	756.000	4.745.619	4.750.000
		16.10	AUTRES RECETTES	1.497.639				145.000		
			RECETTE FINANCEMENT SUR FONDS PROPRES DES ECOLES	2.247.518	1.925.000	4.212.850	4.212.850	2.700.000		1.512.850
			Avance exceptionnelle pour achat, modernisation et construction de bâtiments pour le réseau FWB					18.000.000		
			RECETTES revente Dubrucq-Takeda							7.200.000
			Opération Trésorerie	84.126						
	TOTAL DES RECETTES			**117.998.016**	**123.762.275,00**	**211.035.265,00**	**173.490.265,00**	**189.179.212**	**264.498.071**	**302.101.062**

ARTICLE 70.05		CODE SEC	LIBELLE	réalisation 2015	initial 2016	Propositions ajustement 2016	Ajusté 2016	31/12/2016	initial 2017	Nouvelles Propositions 2017
Opérations du Service général des Infrastructures scolaires de la Communauté française moyennant alimentation par le compte ouvert chez BELFIUS en application du décret du 4 février 1997 modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments s	**DEPENSES**	11.11	PERSONNEL							
		12.11	FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1.157.701	1.230.000	1.275.000	1.275.000	1.200.000	1.275.000	1.250.000
		12.11	TRAVAUX D'ENTRETIEN DU PROPRIÉTAIRE	13.177.509	14.450.000	15.400.000	15.400.000	14.300.000	15.050.000	15.850.000
		12.12	LOCATION AU PROFIT DES ÉCOLES	2.402.742	2.000.000	2.200.000	2.200.000	1.650.000	2.000.000	1.750.000
		71.00	ACQUISITIONS D'IMMEUBLES							
		72.00	CONSTRUCTION, MODERNISATION, AMÉNAGEMENTS INITIATIVES NOUVELLES MINISTRE	25.815.434	34.130.000	31.201.000	31.201.000	26.600.000	26.897.800	27.881.988
		72.00	**PHASE 3**	202.891		2.547.000	2.547.000	2.100.000	2.168.000	2.368.000
			RECETTE FINANCEMENT SUR FONDS PROPRES DES ECOLES	346.320	1.925.000	3.215.000	3.215.000	2.000.000	2.750.000	3.100.000
		72.00	**LA CITE DES METIERS**			1.400.000	1.400.000	700.000	450.000	1.000.000
		72.00	**Dotation spéciale**						875.600	
		72.00	**Dotation Constructions nouvelles ex DBFM**			2.432.813	2.432.813		18.696.914	4.418.077
		72.00	**Ecole du SHAPE**			1.069.000	1.069.000	900.000	625.000	2.076.000
		72.00	**Dotation spéciale HE et nouvelles places**			17.355.865	11.000.000	15.460.000	7.055.865	12.947.000
		72.00	**UREBA**			2.518.000	2.518.000	2.518.000	2.371.000	3.100.000
			Avance exceptionnelle pour achat, modernisation et construction de bâtiments pour le réseau FWB							
		72.00	**rembst indus**	85.954						
	TOTAL DEPENSES			**43.188.552**	**53.735.000**	**80.613.678**	**74.257.813**	**67.428.000**	**80.215.179**	**75.741.065**

Il y a lieu de noter que ce montant intègre le transfert budgétaire interne vers la trésorerie du MCF de 4 445 000 € en 2006

		03.20	**SOLDE BUDGETAIRE**	**74.809.465**	**70.027.275**	**130.421.587**	**99.232.452**	**121.751.212**	**184.282.892**	**226.359.997**

SERVICE ADMINISTRATIF À COMPTABILITÉ AUTONOME (SACA)

SERVICE GENERAL DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DE L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNÉ

FONDS DES BATIMENTS SCOLAIRES DE L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNÉ

D.O. 44 A.B. 01.02 Situation du flux des engagements (Art. 70.06 C)

ARTICLE 70.06		LIBELLE	réalisation 2014	réalisation 2015	Prév. Initial 2016	Prév. Ajust. 2016	Prév Init 2017
Opérations du Fonds des Bâtiments Scolaires de L'Enseignement Officiel Subventionné moyennant alimentation par le compte ouvert chez Dexia en application de l'art 7 du décret du 5 février 1990 (gestion séparée) et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté Française du 22.12.1997	**MOYENS EN ENGAGEMENTS**	**SOLDE EN ENGAGMENT REPORTE AU 01/01**	571.937,54	34.749.913,52	29.717.018,21	28.492.971,37	38.487.971,37
		DOTATION	22.394.000,00	25.816.475,33	25.050.000,00	25.050.000,00	31.950.000,00
		LA CITE DES METIERS					
		DOTATION -PHASE 3	11.289.000,00				
		DOTATION POUR LE FINANCEMENT VIA LE CRAC		19.232.000,00	20.600.000,00	20.600.000,00	
		DOTATION EXCEPTIONNELLE			7.935.000,00	7.935.000,00	
		RECUPERATION VISA	31.251.473,66	1.224.662,55			
		AUTRES RECETTES	805.813,46	17.795,18	10.000,00	10.000,00	32.000,00
	TOTAL DES RECETTES		**66.312.224,66**	**81.040.846,58**	**83.312.018,21**	**82.087.971,37**	**70.469.971,37**

ARTICLE 70.06		LIBELLE	réalisation 2014	réalisation 2015	Prév. Initial 2016	Prév. Ajust. 2016	Prév Init 2017
Opérations du Fonds des Bâtiments Scolaires de L'Enseignement Officiel Subventionné moyennant alimentation par le compte ouvert chez Dexia en application de l'art 7 du décret du 5 février 1990 (gestion séparée) et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté Française du 22.12.1997	**ENGAGEMENTS**	ENGAGEMENTS TRAD et F.F.	31.562.311,14	19.674.989,24	23.000.000,00	23.000.000,00	17.000.000,00
		ENG PARTS COMPL PPT					3.860.000,00
		REDEVANCE CRAC					8.826.686,00
		PHASE 3		10.055.066,41			
		DOSSIERS NOUVELLES PLACES					7.935.000,00
		LE FINANCEMENT REMPLACANT LE CRAC		22.817.819,56	20.600.000,00	20.600.000,00	6.900.000,00
	TOTAL DEPENSES		**31.562.311,14**	**52.547.875,21**	**43.600.000,00**	**43.600.000,00**	**44.521.686,00**

DISPONIBLE EN ENGAGEMENT AU 31/12	**34.749.913,52**	**28.492.971,37**	**39.712.018,21**	**38.487.971,37**	**25.948.285,37**

SERVICE ADMINISTRATIF À COMPTABILITÉ AUTONOME (SACA)

FONDS DES BATIMENTS SCOLAIRES DE L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNÉ

D.O. 44 A.B. 01.02 Situation du flux des liquidations (Art. 70.06 C)

ARTICLE 70.06		CODE SEC	LIBELLE	réalisation 2015	Prév. Initial 2016	Ajust. 2016	Nouv prév 2016 (13/09/2016)	Prop. Init. 2017	nouvelles propositions
Opérations du Fonds des Bâtiments Scolaires de L'Enseignement Officiel Subventionné moyennant alimentation par le compte ouvert chez Dexia en application de l'art 7 du décret du 5 février 1990 (gestion séparée) et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté Française du 22.12.1997	**RECETTES**	08.20	**SOLDE BELFIUS AU 01/01**	74.345.968,54	95.380.568,54	94.247.741,89	94.247.741,89	113.206.055,89	117.408.055,89
		66.31	DOTATION	25.816.475,33	25.050.000,00	25.050.000,00	25.050.000,00	31.950.000,00	31.950.000,00
		66.31	LA CITE DES METIERS						
		66.31	DOTATION -PHASE 3						
		66.31	**DOTATION: REPRISE DOSSIER CRAC PAR LE FONDS**	19.232.000,00	20.600.000,00	20.600.000,00	20.600.000,00		
		66.31	**DOTATION EXCEPTIONNELLE**		7.935.000,00	7.935.000,00	7.935.000,00		7.935.000,00
		16.10	AUTRES RECETTES	17.795,18	10.000,00	10.000,00	10.000,00	32.000,00	32.000,00
	TOTAL DES RECETTES			**119.412.239,05**	**148.975.568,54**	**147.842.741,89**	**147.842.741,89**	**145.188.055,89**	**157.325.055,89**

ARTICLE 70.06		CODE SEC	LIBELLE	réalisation 2015	Prév. Initial 2016	Ajust. 2016	Nouv prév 2016 (13/09/2016)	Prop. Init. 2017	Nouvelles propositions
Opérations du Fonds des Bâtiments Scolaires de L'Enseignement Officiel Subventionné moyennant alimentation par le compte ouvert chez Dexia en application de l'art 7 du décret du 5 février 1990 (gestion séparée) et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté Française du 22.12.1997	**DEPENSES**	12.11	FRAIS DE FONCTIONNEMENT GÉNÉRAUX	190.771,38	435.000,00	450.000,00	450.000,00	300.000,00	300.000,00
		63.11	AIDE À L'INVESTISSEMENT PROVINCES	638.858,27	1.500.000,00	650.000,00	650.000,00	1.000.000,00	1.000.000,00
		63.21	AIDE À L'INVESTISSEMENT COMMUNES	15.508.181,51	13.238.314,00	16.950.000,00	12.350.000,00	12.500.000,00	12.500.000,00
		63.21	PARTS COMPLEMENT PPT				2.500.000,00	4.600.000,00	4.600.000,00
		63.21	PHASE 3	0,00	6.000.000,00	3.000.000,00	2.500.000,00	6.000.000,00	6.000.000,00
		63.21	LE FINANCEMENT CRAC	8.826.686,00	8.826.686,00	8.826.686,00	8.826.686,00	8.826.686,00	8.826.686,00
		63.21	DOSSIERS CRAC TRANCHE 3			4.760.000,00	3.158.000,00	23.497.000,00	13.234.000,00
		63.21	DOSSIERS NOUV PLACES					2.000.000,00	6.600.000,00
	TOTAL DEPENSES			**25.164.497,16**	**30.000.000,00**	**34.636.686,00**	**30.434.686,00**	**58.723.686,00**	**53.060.686,00**
		03.20	**SOLDE BUDGETAIRE**	**94.247.741,89**	**118.975.568,54**	**113.206.055,89**	**117.408.055,89**	**86.464.369,89**	**104.264.369,89**

SERVICE GENERAL DES INFRASTRUCTURES PRIVEES SUBVENTIONNEES

D.O. 44 A.B. 41.20 Situation du flux des engagements (Art. 70.07 C)

ARTICLE 70.07		CODE SEC	LIBELLE	Réalisation 2015	Prévision 2016	Ajusté 2016	Nouvelle prévision 2016 au 13/09/2016	Prévision initial 2017	Nouvelle prévision
Opérations du Service général des Infrastructures Privées Subventionnées moyennant alimentation par le compte ouvert chez BELFIUS en application du décret du 4 février 1997 modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires (gestion séparée)	**RECETTES**	08.20	SOLDE BELFIUS AU 01/01	38.263.077,01	26.556.442,55	31.283.956,10	31.283.956,10	37.812.467,57	37.839.374,48
		46.10	DOTATION		7.500.000,00	7.500.000,00	7.500.000,00	4.800.000,00	4.800.000,00
		46.10	**DOTATION EXCEPTIONNELLE**		7.687.000,00	7.687.000,00	7.687.000,00		7.687.000,00
		64.20	REMBOURSEMENT s/RECOURS GARANTIE	16.013,94					
	TOTAL DES RECETTES			**38.279.090,95**	**34.056.442,55**	**46.470.956,10**	**46.470.956,10**	**42.612.467,57**	**50.326.374,48**

ARTICLE 70.07		CODE SEC	LIBELLE	Réalisation 2015	Prévision 2016	Ajusté 2016	Nouvelle prévision 2016 au 13/09/2016	Prévision initial 2017	Nouvelle prévision
Opérations du Fonds des BâtimentsOpérations du Service général des Infrastructures Privées Subventionnées moyennant alimentation par le compte ouvert chez BELFIUS en application du décret du 4 février 1997 modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires (gestion séparée)	**DEPENSES**	44.40	SUBVENTIONS INTERETS	6.138.222,98	6.143.085,27	6.143.085,27	4.837.943,14	4.357.051,81	4.357.051,81
		44.40	SUBVENTIONS INTERETS s/NOUVEAUX DOSSIERS		654.439,78	974.439,78	0,00	572.634,81	0,00
		43.33	SUBVENTIONS INTERETS	780.842,17	497.363,48	497.363,48	497.363,48	169.334,35	169.334,35
		64.10	RECOURS A LA GARANTIE	44.223,27		150.000,00	150.000,00	100.000,00	200.000,00
		12.11	FRAIS DE FONCTIONNEMENT	31.846,43	125.000,00	125.000,00	125.000,00	100.000,00	100.000,00
			PHASE 3		768.600,00	768.600,00	3.021.275,00	10.000.000,00	**8.874.877,00**
	Création de nouvelles places avec la dotation exceptionnelle								
	TOTAL DES DEPENSES			**6.995.134,85**	**8.188.488,53**	**8.658.488,53**	**8.631.581,62**	**15.299.020,97**	**13.701.263,16**

03.20 SOLDE BUDGETAIRE	**31.283.956,10**	**25.867.954,02**	**37.812.467,57**	**37.839.374,48**	**27.313.446,60**	**36.625.111,32**

SERVICE ADMINISTRATIF À COMPTABILITÉ AUTONOME (SACA)

SERVICE GENERAL DES INFRASTRUCTURES PRIVEES SUBVENTIONNEES

D.O. 44 A.B. 41.20 Situation du flux des ordonnancements (Art. 70.07 C)

ARTICLE 70.07		CODE SEC	LIBELLE	Réalisation 2015	Prévision 2016	Ajusté 2016	Nouvelle prévision 2016 au 13/09/2016	Prévision initial 2017	Nouvelle prévision
Opérations du Service général des Infrastructures Privées Subventionnées moyennant alimentation par le compte ouvert chez BELFIUS en application du décret du 4 février 1997 modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires (gestion séparée)	RECETTES	08.20	SOLDE BELFIUS AU 01/01	38.263.077,01	26.556.442,55	31.283.956,10	31.283.956,10	37.812.467,57	37.839.374,48
		46.10	DOTATION		7.500.000,00	7.500.000,00	7.500.000,00	4.800.000,00	4.800.000,00
		46.10	**DOTATION EXCEPTIONNELLE**		7.687.000,00	7.687.000,00	7.687.000,00		7.687.000,00
		64.20	REMBOURSEMENT s/RECOURS GARANTIE	16.013,94					
	TOTAL DES RECETTES			**38.279.090,95**	**34.056.442,55**	**46.470.956,10**	**46.470.956,10**	**42.612.467,57**	**50.326.374,48**

ARTICLE 70.07		CODE SEC	LIBELLE	Réalisation 2015	Prévision 2016	Ajusté 2016	Nouvelle prévision 2016 au 13/09/2016	Prévision initial 2017	Nouvelle prévision
Opérations du Fonds des BâtimentsOpérations du Service général des Infrastructures Privées Subventionnées moyennant alimentation par le compte ouvert chez BELFIUS en application du décret du 4 février 1997 modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires (gestion séparée)	DEPENSES	44.40	SUBVENTIONS INTERETS	6.138.222,98	6.143.085,27	6.143.085,27	4.837.943,14	4.357.051,81	4.357.051,81
		44.40	SUBVENTIONS INTERETS s/NOUVEAUX DOSSIERS		654.439,78	974.439,78	0,00	572.634,81	0,00
		43.33	SUBVENTIONS INTERETS	780.842,17	497.363,48	497.363,48	497.363,48	169.334,35	169.334,35
		64.10	RECOURS A LA GARANTIE	44.223,27		150.000,00	150.000,00	100.000,00	200.000,00
		12.11	FRAIS DE FONCTIONNEMENT	31.846,43	125.000,00	125.000,00	125.000,00	100.000,00	100.000,00
			PHASE 3		768.600,00	768.600,00	3.021.275,00	10.000.000,00	**8.874.877,00**
	Création de nouvelles places avec la dotation exceptionnelle								
	TOTAL DES DEPENSES			**6.995.134,85**	**8.188.488,53**	**8.658.488,53**	**8.631.581,62**	**15.299.020,97**	**13.701.263,16**

03.20 SOLDE BUDGETAIRE	**31.283.956,10**	**25.867.954,02**	**37.812.467,57**	**37.839.374,48**	**27.313.446,60**	**36.625.111,32**

OBSERVATOIRE DES POLITIQUES CULTURELLES (SERVICE A GESTION SEPAREE) - BUDGET 2017 AJUSTE AU 3 NOVEMBRE 2016

PARTIE PAIEMENTS

1. Recettes

Code SEC		
	1.1. Report du solde de trésorerie au 3 novembre 2016	453.708,77
46.10	1.2. Dotation 2017 de la CF (DO 11, AB 41.01.18)	173.000,00
16.11	1.3. Recettes exceptionnelles estimées :	
	1.3.1. Subvention Coopération W/B / Burkina Faso	6.880,00
	1.3.1. Vente publications	100,00
	Total	**633.688,77**

2. Dépenses estimées

Code SEC		
74.40	2.1. Dépenses de toutes natures relatives à la réalisation des recherches et études	
	Estimation des paiements des engagements antérieurs au 03-11-16	48.400,00
	Estimation des paiements des engagements du 04-11-16 au 31-12-17	486.739,74
		535.139,74
12.11	2.2. Dépenses relatives à la publication et à la diffusion d'études et recherches	
	Estimation des paiements des engagements antérieurs au 03-11-16	2.629,03
	Estimation des paiements des engagements du 04-11-16 au 31-12-17	20.000,00
		22.629,03
12.11	2.3. Dépenses relatives au centre de documentation	
	Estimation des paiements des engagements antérieurs au 03-11-16	0,00
	Estimation des paiements des engagements du 04-11-16 au 31-12-17	5.000,00
		5.000,00
12.11	2.4. Dépenses de toutes natures relatives au fonctionnement	
	Estimation des paiements des engagements antérieurs au 03-11-16	40,00
	Estimation des paiements des engagements du 04-11-16 au 31-12-17	12.500,00
		12.540,00
12.11	2.5. Dépenses de toutes natures relatives au soutien à la recherche :	
	Estimation des paiements des engagements antérieurs au 03-11-16	10.000,00
	Estimation des paiements des engagements du 04-11-16 au 31-12-17	7.000,00
		17.000,00

PARTIE ENGAGEMENTS

Code SEC		
	1.1. Report du disponible au 31 octobre 2016	372.639,74
46.10	1.2. Dotation 2017 de la CF (DO 11, AB 41.01.18)	173.000,00
16.11	1.3. Recettes exceptionnelles estimées :	
	1.3.1. Subvention Coopération W/B / Burkina Faso	6.880,00
	1.3.2. Vente publications	100,00
	Total	**552.619,74**

Code SEC		
74.40	2.1. Dépenses de toutes natures relatives à la réalisation des recherches et études	
	Estimation des engagements du 04-11-2016 au 31-12-2017	486.739,74
		486.739,74
12.11	2.2. Dépenses relatives aux publications et à la diffusion d'études et recherches	
	Estimation des engagements du 04-11-2016 au 31-12-2017	20.000,00
		20.000,00
12.11	2.3. Dépenses relatives au centre de documentation	
	Estimation des engagements du 04-11-2016 au 31-12-2017	5.000,00
		5.000,00
12.11	2.4. Dépenses de toutes natures relatives au fonctionnement	
	Estimation des engagements du 04-11-2016 au 31-12-2017	12.500,00
		12.500,00
12.11	2.5. Dépenses de toutes natures relatives au soutien à la recherche :	
	Estimation des engagements du 04-11-2016 au 31-12-2017	17.000,00
		17.000,00

12.11	2.6. Dépenses de toutes natures relatives aux colloques/séminaires/journées d'étude/formations			**12.11**	2.6. Dépenses de toutes natures relatives aux colloques/séminaires/journées d'étude/formations	
	Estimation des paiements des engagements antérieurs au 03-11-16	0,00			Estimation des engagements du 04-11-2016 au 31-12-2017	4.500,00
	Estimation des paiements des engagements du 04-11-16 au 31-12-17	4.500,00				
		4.500,00				**4.500,00**
12.11	2.7. Dépenses de toutes natures relatives à la coopération internationale			**12.11**	2.7. Dépenses de toutes natures relatives à la coopération internationale	
	Estimation des paiements des engagements antérieurs au 03-11-16	0,00			Estimation des engagements du 04-11-2016 au 31-12-2017	6.880,00
	Estimation des paiements des engagements du 04-11-16 au 31-12-17	6.880,00				
		6.880,00				**6.880,00**
	Total	**603.688,77**			**Total**	**552.619,74**

3. Résultat estimé

	1. Recettes	633.688,77		1. Recettes	552.619,74
	2. Dépenses	603.688,77		2. Dépenses	552.619,74
	Solde de trésorerie estimé au 31 décembre 2017	**30.000,00**		**Disponible estimé au 31 décembre 2017**	**0,00**

SACA

Article 70.11 C

MUSEE ROYAL DE MARIEMONT

PARTIE LIQUIDATION

PARTIE DROITS ET ENGAGEMENTS

A. RECETTES

			TRESORERIE						DROITS CONSTATES				
			Prévisions	réalisations					Prévisions	réalisations			
Code SEC				A	B	C	Code SEC			A	B	C	D
0820	1.1.	Solde de trésorerie à reporter	778000,00			0,00	0820	1.1.	Report du disponible	778000,00				0,00
4610	1.2.	Dotation de la Communauté française	831.000,00			0,00	4610	1.2.	Dotation de la Communauté française	831.000,00				0,00
1612	1.3.	Droits d'entrée	40000,00			0,00	1612	1.3.	Droits d'entrée	40000,00				0,00
1612	1.4.	Ventes comptoir	80000,00			0,00	1612	1.4.	Ventes comptoir	80000,00				0,00
1612 - 4610	1.5.	Visites guidées	65000,00			0,00	1612 - 4610	1.5.	Visites guidées	65000,00				0,00
1612	1.6.	Manifestations (concerts, conférences, location locaux)	60000,00			0,00	1612	1.6.	Manifestations (concerts, conférences, location locaux)	60000,00				0,00
1612-0810-3830-3850	1.7.	Divers : redevance cafétéria, atelier graphique, cotisations,,,,)	30000,00			0,00	1612-0810-3830-3850	1.7.	Divers : redevance cafétéria, atelier graphique, cotisations,,,,)	30000,00				0,00
3810	1.8.	Sponsoring/Mécénat exceptionnel	200000,00			0,00	3810	1.8.	Sponsoring/Mécénat exceptionnel	200000,00				0,00
5820	1.9.	FSE	190.000,00			0,00	5820	1.9.	FSE	190.000,00				0,00
Total des recettes			**2.274.000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**Total des recettes**			**2.274.000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

A = recettes effectivement perçues pendant l'année budgétaire
B = recettes relatives aux années antérieures mais reçues pendant l'année budgétaire
C = total des recettes (A + B)

A 1.1 = disponible du solde budgétaire libre d'engagement au 31,12 A 1.2 doits constatés sur dotation de l'année
B = réduction de visas d'années antérieures
C = droits réduits
D = total des possibilités d'engagement budgétaire de l'année (A+B-C)

B. DEPENSES

			TRESORERIE						ENGAGEMENTS		
			Prévisions	réalisations					Prévisions	réalisations	
Code SEC				A	B	C	Code SEC			A	
1211	2.1.	Dépenses de gestion et d'administration	**659.000,00**			0,00	1211	2.1.	Dépenses de gestion et d'administration	**659.000,00**	
1211-11,.-0810	2.2.	Activites du musée	**1.042.000,00**			0,00	1211-11,.-0810	2.2.	Activites du musée	**1.042.000,00**	
7422	2.3.	Achat de biens durables	**25.000,00**			0,00	7422	2.3.	Achat de biens durables	**25.000,00**	
7450	2.4.	Achat d'objets de collection	**0,00**			0,00	7450	2.4.	Achat d'objets de collection	**0,00**	
Total des dépenses			**1.726.000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**Total des dépenses**			**1.726.000,00**	**0,00**

A = paiements sur engagements antérieurs à l'année budgétaire
B = paiements sur engagements contractés pendant l'année budgétaire
C = total des paiements (A+B)

A = engagements de l'année budgétaire
B = réduction de visas des années antérieures

C. SYTHESE ET SOLDE

		TRESORERIE					ENGAGEMENTS		
		Prévisions	Réalisations	différence			Prévisions	Réalisations	différence
Recettes	(exécution du budget)	**2.274.000,00**	0,00	-2.274.000,00	Recettes	(exécution du budget)	**2.274.000,00**	0,00	-2.274.000,00
Dépenses	(exécution du budget)	**1.726.000,00**	0,00	-1.726.000,00	Dépenses	(exécution du budget)	**1.726.000,00**	0,00	-1.726.000,00
Résultat	**solde de l'année**	**548.000,00**	**0,00**		**Résultat**	**solde de l'année**	**548.000,00**	**0,00**	

SACA

AGENCE POUR L'EVALUATION DE LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

PARTIE LIQUIDATION

A. RECETTES

Code SEC			TRESORERIE Prévisions	réalisations A	réalisations B	réalisations C
	1.1.	Solde de trésorerie à reporter	**1.063.471,08**			0,00
	1.2.	Dotation 2017 (A.B. 41.30.44) DO 40	**754.000,00**			0,00
	1.3.	Autres recettes	**0,00**			0,00
	1.4.	Dotation 2016 (A.B. 41.30.44) DO 40	**0,00**			0,00
Total des recettes			**1.817.471,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

A = recettes effectivement perçues pendant l'année budgétaire
B = recettes relatives aux années antérieures mais reçues pendant l'année budgétaire
C = total des recettes (A + B)

PARTIE DROITS ET ENGAGEMENTS

A. RECETTES

Code SEC			DROITS CONSTATES Prévisions	réalisations A	réalisations B	réalisations C	réalisations D
	1.1.	Report du disponible	**1.695.132,44**				0,00
46	**1.2.**	Dotation 2017 (A.B. 41.30.44) DO 40	**754.000,00**				0,00
16	**1.3**	Autres recettes	**0,00**				0,00
Total des recettes			**2.449.132,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

A 1.1 = disponible du solde budgétaire libre d'engagement au 31,12 A 1.2 doits constatés sur dotation de l'année
B = réduction de visas d'années antérieures
C = droits réduits
D = total des possibilités d'engagement budgétaire de l'année (A+B-C)

B. DEPENSES

Code SEC			TRESORERIE Prévisions	réalisations A	réalisations B	réalisations C
12	**2.1.**	Fonctionnement Agence	**60.480,00**	0,00	0,00	0,00
12	2.1.1.	Réunions plénières	4.675,00			
12	2.1.2.	Réunions Bureau	770,00			
12	2.1.3.	Réunions GT	9.520,00			
12	2.1.4.	Cotisations, abonnements	7.515,00			
12	2.1.5.	Promotion	15.000,00			
12	2.1.6.	Frais de fonctionnement	2.000,00			
12 et 74	2.1.7.	Frais exceptionnels	5.000,00			
12	2.1.8.	Participation colloque, formations	14.000,00			
12	2.1.9.	Contribution au réseau FrAQ-SUP	2.000,00			
12	**2.2.**	Fonctionnement Audit	**873.305,00**	0,00	0,00	0,00
12	2.2.1.	Promotion, Communication	20.000,00			
12	2.2.2.	Frais de fonctionnement Cellule exécut	3.080,00			
12	2.2.3.	Audits 2016-2017 et 2017-2018	716.225,00			
12	2.2.4.	Suivi des évaluations 2016-2017 et 201	134.000,00			
11	**2.3.**	Personnel	**231.175,00**			0,00
Total des dépenses			**1.164.960,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

A = paiements sur engagements antérieurs à l'année budgétaire
B = paiements sur engagements contractés pendant l'année budgétaire
C = total des paiements (A+B)

B. DEPENSES

Code SEC			ENGAGEMENTS Prévisions	réalisations A
12	**2.1.**	Fonctionnement Agence	**60.480,00**	**0,00**
12	2.1.1.	Réunions plénières	4.675,00	
12	2.1.2.	Réunions Bureau	770,00	
12	2.1.3.	Réunions GT	9.520,00	
12	2.1.4.	Cotisations, abonnements	7.515,00	
12	2.1.5.	Promotion	15.000,00	
12	2.1.6.	Frais de fonctionnement	2.000,00	
12 et 74	2.1.7.	Frais exceptionnels	5.000,00	
12	2.1.8.	Participation colloque, formations	14.000,00	
12	2.1.9.	Contribution au réseau FrAQ-SUP	2.000,00	
12	**2.2.**	Fonctionnement Audit	**822.580,00**	**0,00**
12	2.2.1.	Promotion, Communication	20.000,00	
12	2.2.2.	Frais de fonctionnement Cellule exécu	3.080,00	
12	2.2.3.	Audits 2017-2018	652.500,00	
12	2.2.4.	Suivi des évaluations 2017-2018	147.000,00	
11	**2.3.**	Personnel	**231.175,00**	**0,00**
Total des dépenses			**1.114.235,00**	**0,00**

A = engagements de l'année budgétaire
B = réduction de visas des années antérieures

C. SYTHESE ET SOLDE

		TRESORERIE Prévisions	Réalisations	différence
Recettes	(exécution du budget)	**1.817.471,08**	0,00	-1.817.471,08
Dépenses	(exécution du budget)	**1.164.960,00**	0,00	-1.164.960,00
Résultat	**solde de l'année**	**652.511,08**	**0,00**	

		ENGAGEMENTS Prévisions	Réalisations	différence
Recettes	(exécution du budget)	**2.449.132,44**	0,00	-2.449.132,44
Dépenses	(exécution du budget)	**1.114.235,00**	0,00	-1.114.235,00
Résultat	**solde de l'année**	**1.334.897,44**	**0,00**	

SERVICE FRANCOPHONE DES METIERS ET DES QUALIFICATIONS -BUDGET INITIAL Prévisionnel 2017

PARTIE LIQUIDATIONS

OPERATIONS SUR DOTATIONS ET FONDS PROPRES

A. RECETTES

Code SEC			LIQUIDATIONS Prévisions initiales	Prévisions ajustées	réalisations A	B	C
08.20	1.1.	Solde de trésorerie à reporter	179.000,00				0,00
49.30	1.2.1.	Solde créance R.W. 2016	0,00				0,00
	1.2.2.	Dotation de la R.W. 2017	140.000,00				
49.10	1.3	Dotation de la COCOF	53.000,00				0,00
16.20	1.4	Recettes autres					0,00
	Total des recettes		372.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

A = recettes effectivement perçues pendant l'année budgétaire
B = recettes sur droits constatés les années antérieures mais reçues pendant l'année budgétaire
C = total des recettes (A + B)

Code SEC			DROITS CONSTATES Prévisions initiales	Prévisions ajustées	réalisations A	B	C	D
08.20	1.1.	Report du disponible	106.000,00					0,00
49.30	1.2.1.	Solde créance R.W. 2016	0,00					0,00
	1.2.2.	Dotation de la Région wallonne 2017	140.000,00					
49.10	1.3	dotation de la COCOF	53.000,00					0,00
16.20	1.4	créances autres						0,00
	Total des recettes		299.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

A 1.1 = disponible du solde budgétaire libre d'engagement au 31.12-AA-1
B = réduction de visas d'années antérieures
C = droits réduits
D = total des possibilités d'engagement budgétaire de l'année (A+B-C)

B. DEPENSES

			LIQUIDATIONS Prévisions initiales	Prévisions ajustées	réalisations A	B	C
11.11	2.1.	frais de personnel	103.800,00				0,00
12.11	2.2.	frais de fonctionnement	159.500,00				0,00
74.22	2.3.	frais d'acquisition	5.000,00				0,00
	Total des dépenses		268.300,00	0,00	0,00	0,00	0,00

A = paiements sur engagements antérieurs à l'année budgétaire
B = paiements sur engagements contractés pendant l'année budgétaire
C = total des paiements (A+B)

			ENGAGEMENTS Prévisions initiales	Prévisions ajustées	réalisations A
11.11	2.1.	frais de personnel	103.800,00		
12.11	2.2.	frais de fonctionnement	159.500,00		
74.22	2.3.	frais d'acquisition	5.000,00		
	Total des dépenses		268.300,00	0,00	0,00

A = engagements de l'année budgétaire

C. SYNTHESE ET SOLDE

	LIQUIDATIONS Prévisions initiales	Prévisions ajustées	Réalisations	différence
Recettes (exécution du budget)	372.000,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses (exécution du budget)	268.300,00	0,00	0,00	0,00
Résultat solde de l'année	103.700,00	0,00	0,00	

	DROITS ET ENGAGEMENTS Prévisions initiales	Prévisions ajustées	Réalisations	différence
Recettes (exécution du budget)	299.000,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses (exécution du budget)	268.300,00	0,00	0,00	0,00
Résultat solde de l'année	30.700,00	0,00	0,00	

OPERATIONS SUR FONDS EUROPEENS

A. RECETTES

		TRESORERIE Prévisions ajustées	réalisations A	B	C
	recettes versées par l'Union Européenne				0,00

		DROITS CONSTATES Prévisions ajustées	réalisations A	B	C	D
	Fonds atribués par l'Union Européenne					0,00

B. DEPENSES

		TRESORERIE Prévisions ajustées	réalisations A	B	C
	paiements sur fonds européens				0,00

		ENGAGEMENTS Prévisions ajustées	réalisations A
	Engagements sur fonds européen		

C.SYNTHESE ET SOLDE

	TRESORERIE Prévisions ajustées	Réalisations	différence
Recettes (exécution du budget)	0,00	0,00	0,00
Dépenses (exécution du budget)	0,00	0,00	0,00
Résultat solde de l'année	0,00	0,00	

	DROITS ET ENGAGEMENTS Prévisions ajustées	Réalisations	différence
Recettes (exécution du budget)	0,00	0,00	0,00
Dépenses (exécution du budget)	0,00	0,00	0,00
Résultat solde de l'année	0,00	0,00	

Budget 2017

Hautes Ecoles de la Communauté Française

- Haute Ecole Albert jacquard
- Haute Ecole Charlemagne
- Haute Ecole de Bruxelles
- Haute Ecole en Hainaut
- Haute Ecole Paul Henri Spaak
- Haute Ecole Robert Schuman

Haute école de la CF de Namur Albert Jacquard (HEAJ)

***Contact** : Fabrice COTTA (fabrice.cotta@heaj.be) - 081/23.43.87*

HEAJ

Codes SEC 2 pos.	Codes SEC 4 pos.	PCMN	Libellés	2017 Budget initial provisoire	2017 Budget initial définitif	2017 Budget ajusté provisoire	2017 Budget ajusté définitif	2017 Exécution provisoire	2017 Exécution définitive	2017 Préfiguration exécution du budget	2017 Réalisations à 24 mois
			Canevas mis à jour : 07/11/2016	15/07/16	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A foumir en 2017
			AF2 - AF81A - AF81L								
			SECTION I : Budget - allocation annuelle globale								
		70/74	**I. Ventes et prestations [70/74]**								
16	**1612**	**70**	**A. Chiffre d'affaires [70]**	€ 5.000,00							
08	**0810**	**71**	**B. Variations de stocks ... [71]**								
		72	**C. Production immobilisée [72]**								
		73	**D. Produits liés à l'enseignement [73]**								
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF) [7300]**								
		73000	**Allocation annuelle globale (AG hors droits d'inscription déduits) [73000]**								
46	**4610**	73000000	*AG Part personnel - FWB DO 55 41.21.51 (DF)*	€ 11.683.000,00							
46	**4610**	73000100	*AG Part fonctionnement - FWB DO 55 41.21.51*								
		73001	**Promotion réussite**								
46	**4610**	73001000	*Promotion réussite (décret du 18 juillet 2008)*								
46	**4610**	73001100	*Promotion réussite (art. 21 quinquies décret 9/09/1996) - FWB DO 55 40.02.81*								
46	**4610**	73001200	*Autres*								
		73003	**Démocratisation**								
46	**4610**	73003000	*Démocratisation d'accès (art. 21 quater décret 9/09/1996) - FWB DO 55 01.03.58 (Gratuité)*								
46	**4610**	73003100	*Compensation réductions DI (décret gratuité du 19 juillet 2010) - FWB DO 55 01.03.58 (Comp.DI)*								
46	**4610**	73003200	*Autres*								
46	**4610**	73004	**Forfait remplacement promoteur FIRST/SPIN OFF (art. 14 al. 7 décret 9/09/1996)** - *FWB DO 55 01.05.58*								
46	**4610**	73092	**Autres produits MCF** - aide logopédie - *FWB DO 55 41 20.58*								
		7301	**Autres organismes publics [7301]**								
		7302	**Droits d'inscription (D.I.) et autres produits liés [7302]**								
		73020	D.I.								
16	**1612**	73020100	D.I. déduits (D.I.D.)	€ 380.000,00							
16	**1612**	73020200	D.I. non-déduits								
16	**1612**	73021	D.I. spécifiques (D.I.S.) déduits								
16	**1612**	73023	Frais biens et services aux étudiants	€ 355.000,00							
16	**1612**	73024	Frais d'études spécifiques	€ 66.000,00							
16	**1612**	73025	Autres produits liés								
46	**4610**	**7303**	**Recettes Erasmus et assimilés**	€ 75.000,00							
		74	**E. Autres produits d'exploitation**								
16	**1620**	740	Récupération de frais de personnel	€ 200.000,00							
08	**0810**	744	Produits de transferts en provenance d'autres sections								
46	**4630**	745	Produits en provenance d'autres institutions	€ 150.000,00							
16	**1620**	autres 74	Autres produits d'exploitation								
26	**2610**	**75**	**F. Produits financiers**	€ 1.500,00							
		Total recettes (1)		**€ 12.915.500,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations								
		60	**A. Approvisionnements et fournitures**								
12	**1211**	600/608	1. Achats								
03	**0310**	609	2. Variations de stocks								
			B. Services et biens divers								
12	**1211**	**610/618**	1. Services et biens divers	€ 1.580.000,00							
34	**3432**	**619**	2. Services et biens divers destinés aux étudiants	€ 100.000,00							
		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions**								
11	**1111**	6202O, 62040, 62060, 621040, 6210AO	Personnel enseignant, administratif et autre imputé sur l'AG aux coûts moyens bruts pondérés	€ 10.172.074,61							
11	**1111**	62021, 62031, 62041, 26060	Personnel enseignant, adm, ouvrier et autre imputés sur l'AG au coût réel (Brut)	€ 500.000,00							
11	**1120**	62102, 62103, 621041, 62105, 62106	Cotisations patronales contractuels								
11	**1112**	623	Autres éléments de rémunérations	€ 38.000,00							
11	**1140**	autres 62	Personnel autre								
03	**0310**	**630**	**D. Amortissements et réductions de valeur**								
03	**0310**	**631/4**	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -)**								
03	**0310**	**635/7**	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)**								
		640/9	**G. Autres charges d'exploitation**								
03	**0310**	64410	Charges de transferts vers d'autres sections								
41	**4130**	645	Charges envers d'autres institutions								
12	**1211**	648	Charges de la CRI								
12	**1250**	autres 64	Autres charges d'exploitation								
34	**3431**	648	Autres charges d'exploitation (Erasmus - Bourses)	€ 65.000,00							

12	**1211**	648	Autres charges d'exploitation (Erasmus - Fonctionnement)	€ 10.000,00							
21	**2110**	**65**	**H. Charges financières**								
12	**1211**	**66**	**I. Charges exceptionnelles**								
7A	**7A**		**Investissement**								
72	**7200**	22	Constructions (Gros travaux d'investissement)	€ 10.000,00							
74	**7440**	21	Licences & brevets pluriannuels								
74	**7422**	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matéril Informatique)	€ 440.000,00							
74	**7422**	240	Mobilier								
74	**7410**	241	Matériel Roulant								
		Total dépenses (1)		**€ 12.915.074,61**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
			SECTION II : Budget - Conseil social								
Bu	***Budget SEC***	**N° cptes PCMN**									
		70/74	**I. Ventes et prestations**								
		70	**A. Chiffre d'affaires**								
16	**1612**	7010	Produits logements								
16	**1612**	7011	Produits restaurants	€ 41.000,00							
16	**1612**	7012, 7013, 708	Produits étudiants								
			Autres								
08	**0810**	**71**	**B. Variations de stocks ...**								
		72	**C. Production immobilisée**								
		73	**D. Produits liés au social**								
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF)**								
		73002	Subsides sociaux								
46	**4610**	73002000	Subsides sociaux (hors part en faveur du Conseil des étudiants) FWB DO 55 33.01.82	€ 260.651,07							
46	**4610**	73002100	Part des subsides sociaux en faveur du Conseil des étudiants FWB DO 55 33.01.82	€ 24.000,00							
46	**4610**	73002200	Allocation complémentaire relative aux supports de cours FWB DO 40 01.04.30	€ 13.000,00							
46	**4610**	73002300	Autres								
46	**4610**	73005	Subsides spécifiques logements								
46	**4610**	73006	Subsides spécifiques restaurants								
46	**4610**	73007	Subsides spécifiques étudiants								
46	**4610**	73092	Autres produits MCF								
49	**4934**	**7301**	**Autres organismes publics**								
		74	**E. Autres produits d'exploitation**								
08	**0810**	744	Produits de transferts en provenance d'autres sections								
46	**4630**	745	Produits en provenance d'autres institutions								
16	**1620**	autres 74	Autres produits d'exploitation								
26	**2610**	**75**	**F. Produits financiers**	€ 600,00							
16	**1612**	**76**	**G. Produits exceptionnels**								
		Total recettes (2)		**€ 339.251,07**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations								
		60	**A. Approvisionnements et fournitures**								
12	**1211**	600/608	1. Achats	€ 29.285,71							
03	**0310**	609	2. Variations de stocks								
12	**1211**	**61**	**B. Services et biens divers**	€ 4.130,00							
		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions**								
12	**1221**		Restaurants	€ 11.714,29							
12	**1221**		Comptabilité	€ 11.201,08							
12	**1221**		Etudiants (Services sociaux et d'orientation ...)								
12	**1211**		Autres	€ 49.980,00							
03	**0310**	**630**	**D. Amortissements et réductions de valeur**								
03	**0310**	**631/4**	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -)**								
03	**0310**	**635/7**	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)**								
		640/9	**G. Autres charges d'exploitation**								
		646	Aides aux étudiants								
34	**3431**	6460	Aides directes	€ 157.500,00							
34	**3431**	6461	Aides indirectes	€ 11.400,00							
34	**3431**	6463	Décret Inclusif (Promoreps)	€ 25.000,00							
12	**1221**	6204	Décret Inclusif (Promoreps)								
34	**3431**	6462	Autres								
03	**0310**	64410	Charges de transferts vers d'autres sections	€ 13.000,00							
12	**1211**	64411	Charges de transferts vers le Conseil des Etudiants	€ 24.000,00							
41	**4130**	645	Charges envers d'autres institutions								
12	**1211**	autres 64	Autres charges d'exploitation								
21	**2110**	**65**	**H. Charges financières**								
12	**1211**	**66**	**I. Charges exceptionnelles**								
7A	**7A**		**Investissement**								
72	**7200**	22	Constructions								
74	**7440**	21	Licences & brevets pluriannuels								

74	**7422**	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matéril Informatique)	€ 2.000,00							
74	**7422**	240	Mobilier								
74	**7410**	241	Matériel Roulant								
		Total dépenses (2)		**€ 339.211,08**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
			SECTION III : Budget Patrimoine								
		70/74	**I. Ventes et prestations**								
		70	**A. Chiffre d'affaires**								
16	**1612**	7030	Produits de programmes de formations continuées	€ 0,00							
16	**1612**	7031	Produits de programmes de recherche et développement								
16	**1612**	7032	Produits de programmes de services à la collectivité								
16	**1612**	7033	Produits d'opérations immobilières								
38	**3810**	7034	Dons, libéralités et legs								
49	**4934**	7035 et 708	Autres produits								
16	**1612**	7035 et 708	Autres produits								
		71	**B. Variations de stocks ...**								
		72	**C. Production immobilisée**								
		73	**D. Produits liés au Patrimoine**								
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF)**								
46	**4610**	73008	Subsides de programmes de formations continuées FWB DO 55 40.01.81								
46	**4610**	73009	Subsides de programmes de recherche et développement								
46	**4610**	73009000	Avances sur crédits FSE								
66	**6611**	73009100	Autres subventions R & D								
46	**4610**	73090	Subsides de programmes de services à la collectivité								
66	**6611**	73091	Subsides d'opérations immobilières								
46	**4610**	73092	Autres produits MCF								
		7301	**Autres organismes publics**								
49	**4934**	7301	Subsides de programmes de formations continuées	€ 114.293,00							
			Subsides de programmes de recherche et développement								
			Subsides de programmes de services à la collectivité								
			Subsides d'opérations immobilières								
			Autres produits publics								
		7302	**Droits d'inscription (D.I.) et autres produits liés**								
16	**1612**	73020200	D.I. non-déduits								
16	**1612**	73023	Frais biens et services aux étudiants								
16	**1612**	73024	Frais d'études spécifiques								
16	**1612**	73025	Autres produits liés								
		74	**E. Autres produits d'exploitation**								
08	**0810**	744	Produits de transferts en provenance d'autres sections								
46	**4630**	745	Produits en provenance d'autres institutions								
16	**1620**	autres 74	Autres produits d'exploitation								
26	**2610**	**75**	**F. Produits financiers**	€ 5.000,00							
		Total recettes (3)		**€ 119.293,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations								
		60	**A. Approvisionnements et fournitures**								
12	**1211**	600/608 et 609	**Achats et variations de stocks**								
			Programmes de formations continuées								
12	**1211**		1. Achats								
03	**0310**		2. Variations de stocks								
			Programmes de recherche et développement								
12	**1211**		1. Achats								
03	**0310**		2. Variations de stocks								
			Programmes de services à la collectivité								
12	**1211**		1. Achats								
03	**0310**		2. Variations de stocks								
			Opérations immobilières								
72	**7200**		1. Achats								
03	**0310**		2. Variations de stocks								
			Autres								
12	**1211**		1. Achats								
03	**0310**		2. Variations de stocks								
		61	**B. Services et biens divers**								
12	**1211**		Programmes de formations continuées	€ 40.293,00							
12	**1211**		Programmes de recherche et développement								
12	**1211**		Programmes de services à la collectivité								
72	**7200**		Opérations immobilières								
12	**1211**		Autres	€ 1.250,00							
		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions**								
11	**1111**		Programmes de formations continuées	€ 10.400,00							
11	**1120**		Programmes de formations continuées	€ 5.600,00							
12	**1221**		Programmes de formations continuées	€ 69.000,00							
11	**1112**		Programmes de recherche et développement								
12	**1211**		Programmes de services à la collectivité								
12	**1211**		Opérations immobilières								

12	**1221**		Autres								
03	**0310**	**630**	**D. Amortissements et réductions de valeur**								
03	**0310**	**631/4**	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -)**								
03	**0310**	**635/7**	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)**								
		640/9	**G. Autres charges d'exploitation**								
03	**0310**	64410	Charges de transferts vers d'autres sections								
41	**4130**	645	Charges envers d'autres institutions								
12	**1250**	autres 64	Autres charges d'exploitation								
21	**2110**	**65**	**H. Charges financières**								
7A	**7A**		**Investissement**								
72	**7200**	22	Constructions								
74	**7440**	21	Licences & brevets pluriannuels								
74	**7422**	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matéril Informatique)								
74	**7422**	240	Mobilier								
74	**7410**	241	Matériel Roulant - Mobilier								
		Total dépenses (3)		**€ 126.543,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
		TOTAL RECETTES		**13.374.044,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		TOTAL DEPENSES		**13.380.828,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Haute école de Bruxelles (HEB)

***Contact* : Basma KHARROUBI (Bkharroubi@HEB.be) - 02/340.11.65**

Codes SEC 2 pos.	Codes SEC 4 pos.	PCMN	Libellés	2017 Budget initial provisoire	2017 Budget initial définitif	2017 Budget ajusté provisoire	2017 Budget ajusté définitif	2017 Exécution provisoire	2017 Exécution définitive	2017 Préfiguration exécution du budget 2017	Réalisations à 24 mois
			Canevas mis à jour : 13/09/2016	15/07/2016	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A foumir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017
			AF2 - AF81A - AF81L	Données manquantes							
			SECTION I : Budget - allocation annuelle globale								
		70/74	**I. Ventes et prestations [70/74]**								
16	**1612**	**70**	**A. Chiffre d'affaires [70]**								
08	**0810**	**71**	**B. Variations de stocks ... [71]**								
16	**1612**	**72**	**C. Production immobilisée [72]**								
		73	**D. Produits liés à l'enseignement [73]**								
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF) [7300]**								
		7300	**Allocation annuelle globale (AG hors droits d'inscription déduits) [73000]**								
46	*4610*		*AG Part personnel FWB DO 55 41.21.51 (DF)*								
46	*4610*		*AG Part fonctionnement FWB DO 55 41.21.51*								
			Promotion réussite								
46	*4610*		*Promotion réussite (décret du 18 juillet 2008)*								
46	*4610*		*Promotion réussite (art. 21 quinquies décret 9/09/1996) FWB DO 55 40.02.81*								
46	*4610*		*Autres*								
			Démocratisation								
46	*4610*		*Démocratisation d'accès (art 21 quater décret 9/09/1996) FWB DO 55 01.03.58 (Gratuité)*								
46	*4610*		*Compensation réductions DI (décret gratuité du 19 juillet 2010) FWB DO 55 01.03.58 (Comp.DI)*								
46	*4610*		*Autres*								
46	**4610**		**Forfait remplacement promoteur FIRST/SPIN OFF (art. 14 al. 7 décret 9/09/1996)** FWB DO 55 01.05.58								
46	**4610**		**Autres produits MCF** - aide logopédie FWB DO 55 41.20.58								
49	**4934**	**7301**	**Autres organismes publics [7301]**								
		7302	**Droits d'inscription (D.I.) et autres produits liés [7302]**								
		73020	**D.I. [73020]**								
16	*1612*	*73020100*	*D.I déduits (D.I.D.) [73020100] (Recettes négatives) (-)*								
16	*1612*	*73020200*	*D.I non-déduits [73020200]*								
16	*1612*	*73020200*	*Rbt DI non déduits [73020200] (Recettes négatives) (-)*								
			D.I. spécifiques (D.I.S.) déduits								
16	*1612*	*73021*	*D.I.S [73021]*								
16	*1612*	*73021*	*Rbt DIS [73021] (Recettes négatives) (-)*								
			Frais biens et services aux étudiants								
16	*1612*	*73023*	*Frais administratifs [73023]*								
16	*1612*	*73023*	*Rbt frais administratifs [73023] (Recettes négatives) (-)*								
16	*1612*	*73023*	*Frais papier [73023]*								
16	*1612*	*73023*	*Rbt frais papier [73023] (Recettes négatives) (-)*								
16	*1612*	*73024*	*Frais d'études spécifiques [73024]*								
16	*1612*	*73025*	*Autres produits liés [73025]*								
		74	**E. Autres produits d'exploitation [74]**								
08	0810	744	Produits de transferts en provenance d'autres sections [744]								
46	4630	745	Produits en provenance d'autres institutions [745]								
16	1620	Autres 74	Autres produits d'exploitation [autres 74]								
26	**2610**	**75**	**F. Produits financiers [75]**								
			Total Recettes (1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations								
		60	**A. Approvisionnements et fournitures [60]**								
12	1211	600/608	1. Achats [600/608]								
12	1211	609	2. Variations de stocks [609]								
			B. Services et biens divers								
12	1211	61	1. Services et biens divers [61]								
34	3432	619	2. Services et biens divers destinés aux étudiants [619]								
		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions [62]**								
11	1111	62020, 62040, 62060, 621040	Personnel enseignant, administratif et autre imputé sur l'AG aux CMBP [62020, 62040, 62060, 621040]								
11	1111	62102, 62103, 621041, 62105, 62106	Personnel enseignant, adm, ouvrier et autre imputés sur l'AG au coût réel (Brut) [62021, 6203, 62041, 26061]								
11	1120	62102, 62103, 621041, 62105, 62106	Cotisations patronales contractuels [62102, 62103, 621041, 62105, 62106]								
11	1112	623	Autres éléments de rémunérations [623]								
11	1140	Autres 62	Personnel autre [autres 62]								
03	**0310**	**630**	**D. Amortissements et réductions de valeur [630]**								
03	**0310**	**631/4**	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -) [631/4]**								

03	**0310**	**635/7**	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -) [635/7]**								
		640/9	**G. Autres charges d'exploitation [640/9]**								
03	0310	64410	Charges de transferts vers d'autres sections [64410]								
41	4130	645	Charges envers d'autres institutions [645]								
12	1250	Autres 64	Autres charges d'exploitation [autres 64]								
21	**2110**	**65**	**H. Charges financières [65]**								
7A	**7A**		**III. Investissement**								
72	7200	22	Constructions (Gros travaux d'investissement) [22]								
74	7440	21	Licences & brevets pluriannuels [21]								
74	7422	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matéril Informatique) [233]								
74	7422	240	Mobilier [240]								
74	7410	241	Matériel Roulant [241]								
			Total Dépenses (1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
			SECTION II : Budget - Conseil social								
		70/74	**I. Ventes et prestations [70/74]**								
		70	**A. Chiffre d'affaires [70]**								
16	1612	7010	Produits logements [7010]								
16	1612	7011	Produits restaurants [7011]								
16	1612	7012, 7013, 708	Produits étudiants [7012, 7013, 708]								
16	1620		Autres								
16	**1612**	**71**	**B. Variations de stocks ... [71]**								
		72	**C. Production immobilisée [72]**								
		73	**D. Produits liés au social [73]**								
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF) [7300]**								
		73002	**Subsides sociaux [73002]**								
46	*4610*		Subsides sociaux (hors part en faveur du Conseil des étudiants) FWB DO 55 33.01.82								
46	*4610*		Part des subsides sociaux en faveur du Conseil des étudiants FWB DO 55 33.01.82								
46	*4610*		Allocation complémentaire relative aux supports de cours FWB DO 40 01.04.30								
46	*4610*		Autres								
46	**4610**	**73005**	**Subsides spécifiques logements [73005]**								
46	**4610**	**73006**	**Subsides spécifiques restaurants [73006]**								
46	**4610**	**73007**	**Subsides spécifiques étudiants [73007]**								
46	**4610**	**73092**	**Autres produits MCF [73092]**								
49	**4935**	**7301**	**Autres organismes publics [7301]**								
		74	**E. Autres produits d'exploitation [74]**								
08	0810	744	Produits de transferts en provenance d'autres sections [744]								
46	4630	745	Produits en provenance d'autres institutions [745]								
16	1620	Autres 74	Autres produits d'exploitation [autres 74]								
26	**2610**	**75**	**F. Produits financiers [75]**								
			Total Recettes (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations								
		60	**A. Approvisionnements et fournitures [60]**								
12	1211	600/608	1. Achats [600/608]								
12	1211	609	2. Variations de stocks [609]								
12	**1211**	**61**	**B. Services et biens divers [61]**								
		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions [62]**								
12	1211		Logements								
12	1211		Restaurants								
12	1211		Etudiants (Services sociaux et d'orientation ...)								
12	1211		Autres								
03	**0310**	**630**	**D. Amortissements et réductions de valeur [630]**								
03	**0310**	**631/4**	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -) [631/4]**								
03	**0310**	**635/7**	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -) [635/7]**								
		640/9	**G. Autres charges d'exploitation [640/9]**								
		646	**Aides aux étudiants [646]**								
34	**3431**	**6460**	Aides directes [6460]								
34	**3431**	**6461**	Aides indirectes [6461]								
34	**3431**	**64620300**	Décret Inclusif (Promoreps) [64620300]								

34	3431	6462	Autres [6462]								
03	0310	64410	Charges de transferts vers d'autres sections [64410]								
12	1211	64411	Charges de transferts vers le Conseil des Etudiants [64411]								
41	4130	645	Charges envers d'autres institutions [645]								
12	1250	Autres 64	Autres charges d'exploitation [autres 64]								
7A	7A		**Investissement**								
72	7200	22	Constructions [22]								
74	7440	21	Licences & brevets pluriannuels [21]								
74	7422	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matéril Informatique) [233]								
74	7422	240	Mobilier [240]								
74	7410	241	Matériel Roulant [241]								
			Total Dépenses (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
			SECTION III : Budget Patrimoine								
		70/74	**I. Ventes et prestations [70/74]**								
		70	**A. Chiffre d'affaires [70]**								
16	1612	7030	Produits de programmes de formations continuées [7030]								
16	1612	7031	Produits de programmes de recherche et développement [7031]								
16	1612	7032	Produits de programmes de services à la collectivité [7032]								
16	1612	7033	Produits d'opérations immobilières [7033]								
38	3810	7034	Dons, libéralités et legs [7034]								
16	1612	7035, 708	Autres produits [7035 et 708]								
		71	**B. Variations de stocks ... [71]**								
		72	**C. Production immobilisée [72]**								
		73	**D. Produits liés au Patrimoine [73]**								
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF) [7300]**								
46	4610		Subsides de programmes de formations continuées FWB DO 55 40.01.81								
		73009	**Subsides de programmes de recherche et développement [73009]**								
46	*4610*	*73009000*	*Avances sur crédits FSE [73009000]*								
66	*6611*	*73009100*	*Autres subventions R & D [73009100]*								
46	4610	73090	**Subsides de programmes de services à la collectivité [73090]**								
66	6611	73091	**Subsides d'opérations immobilières [73091]**								
46	4610	73092	**Autres produits MCF [73092]**								
		7301	**Autres organismes publics [7301]**								
			Subsides de programmes de formations continuées								
			Subsides de programmes de recherche et développement								
			Subsides de programmes de services à la collectivité								
			Subsides d'opérations immobilières								
48	4822		Autres produits publics								
		7302	**Droits d'inscription (D.I.) et autres produits liés [7302]**								
16	1612	73020200	D.I. non-déduits [73020200]								
16	1612	73023	Frais biens et services aux étudiants [73023]								
16	1612	73024	Frais d'études spécifiques [73024]								
16	1612	73025	Autres produits liés [73025]								
		74	**E. Autres produits d'exploitation [74]**								
08	0810	744	Produits de transferts en provenance d'autres sections [744]								
46	4630	745	Produits en provenance d'autres institutions [745]								
16	1620	Autres 74	Autres produits d'exploitation [autres 74]								
26	2610	75	**F. Produits financiers [75]**								
			Total Recettes (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations								
		60	**A. Approvisionnements et fournitures [60]**								
12	1211	600/608 et 609	**Achats et variations de stocks [600/608 et 609]**								
			Programmes de formations continuées								
12	1211		1. Achats								
03	0310		2. Variations de stocks								
			Programmes de recherche et développement								
12	1211		1. Achats								
03	0310		2. Variations de stocks								
			Programmes de services à la collectivité								
12	1211		1. Achats								
03	0310		2. Variations de stocks								
			Opérations immobilières								
7X	7XXX		1. Achats								
03	0310		2. Variations de stocks								
			Autres								
12	1211		1. Achats								
03	0310		2. Variations de stocks								
		61	**B. Services et biens divers [61]**								
12	1211		Programmes de formations continuées								
12	1211		Programmes de recherche et développement								
12	1211		Programmes de services à la collectivité								

7X	7X.XX		Opérations immobilières								
12	1211		Autres								
		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions [62]**								
12	1211		Programmes de formations continuées								
			Programmes de recherche et développement								
11	1111		Rémunération personnel (CMBP)								
11	1111		Rémunération chercheurs (Brut)								
11	1120		Cotisations patronales								
11	1112		Autres éléments rémunération								
12	1211		Programmes de services à la collectivité								
			Opérations immobilières								
			Autres								
03	0310	630	**D. Amortissements et réductions de valeur [630]**								
03	0310	631/4	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -) [631/4]**								
03	0310	635/7	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -) [635/7]**								
		640/9	**G. Autres charges d'exploitation [640/9]**								
03	0310	64410	Charges de transferts vers d'autres sections [64410]								
41	4130	645	Charges envers d'autres institutions [645]								
12	1250	Autres 64	Autres charges d'exploitation [autres 64]								
21	2110	65	**H. Charges financières [65]**								
7A	7A		**Investissement**								
72	7200	22	Constructions [22]								
74	7440	21	Licences & brevets pluriannuels [21]								
74	7422	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matéril Informatique) [233]								
74	7422	240	Mobilier [240]								
74	7410	241	Matériel Roulant - Mobilier [241]								
			Total Dépenses (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
			Total Recettes	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
			Total Dépenses	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Haute école de la CF Charlemagne (HECh)
***Contact* : Etienne JEGHERS (etienne.jeghers@hech.be) - 04/254.76.01**

Codes SEC 2 pos.	Codes SEC 4 pos.	PCMN	Libellés	2017 Budget initial provisoire	2017 Budget initial définitif	2017 Budget ajusté provisoire	2017 Budget ajusté définitif	2017 Exécution provisoire	2017 Exécution définitive	2017 Préfiguration exécution du budget	Réalisations à 24 mois
			Canevas mis à jour : 13/09/2016	15/07/16	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017
			AF2 - AF81A - AF81L								
			SECTION I : Budget - Allocation annuelle globale								
		70/74	**I. Ventes et prestations**								
16	1612	**70**	**A. Chiffre d'affaires**	€ 102.000,00							
08	0810	**71**	**B. Variations de stocks ...**								
		72	**C. Production immobilisée**								
		73	**D. Produits liés à l'enseignement**								
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF)**								
		73000	**Allocation annuelle globale *(AG hors droits d'inscription déduits)***								
46	4610	*73000000*	*AG Part personnel FWB DO 55 41.21.51 (DF)*	€ 16.216.702,00							
46	4610	*73000100*	*AG Part fonctionnement FWB DO 55 41.21.51*	€ 466.163,83							
		73001	**Promotion réussite**								
46	4610	*73001000*	*Promotion réussite (décret du 18 juillet 2008)*								
46	4610	*73001100*	*Promotion réussite (art. 21 quinquies décret 9/09/1996) FWB DO 55 40.02.81*								
46	4610	*73001200*	*Autres*								
		73003	**Démocratisation**								
46	4610	*73003000*	*Démocratisation d'accès (art. 21 quater décret 9/09/1996) FWB DO 55 01.03.58 (Gratuité)*								
46	4610	*73003100*	*Compensation réductions DI (décret gratuité du 19 juillet 2010) FWB DO 55 01.03.58 (Comp.DI)*								
46	4610	*73003200*	*Autres*								
46	4610	73004	**Forfait remplacement promoteur FIRST/SPIN OFF *(art. 14 al. 7 décret 9/09/1996)*** FWB DO 55 01.05.58								
46	4610	73092	**Autres produits MCF** - aide logopédie FWB DO 55 41.20.58	€ 120.000,00							
		7301	**Autres organismes publics**								
		7302	**Droits d'inscription (D.I.) et autres produits liés**								
		73020	D.I.								
16	1612	*73020100*	*D.I. déduits (D.I.D.)*	€ 421.000,00							
16	1612	*73020200*	*D.I. non-déduits*	€ 0,00							
16	1612	73021	D.I. spécifiques (D.I.S.) déduits	€ 20.000,00							
16	1612	73023	Frais biens et services aux étudiants	€ 237.000,00							
16	1612	73024	Frais d'études spécifiques	€ 100.000,00							
16	1612	73025	Autres produits liés								
		74	**E. Autres produits d'exploitation**								
08	0810	744	Produits de transferts en provenance d'autres sections								
46	4630	745	Produits en provenance d'autres institutions	€ 324.700,00							
16	1620	autres 74	Autres produits d'exploitation	€ 286.250,00							
26	2610	**75**	**F. Produits financiers**	€ 37.000,00							
			Total Recettes (1)	**€ 18.330.815,83**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations								
		60	**A. Approvisionnements et fournitures**								
12	1211	600/608	1. Achats	€ 165.000,00							
03	0310	609	2. Variations de stocks								
			B. Services et biens divers								
12	1211	**61**	1. Services et biens divers	€ 1.238.500,00							
34	3432	**619**	2. Services et biens divers destinés aux étudiants	€ 102.000,00							
		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions**								
11	1111	62020, 62040, 62060, 621040	Personnel enseignant, administratif et autre imputé sur l'AG aux coûts moyens bruts pondérés	€ 16.216.702,00							
11	1111	62021, 6203, 62041, 26061	Personnel enseignant, adm, ouvrier et autre imputés sur l'AG au coût réel (Brut)	€ 449.539,03							
11	1120	62102, 62103, 621041, 62105, 62106	Cotisations patronales contractuels	€ 71.967,97							
11	1112	623	Autres éléments de rémunérations	€ 25.000,00							
11	1140	autres 62	Personnel autre	€ 0,00							
03	0310	**630**	**D. Amortissements et réductions de valeur**	€ 107.500,00							
03	0310	**631/4**	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -)**								
03	0310	**635/7**	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)**								

		640/9	**G. Autres charges d'exploitation**								
03	0310	64410	Charges de transferts vers d'autres sections								
41	4130	645	Charges envers d'autres institutions	€ 338.000,00							
12	1250	autres 64	Autres charges d'exploitation	€ 35.000,00							
34	3431	648	Autres charges d'exploitation (Erasmus - Bourses)	€ 107.000,00							
12	1211	648	Autres charges d'exploitation (Erasmus - Fonctionnement)	€ 13.000,00							
7A	7A		**Investissement**								
72	7200	22	Constructions (Gros travaux d'investissement)								
74	7440	21	Licences & brevets pluriannuels								
74	7422	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matéril Informatique)	€ 200.000,00							
74	7422	240	Mobilier	€ 50.000,00							
74	7410	241	Matériel Roulant								
			Total Dépenses (1)	**€ 19.119.209,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
			SECTION II : Budget - Conseil social								
		70/74	**I. Ventes et prestations**								
		70	**A. Chiffre d'affaires**								
16	1612	7010	Produits logements								
16	1612	7011	Produits restaurants	€ 120.000,00							
16	1612	7012, 7013, 708	Produits étudiants	€ 400,00							
			Autres								
08	0810	**71**	**B. Variations de stocks ...**								
		72	**C. Production immobilisée**								
		73	**D. Produits liés au social**								
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF)**								
		73002	Subsides sociaux								
46	4610	*73002000*	Subsides sociaux (hors part en faveur du Conseil des étudiants) FWB DO 55 33.01.82	€ 296.822,00							
46	4610	*73002100*	Part des subsides sociaux en faveur du Conseil des étudiants FWB DO 55 33.01.82	€ 27.496,00							
46	4610	*73002200*	Allocation complémentaire relative aux supports de cours. FWB DO 40 01.04.30	€ 15.000,00							
46	4610	*73002300*	Autres - FWB DO 55 33.01.82								
46	4610	73005	Subsides spécifiques logements								
46	4610	73006	Subsides spécifiques restaurants FWB DO 55 41.21.51								
46	4610	73007	Subsides spécifiques étudiants								
46	4610	73092	Autres produits MCF								
49	4934	**7301**	**Autres organismes publics**								
		74	**E. Autres produits d'exploitation**								
08	0810	744	Produits de transferts en provenance d'autres sections								
46	4630	745	Produits en provenance d'autres institutions								
16	1620	autres 74	Autres produits d'exploitation								
26	2610	**75**	**F. Produits financiers**	€ 900,00							
			Total Recettes (2)	**€ 460.618,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations								
		60	**A. Approvisionnements et fournitures**								
12	1211	600/608	1. Achats	€ 120.000,00							
03	0310	609	2. Variations de stocks								
12	1211	**61**	**B. Services et biens divers**	€ 11.360,00							
		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions**								
12	1211		Logements	€ 131.153,23							
12	1211		Restaurants								
12	1211		Etudiants (Services sociaux et d'orientation ...)								
12	1211		Autres								
03	0310	**630**	**D. Amortissements et réductions de valeur**	€ 885,42							
03	0310	**631/4**	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -)**								
03	0310	**635/7**	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)**								
		640/9	**G. Autres charges d'exploitation**								
		646	Aides aux étudiants								
34	3431	6460	Aides directes	€ 242.113,00							
34	3431	6461	Aides indirectes	€ 10.000,00							
34	3431		Décret Inclusif (Promoreps)								
34	3431	6462	Autres								
03	0310	64410	Charges de transferts vers d'autres sections								

12	1211	64411	Charges de transferts vers le Conseil des Etudiants	€ 27.496,00							
41	4130	645	Charges envers d'autres institutions								
12	1250	autres 64	Autres charges d'exploitation	€ 300,00							
7A	7A		**Investissement**								
72	7200	22	Constructions								
74	7440	21	Licences & brevets pluriannuels								
74	7422	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matéril Informatique)	€ 1.000,00							
74	7422	240	Mobilier	€ 1.000,00							
74	7410	241	Matériel Roulant								
			Total Dépenses (2)	**€ 545.307,65**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
			SECTION III : Budget Patrimoine								
		70/74	**I. Ventes et prestations**								
		70	**A. Chiffre d'affaires**								
16	1612	7030	Produits de programmes de formations continuées								
16	1612	7031	Produits de programmes de recherche et développement								
16	1612	7032	Produits de programmes de services à la collectivité								
16	1612	7033	Produits d'opérations immobilières								
38	3810	7034	Dons, libéralités et legs								
16	1612	7035 et 708	Autres produits								
		71	**B. Variations de stocks ...**								
		72	**C. Production immobilisée**								
		73	**D. Produits liés au Patrimoine**								
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF)**								
46	4610	73008	Subsides de programmes de formations continuées FWB DO 55 40.01.81	€ 25.130,00							
46	4610	73009	Subsides de programmes de recherche et développement								
46	4610	*73009000*	Avances sur crédits FSE								
66	6611	*73009100*	Autres subventions R & D	€ 110.666,30							
46	4610	73090	Subsides de programmes de services à la collectivité								
66	6611	73091	Subsides d'opérations immobilières								
46	4610	73092	Autres produits MCF								
		7301	**Autres organismes publics**								
49	4925		Subsides de programmes de formations continuées (VG)								
49	4934		Subsides de programmes de recherche et développement (RW)	€ 6.240,70							
48	4822		Subsides de programmes de recherche et développement (Ixelles)								
			Subsides de programmes de recherche à la collectivité								
			Subsides d'opérations immobilières								
			Autres produits publics								
		7302	**Droits d'inscription (D.I.) et autres produits liés**								
16	1612	*73020200*	D.I. non-déduits								
16	1612	73023	Frais biens et services aux étudiants								
16	1612	73024	Frais d'études spécifiques								
16	1612	73025	Autres produits liés								
		74	**E. Autres produits d'exploitation**								
08	0810	744	Produits de transferts en provenance d'autres sections								
46	4630	745	Produits en provenance d'autres institutions								
16	1620	autres 74	Autres produits d'exploitation								
26	2610	**75**	**F. Produits financiers**	€ 13.939,35							
			Total Recettes (3)	**€ 155.976,35**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations								
		60	**A. Approvisionnements et fournitures**								
12	1211	600/608 et 609	**Achats et variations de stocks**								
			Programmes de formations continuées								
12	1211		1. Achats								
03	0310		2. Variations de stocks								
			Programmes de recherche et développement								
12	1211		1. Achats								
03	0310		2. Variations de stocks								
			Programmes de services à la collectivité								
12	1211		1. Achats								
03	0310		2. Variations de stocks								
			Opérations immobilières								
7X	7XXX		1. Achats								
03	0310		2. Variations de stocks								
			Autres								
12	1211		1. Achats								
03	0310		2. Variations de stocks								

		61	**B. Services et biens divers**								
12	1211		Programmes de formations continuées	€ 11.290,00							
12	1211		Programmes de recherche et développement	€ 36.260,79							
12	1211		Programmes de services à la collectivité								
7X	7X.XX		Opérations immobilières								
12	1211		Autres	€ 10.000,00							
		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions**								
11	1120		Programmes de formations continuées	€ 11.640,00							
11	1111		Programmes de recherche et développement	€ 15.279,39							
11	1112		Programmes de services à la collectivité								
12	1211		Opérations immobilières								
12	1211		Autres								
03	0310	**630**	**D. Amortissements et réductions de valeur**	€ 97.035,66							
03	0310	**631/4**	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -)**								
03	0310	**635/7**	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)**								
		640/9	**G. Autres charges d'exploitation**								
03	0310	64410	Charges de transferts vers d'autres sections								
41	4130	645	Charges envers d'autres institutions								
12	1250	autres 64	Autres charges d'exploitation								
7A	7A		**Investissement**								
72	7200	22	Constructions	€ 1.303.366,82							
74	7440	21	Licences & brevets pluriannuels								
74	7422	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matéril Informatique)	€ 37.000,00							
74	7422	240	Mobilier								
74	7410	241	Matériel Roulant - Mobilier								
			Total Dépenses (3)	**€ 1.521.872,66**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
		TOTAL RECETTES		**18.947.410,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		TOTAL DEPENSES		**21.186.389,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Haute école de la CF en Hainaut (HEH)
Contact : Séverine GROUX (severine.groux@heh.be) - 065/34.79.83

Codes SEC 2 pos.	Codes SEC 4 pos.	PCMN	Libellés	2017 Budget initial provisoire	2017 Budget initial définitif	2017 Budget ajusté provisoire	2017 Budget ajusté définitif	2017 Exécution provisoire	2017 Exécution définitive	2017 Préfiguration exécution du budget	Réalisations à 24 mois
			Canevas mis à jour : 13/09/2016	15/07/16	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017
			AF2 - AF81A - AF81L								~~2017~~
			SECTION I : Budget - allocation annuelle globale								
		70/74	**I. Ventes et prestations [70/74]**								
16	1612	**70**	**A. Chiffre d'affaires [70]**								
16	1612	**71**	**B. Variations de stocks ... [71]**								
		72	**C. Production immobilisée [72]**								
		73	**D. Produits liés à l'enseignement [73]**								
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF) [7300]**								
		73000	**Allocation annuelle globale (AG hors droits d'inscription déduits) [73000]**								
46	4610	73000000	*AG Part personnel FWB DO 55 41.21.51 (DF)*	€ 18.350.000,00							
46	4610	73000100	*AG Part fonctionnement FWB DO 55 41.21.51*								
		73001	**Promotion réussite**								
46	4610	73001000	*Promotion réussite (décret du 18 juillet 2008)*								
46	4610	73001100	*Promotion réussite (art. 21 quinquies décret 9/09/1996) FWB DO 55 40.02.81*	€ 18.000,00							
46	4610	73001200	*Autres*								
		73003	**Démocratisation**								
46	4610	73003000	*Démocratisation d'accès (art. 21 quater décret 9/09/1996) FWB DO 55 01.03.58 (Gratuité)*								
46	4610	73003100	*Compensation réductions DI (décret gratuité du 19 juillet 2010) FWB DO 55 01.03.58 (Comp.DI)*	€ 12.000,00							
46	4610	73003200	*Autres*								
46	4610	73004	**Forfait remplacement promoteur FIRST/SPIN OFF (art. 14 al.7 décret 9/09/1996)** FWB DO 55 01.05.58	€ 25.000,00							
46	4610	73092	**Autres produits MCF** - aide logopédie FWB DO 55 41.20.58								
49	4934	**7301**	**Autres organismes publics [7301]**								
		7302	**Droits d'inscription (D.I.) et autres produits liés [7302]**								
		73020	**D.I. [73020]**								
16	1612	73020100	*D.I. déduits (D.I.D.) [73020100] (Recettes négatives) (-)*	€ 450.000,00							
16	1612	73020200	*D.I. non-déduits [73020200]*	€ 125.000,00							
16	1612	73021	D.I. spécifiques (D.I.S.) déduits								
16	1612	73023	Frais biens et services aux étudiants	€ 600.000,00							
16	1612	73024	Frais d'études spécifiques	€ 325.000,00							
16	1612	73025	Autres produits liés								
		74	**E. Autres produits d'exploitation**								
08	0810	743	Produits de transferts en provenance d'autres sections	€ 194.640,00							
46	4630	745	Produits en provenance d'autres institutions								
26	2610	autres 74	Autres produits d'exploitation	€ 10.000,00							
		Total recettes (1)		**€ 20.109.640,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations								
		60	**A. Approvisionnements et fournitures**								
12	1211	600/608	1. Achats								
12	1211	609	2. Variations de stocks								
			B. Services et biens divers								
12	1211	**61**	1. Services et biens divers	€ 1.355.000,00							
34	3432	**619**	2. Services et biens divers destinés aux étudiants	€ 200.000,00							
34	3431	**619**	3. Tutorat (Démocratisation, Aide à la réussite)								
		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions**								
11	1111	62020, 62040, 62060, 621040	Personnel enseignant, administratif et autre imputé sur l'AG aux coûts moyens bruts pondérés	€ 16.639.298,00							
11	1111	62021, 6203, 62041 26061	Personnel enseignant, adm, ouvrier et autre imputés sur l'AG au coût réel (Brut)	€ 1.155.750,00							
11	1120	62102, 62103, 621041, 62105, 62106	Cotisations patronales contractuels	€ 250.000,00							
11	1112	623	Autres éléments de rémunérations	€ 45.000,00							
12	1211	autres 62	Personnel autre								
03	0310	**630**	**D. Amortissements et réductions de valeur**								
03	0310	**631/4**	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -)**								
03	0310	**635/7**	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)**								
		640/9	**G. Autres charges d'exploitation**								
03	0310	64410	Charges de transferts vers d'autres sections								

41	4130	645	Charges envers d'autres institutions								
12	1250	autres 64	Autres charges d'exploitation								
7A	7A		**Investissement**								
72	7200	22	Constructions (Gros travaux d'investissement)								
74	7440	21	Licences & brevets pluriannuels								
74	7422	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matéril Informatique)	€ 100.000,00							
74	7422	240	Mobilier	€ 20.000,00							
74	7410	241	Matériel Roulant								
		Total dépenses (1)		**€ 19.765.048,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
		70/74	**I. Ventes et prestations**								
		70	**A. Chiffre d'affaires**								
16	1612	7010	Produits logements	€ 70.000,00							
16	1612	7011	Produits restaurants	€ 185.000,00							
16	1612	7012, 7013, 708	Produits étudiants								
16	1612		Autres								
03	0310	**71**	**B. Variations de stocks ...**								
		72	**C. Production immobilisée**								
		73	**D. Produits liés au social**								
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF)**								
		73002	Subsides sociaux								
46	4610	73002000	Subsides sociaux (hors part en faveur du Conseil des étudiants) FWB DO 55.33.01.82	€ 325.000,00							
46	4610	73002100	Part des subsides sociaux en faveur du Conseil des étudiants FWB DO 55.33.01.82	€ 30.000,00							
46	4610	73002200	Allocation complémentaire relative aux supports de cours FWB DO 40.01.04.30	€ 12.000,00							
46	4610	73002300	Autres								
		73005	Subsides spécifiques logements								
		73006	Subsides spécifiques restaurants								
		73007	Subsides spécifiques étudiants								
		73092	Autres produits MCF								
49	4934	**7301**	**Autres organismes publics**								
		74	**E. Autres produits d'exploitation**								
08	0810	744	Produits de transferts en provenance d'autres sections								
46	4630	745	Produits en provenance d'autres institutions								
26	2610	autres 74	Autres produits d'exploitation								
		Total recettes (2)		**€ 622.000,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations								
		60	**A. Approvisionnements et fournitures**								
12	1211	600/608	1. Achats								
12	1211	609	2. Variations de stocks								
12	1211	**61**	**B. Services et biens divers**	€ 145.000,00							
		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions**								
12	1211		Logements	€ 194.640,00							
12	1211		Restaurants								
12	1211		Etudiants (Services sociaux et d'orientation ...)								
12	1211		Autres								
03	0310	**630**	**D. Amortissements et réductions de valeur**								
03	0310	**631/4**	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -)**								
03	0310	**635/7**	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)**								
		640/9	**G. Autres charges d'exploitation**								
		646	Aides aux étudiants								
34	3431	6460	Aides directes	€ 200.000,00							
34	3431	6461	Aides indirectes	€ 15.000,00							
34	3431		Décret Inclusif (Promoreps)	€ 15.000,00							
34	3431	6462	Autres	€ 12.000,00							
03	0310	64430	Charges de transferts vers d'autres sections								
12	1211	64431	Charges de transferts vers le Conseil des Etudiants	€ 30.000,00							
41	4130	645	Charges envers d'autres institutions								
12	1250	autres 64	Autres charges d'exploitation	€ 360,00							
7A	7A		**Investissement**								
72	7200	22	Constructions								

74	7440	21	Licences & brevets pluriannuels								
74	7422	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matéril Informatique)	€ 15.000,00							
74	7422	240	Mobilier								
74	7410	241	Matériel Roulant								
		Total dépenses (2)		**€ 627.000,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
		70/74	**I. Ventes et prestations**								
		70	**A. Chiffre d'affaires**								
16	1612	7030	Produits de programmes de formations continuées	€ 30.000,00							
16	1611	7031	Produits de programmes de recherche et développement								
16	1612	7032	Produits de programmes de services à la collectivité	€ 10.000,00							
16	1612	7033	Produits d'opérations immobilières	€ 20.000,00							
38	3810	7034	Dons, libéralités et legs								
16	1620	7035 et 708	Autres produits								
		71	**B. Variations de stocks ...**								
		72	**C. Production immobilisée**								
		73	**D. Produits liés au Patrimoine**								
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF)**								
46	4610	73008	Subsides de programmes de formations continuées FWB DO 55 40.01.81								
46	4610	73009	Subsides de programmes de recherche et développement								
46	4610	73009000	Avances sur crédits FSE	€ 65.000,00							
66	6611	73009100	Autres subventions R & D								
46	4610	73090	Subsides de programmes de services à la collectivité								
66	6611	73091	Subsides d'opérations immobilières								
46	4610	73092	Autres produits MCF								
		7301	**Autres organismes publics**								
			Subsides de programmes de formations continuées								
			Subsides de programmes de recherche et développement								
49	4934		Subsides de programmes de services à la collectivité								
			Subsides d'opérations immobilières								
			Autres produits publics								
		7302	**Droits d'inscription (D.I.) et autres produits liés**								
16	1612	73020200	D.I. non-déduits								
16	1612	73023	Frais biens et services aux étudiants								
16	1612	73024	Frais d'études spécifiques								
16	1612	73025	Autres produits liés								
		74	**E. Autres produits d'exploitation**								
08	0810	744	Produits de transferts en provenance d'autres sections								
46	4630	745	Produits en provenance d'autres institutions								
26	2610	autres 74	Autres produits d'exploitation	€ 2.000,00							
		Total recettes (3)		**€ 127.000,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations								
		60	**A. Approvisionnements et fournitures**								
12	1211	600/608 et 609	**Achats et variations de stocks**								
			Programmes de formations continuées								
12	1211		1. Achats								
03	0310		2. Variations de stocks								
			Programmes de recherche et développement								
12	1211		1. Achats								
03	0310		2. Variations de stocks								
			Programmes de services à la collectivité								
12	1211		1. Achats								
03	0310		2. Variations de stocks								
			Opérations immobilières								
7X	7XXX		1. Achats								
03	0310		2. Variations de stocks								
			Autres								
12	1211		1. Achats								
03	0310		2. Variations de stocks								
		61	**B. Services et biens divers**								
12	1211		Programmes de formations continuées	€ 30.000,00							
12	1211		Programmes de recherche et développement	€ 15.000,00							
12	1211		Programmes de services à la collectivité	€ 5.000,00							
12	1211		Opérations immobilières	€ 10.000,00							
12	1211		Autres								

		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions**								
12	1211		Programmes de formations continuées								
12	1211		Programmes de recherche et développement	€ 17.000,00							
12	1211		Programmes de services à la collectivité								
12	1211		Opérations immobilières								
12	1211		Autres								
03	0310	**630**	**D. Amortissements et réductions de valeur**								
03	0310	**631/4**	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -)**								
03	0310	**635/7**	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)**								
		640/9	**G. Autres charges d'exploitation**								
03	0310	64410	Charges de transferts vers d'autres sections								
41	4130	645	Charges envers d'autres institutions								
12	1250	autres 64	Autres charges d'exploitation	€ 500,00							
7A	7A		**Investissement**								
72	7200	22	Constructions	€ 175.000,00							
74	7440	21	Licences & brevets pluriannuels								
74	7422	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matéril Informatique)	€ 25.000,00							
74	7422	240	Mobilier								
74	7410	241	Matériel Roulant - Mobilier								
		Total dépenses (3)		**€ 277.500,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
		TOTAL RECETTES		**20.858.640,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**#N/A**
		TOTAL DEPENSES		**20.669.548,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**#N/A**

Haute école de la CF Paul-Henri SPAAK *(HEPHS)*

Contact : Eros FABBRICATORE (fabbricatore@he-spaak.be) - 02/227.35.20

Codes SEC 2 pos.	Codes SEC 4 pos.	PCMN	Libellés	2017 Budget initial provisoire	2017 Budget initial définitif	2017 Budget ajusté provisoire	2017 Budget ajusté définitif	2017 Exécution provisoire	2017 Exécution définitive	2017 Préfiguration exécution du budget	Réalisations à 24 mois 2017
			Canevas mis à jour : 13/09/2016	15/07/2016	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017
			AF2 - AF81A - AF81L								
			SECTION I : Budget - allocation annuelle globale								
		70/74	**I. Ventes et prestations [70/74]**								
16	**1612**	**70**	**A. Chiffre d'affaires [70]**	1.530,00							
08	**0810**	**71**	**B. Variations de stocks ... [71]**	0,00							
16	**1612**	**72**	**C. Production immobilisée [72]**	0,00							
		73	**D. Produits liés à l'enseignement [73]**								
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF) [7300]**								
		7300	**Allocation annuelle globale (AG hors droits d'inscription déduits) [73000]**								
46	*4610*		*AG Part personnel FWB DO 55 41.21.51 (DF)*	*12.240.000,00*							
46	*4610*		*AG Part fonctionnement FWB DO 55 41.21.51*	*1.365.055,80*							
			Promotion réussite								
46	*4610*		*Promotion réussite (décret du 18 juillet 2008)*	*0,00*							
46	*4610*		*Promotion réussite (art. 21 quinquies décret 9/09/1996) FWB DO 55 40.02.81*	*173.818,20*							
46	*4610*		*Autres*	*0,00*							
			Démocratisation								
46	*4610*		*Démocratisation d'accès (art. 21 quater décret 9/09/1996) FWB DO 55 01.03.58 (Gratuité)*	*102.306,00*							
46	*4610*		*Compensation réductions DI (décret gratuité du 19 juillet 2010) FWB DO 55 01.03.58 (Comp.DI)*	*0,00*							
46	*4610*		*Autres*	*0,00*							
46	**4610**		**Forfait remplacement promoteur FIRST/SPIN OFF (art. 14 al. 7 décret 9/09/1996)** FWB DO 55 01.05.58	42.840,00							
46	**4610**		**Autres produits MCF** - aide logopédie FWB DO 55 41.20.58	0,00							
49	**4934**	**7301**	**Autres organismes publics [7301]**	0,00							
		7302	**Droits d'inscription (D.I.) et autres produits liés [7302]**								
		73020	**D.I. [73020]**								
16	*1612*	*73020100*	*D.I. déduits (D.I.D.) [73020100] (Recettes négatives) (-)*	*-561.000,00*							
16	*1612*	*73020200*	*D.I. non-déduits [73020200]*	*714.000,00*							
16	*1612*	*73020200*	*Rbt DI non déduits [73020200] (Recettes négatives) (-)*	*-91.800,00*							
			D.I. spécifiques (D.I.S.) déduits								
16	*1612*	*73021*	*D.I. S [73021]*	*102.000,00*							
16	*1612*	*73021*	*Rbt DIS [73021] (Recettes négatives) (-)*	*-10.200,00*							
			Frais biens et services aux étudiants								
16	*1612*	*73023*	*Frais administratifs [73023]*	*1.224.000,00*							
16	*1612*	*73023*	*Rbt frais administratifs [73023] (Recettes négatives) (-)*	*-112.200,00*							
16	*1612*	*73023*	*Frais papier [73023]*	*102.000,00*							
16	*1612*	*73023*	*Rbt frais papier [73023] (Recettes négatives) (-)*	*-1.020,00*							
16	*1612*	*73024*	*Frais d'études spécifiques [73024]*	*510,00*							
16	*1612*	*73025*	*Autres produits liés [73025]*	*0,00*							
		74	**E. Autres produits d'exploitation [74]**								
08	0810	744	Produits de transferts en provenance d'autres sections [744]	0,00							
46	4630	745	Produits en provenance d'autres institutions [745]	0,00							
16	1620	Autres 74	Autres produits d'exploitation [autres 74]	120.360,00							
26	**2610**	**75**	**F. Produits financiers [75]**	5.100,00							
			Total Recettes (1)	**15.417.300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations								
		60	**A. Approvisionnements et fournitures [60]**								
12	1211	600/608	1. Achats [600/608]	27.540,00							
12	1211	609	2. Variations de stocks [609]	0,00							
			B. Services et biens divers								
12	1211	61	1. Services et biens divers [61]	1.131.894,00							
34	3432	619	2. Services et biens divers destinés aux étudiants [619]	234.600,00							
		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions [62]**								
11	1111	62020, 62040, 62060, 621040	Personnel enseignant, administratif et autre imputé sur l'AG aux CMBP [62020, 62040, 62060, 621040]	12.722.460,00							
11	1111	62102, 62103, 621041, 62105, 62106	Personnel enseignant, adm, ouvrier et autre imputés sur l'AG au coût réel (Brut) [62021, 6203, 62041, 26061]	702.425,34							
11	1120	62102, 62103, 621041, 62105, 62106	Cotisations patronales contractuels [62102, 62103, 621041, 62105, 62106]	431.924,60							
11	1112	623	Autres éléments de rémunérations [623]	0,00							
11	1140	Autres 62	Personnel autre [autres 62]	0,00							
03	**0310**	**630**	**D. Amortissements et réductions de valeur [630]**	0,00							
03	**0310**	**631/4**	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -) [631/4]**	0,00							
03	**0310**	**635/7**	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -) [635/7]**	0,00							

		640/9	**G. Autres charges d'exploitation [640/9]**								
03	0310	64410	Charges de transferts vers d'autres sections [64410]	0,00							
41	4130	645	Charges envers d'autres institutions [645]	0,00							
12	1250	Autres 64	Autres charges d'exploitation [autres 64]	0,00							
21	**2110**	**65**	**H. Charges financières [65]**	5.100,00							
7A	**7A**		**III. Investissement**								
72	7200	22	Constructions (Gros travaux d'investissement) [22]	0,00							
74	7440	21	Licences & brevets pluriannuels [21]	0,00							
74	7422	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matéril Informatique) [233]	204.000,00							
74	7422	240	Mobilier [240]	0,00							
74	7410	241	Matériel Roulant [241]	0,00							
			Total Dépenses (1)	**15.459.943,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
			SECTION II : Budget - Conseil social								
		70/74	**I. Ventes et prestations [70/74]**								
		70	**A. Chiffre d'affaires [70]**								
16	1612	7010	Produits logements [7010]	0,00							
16	1612	7011	Produits restaurants [7011]	0,00							
16	1612	7012, 7013, 708	Produits étudiants [7012, 7013, 708]	0,00							
16	1620		Autres	0,00							
16	**1612**	**71**	**B. Variations de stocks ... [71]**	0,00							
		72	**C. Production immobilisée [72]**	0,00							
		73	**D. Produits liés au social [73]**								
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF) [7300]**								
		73002	**Subsides sociaux [73002]**								
46	*4610*		Subsides sociaux (hors part en faveur du Conseil des étudiants) FWB DO 55 33.01.82	*275.400,00*							
46	*4610*		Part des subsides sociaux en faveur du Conseil des étudiants FWB DO 55 33.01.82	*0,00*							
46	*4610*		Allocation complémentaire relative aux supports de cours FWB DO 40 01.04.30	*14.280,00*							
46	*4610*		Autres	*0,00*							
46	**4610**	**73005**	**Subsides spécifiques logements [73005]**	0,00							
46	**4610**	**73006**	**Subsides spécifiques restaurants [73006]**	0,00							
46	**4610**	**73007**	**Subsides spécifiques étudiants [73007]**	0,00							
46	**4610**	**73092**	**Autres produits MCF [73092]**	0,00							
49	**4935**	**7301**	**Autres organismes publics [7301]**	0,00							
		74	**E. Autres produits d'exploitation [74]**								
08	0810	744	Produits de transferts en provenance d'autres sections [744]	0,00							
46	4630	745	Produits en provenance d'autres institutions [745]	0,00							
16	1620	Autres 74	Autres produits d'exploitation [autres 74]	0,00							
26	**2610**	**75**	**F. Produits financiers [75]**	2.550,00							
			Total Recettes (2)	**292.230,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations								
		60	**A. Approvisionnements et fournitures [60]**								
12	1211	600/608	1. Achats [600/608]	0,00							
12	1211	609	2. Variations de stocks [609]	0,00							
12	**1211**	**61**	**B. Services et biens divers [61]**	10.934,40							
		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions [62]**								
12	1211		Logements	0,00							
12	1211		Restaurants	0,00							
12	1211		Etudiants (Services sociaux et d'orientation ...)	45.900,00							
12	1211		Autres	0,00							
03	**0310**	**630**	**D. Amortissements et réductions de valeur [630]**	0,00							
03	**0310**	**631/4**	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -) [631/4]**	0,00							
03	**0310**	**635/7**	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -) [635/7]**	0,00							
		640/9	**G. Autres charges d'exploitation [640/9]**								
		646	**Aides aux étudiants [646]**								
34	**3431**	**6460**	Aides directes [6460]	163.200,00							
34	**3431**	**6461**	Aides indirectes [6461]	2.040,00							
34	**3431**	**64620300**	Décret Inclusif (Promoreps) [64620300]	13.770,00							
34	**3431**	**6462**	Autres [6462]	25.500,00							
03	**0310**	**64410**	Charges de transferts vers d'autres sections [64410]	0,00							
12	**1211**	**64411**	Charges de transferts vers le Conseil des Etudiants [64411]	26.863,13							
41	**4130**	**645**	Charges envers d'autres institutions [645]	0,00							
12	**1250**	**Autres 64**	Autres charges d'exploitation [autres 64]	0,00							

21	2110	65	**F. Charges financières [65]**	0,00							
7A	7A		**Investissement**								
72	7200	22	Constructions [22]	0,00							
74	7440	21	Licences & brevets pluriannuels [21]	0,00							
74	7422	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matéril Informatique) [233]	15.300,00							
74	7422	240	Mobilier [240]	0,00							
74	7410	241	Matériel Roulant [241]	0,00							
			Total Dépenses (2)	**303.507,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
			SECTION III : Budget Patrimoine								
		70/74	**I. Ventes et prestations [70/74]**								
		70	**A. Chiffre d'affaires [70]**								
16	1612	7030	Produits de programmes de formations continuées [7030]	0,00							
16	1612	7031	Produits de programmes de recherche et développement [7031]	0,00							
16	1612	7032	Produits de programmes de services à la collectivité [7032]	0,00							
16	1612	7033	Produits d'opérations immobilières [7033]	0,00							
38	3810	7034	Dons, libéralités et legs [7034]	0,00							
16	1612	7035, 708	Autres produits [7035 et 708]	0,00							
		71	**B. Variations de stocks ... [71]**	0,00							
		72	**C. Production immobilisée [72]**	0,00							
		73	**D. Produits liés au Patrimoine [73]**								
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF) [7300]**								
46	4610		Subsides de programmes de formations continuées FWB DO 55 40.01.81	0,00							
		73009	**Subsides de programmes de recherche et développement [73009]**								
46	*4610*	*73009000*	*Avances sur crédits FSE [73009000]*	*0,00*							
66	*6611*	*73009100*	*Autres subventions R & D [73009100]*	*107.100,00*							
46	4610	73090	**Subsides de programmes de services à la collectivité [73090]**	0,00							
66	6611	73091	**Subsides d'opérations immobilières [73091]**	0,00							
46	4610	73092	**Autres produits MCF [73092]**	0,00							
		7301	**Autres organismes publics [7301]**								
48	4822		Subsides de programmes de formations continuées	0,00							
			Subsides de programmes de recherche et développement	0,00							
			Subsides de programmes de services à la collectivité	0,00							
			Subsides d'opérations immobilières	0,00							
48	4822		Autres produits publics	0,00							
		7302	**Droits d'inscription (D.I.) et autres produits liés [7302]**								
16	1612	73020200	D.I. non-déduits [73020200]	0,00							
16	1612	73023	Frais biens et services aux étudiants [73023]	0,00							
16	1612	73024	Frais d'études spécifiques [73024]	0,00							
16	1612	73025	Autres produits liés [73025]	0,00							
		74	**E. Autres produits d'exploitation [74]**								
08	0810	744	Produits de transferts en provenance d'autres sections [744]	0,00							
46	4630	745	Produits en provenance d'autres institutions [745]	0,00							
16	1620	Autres 74	Autres produits d'exploitation [autres 74]	30.600,00							
26	2610	75	**F. Produits financiers [75]**	204,00							
			Total Recettes (3)	**137.904,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations								
		60	**A. Approvisionnements et fournitures [60]**								
12	1211	600/608 et 609	**Achats et variations de stocks [600/608 et 609]**								
			Programmes de formations continuées								
12	1211		1. Achats	0,00							
03	0310		2. Variations de stocks	0,00							
			Programmes de recherche et développement								
12	1211		1. Achats	0,00							
03	0310		2. Variations de stocks	0,00							
			Programmes de services à la collectivité								
12	1211		1. Achats	0,00							
03	0310		2. Variations de stocks	0,00							
			Opérations immobilières								
7X	7XXX		1. Achats	0,00							
03	0310		2. Variations de stocks	0,00							
			Autres								
12	1211		1. Achats	0,00							
03	0310		2. Variations de stocks	0,00							
		61	**B. Services et biens divers [61]**								
12	1211		Programmes de formations continuées	0,00							
12	1211		Programmes de recherche et développement	56.100,00							
12	1211		Programmes de services à la collectivité	0,00							
7X	7X.XX		Opérations immobilières	0,00							
12	1211		Autres	0,00							

		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions [62]**								
12	1211		Programmes de formations continuées	0,00							
			Programmes de recherche et développement								
11	1111		Rémunération personnel (CMBP)	0,00							
11	1111		Rémunération chercheurs (Brut)	40.800,00							
11	1120		Cotisations patronales	20.400,00							
11	1112		Autres éléments rémunération	0,00							
12	1211		Programmes de services à la collectivité	0,00							
			Opérations immobilières								
			Autres								
03	0310	630	**D. Amortissements et réductions de valeur [630]**	14.280,00							
03	0310	631/4	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -) [631/4]**	0,00							
03	0310	635/7	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -) [635/7]**	0,00							
		640/9	**G. Autres charges d'exploitation [640/9]**								
03	0310	64410	Charges de transferts vers d'autres sections [64410]	0,00							
41	4130	645	Charges envers d'autres institutions [645]	0,00							
12	1250	Autres 64	Autres charges d'exploitation [autres 64]	0,00							
21	2110	65	**H. Charges financières [65]**	0,00							
7A	7A		**Investissement**								
72	7200	22	Constructions [22]	0,00							
74	7440	21	Licences & brevets pluriannuels [21]	0,00							
74	7422	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matéril Informatique) [233]	6.120,00							
74	7422	240	Mobilier [240]	0,00							
74	7410	241	Matériel Roulant - Mobilier [241]	0,00							
			Total Dépenses (3)	**137.700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		Total Recettes	**Total Recettes**	**15.847.434,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		Total Dépenses	**Total Dépenses**	**15.901.151,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Haute école de la CF du Luxembourg Schuman (HERS)

***Contact* : David LECERF (david.lecerf@hers.be) - 061/23.01.20**

Codes SEC 2 pos.	Codes SEC 4 pos.	PCMN	Libellés	2017 Budget initial provisoire	2017 Budget initial définitif	2017 Budget ajusté provisoire	2017 Budget ajusté définitif	2017 Exécution provisoire	2017 Exécution définitive	2017 Préfiguration exécution du budget	Réalisations à 24 mois
			Canevas mis à jour : 13/09/2016	15/07/16	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017	A fournir en 2017
			AF2 - AF81A - AF81L								2017
			SECTION I : Budget - allocation annuelle globale								
		70/74	**I. Ventes et prestations**								
16	**1612**	**70**	**A. Chiffre d'affaires**	€ 225.000,00							
08	**0810**	**71**	**B. Variations de stocks ...**	€0,00							
		72	**C. Production immobilisée**	€0,00							
		73	**D. Produits liés à l'enseignement**								
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF)**								
		73000	**Allocation annuelle globale (AG hors droits d'inscription déduits)**								
46	**4610**	73000001	*AG Fort.personnel FWB DO 55.41.21.51 (DF)*	€ 12.250.000,00							
46	**4610**	73000100	*AG Fort.fonctionnement FWB DO 55.41.21.51*	€ 3.000.000,00							
		73001	**Promotion réussite**								
46	**4610**	73001000	*Promotion réussite (décret du 18 juillet 2008)*	€0,00							
46	**4610**	73001100	*Promotion réussite (art. 21 quinquies décret 9/09/1996) FWB DO 55.40.02.81*	€ 15.000,00							
46	**4610**	73001200	*Autres Gratuité FWB DO 55.01.03.58 + aide logopédie FWB DO 55.41.20.58*	€0,00							
		73003	**Démocratisation**								
46	**4610**	73003000	*Démocratisation d'accès (art. 21 quater décret 9/09/1996) FWB DO 55.01.03.58 (Gratuité)*	€ 50.000,00							
46	**4610**	73003100	*Compensation réductions DI (décret gratuité du 19 juillet 2013) FWB DO 55.01.03.58 (Comp.DI)*	€ 100.000,00							
46	**4610**	73003200	*Autres*	€0,00							
46	**4610**	73004	**Forfait remplacement promoteur FIRST/SPIN OFF (art. 14 al. 7 décret 9/09/1996)** FWB DO 55.01.05.58	€0,00							
46	**4610**	73092	**Autres produits MCF** - aide logopédie FWB DO 55.41.20.58	€0,00							
49	**4934**	**7301**	**Autres organismes publics**	**€0,00**							
		7302	**Droits d'inscription (D.I.) et autres produits liés**								
		73020	D.I.								
16	**1612**	73020100	D.I. déduits (D.I.D.)	€ 450.000,00							
16	**1612**	73020200	D.I. non-déduits	€ 15.000,00							
16	**1612**	73021	D.I. spécifiques (D.I.S.) déduits	€ 5.000,00							
16	**1612**	73023	Frais biens et services aux étudiants	€ 550.000,00							
16	**1612**	73024	Frais d'études spécifiques	€0,00							
16	**1612**	73025	Autres produits liés	€0,00							
		74	**E. Autres produits d'exploitation**								
08	**0810**	744	Produits de transferts en provenance d'autres sections								
46	**4630**	745	Produits en provenance d'autres institutions	€ 50.000,00							
16	**1620**	autres 74	Autres produits d'exploitation								
26	**2610**	**75**	**F. Produits financiers**	€ 20.000,00							
			Total recettes (1)	**€ 15.730.000,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations								
		60	**A. Approvisionnements et fournitures**								
12	**1211**	600/608	1. Achats	€ 450.000,00							
03	**0810**	609	2. Variations de stocks	€ -20.000,00							
			B. Services et biens divers								
12	**1211**	**61**	1. Services et biens divers	€ 1.800.000,00							
34	**3432**	**619**	2. Services et biens divers destinés aux étudiants	€ 600.000,00							
		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions**								
11	**1111**	62020, 62040, 62060, 621040	Personnel enseignant, administratif et autre imputé sur l'AG aux coûts moyens bruts pondérés	€ 12.250.000,00							
11	**1111**	62020, 62030, 62040, 26061	Personnel enseignant, adm, ouvrier et autre imputés sur l'AG au coût réel (Brut)	€ 600.000,00							
11	**1120**	62102, 62103, 621041, 62105, 62106	Cotisations patronales contractuels	€ 350.000,00							
11	**1112**	621.613	Autres éléments de rémunérations	€ 220.000,00							
12	**1211**	autres 62	Personnel autre	€ 70.000,00							
03	**0810**	**630**	**D. Amortissements et réductions de valeur**	€ 230.000,00							
03	**0810**	**631/4**	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -)**	€0,00							
03	**0810**	**635/7**	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)**	€0,00							
		640/9	**G. Autres charges d'exploitation**								
03	**0810**	64410	Charges de transferts vers d'autres sections	€0,00							
41	**4130**	645	Charges envers d'autres institutions								
12	**1250**	autres 64	Autres charges d'exploitation	€ 12.000,00							
12	**1211**		Autres charges d'exploitation	€ 10.000,00							
7A	**7A**		**Investissement**								
72	**7200**	22	Constructions (Gros travaux d'investissement)								
74	**7440**	21	Licences & brevets pluriannuels								
74	**7422**	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matériel Informatique)	€ 300.000,00							
74	**7422**	240	Mobilier	€ 18.000,00							
74	**7410**	241	Matériel Roulant								

			Total Dépenses (1)	€ 16.890.000,00	€ 0,00	€ 0,00	€ 0,00	€ 0,00	€ 0,00	€ 0,00	€ 0,00
Bu	*Budget SEC*	N° cptes PCMN								
		70/74	**I. Ventes et prestations**							
		70	**A. Chiffre d'affaires**							
16	**1612**	7010	Produits logements	€ 0,00						
16	**1612**	7011	Produits restaurants	€ 0,00						
16	**1612**	7012, 7013, 708	Produits étudiants	€ 7.000,00						
16	**1612**		Autres							
08	**0810**	**71**	**B. Variations de stocks ...**	€ 0,00						
		72	**C. Production immobilisée**	€ 0,00						
		73	**D. Produits liés au social**							
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF)**							
		73002	Subsides sociaux							
46	**4610**	73002000	Subsides sociaux (hors part en faveur du Conseil des étudiants) FWB DO 55 33.01.82	€ 260.000,00						
46	**4610**	73002100	Part des subsides sociaux en faveur du Conseil des étudiants FWB DO 55 33.01.82	€ 26.000,00						
46	**4610**	73002200	Allocation complémentaire relative aux supports de cours FWB DO 40 01.04.30	€ 8.000,00						
46	**4610**	73002300	Autres	€ 0,00						
46	**4610**	73005	Subsides spécifiques logements	€ 0,00						
46	**4610**	73006	Subsides spécifiques restaurants	€ 0,00						
46	**4610**	73007	Subsides spécifiques étudiants	€ 0,00						
46	**4610**	73092	Autres produits MCF	€ 0,00						
49	**4934**	**7301**	**Autres organismes publics**	€ 0,00						
		74	**E. Autres produits d'exploitation**							
08	**0810**	744	Produits de transferts en provenance d'autres sections	€ 0,00						
46	**4630**	70131 et 70132	Produits en provenance d'autres institutions	€ 0,00						
16	**1620**	autres 74	Autres produits d'exploitation	€ 0,00						
26	**2610**	**75**	**F. Produits financiers**	€ 1.000,00						
			Total recettes (2)	**€ 302.000,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations							
		60	**A. Approvisionnements et fournitures**							
12	**1211**	600/608	1. Achats	€ 0,00						
03	**0310**	609	2. Variations de stocks	€ 0,00						
12	1211	**61**	**B. Services et biens divers**	€ 7.000,00						
		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions**							
12	1211		Logements							
12	1211		Restaurants							
11	1111		Etudiants (Services sociaux et d'orientation ...)	€ 13.000,00						
11	1111		Autres	€ 28.000,00						
03	0310	**630**	**D. Amortissements et réductions de valeur**	€ 8.500,00						
03	0310	**631/4**	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -)**	€ 0,00						
03	0310	**635/7**	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)**	€ 0,00						
		640/9	**G. Autres charges d'exploitation**							
		646	Aides aux étudiants							
34	**3431**	6460	Aides directes	€ 190.000,00						
34	**3431**	6461	Aides indirectes	€ 15.000,00						
34	**3431**		Décret Inclusif (Promoreps)							
34	**3431**	6462	Autres							
03	**0310**	64410	Charges de transferts vers d'autres sections	€ 40.000,00						
12	**1211**	64411	Charges de transferts vers le Conseil des Etudiants	€ 26.000,00						
41	**4130**	645	Charges envers d'autres institutions	€ 8.000,00						
12	**1250**	autres 64	Autres charges d'exploitation	€ 0,00						
21	**2110**	**65**	**H. Charges financières**	€ 400,00						
7A	**7A**		**Investissement**							
72	**7200**	22	Constructions							
74	**7440**	21	Licences & brevets pluriannuels							
74	**7422**	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matérll Informatique)	€ 6.000,00						
74	**7422**	240	Mobilier							
74	**7410**	241	Matériel Roulant							
			Total dépenses (2)	**€ 341.900,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
		70/74	**I. Ventes et prestations**							
		70	**A. Chiffre d'affaires**							
16	**1612**	7030	Produits de programmes de formations continuées	€ 100.000,00						
16	**1612**	7031	Produits de programmes de recherche et développement	€ 20.000,00						
16	**1612**	7032	Produits de programmes de services à la collectivité	€ 25.000,00						

16	**1612**	7033	Produits d'opérations immobilières	€0,00							
38	**3810**	7034	Dons, libéralités et legs	€0,00							
16	**1612**	7035 et 708	Autres produits	€ 45.000,00							
		71	**B. Variations de stocks ...**	€0,00							
		72	**C. Production immobilisée**	€0,00							
		73	**D. Produits liés au Patrimoine**								
		7300	**Produits Ministère Communauté française (MCF)**								
46	**4610**	73008	Subsides de programmes de formations continuées FWB DO 55.40.01.81	€0,00							
46	**4610**	73009	Subsides de programmes de recherche et développement	€0,00							
46	**4610**	73009000	Avances sur crédits FSE	€0,00							
66	**6611**	73000100	Autres subventions R & D	€0,00							
46	**4610**	73090	Subsides de programmes de services à la collectivité	€0,00							
66	**6611**	73091	Subsides d'opérations immobilières	€0,00							
46	**4610**	73092	Autres produits MCF	€0,00							
		7301	**Autres organismes publics**								
			Subsides de programmes de formations continuées	€0,00							
			Subsides de programmes de recherche et développement	€0,00							
			Subsides de programmes de services à la collectivité	€0,00							
			Subsides d'opérations immobilières	€0,00							
49	**4934**		Autres produits publics	€0,00							
		7302	**Droits d'inscription (D.I.) et autres produits liés**								
16	**1612**	73020200	D.I. non-déduits	€0,00							
16	**1612**	73023	Frais biens et services aux étudiants	€0,00							
16	**1612**	73024	Frais d'études spécifiques	€0,00							
16	**1612**	73025	Autres produits liés	€0,00							
		74	**E. Autres produits d'exploitation**								
08	**0810**	744	Produits de transferts en provenance d'autres sections	€0,00							
46	**4630**	745	Produits en provenance d'autres institutions	€0,00							
16	**1620**	autres 74	Autres produits d'exploitation	€0,00							
26	**2610**	**75**	**F. Produits financiers**	€ 3.500,00							
			Total recettes (3)	**€ 193.500,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
			II. Coûts des ventes et prestations								
		60	**A. Approvisionnements et fournitures**								
12	**1211**	600/608 et 609	**Achats et variations de stocks**	€0,00							
			Programmes de formations continuées								
12	**1211**		1. Achats	€0,00							
03	**0310**		2. Variations de stocks	€0,00							
			Programmes de recherche et développement								
12	**1211**		1. Achats	€0,00							
03	**0310**		2. Variations de stocks	€0,00							
			Programmes de services à la collectivité								
12	**1211**		1. Achats	€0,00							
03	**0310**		2. Variations de stocks	€0,00							
			Opérations immobilières								
7X	**7XXX**		1. Achats	€0,00							
03	**0310**		2. Variations de stocks	€0,00							
			Autres								
12	**1211**		1. Achats	€ 42.000,00							
03	**0310**		2. Variations de stocks								
		61	**B. Services et biens divers**								
12	**1211**		Programmes de formations continuées	€ 12.000,00							
12	**1211**		Programmes de recherche et développement	€ 60.000,00							
12	**1211**		Programmes de services à la collectivité	€ 17.000,00							
12	**1211**		Opérations immobilières	€ 75.000,00							
12	**1211**		Autres	€ 40.000,00							
		62	**C. Rémunérations, charges sociales et pensions**								
11	**1111**		Programmes de formations continuées	€ 20.000,00							
11	**1120**			€0,00							
12	**1211**		Programmes de recherche et développement	€ 26.000,00							
11	**1111**		Programmes de services à la collectivité	€ 5.000,00							
11	**1120**										
12	**1211**		Opérations immobilières	€0,00							
11	**1111**		Autres	€ 20.000,00							
11	**1120**										
03	**0310**	**630**	**D. Amortissements et réductions de valeur**	€ 410.000,00							
03	**0310**	**631/4**	**E. Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotation + et reprises -)**	€0,00							
03	**0310**	**635/7**	**F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)**	€0,00							
		640/9	**G. Autres charges d'exploitation**								
03	**0310**	64410	Charges de transferts vers d'autres sections	€0,00							
41	**4130**	645	Charges envers d'autres institutions	€0,00							
12	**1250**	autres 64	Autres charges d'exploitation	€ 400,00							

7A	7A		**Investissement**								
72	7200	22	Constructions	€ 1.000.000,00							
74	7440	21	Licences & brevets pluriannuels								
74	7422	233	Autres Matériels (Matériel Didactique, Matériel didactique audio-visuel, Matéril Informatique)	€ 50.000,00							
74	7422	240	Mobilier	€ 150.000,00							
74	7410	241	Matériel Roulant - Mobilier								
			Total dépenses (3)	**€ 1.927.400,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**	**€ 0,00**
			TOTAL RECETTES	**16.225.500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
			TOTAL DEPENSES	**19.159.300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Budget 2017 - SACA enseignement en euros								
Code budget	**Intitulé**	**Dotation Initiale 2017**	**Recettes**	**Total recettes**	**Depenses CE**	**Depenses CL**		**Solde estimé 2017**
70.021	Enseignement primaire	6.842.000,00	2.429.000,00	9.271.000,00	8.304.000,00	8.304.000,00		966.000,00
70.022	Enseignement secondaire	106.286.000,00	28.920.000,00	135.206.000,00	133.189.000,00	133.189.000,00		2.017.000,00
70.023	Enseignement Spécial Prim	18.807.000,00	7.967.000,00	26.774.000,00	25.123.000,00	25.123.000,00		1.650.000,00
70.040	Centres psycho-médico-sociaux	3.093.000,00	83.000,00	3.176.000,00	2.372.000,00	2.372.000,00		803.000,00
70.210	Centres techniques de la CF	139.192,76	793.000,00	933.000,00	1.052.000,00	1.052.000,00		-120.000,00
70.220	Centre d'autoformation	404.807,24	274.000,00	679.000,00	698.000,00	698.000,00		-19.000,00
70.240	Instituts d'ens. de promotion sociale	2.450.000,00	3.180.000,00	5.630.000,00	4.843.000,00	4.843.000,00		786.000,00
70.250	Internats autonomes	2.076.000,00	2.924.000,00	5.000.000,00	4.012.000,00	4.012.000,00		988.000,00
70.270	Centres de dépays. Et de plain air	1.596.000,00	2.275.000,00	3.871.000,00	3.064.000,00	3.064.000,00		807.000,00
70.280	Centre technique horticole	683.000,00	243.000,00	926.000,00	792.000,00	792.000,00		133.000,00
70.290	Centre technique agronomique	207.000,00	320.000,00	527.000,00	597.000,00	597.000,00		-70.000,00
		142.584.000,00	49.413.000,00	191.997.000,00	184.050.000,00	184.050.000,00		7.946.000,00

Organisme d'Intérêt Public

Budget 2017

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

Wallonie-Bruxelles International

R E C E T T E S

CHAPITRE 41
PRODUITS RESULTANT DE L'EXERCICE DE LA MISSION STATUTAIRE DE WBI

		2016 (en MEUR)	2017 (en MEUR)
10.01.00	Recettes fonctionnelles	115	115
10.02.00	Récupérations	1.942	2.030
10.03.00	Recettes exceptionnelles	0	0
10.05.00	BIJ - Dons et legs	0	0
10.06.00	BIJ - Divers - Activités exceptionnelles	0	0
10.07.00	BIJ - Récupérations diverses	50	50
26.01.00	Intérêts sur placements	15	15
26.02.00	BIJ -Intérêts sur placement	3	1
	CHAPITRE 43		
	PRODUITS DE LA VENTE D'OBJETS PATRIMONIAUX		
77.01.00	Produits de la vente de biens mobiliers	0	0
	CHAPITRE 45		
	INTERVENTION DU SECTEUR PUBLIC		
46.01.00	Dotation de la CF	34.570	35.234
46.02.00	Dotation de la RW	22.963	23.402
46.03.00	Provision index	0	0
46.04.00	Divers	338	338
46.05.00	Moyens transférés de la DO 32 du SPW	115	115
46.06.00	BIJ - Recettes relatives aux programmes européens et internationaux	25	0
46.07.00	BIJ - Moyens financiers du MCF	65	106
46.08.00	BIJ - Recettes relatives aux programmes européens et internationaux	2344	2281
49.01.00	Contribution de la COCOF	232	232
	CHAPITRE 49		
	RECETTES POUR ORDRE		
10.04.00	Divers	2.300,00	2.300,00
	TOTAL DES RECETTES :	**65.077,00**	**66.219,00**

D E P E N S E S (en Milliers EUR)

Article	Libellé	BUDGET 2016		BUDGET 2017	
		CD		CD	
		CE	CO	CE	CO
	CHAPITRE 51 **MONTANTS A PAYER AUX PERSONNES ATTACHEES A L'ORGANISME**				
11.01.00	Rémunération du personnel, y compris les charges sociales	14.630	14.630	15.335	15.335
11.02.00	Rémunérations du personnel engagé dans le cadre d'actions à l'étranger	5.608	5.608	5.879	5.879
11.03.00	Service social	98	98	101	101
11.04.00	Assurance complémentaire.Intervention patronale - carr ext.	165	165	150	150
11.05.00	Indemnités couvrant des charges réelles	677	677	687	687
11.06.00	Indemnités - Heures supplémentaires	30	30	34	34
11.07.00	Provision pension (part patronale)	1.045	1.045	1.035	1.035
11.08.00	BIJ - Frais de personnel	58	58	58	58
12.01.00	Formation professionnelle	60	60	60	60
12.02.00	Honoraires forfaitaires	0	0	0	0
	Total chapitre 51 :	**22.371**	**22.371**	**23.339**	**23.339**
	CHAPITRE 52 **MONTANTS A PAYER A DES TIERS POUR PRESTATIONS, FOURNITURES ET TRAVAUX QUI ONT POUR OBJET DES SERVICES OU DES BIENS NON SUSCEPTIBLES D'ETRE INVENTORIES**				
12.03.00	Locaux et matériel	1.050	1.050	1.107	1.107
12.04.00	Frais de bureau	440	440	430	430
12.05.00	Gestion du contentieux	15	15	15	15
12.06.00	Autres prestations et travaux par tiers	800	800	823	823
12.18.00	BIJ - Frais de fonctionnement	151	151	162	162
20.01.00	Charges financières	863	863	860	860
20.03.00	BIJ - Charges financières	2	2	2	2
	Total chapitre 52 :	**3.321**	**3.321**	**3.399**	**3.399**
	CHAPITRE 53 **EXERCICE PAR L'ORGANISME DE SA MISSION STATUTAIRE**				
53.1	Visibilité Wallonie-Bruxelles				
12.07.00	Revue "Wallonie-Bruxelles"	60	60	55	55
12.08.00	Visibilité internationale WB	390	390	390	390
30.08.00	Visibilité internationale WB - subventions	0	0	30	30
	Total 53.1 :	450	450	475	475

Article	Libellé	BUDGET 2016		BUDGET 2017	
		CD		CD	
		CE	CO	CE	CO
53.2	Programme d'événements exceptionnels				
12.09.00	Evénements exceptionnels - CF	60	60	0	0
12.10.00	Evénements exceptionnels - RW	60	60	0	0
	Total 53.2 :	120	120	0	0
53.3	Représentation de la Communauté française à l'étranger :				
12.11.00	Dépenses de toute nature concernant les représentations Wallonie-Bruxelles à l'étranger	5.613	5.613	5.899	5.899
	Total article 53.3 :	5.613	5.613	5.899	5.899
53.4	Secteur multilatéral :				
12.12.00	Dépenses de toute nature dans le domaine multilatéral CF	510	510	430	430
12.13.00	Dépenses de toute nature dans le domaine multilatéral RW	271	271	175	175
30.01.00	Subventions de projets dans le domaine multilatéral CF	825	825	683	683
30.02.00	Subventions de projets dans le domaine multilatéral RW	1.515	1.515	1.609	1.546
30.09.00	Actions cofinancées par l'Union européenne (DO 32) - RW	115	115	115	115
35.01.00	Cotisations à divers organismes multilatéraux CF	4.072	4.072	4.185	4.185
35.02.00	Cotisations à divers organismes multilatéraux RW	216	216	208	208
	Total article 53.4 :	7.524	7.524	7.405	7.342
53.5	Secteur bilatéral				
12.14.00	Dépenses de toute nature dans le domaine bilatéral - CF	1.050	1.050	1.062	1.062
12.15.00	Dépenses de toute nature dans le domaine bilatéral - RW	900	900	811	811
30.03.00	Subventions de projets dans le domaine bilatéral - CF	1.478	1.428	1.632	1.582
30.04.00	Subventions de projets dans le domaine bilatéral - RW	2.200	2.070	2.168	2.038
50.01.00	Subventions patrimoniales dans le domaine bilatéral - CF	85	85	85	85
50.02.00	Subventions patrimoniales dans le domaine bilatéral - RW	188	188	163	163
	Total article 53.5 :	5.901	5.721	5.921	5.741

Article	Libellé	BUDGET 2016		BUDGET 2017	
		CD		CD	
		CE	CO	CE	CO
53.6	Politiques sectorielles				
12.16.00	Dépenses de toute nature dans les politiques sectorielles CF	2.086	2.086	2.484	2.433
	- culture - audiovisuel	1288	1288	1368	1.368
	- aide aux acteurs de la solidarité	35	35	35	35
	- Education et formation à l'étranger	222	222	268	217
	- Recherche - enseignement supérieur	434	434	439	439
	- Citoyenneté - jeunesse	0	0	0	0
	- autres	107	107	374	374
12.17.00	Dépenses de toute nature dans les politiques sectorielles RW	509	509	503	503
	- citoyenneté jeunesse	0	0	0	0
	- rayonnement économique régional	335	335	310	310
	- autres	174	174	193	193
30.05.00	Subventions de projets dans les politiques sectorielles - CF	5.920	5.920	5.598	5.598
	- culture - audiovisuel	2204	2204	2159	2159
	- aide aux acteurs de la solidarité	937	937	937	937
	- Education et formation à l'étranger	125	125	125	125
	- Recherche - enseignement supérieur	2619	2619	2342	2342
	- Citoyenneté - jeunesse	0	0	0	0
	- autres	35	35	35	35
30.06.00	Subventions de projets dans les politiques sectorielles - RW	547	547	547	547
	- Citoyenneté-jeunesse	0	0	0	0
	- rayonnement économique régional	249	249	249	249
	- aide aux acteurs de la solidarité	238	238	238	238
	- autres	60	60	60	60
30.07.00	Subventions de projets dans les politiques sectorielles - RW	3.900	3.450	3.450	3.450
	- Citoyenneté-jeunesse				
	- rayonnement économique régional				
	- aide aux acteurs de la solidarité	3.900	3.450	3.450	3.450
	- autres				
50.03.00	Subventions patrimoniales dans les politiques sectorielles - CF	0	0	0	0
50.04.00	Subventions patrimoniales dans les politiques sectorielles - RW	0	0	0	0
01.01.00	COCOF	232	232	232	232
	Total article 53.6 :	13.194	12.744	12.814	12.763
53.7	Dépenses particulières :				
01.02.00	Ristournes et non-valeurs	0	0	0	0
01.03.00	Provision - Ristournes et non-valeurs	0	0	0	0
01.06.00	BIJ - Divers - Activités exceptionnelles	0	0	0	0
	Total article 53.7 :	0	0	0	0

Article	Libellé	BUDGET 2016		BUDGET 2017	
		CD		CD	
		CE	CO	CE	CO
53.8	Activités du BIJ				
12.20.00	Activités Centre de Ressource SALTO	38	38	38	38
12.22.00	Programmes internationaux WBI - CF	74	74	113	113
12.23.00	Programmes internationaux WBI - RW	39	39	39	39
12.24.00	Activités EURODESK	0	0	0	0
12.25.00	Activités Programme Européen - Chapitre 2 - Jeunesse	100	110	100	110
30.10.00	Activités du programme Jeunesse en Action	0	25	0	0
30.11.00	Contribution MCF dans les activités (Bel'J)	15	15	15	15
30.12.00	Programmes internationaux WBI - CF	575	575	564	564
30.13.00	Programmes internationaux WBI - RW	595	615	583	583
30.14.00	Programmes internationaux WBI - COCOF	0	0	0	0
30.15.00	Programmes découlant des dons et legs	0	0	0	0
30.16.00	Activités Centre de Ressource SALTO	32	32	32	32
30.17.00	Activités Programme Européen - Chapitre 2 - Jeunesse	1.820	1.884	1.986	1.806
	Total article 53.8	3.288	3.407	3.470	3.300
	Total chapitre 53 :	**36.090**	**35.579**	**35.984**	**35.520**
	CHAPITRE 55 ACHATS DE BIENS PATRIMONIAUX				
55.1	Belgique				
70.01.00	Aménagement de bâtiments	60	60	80	80
70.03.00	BIJ - Aménagements bâtiments	0	0	0	0
72.01.00	Acquisitions immobilières nouvelles	0	0	0	0
74.01.00	Acquisitions nouvelles de bien meubles	279	279	337	337
74.05.00	BIJ - Acquisitions mobilier et matériel	5	5	5	5
	Total article 55.1 :	344	344	422	422
55.2	Etranger				
70.02.00	Aménagement de bâtiments	80	80	80	80
72.02.00	Acquisitions immobilières nouvelles	0	0	0	0
74.02.00	Acquisitions nouvelles de bien meubles	58	58	70	70
	Total article 55.2 :	138	138	150	150
55.3	Programmes spécifiques				

Article	Libellé	BUDGET 2016		BUDGET 2017	
		CD		CD	
		CE	CO	CE	CO
74.03.00	acquisitions nouvelles de biens meubles - CF	10	10	10	10
74.04.00	acquisitions nouvelles de biens meubles - RW	0	0	0	0
	Total article 55.3 :	10	10	10	10
	Total chapitre 55 :	**492**	**492**	**582**	**582**
	CHAPITRE 56 SOMMES A PAYER A DES TIERS PAR SUITE D'OPERATIONS FINANCIERES EN PRINCIPAL				
79.01.00	Amortissement d'emprunts	1014	1014	1079	1079
	Total chapitre 56 :	**1014**	**1014**	**1079**	**1079**
	CHAPITRE 57 AFFECTATION DU BONI				
27.01.00	Affectation du boni - CF	0	0	0	0
27.02.00	Affectation du boni - RW	0	0	0	0
	Total chapitre 57	0	**0**	**0**	**0**
	CHAPITRE 59 DEPENSES POUR ORDRE				
01.04.00	Divers	2300	2300	2300	2300
	Total chapitre 59 :	**2300**	**2300**	**2300**	**2300**
	Total des dépenses :	**65.588**	**65.077**	**66.683**	**66.219**

ANNEXE N° 1 : EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DU BUDGET

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

ANDRÉ FLAHAUT

MINISTRE DU BUDGET,

DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

Bruxelles, le 28 novembre 2016

Présentation du Budget initial 2017

INTRODUCTION

PREAMBULE

- La Fédération Wallonie-Bruxelles décide de redéployer et de renforcer les moyens dans les compétences clés pour l'avenir des francophones et singulièrement des jeunes !

- La Fédération Wallonie-Bruxelles décide de s'engager dans la voie du soutien à des mesures porteuses de progrès social.

- La Fédération Wallonie-Bruxelles a choisi - dans le cadre du Plan européen de soutien à l'investissement - de répondre aux besoins essentiels (petite enfance, aide à la jeunesse, enseignement,…)

- Comme le préconise les différentes instances internationales dont le FMI, l'OCDE, la BCE ou encore la Commission européenne, l'**austérité** n'est pas la réponse à apporter face aux défis que notre société doit relever.

(333)

365 (2016-2017) — N° 9

Paramètres macroéconomiques

%	Prévisions	
	2016	2017
Croissance du PIB	1,40	1,20
Indice des prix à la consommation	2.0	1,60
Indice des prix santé	2,1	1,40
Clé IPP	34,43	34,35
Clé élèves	43,38	43,35
Coefficient d'adaptation démographique	105,97	106,15

Sources : prévisions du Budget économique du 6 septembre 2016 publiées par le Bureau fédéral du Plan

CONTEXTE BUDGETAIRE

1. Paramètres dégradant nos RECETTES

- **Paramètres macro-économiques** : l'ensemble des paramètres macro-économiques sont à la baisse. De plus, les prévisions de croissance revues par le Bureau Fédéral du Plan du 6 septembre 2016 (1,2% au lieu de 1,5%) par rapport à la mi-2016 entraînent un impact négatif sur les recettes de l'ordre de **23 millions €**

- **Décisions du Fédéral** : maintien du principe de la dotation négative toujours appliqué pour les infrastructures hospitalières

- **Poursuite de la contribution à l'assainissement des finances publiques** : réduction de la part IPP de la FWB de l'ordre de **255 millions € directement réduit de nos recettes.**

- **La cotisation responsabilisation en matière de pensions (CRP),** post 6ème réforme de l'Etat, poursuit son augmentation pour s'établir à **68 millions** en 2017 (contre 62 en 2016), directement déduits de nos recettes (pour mémoire, jusqu'en 2014, la CRP était de 8 millions € par an)

(335)

365 (2016-2017) — N° 9

CONTEXTE BUDGETAIRE

2. Paramètres majorant nos DEPENSES (1)

- **Paramètres macro-économiques** :
  - prévision de dépassement de l'indice-pivot avancée à août 2017, avec prise d'effet en octobre 2017 (soit 3 mois) → **30 millions €** à prévoir pour l'indexation des salaires, et qui se décomposent comme suit :

    - rémunération des enseignants et des personnels du Ministère pour **27,3 million €**;
    - provision pour l'indexation des dotations de l'ONE, ETNIC, EAP et e-WBS à hauteur de **2,3 millions €**.

  - **15 millions €** pour l'indexation des dépenses décrétales

- **Nombre d'élèves en constante augmentation dans nos écoles**, augmentation qui se traduit inéluctablement dans les dépenses → augmentation des AB Traitements de **170 millions €** hors indexation.

CONTEXTE BUDGETAIRE

2. Paramètres majorant nos DEPENSES (2)

- Décision **de mettre en œuvre les engagements coûtants précédents** et **ceux de l'accord de gouvernement.**

- **Absence d'immunisation par le Fédéral** des coûts inhérents à la problématique des Réfugiés : **18 millions € .**

- De manière générale, la **comptabilisation des investissements** par l'Europe reste problématique.

3. Maîtrise des DEPENSES

- **Maintien des mesures d'économies mises en œuvre depuis 2015** (estimées à 137 millions € en 2017)

Mesures d'économies

INITIAL 2017

	Mesures d'économie	2017
1	Remplacement partiel des départs en Fonction publique	7.000
2	EMMAP - Moratoire sur les nouvelles sessions du certificat de management public	250
3	WBI - Mesure d'économie structurelle sur les OIP cf. mesure 3 RW	3.700
4	OIP autres : 2% en 2015 et 2,5% (+0,5%) en 2016 et 3% (+ 0,5%) en 2017	9.200
5	Empreinte SEC de la RTBF	1.500
6	Non indexation Codes 4 (*) partie fonctionnement en 2015 et 2016	27.000
7	Non indexation des crédits cabinets	936
8	Non indexation des AB de Codes 9 (*)	8.968
9	Non indexation des AB Codes 5 (*)	7.473
10	Réduction structurelle de 3% des AB de Codes 5 et 9	10.590

(*) *Pour rappel :*
Code 4 : Dépenses avec mécanismes décrétaux
Code 5 : Conventions
Code 9 : Dépenses non organiques et hors personnel

	Mesures d'économie	2017
11	Dotation / Impact SEC du Parlement de la FWB	-
12	Réduction des budgets charges de la dette	10.500
13	Réduction additionnelle sur les budgets Sport	1.000
14	Remise à zéro de la provision accord sectoriel Enseignement obligatoire	600
15	Report de la mesure Conseillers en prévention	6.900
16	Mise en place d'une contribution pour les duplicata	300
17	Augmentation de la contribution pour les équivalences de diplômes	203
18	Lissage naturel de l'encadrement dans le secondaire compte tenu du ration préférentiel	0
19	Diminution du taux de redoublement dans le fondamental et le secondaire	7.800
20	Maintien en maternelle	350
21	Carrière des enseignants	30.000
22	Recyclage des moyens de fonctionnement de l'Encadrement différencié	0
23	Dotations et subventions de fonctionnement des écoles et des universités	6.000

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Mesures
INITIAL 2017
d'économies

	Mesures d'économie	2017
24	Moratoire « Infrastructures culturelles »	-
25	Moratoire « Centres culturels »	420
26	Moratoire « Pratiques de lecture »	2.064
27	Moratoire « Créativité et pratiques artistiques »	493
28	Moratoire « Musées »	2.084
29	Moratoire « Education permanente »	1.981
30	Optimisation de la gestion des dépenses de fonctionnement de l'Adm°	1.000
31	Diminution naturelle du détachement de professeurs dans les écoles européennes (non renouvellement des détachements hors quota arrivant à échéance)	1.575
32	Réduction des moyens de subsistance du réseau WBE	200
33	Meilleure répartition, en fonction du type d'enseignement spécialisé des périodes d'accompagnement liées au mécanisme d'intégration permanente totale dans le 3ème degré de l'enseignement secondaire	750
34	Amélioration de la procédure d'orientation vers l'enseignement spécialisé pour éviter que les élèves pouvant fréquenter l'enseignement ordinaire y soient envoyés	500
35	Réduction de la dotation ONE suite au recalcul des marchés vaccins	1.992
36	Mesure PTP	1200
	TOTAL	134.329

CONTEXTE BUDGETAIRE

SOLDE BRUT

- Pour rappel, l'objectif en terme de **solde SEC 2016 de la FWB est de -245 millions € à l'ajustement 2016**

- **Un constat** : les mesures structurelles de réduction du déficit conjuguées à un contrôle rigoureux de nos dépenses améliorent notre solde brut

- Ceci permet dès lors :
  - **de réinvestir dans les secteurs clés porteurs d'avenir**
  - **de continuer à réduire progressivement le solde budgétaire SEC**

→L'objectif du GFWB est, dans ce contexte, **de viser un solde SEC 2017 inférieur à celui de 2016 (dotation négative comprise), à savoir -220,5 millions €**

DECISIONS DU CONCLAVE (1)

INITIAL 2017

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

- ✓ **Maintien des mesures structurelles de réduction du déficit**
- ✓ **Maintien des moyens nécessaires à la prise en charge des migrants (DASPA, FLE) y compris les spécificités MENA** (+/- 18 millions € en 2017)
- ✓ **Inscription de l'ensemble des moyens supplémentaires prévus dans l'accord de gouvernement de juillet 2014** dont notamment 17 millions € pour l'Enseignement Supérieur, 8 millions € pour les Accueillantes d'enfants, 3,3 millions € pour les Bâtiments scolaires, 2 millions € pour la Culture,…
- ✓ **4,2 millions € de dépenses liées à la lutte contre le radicalisme.**

DECISIONS DU CONCLAVE (2)

365 (2016-2017) — N° 9

Des moyens complémentaires pour l'enseignement :

- ✓ 20 millions € en crédit d'engagement pour la **création de places** pour répondre à l'essor démographique

- ✓ **Constitution d'une provision transversale « Enseignement** » de 21 millions € qui permettra, entre autres , d'enclencher, dès qu'elles auront été prises, les premières priorités du Pacte pour un Enseignement d'Excellence

- ✓ Par ailleurs, **une instance d'accompagnement du Pacte pour un Enseignement d'Excellence** sera créée, sous la direction du Ministre-Président.

DECISIONS DU CONCLAVE (3)

INITIAL 2017

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Octroi de 29,5 millions € de moyens additionnels dont :

- ✓ Un premier effort de refinancement des services agréés de l'**Aide à la Jeunesse** ainsi que le renforcement des services d'aide (SAJ) et de protection de la jeunesse (SPJ) : +11,3 millions €. Les moyens nécessaires à la mise en œuvre de l'accord sectoriel des SAJ/SPJ, conclu sous la précédente législature, sont ainsi dégagés.

- ✓ Problématique de l'accueil d'urgence de la **petite enfance** dite des « bébés parqués » : +3,5 millions €

- ✓ **Education permanente** : +1,75 millions € pour la reconnaissance définitive des associations qui étaient encore dans le « sas ».

Culture : +3,75 millions € pour, notamment, l'indexation du secteur socioculturel (non marchand), le soutien aux cultures urbaines et aux projets GAL-Leader (GAL = Groupe d'actions locales, LEADER = Liaison entre les actions pour le développement rural).

DECISIONS DU CONCLAVE (4)

INITIAL 2017

Octroi de 29,5 millions € de moyens additionnels dont :

- ✓ **Egalité des chances - Droits des femmes** : +0,6 million €
- ✓ **Jeunesse** : +2,5 millions € pour refinancer les organisations de jeunesse et les centres de jeunes et pour soutenir les projets amorcés avec certaines Communes pour le « développement d'une politique locale de jeunesse plus participative ».
- ✓ Enseignement de **promotion sociale** : +0,9 million € pour notamment créer « une structure unique pour l'école en prison »
- ✓ Nouvelles initiatives dans le domaine de l'**Enseignement supérieur** : +4,7 millions € notamment pour les structures collectives d'enseignement supérieur, la réforme du filtre en médecine, et la prolongation d'une aide pour la filière d'études vétérinaires, victime de surpopulation.
- ✓ Mise en œuvre d'un système de soutien aux **opérateurs culturels** pour la mobilité internationale : +0,5 million €

365 (2016-2017) — N° 9

RESULTAT FINAL 2017

INITIAL 2017

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, le solde 2017 s'élèverait à -220,5 millions €

Le solde SEC de l'exercice, hors provision pour le Pacte d'Excellence, nous conduit à un montant de **-199,5 millions €**.

Ce dernier est donc en-deçà des 245 millions € de l'ajusté 2016

(347)

365 (2016-2017) — N° 9

Solde de financement

INITIAL 2017

(en milliers €)	2016 ajusté	**2017 initial**
Recettes	9.705.479	**9.986.634**
Dépenses	10.214.554	**10.498.747**
Solde brut	-509.075	-512.113
Corrections SEC	262.668	**291.575**
Amortissements (code 9)	30.999	31.187
Périmètre de consolidation	84.582	123.557
Sous-utilisation de crédits	51.500	87.867
Droits constatés années antérieures	73.949	13.300
OCPP nets (code 8) et SWAPS	38.115	39.894
CRAC Bâtiments scolaires	-16.477	-8.530
Déduction dépenses sécurité		4.300
Solde de financement SEC	-246.407	**-220.538**

Solde de financement

Solde de financement SEC	2016 ajusté	2017 initial	Variation
(en milliers d'euros)	-246.407	**-220.538**	**-25.869**

Le solde budgétaire pour 2017 s'améliore par rapport à l'ajusté 2016 de près de 26 millions €.

Solde budgétaire

(en milliers €)	2016 ajusté	**2017 initial**	Variation	%
Recettes	9.705.479	**9.986.634**	281.155	2,90%
Dépenses	10.214.554	**10.498.747**	284.193	2,78%

Le solde brut (recettes – dépenses, hors corrections SEC) montre une tendance à la stabilisation, avec un pourcentage de croissance des dépenses correspondant à celui des recettes.

Le Gouvernement continue donc d'assurer la maîtrise des dépenses, dans un contexte macroéconomique défavorable.

RECETTES

INITIAL 2017

(en milliers €)	2016 Ajusté	2017 initial	Variation
TVA	6.733.349	**6.969.354**	236.005
IPP	2.597.306	**2.636.995**	39.689
Etudiants étrangers	76.464	78.095	1.631
Jardin de Meise	1.701	1.791	90
Dotation Art 47/8 (santé)	24.832	25.556	724
Dotation Art 47/9 (infrastructures hospitalières)	0	10.700	10.700
Dotation Art 47/10 (Maisons de justice)	35.516	37.087	1.571
Recettes diverses	154.981	**148.617**	- 6.364
Total	9.624.149	9.908.195	284.046
Recettes affectées	81.330	**78.439**	- 2.891
Total	9.705.479	**9.986.634**	**281.155**

RECETTES INSTITUTIONNELLES

(en milliers €)	2017 initial
Recettes institutionnelles (IPP, TVA, Dotations LSF,…)	9.759.578

Globalement, les recettes institutionnelles augmentent de **290 millions €** par rapport au budget ajusté 2016.

RECETTES DIVERSES

(en milliers €)	2017 initial
Recettes diverses	148.617

Les recettes diverses restent globalement identiques à celles de l'ajusté 2016, notamment pour les conventions de premier emploi et droits d'équivalence des diplômes obtenus à l'étranger.

La diminution des crédits par rapport à l'ajusté 2016 provient des **ventes d'immeubles** dont la recette estimée, sur base de l'état d'avancement des travaux de la TASK FORCE, en diminution de -6,365 millions € par rapport à l'ajusté 2016, pour s'élever à **7 millions €**.

RECETTES AFFECTEES

(en milliers €)	2017 initial
Recettes affectées	78.439

Les recettes affectées pour l'année 2017 sont estimées à 78,4 millions €, soit une diminution de près de **-2,9 millions €** par rapport à l'ajusté 2016.

Il s'agit d'un ajustement des crédits aux montants inscrits en dépenses aux fonds budgétaires.

RECETTES

SITUATION GENERALE

Les prévisions de **recettes** 2017 totalisent 9.986.634 milliers €, en ce y compris les efforts d'assainissement récurrent de la FWB prévus dans la 6ème Réforme de l'Etat.
Cette recette est en hausse de **281,1 millions €** par rapport au budget ajusté 2016, ce qui représente une augmentation de 2,9%.

DEPENSES Synthèse

(en m EUR)	2016 ajusté	2017 Initial	Ecart Ajusté 2016-initial 2017
Chapitre I (services)	607.639	608.638	+999
Chapitre II CAS (affaires sociales, culture, audiovisuel, sport)	1.395.553	1.460.784	+65.231
Chapitre III ERF(éducation – recherche - formation)	7.552.381	7.755.004	+202.623
Chapitre IV (dette)	206.056	212.938	+6.882
Chapitre V (dotation RW/Cocof)	452.925	461.383	+8.458
Total général des dépenses	**10.214.554**	**10.498.747**	**+284.193**

Globalement, les **dépenses** augmente de **284,2 millions €** par rapport à l'ajusté 2016, soit une évolution de 2,78 %.

365 (2016-2017) — N° 9

(356)

DEPENSES

Politiques nouvelles

INITIAL 2017

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Mesures Nouvelles en application de la DPC (en millions €)	2017
Augmentation des crédits du **Programme prioritaire de travaux** (PPT) :	3,3
Rattrapage du **barème des directeurs du primaire** sur ceux du DOA à partir du 1/7/2016 :	2,7
Extension du **Test d'orientation**	0,5
Refinancement de l'enseignement supérieur :	17,5
Enveloppe complémentaire pour la **Culture**	2
Maisons de justice : l'enveloppe dégagée permettra d'assurer le financement des besoins non couverts par les montants transférés du fédéral (informatique, bracelets électroniques, infrastructure) :	4,3
Statut des accueillantes d'enfants : augmentation des indemnités journalières versées par l'ONE aux accueillantes conventionnées afin de leur assurer un revenu garanti et un équivalent au pécule de vacances :	8
BAC (épreuve certificative fin 6ème secondaire) :	0,5
Mesures reprises dans le **Pacte d'Excellence**:	11,6
Total	**50,4**

DEPENSES

Principaux mouvements

Répartition des crédits de liquidation (en m EUR)	2016 ajusté	2017 initial	Ecart Ajusté 2015 Initial 2016
Chapitre I Services généraux	607.639	608.638	+999

Par rapport à l'ajusté 2016, les crédits de la DO 11 restent globalement stables, avec une augmentation d'à peine 1 million €.

Si l'on compare le budget initial 2017 à l'ajusté 2016, les augmentations des crédits liés aux traitements du personnel du Ministère sont compensées par une diminution de la provision pour encours.

DEPENSES FONCTION PUBLIQUE

Evolution des dépenses de personnel

La principale augmentation concerne le Personnel autre que statutaire (+15,5 millions €), tandis que le personnel statutaire augmente de 3,8 millions €.

Cette augmentation est principalement liée à :

- la mise en place du **contrat d'administration** qui représente un coût estimé à 7,9 millions €. Cette augmentation constitue une accélération des recrutements. Toutefois, sur la durée du contrat les économies prévues (remplacement d'1 agent sur 5 en 2015 et 2016, remplacement de 2 agents sur 3 en 2017, 2018 et 2019) seront bien réalisées ;

- La finalisation des **plans de recrutement** 2016 et antérieurs pour 1,3 millions €.

DEPENSES FONCTION PUBLIQUE

Evolution des dépenses de personnel

Des moyens complémentaires ont également été dégagés pour un montant global de **3,5 millions €** et qui se répartissent comme suit :

- **Engagements** de :
  - 12 ETP pour l'AG Sport
  - 6 ETP pour l'AG AJ
  - 2 ETP pour le Pool volant des conseillers et Directeurs de l'AGAJ
  - 2 ETP pour l'AGE pour renforcer les équipes de FLT
  - 1 ETP pour le remplacement d'un agent au sein du Service du Délégué aux Droits de l'Enfant
- 200 milliers € dégagée pour la mise en place d'une **expérience pilote sur la réduction du temps de travail**
- **2,8 millions €** ont été alloués pour répondre à l'**accord sectoriel** concernant l'Aide à la Jeunesse (IPPJ, SAJ et SPJ)
- **Le réseau anti-radicalisme** pour 1,2 millions €

Le solde de cette augmentation provient de la dérive barémique, des adaptations liées aux changements de législation (allocations familiales, nouveaux mandataires externes,..), à la statutarisation d'agents, aux plans de promotion et de remplacement partiel des départs.

DEPENSES

ETNIC

Les crédits relatifs à la dotation de l'ETNIC sont en augmentation de +6,6 millions € pour la mise en œuvre du volet technologique du contrat d'administration.

DEPENSES Principaux mouvements

Répartition des crédits de liquidation (en m EUR)	2016 ajusté	2017 initial	Ecart Ajusté 2016 Initial 2017
Chapitre II - Affaires sociales, culture, audiovisuel, sport	1.395.553	1.460.784	+65.231

L'augmentation des crédits du chapitre II s'explique notamment par:

- **Secteur de l 'Aide à la Jeunesse : 11,3 millions d'euros** sont dégagés dans le cadre de la mise en œuvre du **refinancement de l'aide à la jeunesse** pour permettre le renforcement en personnel et augmenter la capacité d'encadrement et d'accueil du secteur subsidié :
  - 2,8 millions, récurrents, sont destinés au recrutement de 60 nouveaux agents pour faire face à la surcharge structurelle de travail identifiée dans les SAJ, les SPJ et les IPPJ.
  - 8,5 millions, récurrents sont notamment consacrés à la création de 2 centres d'accueil d'urgence pour accueillir les enfants de 0 à 6 ans, à la création de services de placement en familles d'accueil d'urgence supplémentaires, et à l'augmentation de places d'accueil en Services d'accueil et d'aide éducative- pour de jeunes enfants.

  En outre, **2,8 millions €** sont destinés à la politique des **MENA**

DEPENSES

Principaux mouvements

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Répartition des crédits de liquidation (en m EUR)	2016 ajusté	2017 initial	Ecart Ajusté 2016 Initial 2017
Chapitre II - Affaires sociales, culture, audiovisuel, sport	1.395.553	1.460.784	+65.231

➢ Secteur de l'Enfance :

- Un montant de 3,5 millions € est dégagé pour la création de places en pouponnières, en crèches en lien avec la problématique des **bébés parqués**.

- La dotation à l'**ONE** est majorée de 29,9 millions € qui s'explique principalement par l'augmentation des dépenses en personnel de 5,8 millions (dont 2,6 millions pour du recrutement), l'alimentation du Fonds Cigogne à hauteur de 15 millions € (dont 8,6 pour la programmation Cigogne III), la poursuite de la revalorisation des accueillantes à concurrence de 4 millions d'euros, une augmentation des frais d'honoraires à hauteur de 1,7 millions €,

➢ Secteur de la Jeunesse

- 2 millions € sont affectés en soutien aux **Organisations de jeunesse** et **Centres de jeunes**.

365 (2016-2017) — N° 9

DEPENSES

Principaux mouvements

Répartition des crédits de liquidation (en m EUR)	2016 ajusté	2017 initial	Ecart Ajusté 2016 Initial 2017
Chapitre III - Education, recherche, formation	7.552.381	7.555.004	+202.623

En matière d'**enseignement obligatoire** :

- Pour les bâtiments scolaires (DO 44), une nouvelle enveloppe de 20 millions € est prévue pour la création de places dans les zones où l'offre est jugée insuffisante par rapport aux besoins.
- Le solde de l'augmentation de cette DO s'explique essentiellement par l'application des décrets-programmes du 14 juillet 2015 et du 10 décembre 2015 qui prévoient un nouvel étalement des enveloppes prévues pour le Fonds des bâtiments scolaires de la Communauté française et pour le Fonds des bâtiments scolaires de l'officiel subventionné.
- Pour les moyens réservés à l'équipement de base des écoles du qualifiant et des Centres de technologies avancées : un montant de 6,3 millions € a été inscrit. 5 millions € seront affectés à l'équipement de base des écoles qualifiantes et des CTA ; le reste est notamment affecté à l'ASBL Zénobe Gramme, au fonctionnement des CTA et à la gratuité de leur accès pour élèves et enseignants.

DEPENSES

Principaux mouvements

Répartition des crédits de liquidation (en m EUR)	2016 ajusté	2017 initial	Ecart Ajusté 2016 Initial 2017
Chapitre III - Education, recherche, formation	7.552.381	7.555.004	+202.623

- Pour l'**enseignement secondaire (**DO 52), augmentation de 85,1 millions € par rapport à 2016 expliquée principalement par une hausse des AB traitements de l'enseignement ordinaire et de l'enseignement en alternance, et une augmentation des dotations et subventions.

- Pour l'**enseignement spécialisé** (DO 53), augmentation des crédits de 23,5 millions €, principalement due à l'augmentation des AB traitements et à une augmentation des dotations et subventions.

- Pour l'**enseignement préscolaire et l'enseignement primaire** (DO 51), les crédits de l'exercice sont portés à 2 milliards et 103 millions €, soit une augmentation de 67,3 millions € provenant d'une augmentation des subventions de l'enseignement maternel, d'une diminution des surveillances sur l'heure de midi, d'une croissance des AB traitements pour l'enseignement primaire et d'une augmentation des dotations et subventions de l'enseignement primaire.

DEPENSES Principaux mouvements

Répartition des crédits de liquidation (en m EUR)	2016 ajusté	2017 initial	Ecart Ajusté 2016 Initial 2017
Chapitre III - Education, recherche, formation	7.552.381	7.555.004	+202.623

Pour l'**enseignement supérieur :**

- Refinancement

En 2016, une première tranche de 10 millions € de refinancement a été directement injectée dans les allocations de fonctionnement des Universités (7,5 millions) et des Hautes Écoles (2,5 millions).
En 2017, la nouvelle tranche de refinancement représente 7,5 millions d'euros : 70% pour les Universités et 30% pour les Hautes Écoles.

- Dotation à l'ARES : 3,666 millions €.

- Pour soutenir des initiatives nouvelles ou complémentaires dans le domaine de l'Enseignement supérieur : 2,5 millions € sont inscrits pour prolonger et renforcer ces initiatives nouvelles.

365 (2016-2017) – N° 9

DEPENSES

Principaux mouvements

Répartition des crédits de liquidation (en m EUR)	2016 ajusté	2017 initial	Ecart Ajusté 2016 Initial 2017
Chapitre IV - Dette	206.056	212.938	+6.882

- Le service de la dette publique augmente essentiellement en raison de l'évolution de l'encours entre fin 2015 et fin 2016. Ainsi, le total de la dette communautaire est estimé à 5.955,1 millions € fin de cette année. Une augmentation de 11,6 % qui se répercute sur la charge de la dette en 2016 ;
- L'effet de la hausse du volume de la dette sur le service de la dette est en grande partie compensé par le maintien de **taux d'intérêt** historiquement bas puisque la charge de la dette n'augmentant que de 3,3 % ;
- Grâce à une stratégie de gestion de la dette proactive, des emprunts ont déjà été effectué sur base d'un préfinancement 2017 pour une durée moyenne pondérée de 15 ans à un taux moyen de 0,76 % ;
- De plus, par rapport aux taux de référence des taux belges (OLO), la FWB paye une prime historiquement faible de l'ordre de 0,25% pour ce préfinancement 2017 soit 10 points de base de moins par rapport au financement 2016.

DEPENSES

Principaux mouvements

Répartition des crédits de liquidation (en m EUR)	2016 ajusté	2017 initial	Ecart Ajusté 2016 Initial 2017
Chapitre IV - Dette	206.056	212.938	+6.882

Le **Conseil du Trésor** qui s'est réuni le 21 septembre 2016 a recommandé la poursuite de la stratégie suivie et a permis d'en affiner les balises.

Pour rappel, le **Conseil du Trésor** a recommandé :

- La poursuite de la stratégie suivie ;
- Le relèvement des spreads à maximum 25 points de base par rapport aux taux de référence OLO pour les émissions de moins de 7 ans et de 30 points de base pour des maturités de 7 ans ou plus ;
- La limitation du montant maximum à 200 millions € ;
- Le maintien d'un cadre de gestion responsable de la dette en terme de risque de taux avec le maintien du ratio de taux fixes supérieur ou égal à 85 % et en terme de risque de refinancement avec des amortissements cumulés à 5 ans inférieur ou égal à 50 %, une duration supérieur ou égale à 4 ans…

DEPENSES

Principaux mouvements

Répartition des crédits de liquidation (en m EUR)	2016 ajusté	2017 initial	Ecart Ajusté 2016 Initial 2017
Chapitre V - Dotation RW/Cocof	452.925	461.383	+8.458

Les crédits destinés au financement des dotations versées à la Région wallonne et à la Commission Communautaire française (DO 90) ont été adaptés sur la base du taux d'inflation, soit une dotation de :

- 355,922 millions € pour la RW
- 101,074 millions € pour la COCOF

+ une correction pour exercice antérieur de 4,387 millions €

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

INITIAL 2017

Synthèse des corrections SEC

(en milliers €)	2016 ajusté	2017 initial	Ecarts
Amortissements	30.999	31.187	+188
Périmètre de consolidation	84.582	123.557	+38.975
Sous-utilisation des crédits	51.500	89.000	+37.500
OCPP Codes 8 et comptabilisation des intérêts	38.115	39.894	+1.779
Mécanisme de financement des bâtiments scolaires via le CRAC	-16.477	-8.530	+7.947
Droits constatés années antérieures (encours)	73.949	13.300	-60.649
Déduction dépenses sécurité		4.300	4.300
TOTAUX	**262.668**	**292.708**	**+30.040**

Des corrections SEC positives en **augmentation de 30 millions EUR** ont été prises en compte. Ces corrections s'élèvent à présent à un peu moins de 293 millions EUR.

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

CORRECTIONS SEC

INITIAL 2017

(en milliers €)	2016 ajusté	**2017 initial**	Ecarts
TOTAUX	262.668	**292.708**	+30.040

Les corrections SEC visent à **établir des principes budgétaires communs** aux entités publiques de l'Union européenne.

Pour la FWB, les corrections SEC aboutissent notamment :

- à neutraliser les opérations de type « financier » comme les amortissements ou les prises de participations;
- à tenir compte de l'utilisation effective des crédits;
- à inclure dans le budget le solde des unités du secteur public entrant dans le périmètre de la FWB;
- à ne prendre en compte que les recettes ou dépenses relatives à une année budgétaire donnée (ce qui implique l'exclusion des recettes ou dépenses relatives à des années antérieures).

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

CORRECTIONS SEC

INITIAL 2017

Opérations financières

(en milliers €)	2016 ajusté	2017 initial	Ecarts
OCPP Codes 8 et coptabilisation des intérêts	38.115	39.894	+1.779

Les **octrois de crédits et de prises de participation** sont des opérations financières dont il convient d'en neutraliser l'effet sur le solde SEC. Le Comité de monitoring les estime désormais à un peu **moins de 40** millions €, **en hausse de 1,779 millions €** par rapport **à l'ajusté 2016.**

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

CORRECTIONS SEC

INITIAL 2017

Périmètre de consolidation

(en milliers €)	2016 ajusté	2017 initial	Ecarts
Périmètre de consolidation	84.582	**123.557**	**+38.975**

Répartition :

OIP	6.574
SACA hors Enseignement	-1.470
SACA Enseignement	5.000
Fonds bâtiments scolaires	109.134
Universités	0
Hautes Ecoles	0
Non classés	5.949
Autres (Spabs)	-1.833
Autres organismes	203
Total	**123.557**

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

CORRECTIONS SEC

INITIAL 2017

Périmètre de consolidation

Pour les **OIP**, les montants ont été estimé sur base d'un travail de monitoring effectué en concertation avec la CIF.

Les montants de l'impact SEC des **SACA hors enseignement** sont basés sur les données communiquées par la CIF.

Pour les **SACA enseignement**, le montant estimé est basé sur les dernières données communiquées par la DGBF.

L'impact SEC pour les **Universités et les Hautes Ecoles** est considéré comme égal à 0, vu les fortes différences observées dans le passé entre les évaluations ex-ante et ex-post des dépenses d'investissement de ces entités.

CORRECTIONS SEC

INITIAL 2017

Bâtiments scolaires

(en milliers €)	2016 ajusté	2017 initial	Ecarts
Mécanisme de financement des bâtiments scolaires via le CRAC	**-16.477**	-8.530	**+ 7.947**

Les corrections SEC relatives au financement de bâtiments scolaires via le **CRAC** s'élèvent à **- 8,530 millions EUR**. Les corrections CRAC sont le résultat des mises à disposition.

CORRECTIONS SEC

Amortissements

(en milliers €)	2016 ajusté	2017 initial	Ecarts
Amortissements	**30.999**	31.187	**+188**

Le montant des amortissements est calculé par la DGBF (et correspond aux montants repris dans le budget des dépenses), augmenté des amortissements des charges du passé concernant les **infrastructures hospitalières** (**22.500 m€**)

Sous-utilisation de crédits

(en milliers €)	2016 ajusté	2017 initial	Ecarts
Sous-utilisation des crédits	**51.500**	87.867	**+37.500**

La sous-utilisation est estimée à 89.000 m€ qui correspond à un scénario prudent d'utilisation des crédits à hauteur de **99,16 %.** La moyenne de consommation des crédits entre 2011 et 2015 s'élève en effet à 98,8%.

365 (2016-2017) — N° 9

CORRECTIONS SEC

Droits constatés années antérieures INITIAL 2017

(en milliers €)	2016 ajusté	2017 initial	Ecarts
Droits constatés années antérieures (encours)	73.949	13.300	**-60.649**

APUREMENT DE L'ENCOURS :

Afin de rencontrer l'encours portant sur des droits constatés relatifs à l'année 2016, un montant de 11,4 millions € est dédicacé à la provision pour droits constatés identifiés en encours.

Une correction SEC positive pour droits constatés année antérieure sera opérée pour un montant équivalent.

Les montants de la provision encours et de la correction SEC seront réévalués dans le cadre de l'ajustement du budget 2017.

(377)

365 (2016-2017) — N° 9

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

CONCLUSIONS

INITIAL 2017

Rappel des principaux axes d'action du Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative :

- Moyens complémentaires à l'**Etnic** pour le volet technologique du contrat d'administration ;
- Recrutements pour la mise en œuvre du **contrat d'administration ;**
- **e-WBS :** renforcer la simplification administrative ;
- **Energie** : rationalisation de la gestion des dépenses énergétiques par un marché unique gaz et électricité et réinvestissement des économies réalisées dans des mesures génératrices d'économies d'énergie ;
- Apurement de l'**encours ;**
- Introduction de clauses sociales et environnementales dans les **marchés publics ;**
- Elargissement des bénéficiaires du **Fonds Ecureuil ;**
- **Crowdfunding ;**
- Recours aux **crédits de la BEI.**

ANNEXE N° 2 : RÉPONSE DE M. LE MINISTRE DU BUDGET À LA COUR DES COMPTES

Réponse écrite au rapport de la Cour des comptes sur les projets de budgets 2017.

Point 4. Projet de budget des dépenses de l'année 2017.

4.1 Dispositif du projet de décret

Commentaire de la Cour

La Cour des comptes relève que la plupart des articles du dispositif du présent projet, commentés ci-après, figuraient déjà dans les dispositifs des budgets initial et ajusté pour l'année 2016. Elle réitère, dès lors, les remarques qu'elle avait formulées dans ses rapports précédents.

Celles-ci sont détaillées dans le présent document.

ARTICLES 7 à 9

L'article 7 du dispositif est une simple mesure d'application du décret du 20 décembre 2011.[1]

Par cette disposition, la Parlement désigne les articles budgétaires qui peuvent bénéficier de la disposition reprise à l'article 7, 1° b) du décret du 20 décembre 2011.

On relèvera que d'autres articles du dispositif qui mettent en œuvre des dispositions du décret du 20 décembre 2011 ne sont pas commentés par la Cour.

En ce qui concerne les articles 8 et 9, il conviendrait de lire attentivement le commentaire de ces deux articles dans la justification du dispositif :

Article 8

Le présent article vise à permettre l'engagement des rémunérations du personnel administratif dans le respect des délais prévus à la loi du 12 avril 1965 et son arrêté d'application du 5 mars 1986 sur la protection de la rémunération des travailleurs.
En effet, le délai entre la constatation de dépassement des crédits et la mise à disposition auprès du caissier de la FWB des éléments matériels qui lui permettent de créditer les membres du personnel dans le respect des délais prévus à la loi du 12 avril 1965 ne garantit pas à coup sûr d'obtenir, préalablement à l'imputation budgétaire, la délibération prévue à l'article 26 § § 2 du décret du 20 décembre 2011 ou celle prévue par l'article 13 s'il s'avère que la procédure prévue à l'article 26 § 2 ne couvre pas les dépassements effectués.

[1] Décret portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement

La disposition prévoit également la situation où la réalisation du processus prévu à l'article 13 troisième alinéa du décret du 20 décembre 2011 s'avère matériellement impossible.

Article 9

Le présent article vise à permettre le paiement des rémunérations du personnel enseignant dans le respect des délais prévus à la loi du 12 avril 1965 et son arrêté d'application du 5 mars 1986 sur la protection de la rémunération des travailleurs.
En effet, le délai entre la constatation de dépassement des crédits et la mise à disposition auprès du caissier de la FWB des éléments matériels qui lui permettent de créditer les membres du personnel dans le respect des délais prévus à la loi du 12 avril 1965 ne garantit pas à coup sûr d'obtenir, préalablement à l'imputation budgétaire, la délibération prévue à l'article 26 § 3 du décret du 20 décembre 2011 ou celle prévue par l'article 13 s'il s'avère que la procédure prévue à l'article 26 § 3 ne couvre pas les dépassements effectués.
La disposition prévoit également la situation où la réalisation du processus prévu à l'article 13 troisième alinéa du décret du 20 décembre 2011 s'avère matériellement impossible.

Quelle situation ces dispositions entendent –elles régler ?

Il s'agit d'une éventuelle indisponibilité de crédit au moment où le calcul effectué par l'ETNIC pour l'imputation et la paiement des traitements de décembre du personnel enseignant est communiqué par ce dernier au service de l'AGE chargé d'encoder les données des imputations budgétaires par article dans l'application GCOM qui confectionnera les ordonnances couvrant un fichier de paiement unique pour l'ensemble des personnels (séparé toutefois entre définitifs et temporaires.)

Une éventuelle indisponibilité de crédit sur un article ne sera connue qu'au moment de l'encodage des données soit au plus tôt le 19 décembre. Or l'insuffisance de disponibilité sur un seul article empêchera l'exécution du fichier de paiement global vu que celui-ci est formaté pour être insécable (pour des raisons évidentes de sécurité) ; en effet le fichier de paiement doit être intégralement couvert par les ordonnances qui matérialisent les imputations budgétaires sur les articles de base des traitements et subventions-traitements (une cinquantaine pour les différentes catégories de personnel dans les différents réseaux et niveaux d'enseignement).[2]

Il parait assez compliqué d'organiser une délibération budgétaire dans un délai qui permette au trésorier centralisateur de valider les fichiers de paiement et au caissier de les exécuter dans le délai qui permettent que les comptes de tous les organismes financiers sur lesquels sont virés les

[2] Ces précisions sur les processus de paiement ont déjà été communiquées aux services de l'auditorat.

traitements des personnels soient crédités dans le respect des échéances fixées par la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs et son arrêté d'application du 5 mars 1986. Ce serait encore plus compliqué si le dépassement de crédit était au moins égal au montant déterminé à l'article 4 du dispositif du décret des dépenses 2017 (5 millions d'euros) ; il faudra alors déposer immédiatement un projet de décret qui ouvre des crédits supplémentaires qui devrait être approuvé avant le 31 décembre de l' exercice.

La Cour des comptes fait remarquer à ce sujet que l'insuffisance des crédits d'engagement en matière de rémunération du personnel administratif ne constitue pas un cas d'urgence résultant de circonstances exceptionnelles et imprévisibles.

Concernant ce commentaire, il est utile de rappeler que pour être liquidées les dépenses (y compris celles résultant de rémunérations) doivent être préalablement engagées[3] et que les rémunérations étant par essence des dépenses récurrentes telles que définies à l'article 7,2°, a) du décret du 20 décembre 2011 (dont la définition est précisée au commentaire de l'article en question), les prévisions des traitements et subventions-traitements sont toujours identiques aux prévisions des liquidations.

Dans ce contexte, le critère d'urgence résultant de circonstances exceptionnelles et imprévisibles s'applique donc également aux engagements.

Article 11

On remarquera d'abord que la disposition querellée a été reproduite dans toutes les entités (fédérale et fédérées) depuis au moins la loi du 28 juin 1963 (incorporée dans les lois coordonnées du 17 juillet 1991)[4] et qu'elle est encore utilisée (malgré la suppression du visa préalable de la Cour des comptes), outre à la FWB, à la Région Wallonne et à la COCOF où, étonnamment, elle ne fait pas l'objet d'objection.

On rappellera les réponses déjà produites lors de l'examen des budgets des années 2013 à 2016.

En ce qui concerne le mécanisme de la gestion décentralisée, la Cour fait référence à une norme de 375.000 euros; il n'existe en la matière aucune norme[5] puisque, tant sous l'empire de l'ancienne réglementation (arrêté royal du 12 décembre 1868) que sous la nouvelle (arrêté du 13 décembre 2012), les plafonds sont déterminés **par trésorier décentralisé** dans le

[3] Article 22 § 3 du décret du 20 décembre 2011

[4] Où elle n'a jamais fait l'objet d'aucune critique

[5] Une norme est une disposition permanente et intemporelle, ce qui n'est pas le cas de la disposition querellée qui doit être reproduite chaque année.

dispositif du budget. Les plafonds ont été déterminés après une étude minutieuse des volumes budgétaires et du nombre d'opérations effectués par les trésoriers décentralisés.

De plus, pour parfaire l'explication :

Le premier alinéa de la disposition fixe un plafond de 375.000 euros **à des** trésoriers décentralisés.

Si le législateur avait voulu ériger cette disposition en une « norme » applicable **à tous** les trésoriers décentralisés, il aurait remplacé les termes **« à des »** par « **aux** » englobant par là-même l'ensemble des trésoriers décentralisés.

Le terme « à des » s'appliquent donc par défaut à tous les trésoriers décentralisés qui ne sont pas repris dans la suite de la disposition querellée.

Contrairement à ce que la Cour énonce, les services de la direction générale de la trésorerie et du budget ont constatés depuis trois ans une diminution du volume budgétaire payé par la gestion décentralisée. Il convient également de signaler que les procédures et processus de contrôle déjà existant depuis 2007 (contrôles qui ont permis de mettre à jour des pratiques délictueuses) ont été renforcés depuis 4 ans, notamment par la mise en place de l'unité de l'inspection des trésoriers décentralisés et par un renforcement des contrôles informatiques.[6]

Pour les trésoriers décentralisés des maisons de justice, il s'agit de payer l'indemnité aux détenus sous bracelet électronique; étant donné cette catégorie de population fragilisée, le paiement dont le montant est déterminé hebdomadairement selon des règles très strictes, ne peut évidemment souffrir aucun retard d'où le passage par la gestion décentralisée plus rapide que le passage par la gestion centralisée via GCOM.

Les articles 15, 16 et 21 seront commentés par le ministre dans son exposé.

Article 16

En complément de l'exposé du ministre, voici la réponse qui avait été fournie à la Cour sur le budget 2014 :

[6] Notamment par la mise en place de la cellule de gestion des tiers et l'implémentation du progiciel S.A.P. chez tous les trésoriers décentralisés au 01/01/2017 (décision du comité de direction du ministère)

« Il ne parait pas possible de suivre la recommandation de la Cour en ce qui concerne les fonds européens. Il faudrait dans ce cas percevoir les fonds européens sur un article de recettes générales, ce qui est rigoureusement interdit par la Commission Européenne qui n'entend pas que les moyens qu'elle octroie sont distraits des objectifs pour lesquels ils sont accordés. »

Article 44

Comme le ministre le signalera dans son exposé, le titre V du décret du 20 décembre 2011 est un titre qui ne s'applique qu'aux services d'administration générale[7] et aux cabinets ministériels conformément à l'alinéa premier de l'article 3 du décret du 20 décembre 2011.

Le compte général de l'entité déterminée à l'alinéa premier de l'article 3 ne peut évidemment contenir le compte d'exécution du budget d'une entité visée au deuxième alinéa dudit article.

Les comptes des SACA sont établis sur base de l'article 73 alinéa premier du décret dans le titre X exclusivement applicable aux SACA.

Il y a donc confusion entre ministère et service d'administration générale.

L'article premier[8] des Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat distinguait bien les trois parties qui devaient former le compte d'exécution du budget: les services d'administration générale, les services à gestion séparée et les entreprises d'Etat.

Il en est allé autrement dans le décret du 20 décembre 2011 qui distingue d'une part le compte d'exécution du budget des services d'administration générale et des cabinets ministériels (l'exécution est produite dans la même forme que le budget – soit le tableau de synthèse d'une part et la liste des articles de base d'autre part) et d'autre part le compte de chaque SACA (dans lequel figure le compte d'exécution du budget du service).

On remarquera que la première page du compte d'exécution du budget rendu depuis l'exercice 2013 à la Cour spécifie bien qu'il s'agit du compte de l'entité visé à l'article 3 alinéa un du décret du 20 décembre 2011.

La limitation dudit compte à l'entité pré-rappelée n'a pas donc lieu à objection dans les rapports sur les comptes 2012, 2014 et 2015. La Cour a

[7] Cette appellation figurait déjà à l'article premier de la loi du 28 juin 1963 sur la comptabilité de l'Etat devenu l'article premier des Lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 ; pour une définition, voyez notamment Jacques DEMBOUR, droit administratif Ulg 1978, 3e édition.

[8] Il faut quand même noter que c'est le seul article de la loi du 28 juin 1963 qui n'est jamais entré en vigueur.

d'ailleurs rendu des rapports séparés sur chacune de entités visées à l'article du décret.

Enfin, le critère de la personnalité juridique n'est pas relevant dans la controverse car le ministère ne possède pas non plus la personnalité juridique. C'est la Communauté française qui possède la personnalité juridique en vertu de l'article 3 de la Constitution.

6. SECTION PARTICULIERE

La Cour rappelle qu'elle avait recommandé de traiter les aspects budgétaires des accords de la Sainte-Émilie au niveau du budget des recettes et des dépenses sans recourir à la création de cette section.

Toutefois dans son rapport sur le budget 2015, la Cour écrivait ceci :

L'inscription de ces opérations à la section particulière s'explique par la volonté du gouvernement de la Communauté française de ne pas surévaluer les recettes budgétaires par des montants qui ne seront pas affectés à des compétences qu'elle exerce en propre. La Cour estime toutefois peu cohérent que les deux types de dotations octroyées à la Région wallonne et à la Commission communautaire française suivent un régime budgétaire différent. Les dotations versées à la Région wallonne et à la Commission communautaire française dans le cadre du décret II du 19 juillet 1993 précité sont inscrites dans le budget même des dépenses (division organique 90). Celles dues en vertu du décret spécial du 3 avril 2014 (accords de la Sainte Émilie) sont soustraites du budget proprement dit et reprises à une section particulière.

Pour répondre à la Cour, on remarquera que les mécanismes ne sont pas semblables : en 1993, il s'agissait d'octroyer à la Région et la COCOF des moyens pour des compétences transférées non liées directement à des moyens transférés de l'autorité fédérale. En 2015, la FWB transfère aux deux entités francophones des moyens qui lui sont transférés directement par l'autorité fédérale, ce qui justifie la mise en place du dispositif.

En complément, voici la réponse apportée au commentaire de la Cour sur le budget 2014 :

« *bien que la Cour estime le mécanisme peu cohérent, il est cependant rendu nécessaire non seulement pour ne pas surévaluer les recettes mais aussi les dépenses : intégrer le montant en question dans les recettes générales et dans les dépenses de la DO 90 aurait totalement bouleversé*

les ratios des catégories de dépenses par rapport au total du budget [9]: ainsi les dépenses d'enseignement qui constituent 75 % du budget (cfr exposé général situation depuis 1989) seraient passées à 54% , ce qui aurait complétement perverti ces ratios qui sont utilisés dans les comparaisons internationales (OCDE, ONE, etc…); les transferts RW COCOF auraient constitué près de 30% des dépenses totales.

7. LES SACA

7.1 Articles du dispositif du projet de budget des dépenses, relatifs aux SACA

La non suspension de l'article 73 alinéa premier du décret du 20 décembre 2011 s'explique par le respect du délai décrétal pour les SACA hors enseignement[10] et la mise en place du projet PICO qui permettra la collecte de toutes les informations sur les comptes des SACA enseignements[11] pour le 30 juin.

Concernant l'article 6 du décret–programme qui propose une modification de l'article 73 alinéa deux du décret du 20 décembre 2011, on reproduit ici l'argumentation développée lors de l'examen de ce texte.

« L'objet de la disposition est de clarifier le moment où les comptes des SACA doit faire l'objet d'une agrégation; dans l'esprit des rédacteurs du texte du décret, cette agrégation doit intervenir au moment où l'ensemble des comptes approuvés par la Cour (tant le compte général du ministère que celui de chaque SACA individuellement) doit faire l'objet d'un projet de décret portant approbation du compte général.

L'objectif de cette liste agrégée est de limiter le volume des annexes au projet de décret approuvant le compte général.

Si le législateur avait souhaité que cette liste soit produite en même temps que le compte individuel de chaque SACA , il aurait prévu la forme agrégée à l'alinéa premier de l'article 73.

Dans son rapport sur le budget 2017, en page 28, la Cour critique la disposition de l'article 6 du présent projet arguant du fait que le compte agrégé adopté par le Parlement n'aura pas été soumis à son contrôle.

---

[9] Et également les ratios de la dette

[10] Tous les comptes 2015 des SACA hors enseignement ont été transmis à la Cour le 15 mars 2016 soit un mois avant l'échéance légale, sauf celui du Musée de Mariemont qui a été transmis 15 jours plus tard mais dans les délais légaux.

[11] Hors hautes écoles et écoles supérieures des arts

C'est méconnaître les dispositifs de reddition et d'approbation par la Cour du compte général de l'administration générale (article 44§ 1er) et de chaque SACA individuel (article 73 alinéa premier).

L'intervention de la Cour dans le processus d'approbation et de certification s'arrêté dans ces deux circuits parallèles au 30 juin.

Ni sous l'empire de l'ancienne réglementation (LCCE[12]) ni dans la règlementation actuelle, la Cour n'a de compétence pour se prononcer sur un projet de décret relatif au compte général.

Les annexes au projet de décret en question reproduisent les données budgétaires et comptables certifiées par la Cour. On n'aperçoit pas pourquoi la Cour devrait certifier une liste récapitulative des données des SACA alors qu'elle aura déjà certifié individuellement le détail de toutes les données de chaque SACA. »

ARTICLE 39 DU DISPOSITIF

La disposition querellé ne met nullement en péril les SACA.

Voici la réponse apportée à la Cour lors de son rapport sur le budget 2014 ; elle reste d'actualité.

En effet, cette disposition respecte l'article 68, 5° du décret du 20 décembre 2011 qui dispose que « *les crédits d'engagement doivent être en tout état de cause limités aux moyens constitués par la dotation annuelle, les recettes propres et le montant de la réserve bilantaire*[13] ***après déduction du montant nécessaire à la couverture de l'encours des engagements reportés des exercices antérieurs*** » ;

Dans la mesure où tant les moyens d'action que les moyens de paiement des SACA sont conditionnés par leur disponible en trésorerie, on n'aperçoit pas comment ces services ne pourraient faire face financièrement à leurs obligations.

Les soldes reportés[14] (ou la réserve bilantaire) font bien partie intégrante des moyens disponibles pour l'année. Limiter l'utilisation de ces reports ou de cette réserve au seul apurement des obligations antérieures aurait pour effet de constituer des réserves financières dépourvues de toutes possibilités d'utilisation budgétaire et empêcherait les services, notamment de l'enseignement, de gérer au plus près leurs besoins, ce qui était le but

[12] Lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat le 17 juillet 1991

[13] Autrement appelé solde libre d'engagement budgétaire

[14] Les opérations internes de régularisation sont prévues et imputées au budget – article 68, 7°

la réforme de 1984 (auparavant, ces services fonctionnaient sous le système des fonds avancés).

7.3 SACA hors enseignement

7.3.5 Musée de Mariemont

La diminution de 201.000 euros représente les frais d'énergie qui seront pris en charge en 2017 par un article de base de la Direction du Support Logistique du ministère dans le cadre d'un marché global d'achat groupé. En cela, le ministère suit une recommandation de la Cour sur la rationalisation et l'optimisation des achats.

7.4 SACA ENSEIGNEMENT hors hautes écoles

Il est important ici de rappeler l'historique de la constitution des établissements scolaires de l'Etat et assimilés[15]

Les écoles ont été constituées en gestion séparée afin qu'elles puissent bénéficier de recettes propres qu'elles tirent de leur activité. Auparavant, elles fonctionnaient sous le régime des fonds avancés avec la spécialité budgétaire par articles de base. L'objectif de la réforme était précisément de libérer les chefs d'établissement, ordonnateurs secondaires, de cette contrainte afin qu'ils affectent leur dotation et les ressources propres au meilleur fonctionnement de leur établissement.

À l'époque (1984), les services de la Cour, grâce à leur expertise, ont activement participé à l'élaboration des circulaires de 1985 et de 1988 qui régissent la mise en pratique de la gestion séparée.

Dans son 150ième cahier d'observation, la Cour, consciente du déploiement d'énergie, de la consommation de papier et de l'intérêt relatif qu'il y avait à publier intégralement au moniteur belge les quatre pages du compte d'exécution du budget de chaque établissement, a accepté que les informations budgétaires soient communiquées par niveau d'enseignement.

La présentation agrégée des budgets des SACA enseignement respecte donc cette recommandation.

C'est également dans cette optique qu'avait été rédigée la disposition de l'article 73 alinéa deux du décret du 20 décembre 2011. Par exemple, l'agrégation des comptes des SACA enseignement sera effectuée par niveau d'enseignement.

[15] Cfr article 83 de la loi de redressement du 31 juillet 1984.

On n'aperçoit pas l'intérêt qu'il y aurait à faire figurer en annexe du projet de décret sur le compte général l'intégralité de chaque compte de chaque SACA tant de l'enseignement que hors enseignement.

En disposant que les comptes des SACA soient joints sous une forme agrégée au projet de décret relatif au compte général de la Communauté, le législateur de 2011 a agi dans la continuité de la remarque de la Cour des comptes dans son 150ième cahier.

7.5. SACA ENSEIGNEMENT Hautes écoles de la Communauté française

La remarque de la Cour sur la présentation des budgets est justifiée.

Toutefois, le groupe de travail constitué pour satisfaire aux remarques de la Cour n'a pas encore terminé ses travaux.

ANNEXE N° 3 : COMPLÉMENT DE RÉPONSE DU MINISTRE DU BUDGET

Rationalisation des dépenses énergétiques

Introduction

L'AB 12.02.03 de la DO 11 regroupe désormais toutes les dépenses énergétiques du Ministère en lien avec la passation prochaine d'un **marché unique « Gaz et électricité »**. Ce marché unique pour toutes les implantations du Ministères et de ses directions déconcentrées, se traduira également par une centralisation des factures.

Ce marché unique laisse entrevoir un **potentiel d'économie** qui sera à son tour réutilisé pour réaliser des investissements générateurs d'économies d'énergie.

Ces économies liées au marché unique sont temporairement inscrites dans une « Provision pour dépenses en matière d'économies d'énergie » de la DO 11 (nouvel AB 01.08.02), dans l'attente d'être transférées vers un AB de la DGI (investissements générateur d'économies d'énergie) à créer, lors de l'ajustement budgétaire 2017, une fois que les économies seront confirmées.

Montants en jeu

L'augmentation des crédits de l'AB 12.02.03 est donc liée au transfert de 100% des dépenses énergétiques (gaz et électricité) en provenance des AB suivants :

- AGAJ : DO 17 – AB 12.03.02 : 552 m€
- AG Culture : DO 20 – AB 01.01.05 : 88 m€
- AG Culture : DO 20 – AB 12.03.03 : 42 m€
- AG Culture : DO 24 – AB 12.61.31 : 103 m€
- AG Culture : DO 24 – AB 41.30.11 : 216 m€
- AG Sport : DO 26 – AB 12.03.03 : 940 m€

Soit un total de dépenses de gaz et d'électricité de **1.941 m€** transférées.

L'économie potentielle liée au marché énergétique unique a été estimée à près de 700 m€ (soit 21% d'un coût antérieur de 3,3 millions €). Par prudence, il a été proposé de transférer, à ce stade, 600.000€ vers un nouvel AB 01.08.02 « Provision pour dépenses en matière d'économie d'énergie » de la DO 11.

En conclusion, les crédits évoluent comme suit :
2.225 + 1.941 – 600 = **3,566 millions €**

FICHE Contrat d'administration

La déclaration de politique communautaire 2014-2019 prévoit que le « *Gouvernement généralisera la conclusion de contrats d'administration, lesquels remplaceront les actuels plans opérationnels.*
Traduisant la visions stratégique définie par le Gouvernement et le développement de la responsabilisation managériale des mandataires pour l'utilisation optimale des ressources humaines et logistiques, les contrats d'administration fixeront pour le durée de la législature, les objectifs quantitatifs et qualitatifs à atteindre, les moyens humains et de fonctionnement, ainsi que les droits et obligations de chacune des parties prenantes (Gouvernement, Ministère, mandataires)
Le contrat d'administration contiendra d'une part, des objectifs généraux et transversaux et d'autre part, une déclinaison (en ce compris des moyens) par département (Secrétaire général, Administrateurs généraux, Directeurs généraux) sous l'autorité d'un mandataire ».
Le coût de la mise en oeuvre du contrat d'administration est estimé pour 2017 à **14,5 millions** et comporte **deux volets** :

1. Le volet « ressources humaines »

Un montant de **7,959 millions €** est inscrit (DO 11 – AB 11.04.01 « personnel non statutaire ») et qui correspond aux recrutements planifiés ainsi que le surcoût lié à l'accélération du plan de recrutement nécessaire pour la mise en place du contrat d'administration.

2. Le volet « ressources technologiques »

Un montant supplémentaire de **6,6 millions €** est inscrit (D0 12 – AB 41.01.14 « ETNIC ») au budget ajusté pour financer le plan de ressources technologiques du contrat d'administration.

1. Le Volet « ressources humaines »

Un plan de personnel pluriannuel est joint au Contrat d'administration. Le plan s'étend sur l'ensemble de la durée du contrat et contient les recrutements prévus à la fois pour les services continus et les services non continus.
Le nombre de recrutements qui sont programmés a été calculé sur base des restrictions de recrutement qui ont été décidés par le Gouvernement en début

de législature, à savoir 1 remplacement pour 5 en 2015 et 2016 et 2 remplacements pour trois départs en 2017, 2018 et 2019. Il est aussi calculé sur base des départs prévus sur les trois prochaines années.
Sur cette base, l'Administration peut opérer **357 recrutements** jusqu'en 2019.
Afin d'assurer le démarage du contrat d'administration, il a été décidé d'anticiper les recrutements auxquels l'administration pouvait prétendre sur la durée du contrat. Les recrutements en début de contrat ont été accélérés, pour les ralentir ensuite à la fin du contrat.
Les recrutements demandés pour la durée du contrat sont les suivants :

2015	17
2016	125
2017	125
2018	65
2019	25

Chaque ETP est calculé avec une moyenne de 50.000€.
L'administration demandant 125 ETP pour 2016, au vu du retard des procédures de sélection, il a été décidé d'impacter ces recrutements à 10/12ème sur l'année 2017.
L'anticipation des 125 ETP sur 2017 est de **4 millions €.**
Avec les restrictions budgétaires prévues dans la Déclaration de Politique communautaire, 11 millions€ d'économies avaient été prévus. Avec ces anticipations de recrutement et en tenant compte des retards occasionnés à l'Administration pour les procédures de recrutements, nous avons revu à la baisse l'impact budgétaire du Contrat d'administration sur 2017 à 7.000.000€.
Il est à noter que l'économie non réalisée en 2017 est postposée sur les autres années étant donné que l'Administration n'a pas bénéficié de recrutements supplémentaires par rapport à ses prévisions sur les années 2015 à 2019 mais a avancé ses possibilités de recrutement. Le nombre de recrutements demandés diminuent en effet fortement à partir de 2018, ce qui engendrera des économies importantes.

2. ***Le volet « ressources technologiques »***

Le contrat d'administration reprend également les ressources informatiques qui sont nécessaires pour réaliser les objectifs qu'il contient.
Il s'appuie sur un certain nombre de projets informatiques. On dénombre au total 94 projets, répartis entre les 5 AG et le SG. Pour chaque projet, une

estimation des ressources humaines et budgétaires nécessaires a été réalisée pour la période 2016-2018.

L'impact budgétaire global sur trois ans de l'ensemble de ces projets est de **19.460.339 €** *(5.151.000 € pour les ressources humaines spécifiques et 14.309.340 € pour l'analyse, le développement, le déploiement et maintenance des projets).*

Ce montant inclut la demande supplémentaire de ressources humaines de l'ETNIC pour renforcer l'équipe interne de projets (916.000 €).

Le détail de ces dépenses pour 2017 se décline comme suit :

Projets	RH	Budget	TOTAUX
2017	1.922.000 €	4.694.045 €	**6.616.046 €**
Analyse	521.450 €	1.113.145 €	
Développement	1.045.800 €	1.195.300 €	
Déploiement	258.000 €	995.600 €	
Maintenance	96.750 €	1.390.000 €	
2018	1.922.000 €	7.702.189 €	9.624.189 €
Analyse	182.450 €	0 €	
Développement	829.300 €	4.145.468 €	
Déploiement	749.000 €	2.055.600 €	
Maintenance	161.250 €	1.501.121 €	

Il est toutefois prévu de revoir fondamentalement le mode de fonctionnement du prestataire informatique de la FWB. Dans le cadre de la transition vers un nouveau modèle de gestion, une attention particulière est apportée au suivi de certains projets identifiés comme transversaux et/ou stratégiques importants dont ne peut se passer le Ministère pour mener à bien ses missions.

Provision Encours

Sur conseil de l'ICN, à partir de 2017, le budget initial intégrera une provision encours fixée de manière forfaitaire. A cette provision forfaitaire est ajouté l'encours identifié à la confection du budget initial.
Le montant de la provision encours est actualisé à l'ajustement.
A l'initial 2017, la partie forfaitaire est fixée à 5 millions € en crédits de liquidation. Un montant de 6,4 millions d'euros relatif à de l'encours sur les frais de transport des enseignants est joint.

A l'issue de l'exercice 2016, un montant total de **32,057** millions aura fait l'objet d'une redistribution vers les AB des ministres fonctionnels.
La redistribution vise :

- 14.000 euros pour le ministre Demotte,
- 12, 608 millions (infras culturelles et PSE) pour la ministre Gréoli,
- 14,715 (recherche et télévisions locales) millions pour le ministre Marcourt,
- 161.000 euros pour la ministre Schyns,
- 602.000 euros pour le ministre Flahaut,
- 3,957 (enseignement de promotion sociale) millions pour la ministre Simonis.

Pour être tout à fait complet :

- Un premier bulletin de répartition portant sur un montant total de 31,123 millions a été exécuté la semaine dernière ;

- Un second bulletin de répartition portant sur un montant total de 934.000 euros est soumis à l'Inspection des finances pour passage en Gouvernement d'ici 2 semaines.

L'ERP « GLADIS » et son implémentation (GLADIS devient WBFIN)

A beaucoup d'égards et sans même parler de l'obligation légale d'implémenter les nouvelles règles de la comptabilité publique, la gestion du Ministère est fortement handicapée par l'obsolescence de son logiciel comptable : **le GCOM**. Que ce soit pour le contrôle interne, la création et la mise à jour d'un inventaire patrimonial ou la gestion analytique de ses ressources, le Ministère doit se doter d'un ERP performant. La solution informatique « GLADIS », déjà implémentée dans certains services du Ministère, notamment pour la gestion de la logistique, constitue la solution informatique adéquate pour remplacer avantageusement le GCOM.
Une gestion du changement au sein du Ministère devra accompagner l'implémentation du logiciel.

Historique :
Le projet « Gladis » est né suite aux besoins de certaines entités de la Fédération Wallonie –Bruxelles d'assurer, entres autres, une gestion logistique des biens mais aussi de trouver une solution de traçabilité des denrées alimentaires.
L'administration et l'Etnic ont choisi, via un marché public, d'acquérir et d'implémenter un progiciel de gestion intégré (appelé aussi un ERP) de la marque SAP, à la demande du Centre de prêt de Naninne, en 2012, qui cherchait une solution, tant pour gérer la logistique (gestion des achats et des stocks) que pour tenir les différentes comptabilités (comptabilité budgétaire, comptabilité générale en partie double, comptabilité fournisseur et client, comptabilité analytique).

Ensuite, Gladis a été implémenté à la DGACA[1], à l'AGE[2], à l'AGC[3], à l'EAP[4], pour les trésoriers décentralisés de l'administration Générale des Maisons de Justice, pour des SACA[5] (musée Royal de Mariemont, l'Agence pour l'Evaluation de la Qualité de l'Enseignement Supérieur de la Communauté et le service Général des Infrastructures Privées Subventionnées).
Fin 2016, Gladis sera utilisé entres autres par 27 unités d'établissement de l'ADEPS, par l'ARES[6], par l'Observatoire des politiques culturelles...

[1] DGCA : la Direction Générale de l'Audit, de la Coordination et de l'Appui du Secrétariat général
[2] AGE : l'Administration Générale de l'Enseignement
[3] AGC : l'Administration Générale de la Culture
[4] EAP : Ecole d'administration Publique
[5] SACA : service administratif à comptabilité autonome
[6] ARES : l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur

Il faut noter qu'un **audit** de Gladis a été effectué fin 2015 /début 2016 par l'administration dans le but d'améliorer les prochains déploiements.
En outre, la solution « Gladis » et ses différents modules ont été présentés à la **Cour des comptes** ainsi qu'au service d'audit pendant 8 journées complètes en février et mars 2016.

Pour l'avenir, le contrat administration prévoit le déploiement de la solution à l'ensemble de l'administration. La solution « Gladis » (qui sous-entendait essentiellement une gestion logistique) **est renommée en « WBFin »** (qui présente un intérêt plus large qu'uniquement logistique).

Actuellement, un consultant identifie, avec les correspondants budgétaires de chaque département et la DGBF les adaptations à réaliser pour optimiser au mieux ce progiciel aux besoins des différents services de la FWB. Une fois cette étape réalisée, fin février, les développements permettant d'adapter ce progiciel aux besoins du Ministère seront réalisés. En parralléle, un travail d'information, de formation et d'accompagnement sera réalisé par la DGBF pour implémenter progressivement « GLADIS » dans tous les services du Ministère.

BEI

Concernant le contrat de projets signé le 2 décembre 2013 avec la BEI pour un montant de 300 millions :

Ce contrat prévoit la possibilité pour les banques prêteuses d'emprunter directement à la Banque européenne d'investissement (BEI) la moitié du montant prêté à la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB).

Il ne s'agit donc pas d'un crédit direct de la BEI vers la FWB et cela ne concerne pas le présent dossier de 1,3 milliard avec la BEI.

Il s'agit d'un modèle de financement permettant aux intermédiaires de se financer auprès de la BEI à un taux préférentiel.

Le contrat de projet portait effectivement sur un montant maximum de 300 millions mais toutes les banques prêteuses ne se sont pas financées à la BEI : cela impliquait que les banques se retrouvent avec des liquidités qu'elles doivent replacer à la Banque centrale à des taux négatifs.

Concernant l'état d'avancement de la négociation d'un prêt auprès de la BEI et la liste des projets visés :

Je confirme qu'un programme d'investissement entre la FWB et la BEI est effectivement en cours de négociation et constituerait une des plus importantes opérations de la BEI en Belgique.

L'accord du conseil d'administration de la BEI a été approuvé le 7 novembre dernier et la finalisation de la convention aura lieu le 6 décembre prochain.

Le Programme d'investissement de la FWB concerne la construction et la rénovation de crèches, d'écoles fondamentales, d'écoles secondaires, d'écoles d'enseignement supérieur, de centres d'aide à la jeunesse, de centres sportifs publics (ADEPS7), de bâtiments culturels ainsi que la réalisation d'une opération transversale cherchant à améliorer l'efficacité énergétique des infrastructures scolaires. Ces projets sont inscrits dans une logique d'amélioration de l'efficacité énergétique et comprennent notamment la construction d'un lycée pilote à consommation énergétique passive ainsi que l'utilisation d'énergie renouvelable préfigurant les performances énergétiques prévues en 2020 dans le plan Marshall 2.vert dans les Régions wallonnes et bruxelloises.

[7] ADEPS : Administration de l'Education Physique et des Sports, a pour mission de promouvoir, d'organiser et d'encadrer des activités physiques et sportives auprès de la population francophone de Wallonie et de la Région de Bruxelles-Capitale. Son action se traduit par des activités destinées à un public scolaire ou au grand public.

Tableau : proportion estimée des investissements par Région et par Province[8].

	Région Bruxelles-Capitale	Région Wallonne				
		Brabant wallon	Hainaut	Namur	Liège	Luxembourg
	Pas en zone de convergence 2014-2020		Zone de Convergence 2014-2020			
Répartition des investissements	19%	8%	73%			
Répartition de la population	24%	8%	68%			

Tableau 2 : proportion des investissements par réseaux scolaires

	Catégorie	Proportion
I	Infrastructures scolaires réseaux libres	**2.5%**
II	Infrastructures scolaires réseau officiel subventionné	**26.7%**
III	Infrastructures scolaires Programme prioritaire de travaux	**24.7%**
IV	Infrastructures scolaires réseau Communauté française	**21.8%**
V	-Infrastructures administratives liées à l'éducation	0.3%
	-Infrastructures d'Aide à la Jeunesse	1.4%
	-Infrastructures du Sport	5.7%
	-Infrastructures de la Culture	9.7%
		17.1%

Concernant l'accélération des investissements :

Il ne s'agit, en aucun cas, d'une accélération d'investissements ou d'investissements nouveaux mais de remplacer une source de financement par une autre, moins coûteuse. En effet, l'objectif est de négocier un emprunt à des conditions plus favorables et à un taux préférentiel par rapport à ce qu'offre le marché et ce, dans la continuité de bonnes pratiques de la gestion de la dette.

Concernant les taux pratiqués et l'impact SEC :

Comme mentionné, la convention entre la BEI et la FWB est en voie de finalisation et par conséquent, les modalités en termes de taux, de maturité etc. De plus, le contrat de projet signé avec la BEI n'aura pas d'impact SEC.

Concernant le taux préférentiel accordé à la FWB par la BEI :

La BEI a une notation triple « A » qui correspond à la meilleure qualité de crédit existante. A titre d'exemple, la BEI se finance à un coût inférieur à celui de l'Etat fédéral belge puisqu'elle a une meilleure notation.

L'objectif est de rétrocéder à la FWB les conditions d'emprunt de la BEI et ainsi se financer à moindre coût.

Concernant les avantages que l'on peut escompter d'un tel prêt :

[8] Valeurs reçues pour l'année 2016 et projetées pour les années 2017-2020

En termes de visibilité et de fiabilité, cela maintient la confiance des investisseurs existants et crédibilise la FWB auprès d'investisseurs potentiels.
En outre, comme mentionné précédemment, cela offre à la FWB un taux préférentiel et ce, même si les taux moyens des emprunts diminuent grâce à la qualité de gestion de la direction de la dette.
La ligne de prêt mise à la disposition de la FWB par la BEI constitue une marge de sécurité, et donc un instrument de couverture, en cas de volatilité à la hausse des taux.
Enfin, pour un emprunt de 20 ans correspondant à la durée maximale de l'emprunt et en fonction des différents cas où la bonification par rapport à nos balises actuelles (OLO+25pb sur ce type de maturité) serait de :

- 5pb : cela ferait une économie de 6M d'euros ;
- 10pb : cela ferait une économie de 12M d'euros ;
- 15pb: cela ferait une économie de 18M d'euros.

Concernant les projets d'investissement mis en avant auprès de la BEI :
Il s'agissait de mettre en évidence et de valoriser des projets existants auprès de la BEI. A la suite de la présentation des investissements programmés relatifs à l'enseignement, la recherche scientifique ou encore la culture, la BEI s'est déclarée prête à en financer la moitié.

Concernant les montants du prêt et la répartition sur cinq ans :
Une ligne de 600 millions de prêt est mise à la disposition de la FWB pour autant qu'elle puisse justifier 1,3 milliard d'investissement. On sait que sur base budgétaire, cela correspond aux investissements programmés tandis que les tranches disponibles correspondent à la moitié de l'investissement que l'on peut justifier. Pour chaque euro dépensé, la BEI intervient pour moitié à hauteur de 600 millions au total.

Fiche Cession d'immeubles

La diminution des crédits par rapport à l'ajusté 2016 provient de la réévaluation de l'estimation des recettes des ventes d'immeubles basée sur l'état d'avancement des travaux de la TASK FORCE, cette diminution ayant été fixée à -6,365 millions € par rapport à l'ajusté 2016, ce qui nous amène à une estimation de **7 millions €.**

La TASK FORCE Infrastructures poursuit ses travaux destinés à rationaliser la gestion de nos bâtiments en insistant sur la nécessité d'un travail transversal et stratégique et d'un accroissement des synergies entre tous les secteurs et acteurs.

Dans ce cadre également la FWB se départit chaque année de plusieurs bâtiments.

Parmi les biens susceptibles de faire l'objet d'une vente durant l'année 2017, on peut citer :

Fonds des bâtiments scolaires

- DOUR- Site de la Rue de l'Athénée
- ELLEZELLES – Site d'en-haut, Rue des Ecoles
- ENGHIEN – Maison, Rue Montgomery
- GOSSELIES – Immeuble, Place des Martyrs
- LA LOUVIERE – Site, Avenue Max Buzet
- MONS – Site de la Grande Triperie
- TOURNAI – Site, Rue des Carmes
- TOURNAI – Bâtiments site du Bd.Leopold, Rue Albert Allard
- WASMES – Site Ancien Charbonnage de Bonne Espérance
- LIERNEUX – E.P.A.C.F.
- HUY, ITCF, vergers
- GRACE-HOLLOGNE, IEPS
- EBEN-EMAEL, bâtiment
- VISE, OUPEYE, FOURONS – Terres agricoles
- GEDINNE – EPACF
- SUARLEE – Prairie, ITCAA
- TAMINES – HECF
- TAMINES – EPACF
- MALONNE – EPACF
- ANHEE – Site scolaire, Rue Grande
- SOMBREFFE – terrain

Infrastructures culturelles

- La Maison des Nerviens, Etterbeek
- Cinéma Les Variétés, Bruxelles; *négociation en cours*
- Bruxelles : Cinéma Le Palace ; *négociation en cours*

Infrastructures administratives du Sport, de la Santé et de l'Aide à la Jeunesse

- Arlon – Habitation aménagée en bureaux, Av.de la Gare
- Marche-en-Famenne – Habitation aménagée en bureaux